



**HAL**  
open science

**La Fédération de la Seine du Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière de 1905 à 1914 : entre tradition d'extrême-gauche et réformisme modernisateur**

Pierre-Louis Tournieroux

► **To cite this version:**

Pierre-Louis Tournieroux. La Fédération de la Seine du Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière de 1905 à 1914 : entre tradition d'extrême-gauche et réformisme modernisateur. Histoire. 2017. dumas-01707344

**HAL Id: dumas-01707344**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01707344v1>**

Submitted on 12 Feb 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris-I Panthéon-Sorbonne

UFR 09 Histoire

Master Histoire des sociétés occidentales contemporaines (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles)

Centre d'Histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle

Mémoire de Master 2 Recherche

2017



**La Fédération de la Seine du Parti socialiste – Section  
française de l’Internationale ouvrière de 1905 à 1914.  
Entre traditions d’extrême-gauche et réformisme modernisateur.**

Pierre-Louis TOURNIEROUX

Sous la direction de M. Frank GEORGI



Université Paris-I Panthéon-Sorbonne

UFR 09 Histoire

Master Histoire des sociétés occidentales contemporaines (XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles)

Centre d'Histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle

Mémoire de Master 2

2017

**La Fédération de la Seine du Parti socialiste – Section  
française de l'Internationale ouvrière de 1905 à 1914.  
Entre traditions d'extrême-gauche et réformisme modernisateur.**

Pierre-Louis TOURNIEROUX

Sous la direction de M. Frank GEORGI



## **Remerciements**

Je tiens tout d'abord à présenter mes remerciements et mon respect à mon directeur de mémoire M. Frank Georgi pour m'avoir encadré dans ce travail.

J'adresse aussi de sincères remerciements à MM. Michel Pigenet et Jean-Louis Robert pour leurs conseils et leur aide.

Je tiens aussi à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé dans mes recherches, M. Frédéric Cépède de l'Office universitaire de recherche socialiste, M. Michel Dixmier pour m'avoir permis de consulter les cahiers de compte-rendu de la cinquième section, les employés des Archives de la Préfecture de police et des Archives nationales et les bibliothécaires du Centre d'Histoire sociale du XXème siècle.

Je souhaite également remercier sincèrement mes parents pour le soutien qu'ils m'ont apporté au cours de cette année.

## **Abréviations et sigles**

AC ou ACR: Alliance communiste (révolutionnaire)

CAP : Commission administrative permanente

CN : Conseil national du Parti socialiste

CRC : Comité révolutionnaire central

FSRS : Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine

FTSF : Fédération des travailleurs socialistes de France

GFS : Groupe féministe socialiste

JS : Jeunesse socialiste

POF : Parti ouvrier français

POSR : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire

PS seul, SFIO seule ou PS-SFIO : Parti socialiste - Section française de  
l'Internationale ouvrière

PSdF : Parti socialiste de France

PSF : Parti socialiste français

PSR : Parti socialiste révolutionnaire

ROP : Retraites ouvrières et paysannes

## Introduction

En 2014, le centenaire de la Première Guerre Mondiale et l'élection récente d'un Président de la République issu du Parti socialiste ont de nouveau porté sur le devant de la scène la figure jaurésienne. Pourtant, si aujourd'hui Jaurès est bien connu et fait partie intégrante du Panthéon des personnalités républicaines, force est de constater qu'il a, de sa haute stature, tenu dans l'ombre le parti dont il n'était même pas le dirigeant officiel : le Parti socialiste – Section française de l'Internationale ouvrière. Non que le Parti soit totalement inconnu, de nombreux travaux ont déjà été menés sur la SFIO, mais une dimension particulière et essentielle du Parti semble pourtant n'avoir guère reçu les honneurs des chercheurs.

Il ne s'agit pas de rappeler que, dans une période relativement récente, la figure de Jaurès a maintenu dans l'ombre celles d'autres personnages importants du socialisme français, comme Guesde ou Vaillant. Le colloque « Edouard Vaillant : de la Commune de Paris à l'Internationale » tenu à l'Hôtel de Ville de Paris en décembre 2015 est là pour corriger ces travers. Le problème reste que le Parti en lui-même est peu connu. Si l'appareil national du Parti et les débats idéologiques ont déjà fait l'objet de recherche, les fédérations départementales sont, elles, très peu connues, y compris les plus importantes comme celles du Nord ou de la Seine.

Dans le cadre d'un renouveau de la recherche sur le Parti d'avant 1914, il nous semble intéressant de nous pencher sur ces fédérations qui constituent, du moins en partie, le centre réel de l'activité politique des militants socialistes. En effet, quand se crée le Parti socialiste, c'est en tant que fédération de fédérations départementales, elles-mêmes fédérant des sections municipales ou cantonales. Volonté de Jaurès et Vaillant d'empêcher la centralisation du pouvoir dans les mains de la coterie guesdiste ? Peut-être simplement héritage d'un socialisme français très localisé, issu de l'activité d'équipes militantes locales, et que l'on retrouvait aussi dans un Parti ouvrier français beaucoup plus décentralisé qu'il ne voulait lui-même le laisser croire.

Il s'agit pour nous de nous pencher sur une histoire du socialisme qui serait une histoire des socialistes. Car, à se concentrer sur les questions de doctrine, on en oublie que ce qui transforme le socialisme en force politique en ce début de XX<sup>ème</sup> siècle, c'est son appropriation par des masses et des individus et le fait qu'il est l'expression



d'une force sociale, si ce n'est d'une classe sociale, comme le prétendent les statuts du Parti unifié. Il s'agit d'étudier le socialisme en tant qu'institution et dynamique politico-sociale, ce qui ne peut être fait le plus possible qu'au plus près des militants, des sympathisants et des électeurs eux-mêmes.

Si nous avons choisi de nous centrer sur la Fédération de la Seine, c'est d'abord parce qu'elle est une fédération centrale du Parti. Elle est le centre de l'activité politique du Parti dans la capitale, dans un pays où une certaine tradition jacobine fait que tout – du moins l'essentiel – se joue dans la capitale, ce qui lui donne, de plus, un rôle prégnant dans la définition de la ligne politique au travers de l'influence qu'elle exerce sur le Parti tout entier et ses milieux dirigeants. Elle rayonne sur toute la France grâce à son rôle d'avant-garde et de lieu d'expérimentation des nouveautés – comme le montrera l'organisation de la manifestation pour Francisco Ferrer le 17 octobre 1909 –, grâce à la place centrale que tient la Commune de Paris dans la mémoire socialiste française.

Parallèlement, cette fédération suscite l'intérêt tout particulier de la direction nationale, alors qu'elle n'est pas la première fédération en nombre de militants et qu'elle régresse au long de la période dans le classement des fédérations. Il faut dire qu'il existe une forte identité entre les militants les plus en vue de la fédération, voire ses dirigeants, et la direction nationale du Parti, laquelle donne quelquefois l'impression d'être une extension des directions fédérales du Nord et de la Seine. C'est une fédération au caractère agité et révolutionnaire, où s'activent les courants anarchisants et insurrectionnels, où s'établissent des liens forts avec le syndicalisme d'action directe. Au point qu'une des figures nationales du Parti, le communard Edouard Vaillant, en réponse aux craintes de voir se produire une scission, ait la charge de maintenir la fédération dans le cadre de l'Unité socialiste<sup>1</sup>.

Parce qu'il est sur une dynamique de croissance, il nous a semblé que c'est à partir de l'Unité de 1905 que l'on peut le mieux étudier un socialisme français qui se décide enfin à s'unifier, malgré plusieurs tentatives antérieures, et par là à cultiver sa différence nette avec les autres partis. La guerre de 1914 est généralement perçue comme un basculement pour le socialisme international, comme une rupture de l'Internationale et un abandon des principes internationalistes qui le nourrissaient

---

<sup>1</sup> Gilles Candar, *Edouard Vaillant le socialisme républicain*, Fondation Jean Jaurès, 2015, p.49.

jusque-là. La réalité est plus complexe mais on ne peut nier le basculement brutal qui se produit en 1914, ce qui justifie de prendre le début de la guerre pour borne de fin de notre étude, d'autant plus que la Fédération de la Seine, en 1914, a déjà été étudiée dans la thèse de Jean-Louis Robert sur le mouvement ouvrier parisien pendant la guerre.<sup>2</sup>

Nous avons vu l'intérêt qu'il y a à étudier le Parti socialiste d'avant 1914 au travers de monographies de ses fédérations. Suivant les considérations méthodologiques de Frédéric Sawicki<sup>3</sup>, nous tâcherons de mettre en relation les logiques locales qui animent la Fédération de la Seine du Parti socialiste et, par extension, le mouvement ouvrier séquanien avec les logiques plus générales qui sont celles du mouvement ouvrier national – en l'occurrence le PS-SFIO et la CGT – et international dans l'avant-guerre. En introduction à notre propos, nous présenterons brièvement le cadre socio-économique de la période étudiée à plusieurs échelles (monde, France, département de la Seine), le cadre politique de développement du socialisme en Europe et sa dynamique ainsi que les pratiques « politico-militantes » héritées dans le département de la Seine.

---

<sup>2</sup> Jean-Louis Robert, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre, histoire et anthropologie*, 1999, thèse, Paris-I.

<sup>3</sup> Frédéric Sawicki « L'apport des monographies à l'étude du socialisme français » in Jacques Girault, *L'implantation du socialisme en France au XXème siècle*, Publications de la Sorbonne 2001, Paris, p.25-93.

On trouvera un bilan assez large et synthétique de l'historiographie du socialisme dit démocratique dans l'avant-propos, rédigé par Marion Fontaine, du n°191 des Cahiers Jaurès intitulés « Histoires du socialisme » (pp3-10). Elle explique qu'il s'agit alors de réaliser un bilan de l'historiographie du socialisme, dans une optique internationale et comparée, et nuance la thèse posant l'existence d'une crise de cette historiographie, en écho à la crise de l'identité politique socialiste-démocratique. Elle rejette « la tentation du lamento funèbre » en exposant les nouveaux axes de recherche issus de l'historiographie traditionnelle du mouvement ouvrier, après que la vision quasi-messianique du prolétariat comme « sujet historique » ait perdu sa primauté.

Apparue essentiellement dans l'entre-deux-guerres, portée par des militants soucieux de revenir sur leurs expériences historiques – et en particulier sur une scission traumatisante pour un socialisme français si attaché à l'Unité – l'historiographie du socialisme atteint son apogée dans les années 1960-1970. Cette historiographie s'inscrit, à notre avis, dans un moment de bouleversement du socialisme démocratique, de volonté de renouvellement de cet espace politique, avec la crise de la « vieille maison » SFIO puis la fondation du nouveau Parti socialiste, avec la crise du régime gaulliste et de Mai 68. Dans ce cadre, la recherche s'articule plus particulièrement avec l'étude du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière elle-même et du travail. Sont alors favorisées les études sur le socialisme dans sa période « flamboyante » d'avant 1914 qui correspond essentiellement à un intérêt pour les origines du communisme – duquel on voudrait voir les racines révolutionnaires – ou sur les tendances révolutionnaires (*La Bataille socialiste*, la Gauche révolutionnaire) du parti SFIO de l'entre-deux-guerres. On appuie à la fois sur la sensibilité révolutionnaire du socialisme français et sur ses finalités que sont la Révolution sociale, le grand bouleversement. Il s'agit d'une recherche portant d'abord sur les questions de doctrine et d'idéologie, sur les pratiques et les théories en débat à l'échelle nationale ou dans le cercle des dirigeants du Parti.

Progressivement, par les travaux de cette génération d'historiens et ceux de leurs élèves, se renouvelle l'historiographie du socialisme démocratique de sorte que la centralité ouvrière qui caractérisait jusque-là la compréhension du socialisme doit faire place à de nouvelles thématiques dérivées. A la suite des mouvements contestataires des années 1970, sont mises en avant des formes de domination dont on souhaite interroger de nouveau le rapport avec le socialisme démocratique : sont ainsi posées les questions

du rapport hommes/femmes, du rapport français/étrangers ou encore métropolitains/indigènes. Il s'agit alors de « dynamiser » l'étude du socialisme français en y mettant en valeur l'existence d'autres rapports de conflictualité que ceux existant entre travail et capital. Loin de disparaître, l'histoire sociale s'est déportée de son paradigme ouvriériste vers des études ayant trait à la question des institutions ou de la législation sociale, ce qui va de pair avec un intérêt croissant pour le réformisme. En effet, suivant les intuitions de leurs prédécesseurs, cette nouvelle génération d'historiens s'intéresse de plus en plus à la nébuleuse réformiste et à ce que l'on a pu appeler de manière un peu méprisante la « social-démocratie ». Par extension, il ne pouvait plus s'agir de se limiter à l'étude des élites du socialisme, révolutionnaires souvent autoproclamés, mais de rechercher les éléments d'une identité politique dans les masses socialistes, d'une pratique culturelle de classe et de parti.

En continuité de ce renouvellement historiographique, on assiste à ce qui est décrit comme un repli du champ de la recherche par la réduction à un second plan de l'histoire ouvrière, par l'affaiblissement des recherches sur la dimension internationale et internationaliste du socialisme démocratique au profit d'une concentration sur le cadre local ou national. Néanmoins, comme on l'a dit, cette plus grande localisation des études nous semble nécessaire pour qui veut observer le socialisme non comme faisceau de théories abstraites mais comme milieu culturel et force sociale. Par extension, on assiste à un basculement de l'étude des finalités vers l'étude du Parti en lui-même, de l'étude du but vers l'étude du mouvement, ce qui, quand on le met en parallèle avec les termes du débat d'avant 1914, montre encore l'intérêt pour la dynamique réformiste. C'est donc vers une étude des réseaux et des milieux socialistes que penche l'historiographie renouvelée du socialisme démocratique.

L'étude des organisations locales du Parti socialiste – Section française de l'Internationale ouvrière avant 1914 souffre d'un manque de sources lié à la structure même du parti. En effet, chaque fédération et chaque section disposait de son propre service d'archives, sans qu'il y ait centralisation à l'échelle du parti. Or, les événements du XXème siècle (scission de 1920, Seconde Guerre mondiale) ont souvent causé la perte des archives fédérales et locales. Il n'existe donc pas d'archives propres à la Fédération de la Seine.

On trouvera de nombreux renseignements dans le journal L'Humanité, dont la publication débute le 18 avril 1904 et se poursuit tout au long de la période concernée. En effet, la quasi-totalité du lectorat de L'Humanité se trouvant être parisien, le journal a dans une certaine mesure joué un rôle de « bulletin » de la Fédération de la Seine, informant systématiquement des réunions des groupes et des sections, en précisant le thème traité ou le nom de l'orateur, et communiquant le compte-rendu des réunions de la commission exécutive, du conseil fédéral et du congrès fédéral. Les numéros de L'Humanité sont disponibles en version numérisée sur Gallica, la plateforme de la Bibliothèque nationale, ou en version papier dans le fonds du Musée social. Le bulletin officiel du parti, Le Socialiste, communique exactement les mêmes informations sans apporter d'éléments de détail autres. Il est consultable pour la période allant de 1904 à 1912 à l'Office universitaire de recherche socialiste.

On peut également trouver des informations sur la Fédération et ses activités aux Archives de la Préfecture de police et aux archives de la police (sous-série F7) versée aux Archives nationales, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine.

Aux Archives de la Préfecture de police on indiquera :

BA 223 à 237 – Elections législatives de mai 1906

BA 238 à 259 – Elections législatives de 1910

BA 276 à 310 – Elections municipales de 1908

BA 1451 à 1461 – Elections municipales de 1912, affiches

BA 1463 à 1464 – Elections législatives de 1914

BA 1491 – Fédération socialiste unifiée de la Seine en 1911

BA 1492 – Quatrième section du Parti socialiste jusqu'en 1914

Aux Archives nationales, dans la série F7 :

F7 12496 – Surveillance du mouvement socialiste (1893-1911)

F7 12525 – Dossiers particuliers de congrès (1908 - mars 1914)

F7 13071 – Mouvements socialistes divers dans la Seine

F7 13072 – Congrès socialistes

F7 13074 – Notes politiques sur la SFIO (1912-1915)

On notera aussi l'existence de deux comptes-rendus des congrès de la Fédération nationale des coopératives de consommation en 1912 et 1913 dans le fonds du Musée social, ainsi que trois comptes-rendus pour les années 1905, 1907 et 1909 des congrès de la Bourse des coopératives socialistes.

De plus, M. Michel Dixmier possède trois cahiers de comptes-rendus de la section du Vème arrondissement pour une période 1912-1913 mais dont la majorité des pages sont difficilement déchiffrables.

### **A. Une période charnière dans l'évolution économique, sociale et politique du monde : la « Belle Epoque » (1896-1914).**

Ce sont à peu près vingt années d'apparent progrès continu dans tous les domaines économiques, sociaux, technologiques et politiques qui s'ouvrent en cette fin de XIX<sup>ème</sup> siècle, pleine de promesses d'un avenir meilleur, et qui se poursuivront, malgré les affres de la Grande Guerre, jusqu'à la veille des années trente. C'est d'ailleurs l'image qui en est restée dans la conscience populaire, que ce soit sous le vocable de « Belle époque » (pour la période 1895-1914) ou celui d'« Années folles » (1918-1929). La date de 1896 est généralement retenue comme borne temporelle finale pour la période de la « Grande dépression », période de stagnation économique durant depuis le début des années 1870. L'économie mondiale sort alors du marasme dans lequel elle baignait et qui rendait l'avenir incertain.

A partir des années 1890, la croissance s'accélère dans tous les pays : le monde est alors dans la phase A du « cycle Kondratieff ». La France connaît aussi ce phénomène de croissance mais reste en retard par rapport au trio de tête qui domine l'économie mondiale : le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Allemagne. En effet, la bourgeoisie française est, à l'époque, décrite comme ayant l'esprit rentier plus qu'industriel, à l'inverse de ses comparses anglo-saxonnes ou germaniques, le cas de l'investissement dans les emprunts russes étant bien connu<sup>4</sup>. Malgré une légère inflexion grâce aux investissements dans les industries nouvelles (automobile, aéronautique, électricité, métallurgie), ce sont toujours les trois quarts de la production nationale qui sont issus des industries anciennes dont certaines connaissent même la récession, employant, en 1911, plus de 70% de la population française (agriculture comprise)<sup>5</sup>.

Cette longue période de croissance mondiale est à la fois le produit et l'origine d'une longue période de luttes sociales aiguës<sup>6</sup>. En effet, la croissance persistante malgré les crises conjoncturelles, la diminution d'un taux de chômage resté fort pendant la Longue Dépression et la perspective de voir les profits continuer de s'accumuler renforcent l'état d'esprit combattif des travailleurs et leur donnent la possibilité matérielle de se mettre en lutte : non seulement l'« armée industrielle de réserve » pèse

---

<sup>4</sup> Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Seuil, Paris, 1988, p.55.

<sup>5</sup> Claudia Monti, *L'Union des syndicats du département de la Seine de 1910 à 1914*, mémoire d'histoire Paris-1, 1972, p.21.

<sup>6</sup> Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève : France, 1871-1890*, Mouton, Paris, 1974, p.53.

moins sur l'organisation syndicale mais la conscience de l'existence de profits élevés justifie des revendications salariales plus importantes. Par effet d'entraînement, l'accélération des luttes salariales, parce qu'elle tend à provoquer une hausse du prix du travail, incite les détenteurs de capitaux à investir dans la modernisation de l'appareil productif afin d'augmenter la productivité par tête et opposer une contre-tendance à la diminution du chômage<sup>7</sup>.

Les structures sociales de la France sont pour partie archaïques. Plus de la moitié de la population française est rurale – contre un peu moins d'un Allemand sur trois et d'un Britannique sur dix – et, qui plus est, elle stagne autour de 40 millions d'individus malgré une forte immigration – contre 65 millions d'Allemands et 45 millions de Britanniques. Deux types d'économie se superposent : alors que dans les grandes villes de province et en banlieue parisienne, une industrie moderne et de masse s'est établie, Paris et la majorité du territoire restent sous l'emprise d'un capitalisme familial fait de petites entreprises et de techniques semi-artisanales, rivalisant difficilement avec les industries concentrées d'Allemagne, du Royaume-Uni ou des Etats-Unis<sup>8</sup>.

C'est un état d'esprit ambigu qui parcourt la population française, fait à la fois d'un certain pacifisme et d'un patriotisme profond, les deux étant intrinsèquement mêlés et étant à la source de la vague de bellicisme « pour la paix » qui saisira la France en juillet 1914. Malgré l'internationalisation croissante de la production et l'immigration massive de ce début de siècle, c'est à une « nationalisation » des esprits que l'on assiste, une volonté de constituer une nation commune et de renforcer l'Etat-nation. Effectivement, les conquêtes progressives de la démocratie et du suffrage universel, le renforcement de la place du mouvement ouvrier dans le paysage national, la solidification du tissu social national au moyen des Etats centraux aboutissent à centrer l'attention des citoyens sur les affaires nationales et à souder les classes d'une même nation entre elles<sup>9</sup>. Une conscience « progressiste » anime les élites et, par contamination, les populations<sup>10</sup>. Y prédomine un positivisme scientiste selon lequel la civilisation progresse de manière quasi-linéaire, la science et la technique y sont encensées comme devant résoudre tous les problèmes des masses, l'éducation est perçue

---

<sup>7</sup> Contribution de Madeleine Rebérioux, in Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme. Tome II. De 1875 à 1918*, PUF, Paris, 1997, p.134, et Michelle Perrot, op.cit., p.63.

<sup>8</sup> Claudia Monti, op. cit., p.1 puis p.22-25, et Jacques Julliard, p.55.

<sup>9</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.110.

<sup>10</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.173.



comme la clef de tous les changements, la paix universelle et la démocratie libérale sont conçues comme ne pouvant que s'affirmer comme modèles universalistes<sup>11</sup>. En France, cet état d'esprit est issu des combats de l'affaire Dreyfus, durant laquelle la gauche a mis en avant l'idéal abstrait de Justice et a entendu réunir le camp du progrès face à la Réaction, et des luttes anticléricales, en continuité, contre des influences religieuses perçues comme antimodernistes.

C'est dans la Seine que cohabitent véritablement les deux types de société et d'économie de la France. En effet, la région parisienne est la région la plus industrialisée de France et pourtant, c'est aussi le lieu de la plus grande concentration des secteurs semi-artisanau. Les petits métiers artisanaux, du bâtiment, du textile ou du luxe, foisonnent, surtout à Paris même, sans que n'apparaisse de spécialisation de la production, à la différence de la province, tandis que l'industrialisation se fait progressivement<sup>12</sup>. En conséquence, deux types de prolétariat se font face dans le département de la Seine. Dominants, les ouvriers de l'artisanat, majoritairement employés dans les petites entreprises précédemment décrites, ouvriers professionnels qualifiés, sont les ouvriers-type. Quelquefois plus qualifiés que leur employeur même, ils ne subissent pas une véritable subordination vis-à-vis de leurs patrons et ont de ce fait un espoir perpétuel de promotion individuelle – en devenant eux-mêmes entrepreneurs – ou collective, au moyen de la coopération. De leur situation semi-artisanales, ils conservent un goût du travail bien fait et un attachement à la qualité du produit<sup>13</sup>.

Inversement, la grande concentration d'ouvriers dans les usines modernes a donnée naissance à une nouvelle fraction de la classe ouvrière, surgie d'abord en province, et composée d'une masse de travailleurs déqualifiés, avec une part souvent importante de femmes, de jeunes et d'étrangers<sup>14</sup>. Cette couche sociale est plus sensible au chômage car son absence de qualification et la possibilité pour l'employeur de la remplacer rapidement la désavantage dans la lutte et la négociation ; elle est généralement résignée et moins revendicative que les ouvriers semi-artisanaux mais

---

<sup>11</sup> Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992, p.57.

<sup>12</sup> Claudia Monti, op. cit., p.21 et 27.

<sup>13</sup> Ibid, p.22 et 28.

<sup>14</sup> Ibid, p.23.

peut parfois libérer de véritables explosions de rage, sous la forme d'émeutes et de grèves insurrectionnelles<sup>15</sup>.

Le département de la Seine connaît une croissance continue sur la période, pour l'essentiel due aux changements progressifs de la banlieue qui ne connaîtra néanmoins de bouleversement véritable qu'au cours de la guerre. L'immigration est forte : les migrants favorisent l'installation soit dans les quartiers populaires parisiens, en particulier quand il s'agit d'étrangers, soit dans la banlieue<sup>16</sup>. Depuis les années 1880, l'industrialisation croissante de la banlieue parisienne va de pair avec la désindustrialisation relative de Paris. En 1914, Paris est entourée d'une ceinture industrielle, très concentrée entre Boulogne et Pantin, diversifiée et accueillant plus de quarante entreprises de plus de 500 ouvriers, alors que la ville de Paris même se spécialise dans les fonctions de direction et de commercialisation des produits.<sup>17</sup> Cette ceinture et les marges de Paris attirent une population plus jeune, constituée essentiellement de classes populaires, d'ouvriers et d'immigrés chassés de Paris par la hausse des loyers et les démolitions de logements.

---

<sup>15</sup> Michelle Perrot, op.cit., p.412, et Jean-Paul Brunet, *Une banlieue ouvrière, Saint-Denis, 1890-1939 : problèmes d'implantation du socialisme et du communisme*, thèse d'histoire, Paris-IV, 1978, p.102-103 et p.112.

<sup>16</sup> Jean-Paul Brunet, *Une banlieue ouvrière, Saint-Denis, 1890-1939 : problèmes d'implantation du socialisme et du communisme*, thèse d'histoire, Paris-IV, 1978, p24-27.

<sup>17</sup> Claudine Fontanon, « L'industrialisation de la banlieue parisienne (1860-1960) » in Annie Fourcaut, *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, L'Harmattan, Paris, 1988, p.65.

## **B. Un socialisme récemment unifié pris au sein de nombreuses contradictions dont la principale est la tension entre réforme et révolution.**

C'est donc dans cette situation économique relativement favorable aux classes populaires et aux luttes sociales que va se produire l'unification des socialistes français. Jusqu'au Congrès du Globe (23-25 avril 1905), ces derniers ont vécu une période de profonde division et de concurrence politique où une situation sociale plus défavorable aux travailleurs a vraisemblablement favorisé les divergences, le sectarisme et un certain messianisme révolutionnaire.

La répression de la Commune de Paris et l'exil des communards a en effet fait perdre une génération de militants – selon l'expression de Jacques Julliard<sup>18</sup> – au socialisme français mais, sur la base des délégations ouvrières aux Expositions internationales et du retour progressif des proscrits, celui-ci va lentement se reconstituer. Le Congrès de Marseille en 1879, « l'immortel Congrès » selon l'expression consacrée, voit ainsi la constitution de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF) ainsi que l'adoption par le mouvement ouvrier organisé du programme collectiviste, du moins pour une brève période<sup>19</sup>. En effet, à Saint-Etienne, trois ans plus tard, l'organisation se scinde en deux : Jules Guesde réunit autour de lui, en un congrès dissident à Roanne, congrès fondateur du Parti ouvrier français (POF), les partisans du programme rédigé à Londres par Marx et Engels<sup>20</sup> tandis que derrière le docteur Paul Brousse, se rangent ceux qui refusent le dogmatisme guesdiste et le « tout à la fois qui aboutit [...] au rien du tout » (*Le Prolétaire*, 19/11/1881)<sup>21</sup> au profit d'une conquête de ce qui est possible immédiatement. Les « possibilistes » prennent alors le nom de Parti ouvrier socialiste révolutionnaire – Fédération des travailleurs socialistes de France (POSR-FTSF).

En 1890, le POSR-FTSF éclate une nouvelle fois à Châtellerault : cette fois ci, la division passe entre les réformistes de Brousse, qui conservent le sigle FTSF, et les révolutionnaires qui prennent pour porte-drapeau un typographe communard, Jean

---

<sup>18</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.200.

<sup>19</sup> Bernard Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français : le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914*, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon, 1985, p.71.

<sup>20</sup> Ibid, p.104

<sup>21</sup> Yves Billard « De la FTSF de 1882 au PSF de 1920. Fidélités et enracinement à travers le temps », in Jacques Girault, *L'implantation du socialisme en France au XXème siècle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2001, p.292.

Allemane, et pour nom celui de Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Ces deux organisations vont partager un même espace de développement : Paris et sa banlieue, les grandes villes de l'Ouest de la France, les Ardennes, la Bourgogne et la Champagne, la Franche-Comté. Si les possibilistes défendent un réformisme avoué et se considèrent comme partie intégrante du grand parti républicain, prônent le « socialisme municipal » c'est-à-dire la conquête des municipalités et l'institution de régies directes pour gérer les services locaux, mettent en avant la théorie des services publics, les « allemanistes » de POSR affichent des conceptions nettement plus révolutionnaires, se revendiquent de l'antimilitarisme voire de l'antipatriotisme, attaquent l'illusion de voir se réaliser le socialisme par la voie électorale et mettent une grande confiance dans la capacité des syndicats à préparer la révolution<sup>22</sup>.

Sur ce dernier point et du fait de leur base sociale commune dans les quartiers Nord-Est de Paris et dans la banlieue, ils sont rejoints par les blanquistes<sup>23</sup>. En 1881, l'année même de la mort d'Auguste Blanqui, ses partisans, ayant fréquenté les milieux internationalistes et marxistes au cours de leur exil londonien forcé après la Commune, se constituent en parti : le Comité révolutionnaire central (CRC). Alors qu'en 1889, la direction parisienne, emportée par son insurrectionnalisme, sombre dans le soutien au mouvement du général Boulanger, l'ancien délégué à l'Instruction publique de la Commune, Edouard Vaillant, prend la tête du parti et entreprend une politique de rapprochement avec les autres organisations socialistes. Malgré leur patriotisme revendiqué, les blanquistes partagent une même base sociale avec les allemanistes comme le prouve l'affiliation au CRC d'un groupe d'élus POSR parisiens sous le nom d'Alliance communiste. Cette base parisienne, c'est le monde populaire de la boutique, de l'atelier et de l'artisanat, le même qui anima autrefois la Commune : il s'agit d'un prolétariat déjà organisé de longue date, profitant d'une forte conscience « de classe » renforcée par le fait que la majorité des ouvriers est originaire de Paris voire du même quartier.<sup>24</sup>

---

<sup>22</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.168.

<sup>23</sup> Romain Ducoulombier, *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France (1905-1925)*, doctorat d'histoire, Institut d'études politiques de Paris, 2003, p.180.

<sup>24</sup> Yves Billard, Jacques Girault, op. cit., p.287.

Les guesdistes, quant à eux, marxistes orthodoxes autoproclamés, sont réunis dans le Parti ouvrier, qui rajoute à son nom le qualificatif « français » en 1893. Lors de ses dix premières années d'existence, le parti mobilisait autour d'un discours aux tendances messianiques, qualifié quelques fois d'« impossibiliste », revendiquant la révolution sociale comme seul moyen de transformer la société, mais, à partir de ses succès électoraux de 1892, sans se départir de sa vulgate revendiquée comme marxiste et de ses apparences sectaires, le POF se coule progressivement dans le moule de la « démocratie bourgeoise » - dans une attitude somme toute similaire à celle de son modèle, le Parti social-démocrate d'Allemagne. Servant parfois de repoussoir du fait de leur dogmatisme théorique, et ce malgré un certain pragmatisme dans les pratiques politiques, les guesdistes vont faire de leurs agglomérations (i.e. leurs sections) les noyaux autour desquels se constituera le futur parti unifié et vont participer activement à la constitution d'un mouvement ouvrier national, comme le prouve leur rôle dans la fondation de la Fédération nationale des syndicats.

C'est par l'association des guesdistes et des blanquistes que se constitue en 1902 le Parti socialiste de France (PSdF), parti comprenant de nombreux militants mais peu d'élus, officiellement révolutionnaire et doté d'un programme marxiste. A côté de lui, se crée, sous l'impulsion des socialistes dreyfusards, un Parti socialiste français (PSF) d'inspiration largement plus réformiste, dont Jean Jaurès, député du Tarn, devient la figure dominante<sup>25</sup>. Les deux partis se sont constitués prioritairement sur la question du soutien (pour le PSF) ou non (pour le PSdF) à Alexandre Millerand, socialiste membre du PSF, ministre dans le gouvernement Waldeck-Rousseau : le socialisme se sépare ainsi en deux camps dits ministérieliste et antiminstérieliste. Le POSR se retrouve dans une situation ambiguë : sa position à l'avant-garde du combat dreyfusard le pousse à rechercher l'alliance avec le PSF, de même que son opposition à l'autoritarisme guesdiste, tandis que ses penchants révolutionnaires, et sa proximité de fait avec le blanquisme, le rapprocheraient plutôt du PSdF. De toutes manières, en 1902, la majorité des allemanistes est déjà engagée dans la construction du syndicalisme révolutionnaire et délaisse de plus en

---

<sup>25</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.193.

plus les activités du Parti<sup>26</sup>. Ce sont malgré tout des socialistes qui partagent bien des points communs qui s'unissent au Congrès du Globe : dans la pratique, ils ont tous soutenu le gouvernement Waldeck-Rousseau de défense républicaine issu de l'Affaire Dreyfus ainsi que le gouvernement Combes et sa politique laïque et anticléricale, ils ont bien conscience de ne représenter qu'une petite force politique que l'unification ne pourrait que renforcer<sup>27</sup>. De plus, le non-retour de Millerand au gouvernement après 1902 et la poussée des tendances révolutionnaires animées par les jeunes au sein du PSF rendent possible l'unité sur des bases antiministérialistes<sup>28</sup>.

Le 25 avril 1905 naît le Parti socialiste – Section française de l'Internationale ouvrière. Les idées guesdistes – antiministériisme, parti de classe, propagande révolutionnaire – semblent alors triompher<sup>29</sup>. Pourtant l'unité apparente est instable d'autant Jaurès craint la mainmise d'une coterie guesdiste sur la direction du parti. Comble de la catastrophe pour les partisans de l'Unité, face aux menées syndicales du guesdisme, la CGT, par la Charte d'Amiens en 1906, pose son autonomie totale vis-à-vis du socialisme organisé et fait ainsi obstacle à l'unité du mouvement ouvrier et à la liaison permanente syndicat-parti voulue par les partisans de Guesde<sup>30</sup>. La morosité gagne le parti : toutes les fédérations perdent des adhérents à l'exception des gros centres de la Seine et du Nord, respectivement vaillantiste et guesdiste.

Il faut attendre le Congrès de Toulouse, en octobre 1908, pour que la situation se clarifie. Jaurès a pu trouver en Vaillant un allié grâce à la synthèse qu'il élabore entre réforme et révolution et qui va lui permettre de faire basculer la majorité du parti vers cette nouvelle alliance qui dominera jusqu'en 1914<sup>31</sup>. C'est une synthèse qui allie l'« évolution révolutionnaire » de Jaurès à l'« action totale » de Vaillant : le socialisme se retrouve au point de jonction d'un mouvement républicain dominé par les radicaux, appelant à faire front contre le parti réactionnaire, et d'un

---

<sup>26</sup> Ibid, p.187

<sup>27</sup> Ibid, p.187.

<sup>28</sup> Ibid, p.194.

<sup>29</sup> Ibid, p.195.

<sup>30</sup> Stéphane Sirot « SFIO, syndicalisme et luttes ouvrières (1905-1914) : des relations problématiques et volontiers distendues » in *Cahiers Jaurès n°187-188*, Société des Etudes Jaurésiennes, 2008, « Les débuts de la SFIO », p.87 et 90.

<sup>31</sup> Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, op. cit., p.64.

mouvement ouvrier qui, sous l'influence des syndicalistes d'action directe, cultive l'autonomie culturelle et politique de la classe ouvrière<sup>32</sup>. Dans cette conception, le socialisme devient une sorte de « principe actif » de la République qu'il doit pousser vers la forme de la République sociale. Ainsi, les finalités (communisme, prise du pouvoir) du mouvement sont associées presque dialectiquement – parce que, ne l'oublions pas, Jaurès et Vaillant connaissaient mieux Marx, pour l'avoir lu en allemand, que Guesde – aux moyens (syndicalisme, coopérativisme, élections et travail parlementaire, voire grève générale et insurrection)<sup>33</sup>.

Mais des tendances liquidatrices persistent. Les guesdistes forment une faction apparente dans le Parti, se retrouvant sur des textes théoriques d'inspiration marxiste très dogmatiques mais sachant le plus souvent faire preuve de pragmatisme : malgré l'existence de cette faction, il apparaît assez rapidement que des guesdistes comme Gustave Delory, Alexandre Bracke ou Adéodat Compère-Morel sont proches de Jaurès<sup>34</sup>. A côté de ceci, deux tendances plus extrémistes se forment. Les réformistes déclarés tentent de se reconstituer en fraction bien que Jaurès, tout à son travail pour l'unité, refuse de prendre parti pour eux : elle va se former progressivement autour d'Alexandre Varenne, introducteur en France du révisionnisme. A l'extrême-gauche, critiquant l'électoratisme de la direction et son manque d'enthousiasme pour le slogan de grève générale, apparaissent deux courants qui par plusieurs aspects n'en font qu'un : les insurrectionnels de Gustave Hervé et les socialistes-ouvriers d'Hubert Lagardelle. Ceux-ci espèrent faire pencher nettement la SFIO du côté révolutionnaire en la subordonnant au syndicalisme d'action directe<sup>35</sup>.

Une tension entre pôle révolutionnaire et pôle réformiste se manifeste assez largement dans les partis de l'Internationale. Malgré la méfiance de Jaurès vis-à-vis du marxisme qui domine la Seconde Internationale, force est de reconnaître une certaine correspondance entre un Jaurès tenant de la synthèse réforme-révolution et un Kautsky qui, pour être le pape de l'orthodoxie marxiste n'en n'est pas moins la tête pensante du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), parti dont la logorrhée révolutionnaire se marie très bien à un réformisme de fait. De plus, il ne faut pas

---

<sup>32</sup> Ibid, p.12-13.

<sup>33</sup> Ibid, p.25-26.

<sup>34</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.200.

<sup>35</sup> Madeleine Rebérioux, « Les tendances hostiles à l'Etat dans la SFIO (1905-1914) », in *Le Mouvement social* n°46, janvier/mars 1964, p.21-37.

oublier que le programme d'Erfurt, qui, depuis 1891, sert de programme officiel au SPD, a vu sa partie revendicative rédigée par Bernstein<sup>36</sup>, occasionnant, de fait, une certaine cohabitation étendue à l'Internationale d'une théorie dogmatiquement orthodoxe avec une pratique relativement réformiste et modérée. A partir de 1903 et 1906, vont se former, dans les partis russe et allemand, des oppositions d'extrême-gauche. On voit donc que la tension entre réforme et révolution est une tension qui existe au niveau international et qui n'est pas exclusivement liée aux affaires du parti français.

On constate en effet que, sur cette période, le mouvement socialiste international tend de plus en plus en s'institutionnaliser et, par contrecoup, à produire des minorités critiques de cette institutionnalisation. Bien entendu, ce mouvement est plus marqué dans les pays sinon démocratiques du moins bénéficiant d'un minimum de libéralisme politique (France, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne). En effet, la démocratie politique et le suffrage universel renforcent l'esprit national en donnant l'impression à chaque citoyen de disposer d'une voix dans la conduite des affaires nationales tandis que l'Etat de droit permet aux institutions propres de la classe ouvrière de s'épanouir librement. Pour Lénine, ce développement des institutions ouvrières et de leur bureaucratie interne joue un rôle dans ce processus d'institutionnalisation : les permanents du Parti, de la coopérative, du syndicat ou des associations qui se multiplient, mais aussi les élus à tous les échelons, parce qu'ils bénéficient d'un certain pouvoir ou d'une certaine influence, parce qu'ils tirent leurs revenus de l'existence légale de l'organisme qu'ils dirigent, parce qu'ils peuvent ainsi vivre dans un certain confort, deviennent moins prompts à soutenir une révolution qui les pousserait dans l'illégalité et les ferait s'affronter à la répression d'Etat.

D'autres éléments viennent nourrir cette tendance à l'institutionnalisation. L'existence, chez les grandes puissances européennes, d'une nébuleuse réformatrice, présente jusque dans les sphères dirigeantes et à travers tout l'éventail politique et toutes les institutions sociales, qui recherche, consciemment ou non, un

---

<sup>36</sup> A partir de 1896, Edouard Bernstein, « marxiste orthodoxe » formé directement par Marx et Engels, rédacteur à la *Neue Zeit* avec ses deux co-disciples Karl Kautsky et Auguste Bebel, théorise l'abandon du projet révolutionnaire au profit d'un réformisme gradualiste et de réviser la théorie marxiste, d'où le nom donné à son courant de « révisionniste ».



nouveau modèle de société en est une première composante. Les progrès du mouvement ouvrier ne sont pas séparables de ceux des réformateurs sociaux, membres des partis ou de l'Etat dits bourgeois.<sup>37</sup> Dans l'avant-guerre et au niveau international, se dessine ainsi un compromis social général, fondé sur une législation ou une réglementation du travail, sur la création d'institutions de soutien social, sur l'accord entre un mouvement ouvrier organisé et un grand patronat prêt à faire des concessions<sup>38</sup>. Ce grand mouvement de réforme social est en partie permis par le dégagement de profits plus importants à partir de la période 1880-1890 que ceux de la période précédente, permettant la mise en place de véritables politiques sociales et l'assouplissement de la pression sur la force de travail. L'augmentation des salaires nominaux sur la période présente ainsi un double caractère dans la mesure où elle alimente d'une part la hausse continue des prix, contribuant ainsi à la combativité ouvrière, mais elle génère aussi, d'autre part, plus d'espoirs de réforme car il devient plus facile d'arracher des lois sociales ou des conventions collectives<sup>39</sup>. En France, ce mouvement correspond à l'affirmation du pouvoir républicain et peut donner par là l'impression de lui être lié : pour une grande partie des travailleurs de l'époque, il est probable que la République ait été perçue comme forme politique naturelle de ce mouvement de réforme, forme complémentaire à l'organisation de la pression sociale par les organisations ouvrières.

Selon Jacques Julliard<sup>40</sup>, on peut dire que la classe ouvrière, séparée de la nation de fait par ses conditions particulières de vie et de travail et parce qu'elle est aussi en partie perçue comme classe dangereuse, va chercher au cours de cette période à se constituer en force sociale afin non pas de rompre avec la patrie mais de la conquérir – comme le propose le programme jaurésien – et de l'intégrer. Le mouvement ouvrier se situe donc dans un entre-deux : entre une autonomie culturelle qu'il cultive et une volonté d'être pris en considération et donc de faire

---

<sup>37</sup> On se réfèrera à l'ouvrage de Christian Topalov, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, éditions de l'EHESS, 1999.

<sup>38</sup> Le révolutionnaire Picart, dirigeant du syndicat parisien de la maçonnerie-pierre, « avoue » lui-même, dans *Le Mouvement socialiste* (18/09/1909), la collusion entre syndicats et grand patronat : « Les intérêts ouvriers se trouvent donc pour quelques temps et sur certains points conformes à ceux du gros patronat. [...] La petite entreprise est [...] un stade dépassé et qui entrave le progrès. » cf. *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Jacques Julliard, Seuil, Paris, 1988, p.55.

<sup>39</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.134.

<sup>40</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.110.

partie pleinement de la nation. Les progrès du mouvement socialiste international apparaissent de cette façon comme des progrès vers l'intégration des classes ouvrières nationales à leur patrie respective, mouvement qui trouvera son point d'orgue dans l'union nationale au cours de la Première Guerre mondiale<sup>41</sup>.

A ces éléments, s'ajoutent des traits propres au socialisme français. Effectivement, en France, l'unité avait déjà commencé à se construire progressivement sur des bases pleinement réformistes. Tous les socialistes – exception faite des allemanistes – s'étaient retrouvés sur le programme dit de Saint-Mandé, énoncé par Millerand en mai 1896, programme construit autour de trois axes : socialisation progressive des moyens de production, association du patriotisme à l'internationalisme, conquête du pouvoir par la seule voie des urnes. Le « millerandisme » fut vraisemblablement soutenu par les masses ouvrières et par les appareils syndicalistes et guesdistes<sup>42</sup>. Le socialisme s'est alors déjà détourné d'une dynamique d'action révolutionnaire, plutôt laissée à la CGT, vers une dynamique d'éducation populaire et de propagande continue tandis que le PSdF se dessèche en se montrant incapable de travailler au sein des luttes ouvrières et que le socialisme révolutionnaire recule face au poids croissant des socialistes indépendants, rapidement concentrés dans le PSF<sup>43</sup>.

Contrairement aux autres pays, où le pôle révolutionnaire tend de plus en plus à s'affirmer au cours de la période, la gauche révolutionnaire française se disloque progressivement, happée par la dynamique générale d'unité qui s'impose après 1908 ou par les dérives sectaires. L'échec de la grève générale de décembre 1912 a mis en lumière le décalage existant entre une direction syndicale prête à la grève générale contre la guerre et un état d'esprit des masses déjà résignées à la défense nationale tandis que le poids croissant des élus socialistes et leur influence politique semble rendre plus efficace les luttes électorales que les luttes sociales<sup>44</sup>. Inversement, les réseaux réformistes s'activent, poussés par les causes structurelles mises en évidence plus haut, par les nombreux succès électoraux du socialisme unifié et par le basculement à gauche des radicaux-socialistes au congrès de 1913. Leurs revues

---

<sup>41</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.231.

<sup>42</sup> Ibid, p.172.

<sup>43</sup> Ibid, p.175 et 194.

<sup>44</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.209.

théoriques, nombreuses et dynamiques, et leur capacité à ne pas véritablement former de fraction oppositionnelle au sein du parti leur assurent une influence certaine sur la direction politique<sup>45</sup>.

On peut donc dire que, malgré les fractions apparentes, c'est bien un Parti socialiste unifié qui connaît une grande victoire électorale en 1914. Les tendances ont été majoritairement réduites et collaborent à ce moment au service du Parti tout entier et de l'inéluctable progrès du socialisme. La synthèse jaurésienne s'est imposée – non seulement au Parti mais à tout le mouvement ouvrier, la crise de la CGT révolutionnaire ayant de fait poussée cette dernière vers une plus grande unité politico-syndicale, du moins à l'échelle des départements<sup>46</sup>. Les perspectives posées par Jaurès, dorénavant incarnation de l'unité socialiste, s'imposent : constituer un bloc populaire contre le militarisme et renforcer le parti pour offrir une alternative au nationalisme. La SFIO de 1914 n'est ni un parti de masse (même si elle est passée de 44.000 adhérents en 1906 à 90.000 en 1914) ni un parti révolutionnaire, confiante qu'elle est en sa pratique gradualiste et son électoralisme<sup>47</sup>. Le renforcement du Parti passe également par un renforcement de la centralisation : alors que les fractions se sont tues, une plus grande unité d'action politique et une meilleure cohérence nationale sont nécessaires.

---

<sup>45</sup> Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, op. cit., p.64, et Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, p.218.

<sup>46</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.230.

<sup>47</sup> Ibid, p.212-213.

### C. A propos de la sensibilité politique socialiste et ouvrière.

La sensibilité française est marquée, depuis la Révolution de 1789, par certains traits qui se manifestent plus ou moins ouvertement dans tous les milieux sociaux. Les grosses organisations, c'est-à-dire les corps intermédiaires ne peuvent exister réellement du fait de cette sensibilité où prédomine l'individu – masculin –, libéré des contraintes sur sa personne, lequel se retrouve en tant que citoyen face à face avec l'Etat. Cette idéologie se répercute dans le mouvement ouvrier sous des formes particulières dont le paroxysme est atteint par l'allemanisme, l'anarchisme et le syndicalisme-révolutionnaire. Il s'agit d'abord d'un héritage du proudhonisme : il faut mettre en avant le producteur à côté voire contre le citoyen et protéger ce citoyen contre tous les pouvoirs (intellectuels, bureaucratie, parlement, armée)<sup>48</sup> par l'élaboration d'une certaine sensibilité libertaire. Cette sensibilité se manifeste dans le mouvement ouvrier sous la forme d'un « pôle militant »<sup>49</sup>, présent à travers toutes les organisations et porteur en général de la sensibilité révolutionnaire – mais pas nécessairement – et s'opposant à un « pôle bureaucratique » duquel s'exercerait le pouvoir. Jacques Julliard note ainsi la coexistence de deux cultures internes au mouvement ouvrier. La culture interne dominée repose sur une volonté de pluralisme, condition même de l'existence face à la culture dominante, et un rejet du dogmatisme, qui s'appuie aussi sur un anti-intellectualisme manifeste et sur une mise en avant du pragmatisme ou sur l'extraction de la doctrine à partir du mouvement social. Elle est structurée par une opposition binaire entre deux termes : entre révolution et réforme, entre décentralisation et centralisation, entre minorités conscientes et agissantes et organisations de masse... Cette sous-sensibilité dominée donne le primat au syndicat, à l'organisation économique et corporative, à l'action directe<sup>50</sup>. En conséquence, l'ouvriérisme, c'est-à-dire la volonté de rester au sein du monde ouvrier, de ne pas trahir sa classe, en quelque sorte le « refus de parvenir » d'Albert Thierry, transparait ainsi nettement dans cette tendance du mouvement ouvrier<sup>51</sup>.

---

<sup>48</sup> Ibid p.168.

<sup>49</sup> Gérard Grunberg, Alain Bergounioux, op. cit., p.46

<sup>50</sup> « J'avais [...] proposé cette définition du syndicalisme révolutionnaire, qui me paraît encore plus valable : *le trade-unionisme plus l'action directe* » in Jacques Julliard, op. cit., p.267.

<sup>51</sup> Romain Ducoulombier, op. cit., p.185-189.

A l'opposé de cette culture minoritaire, se déploie une sous-sensibilité différente mais qui cohabite en un ensemble contradictoire avec la première. Toujours selon Julliard, s'oppose à elle une « culture dominante du mouvement ouvrier » marquée par une volonté unitaire, une volonté de cohérence doctrinale et pratique qui se développe au travers d'une approche dialectique par laquelle les contradictions sont mêlées et les deux termes qui les composent associés en un composé nouveau, selon le modèle de la dialectique hégélienne et marxiste. Cette conception s'appuie sur la construction d'*utopies*, c'est-à-dire d'un but à atteindre – l'inverse d'une culture dominée qui se fonde plutôt sur le mouvement que sur l'objectif lui-même – et sur un optimisme technologique, sur la foi en la capacité du mouvement social à se doter des moyens d'atteindre son but, sur une approche presque matérialiste des problèmes – alors que la culture dominée favorise une approche morale et idéologique et donc un certain pessimisme compte tenu de la mentalité réelle des masses. Dans cette culture dominante, les intellectuels « organiques », produits et attachés par le mouvement lui-même, occupent une fonction dirigeante par leur capacité à synthétiser les différents termes de la contradiction, d'où une tendance certaine au centralisme et à la concentration des pouvoirs dans les mains d'une direction, un mépris à peine voilé pour la spontanéité des masses. Cette centralisation s'opère sous la forme du Parti, organisation interclassiste fondée sur l'association des individus autour d'un corpus d'idées prédéfini et pour atteindre un but, celui-ci étant en l'occurrence la prise du pouvoir politique. Au sein du mouvement ouvrier, cette conception est celle qui se matérialise dans les courants dits autoritaires, blanquisme et guesdisme au premier chef, puis plus tardivement léninisme, peu importe la forme de la prise du pouvoir, qu'elle soit le fait des conquêtes parlementaires ou de la « dictature du prolétariat ». Elle est clairement héritée de la sensibilité jacobine qui subsiste au sein d'une partie de la bourgeoisie française<sup>52</sup>.

Il faut toutefois se garder de comprendre ces deux traditions comme deux blocs opposés radicalement l'un à l'autre mais plutôt comme deux forces, comme deux dynamiques qui se nourrissent mutuellement, qui parfois s'affrontent et parfois s'associent, qui cohabitent sans s'exclure. Chez le militant socialiste du début du

---

<sup>52</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.268.

XXème siècle, se manifestent les deux tendances, sans qu'elles puissent être dissociées l'une de l'autre au travers de nombreuses nuances. Au travers même de l'« idéologie bourgeoise », les deux termes de « citoyens » et d'« Etat » subissent déjà ce rapport contradictoire : on a d'un côté des citoyens qui veulent préserver leur liberté en limitant les pouvoirs de l'Etat, lequel cherche au contraire à exercer sa souveraineté sur le champ le plus large possible, et, d'un autre côté, des citoyens qui souhaitent que l'Etat œuvre en leur faveur, Etat qui procède de leurs suffrages<sup>53</sup>. Dans le mouvement ouvrier, cette contradiction a pu atteindre son point d'orgue lors de la Commune de Paris. Partagés entre opposition et unité d'action, proudhoniens et blanquistes ont de fait collaboré sur une plateforme synthétisant de manière pragmatique leurs positions respectives : par exemple, Edouard Vaillant accepta l'autogestion des théâtres lors de la Commune à condition que sa délégation dispose sur eux d'un pouvoir de tutelle et de possibilités de contrôle. Il s'agit également de remarquer que cette contradiction entre deux cultures ne recouvre pas la division entre réformisme et révolution. Les deux types de contradiction se superposent en une synthèse dont il s'agit, pour le mouvement ouvrier français du début du XXème siècle, de conserver l'unité.

Effectivement, l'unité du mouvement est lente. Les fractions socialistes ne se réunissent qu'en 1905, et encore faut-il attendre 1908 pour que l'unité se bâtit autour d'un véritable corpus de doctrines et de pratiques. La Bourse des coopératives socialistes et l'Union coopérative ne s'unissent en une Fédération nationale des coopératives de consommateurs qu'en 1912. Le rapprochement national de la CGT vers le Parti socialiste n'est entrepris qu'à cause de la crise du syndicalisme révolutionnaire entre 1906 et 1912<sup>54</sup>. De même, cette période est celle où les conflits de tendance dans le Parti s'apaisent et où ce dernier renforce son unité programmatique et entreprend sa centralisation politique, car les structures mêmes du mouvement ouvrier sont prises dans cette contradiction<sup>55</sup>. Au premier chef, le Parti socialiste, lors de son unité en 1905, est une organisation fédéraliste, mode d'organisation hérité du fait que les groupes socialistes reconstitués après la répression de la Commune l'ont toujours été à petite échelle et à un niveau très local

---

<sup>53</sup> Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, op. cit., p.40.

<sup>54</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.201.

<sup>55</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.230.

d'où un primat organisationnel de ces structures locales sur les structures plus larges : le Parti est une fédération de fédérations départementales ou transdépartementales, elles-mêmes fédérations de sections communales ou cantonales<sup>56</sup>. L'opinion est alors répandue depuis longtemps : « les fédérations sont la forme adéquate de l'organisation socialiste locale »<sup>57</sup> en ce qu'elles permettent de s'adapter aux situations locales. Le congrès de Chalon, en octobre-novembre 1905, qui voit se nouer l'alliance Jaurès-Vaillant, assure ce primat des fédérations : si celles-ci se voient obligées de sélectionner et de présenter des candidats au premier tour des élections, elles restent souveraines quant à l'attitude à adopter au second tour et ce sont elles qui sont en charge du contrôle des élus – y compris des députés. A ce fédéralisme, s'ajoutent deux autres pratiques exerçant une influence dissolutive sur l'unité : l'élection à la proportionnelle des directions nationales et locales qui favorise l'organisation en coteries et le refus d'un appareil – celui de la SFIO nationale comptera en tout et pour tout entre cinq et huit membres. Pour autant, il serait faux de voir en Jaurès un décentralisateur *dans l'absolu*.

En effet, le grand homme de l'Unité exerce de fait une centralisation politique sur le Parti. L'appareil dirigeant, dont le secrétaire général Louis Dubreuilh est un vaillantiste, n'occupe qu'une fonction administrative. Les congrès sont de grandes messes où il s'agit d'afficher l'unité plus qu'un véritable lieu d'élaboration théorique : les vrais centres d'impulsion du socialisme sont les réseaux qui rayonnent autour du parti, les revues qui se multiplient à ses côtés et surtout les élus et groupes parlementaires qui exercent une influence prépondérante sur la fédération dont ils procèdent, malgré les dispositions statutaires qui les écartent des fonctions dirigeantes<sup>58</sup>. Cette tendance centralisatrice *de facto* se reporte à un certain point dans l'organisation *de jure* avec la fin de l'élection de la CAP à la proportionnelle en 1914 et le renforcement du rôle politique du Parti grâce à l'organisation de la campagne nationale contre les « trois ans »<sup>59</sup>. Parallèlement, la CGT connaît une

---

<sup>56</sup> Frédéric Cépède, « La SFIO des années 1905-1914 : construire le Parti » in *Cahiers Jaurès*, n°187-188, 2008, « Les débuts de la SFIO », p.30.

<sup>57</sup> Francis de Préssensé cité par Gilles Candar « Jaurès et le parti, retour sur un itinéraire » in « Les débuts de la SFIO », *Cahiers Jaurès n°187-188*, SEJ, 2008, p.22.

<sup>58</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.212-214, et Guillaume Marrel, « La Mairie, le Parti et la carrière. Implantation municipale, cumul et notabilisation des élus socialistes (1892-1940) », in Jacques Girault, op. cit., p.144 et 151.

<sup>59</sup> Ibid, p.230.

évolution similaire : à partir de 1908 et de la crise du syndicalisme révolutionnaire, la vieille organisation anarcho-syndicaliste où prédominait l'indépendance des syndicats, des syndiqués et des bourses du travail commence à tomber en désuétude face aux menées de syndicalistes (Griffuelhes, Merrheim) qui souhaitent renforcer la puissance cégétiste. Suivant le modèle du syndicalisme d'industrie, porté alors par les *shop stewards* britanniques et les IWW américains, cette nouvelle équipe dirigeante entreprend la concentration des forces et la mise sous tutelle des syndicats grâce aux fédérations professionnelles d'industrie et aux unions départementales, plus centralisatrices, dans une stratégie qui va de pair avec la massification de la base syndicale, l'appui aux mouvements spontanés de travailleurs, la revendication d'une reconnaissance des syndicats au travers des conventions collectives et le rapprochement avec la SFIO<sup>60</sup>.

En 1914, le mouvement ouvrier et socialiste forme presque un bloc, une contre-société toute entière. Au-delà du mouvement à proprement parler politique qui voit s'associer les directions socialistes, syndicalistes et anarchistes dans la lutte contre le nationalisme et le militarisme et pour les conquêtes ouvrières, les couches laborieuses avancées se retrouvent dans un ensemble enchevêtré de réseaux de socialisation et de sociabilités : les coopératives de consommation qui se regroupent dans des maisons du peuple où des associations de patronage laïc et ouvrier donnent des loisirs communs aux travailleurs, les débits de boisson souvent ouverts par des grévistes licenciés et qui sont les hauts lieux de la discussion politique populaire, les sociétés de libre-pensée constituant une arme contre le cléricisme, les syndicats et bourses du travail où se réunissent les ouvriers conscients de leur identité de classe pour mener la lutte, les municipalités socialistes là où elles développent leurs services publics et adoucissent les rudesses de la vie ouvrière. Autour de ces réseaux, se cristallisent des valeurs communes, un subconscient politique qui est celui de la classe ouvrière toute entière et qui s'inscrit pleinement dans l'espace plus large de la gauche c'est-à-dire du mouvement républicain<sup>61</sup>.

En premier lieu, ce subconscient<sup>62</sup> s'incarne symboliquement dans la figure de Jaurès, grand orateur du socialisme et défenseur de la République : ce sont les

---

<sup>60</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.58-59.

<sup>61</sup> Ibid, p.209-210 et 218-219, et Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.231.

<sup>62</sup> Jacques Julliard, op. cit., p.212.



perspectives posées par le parlementaire du Tarn qui animent la classe ouvrière, celles de la conquête de la patrie et du comblement du fossé qui sépare les ouvriers du reste de la société républicaine, des perspectives à la fois révolutionnaires et réformistes, à la fois électoralistes et ouvriéristes<sup>63</sup>. A travers Jaurès, symbole de l'unité, c'est aussi la République toute entière, en tant que figure quasi-mythique qui est valorisée, car Jaurès c'est aussi la promesse de la République sociale : c'est bien cette nature républicaine, donc réformable et progressiste, du régime qui va justifier le patriotisme et la défense nationale, qui va faire que l'opposition au gouvernement ne devient jamais véritablement révolutionnaire mais en reste à une simple opposition au seul gouvernement du moment<sup>64</sup>. Par extension, le regard porté sur l'Etat en devient contradictoire, la perception de l'Etat par Jaurès comme expression du rapport de force entre les classes prédomine<sup>65</sup>. Les masses ouvrières dénoncent l'Etat voleur – qui fait les poches des travailleurs par la fiscalité – et répressif – dans le cadre d'une haine du « petit » contre le « puissant » ici tournée contre le policier au service du Capital et l'officier militaire. Mais on valorise aussi l'Etat éducateur, du fait d'une foi en l'instruction pour élever la classe, pour acquérir une culture permettant de faire face aux bourgeois, et on demande la laïcisation et la généralisation de l'instruction<sup>66</sup>.

Cette conscience subpolitique est nourrie d'une morale de classe fondée sur le travail, souvent sur le travail bien fait et la fierté d'être un travailleur, un producteur, et qui porte une valorisation de l'image du travailleur aux mains noires<sup>67</sup> et calleuses et une dénonciation des métiers qui tuent. La lutte de classe, et la grève qui en est l'expression physique, sont mises en avant comme manifestations proprement ouvrières. Inversement, clergé et militaires sont honnis. L'anticléricisme ouvrier est militant et actif, hostile vis-à-vis d'une religion qui justifie l'exploitation et prône la charité là où les masses populaires veulent gagner leur dignité. L'antimilitarisme exacerbé en reste pourtant à un plan peu politique, bien loin d'un quelconque

---

<sup>63</sup> Ibid, p.211.

<sup>64</sup> Ibid, p.212.

<sup>65</sup> Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, op. cit., p.25.

<sup>66</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.231

<sup>67</sup> On peut voir la dénonciation des bourgeois (« cet aristocrate », « ces hommes en soutane », « ces hommes politiques ») dans la chanson de Montéhus *Les Mains blanches* au travers de la qualification des mains de ces dits bourgeois comme blanches par opposition à celles des travailleurs dont les « mains n'sont pas blanches ».

« défaitisme révolutionnaire » : on acclame l'armée populaire mais ce que l'on déteste ce sont les officiers brutaux, la justice militaire qui n'en est pas une, la rapine coloniale et l'utilisation de l'armée contre les grèves, la caserne comme lieu de l'abrutissement et de l'insalubrité, de la perte de l'identité de classe, de l'écrasement de la fierté ouvrière. En plus de la propagande politique, ces schèmes culturels sont répandus par un ensemble de modes sociaux d'expression et d'identification présents dans les manifestations et la presse ouvrière et socialiste : chansons, pièces de tréteaux, feuilletons, livres, brochures, articles de presse<sup>68</sup>.

L'influence du mouvement socialiste, en fait très limitée à la veille de la Grande Guerre, se fait sentir dans des régions très localisées et des milieux particuliers. L'axe de force du socialisme s'étend entre une région septentrionale (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne) et une région séquanienne (Seine, Seine-et-Oise), axe autour duquel l'influence socialiste se diffuse vers le Nord et l'Est, rayonnant vers la Picardie, les plaines de Champagne, la Bourgogne ou la Franche-Comté, grâce à la tradition allemaniste qui perdure dans ces régions. Dans ces régions, la classe ouvrière est de formation ancienne et se marque nettement comme force sociale à part et spécifique mais elle reste porteuse d'un fonds profondément républicain<sup>69</sup>. Elle est animée par une avant-garde composée d'ouvriers travaillant dans l'artisanat de luxe ou occupant des métiers très qualifiés – le poids social des mécaniciens est remarquable, en particulier à Paris – auxquels s'ajoutent, dans le Nord, des ouvriers de la grande industrie, surtout textile, et le milieu spécifique de la mine. Ces franges de la classe ouvrière sont souvent passées, du moins à Paris, par un épisode boulangiste, en phase avec à la fois leur démocratisme, leur patriotisme et leur sensibilité insurrectionnelle. Aux ouvriers qualifiés, s'ajoute le milieu des petits paysans indépendants et laïcisés, souvent méfiants vis-à-vis de la politique parlementaire et hostiles vis-à-vis de l'armée qui prive le cultivateur de la force de travail de ses fils<sup>70</sup>.

En province, le socialisme est aussi un socialisme d'abord ouvrier, appuyé sur les grandes villes et les régions industrielles, exception faite de la Lorraine, bastion

---

<sup>68</sup> Ibid.

<sup>69</sup> Ibid, p.173 et 212-213

<sup>70</sup> Madeleine Rebérioux, « Les tendances hostiles à l'Etat dans la SFIO (1905-1914) », in *Le Mouvement social* n°46, janvier/mars 1964, p.30.

nationaliste. Dans le Sud de la France, autour du bassin méditerranéen, c'est un socialisme populaire plus qu'ouvrier qui se compose de milieux variés et surtout urbains : petits artisans et commerçants, médecins du peuple, instituteurs, adossés à la campagne aux petits vigneron. Sur les contreforts du Massif central, place forte du socialisme rural, ce sont plutôt les régions d'industrie mixte qui réagissent au socialisme, régions de liaison entre petites villes industrielles et paysans indépendants, milieux populaires ruraux laïcisés : Berry, Haute-Vienne, Dordogne, Tarn, Allier<sup>71</sup>. Malgré tout, la propagande socialiste pénètre peu parmi les masses paysannes du fait de l'absence de doctrine agricole officielle pour le Parti ; les quelques groupes paysans qui se sentent socialistes le sont en raison du programme collectiviste et non à cause de lui<sup>72</sup>. Autre marge du mouvement ouvrier, les femmes ne bénéficient d'une représentation très flatteuse dans la sensibilité socialiste, vieux réflexe proudhonien, malgré l'audace de certaines avant-gardes, en particulier chez les anarchistes : les femmes sont souvent perçues comme les noyaux actifs du cléricanisme et sont rejetées de fait hors des cercles socialistes de sociabilité largement masculine<sup>73</sup>.

Paris fut, au XIX<sup>ème</sup> siècle, la ville de toutes les insurrections. En particulier, la Commune fut marquante pour la génération qui domine le prolétariat parisien en ce début de XX<sup>ème</sup> siècle, constituant un mythe révolutionnaire fondateur auquel ont quelques fois participé les militants les plus en vue (Vaillant, Allemane). De cette tradition révolutionnaire, procède une impression pour le prolétariat parisien d'être à l'avant-garde de tout le mouvement ouvrier, ce que Jean-Louis Robert appelle l'« avant-gardisme »<sup>74</sup> : sensation que Paris prédomine sur la province, que la ville prédomine sur la campagne, que les ouvriers prédominent sur les paysans et les fonctionnaires, que les ouvriers qualifiés prédominent sur les ouvriers non qualifiés et que les hommes prédominent sur les femmes et les jeunes. Comme on l'a dit, ce milieu est marqué par un sentiment fort d'identité de classe, renforcé par la fréquentation commune des mêmes quartiers et des mêmes lieux de sociabilité. C'est dans les quartiers Est de Paris, quartiers très populaires et très ouvriers mais

---

<sup>71</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.229.

<sup>72</sup> Gérard Grunberg, Alain Bergounioux, op. cit., p.55.

<sup>73</sup> Charles Sowerwine, *Les femmes et le socialisme. Un siècle d'histoire*, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, Paris, 1964, p.81-85.

<sup>74</sup> Jean-Louis Robert, op. cit., p.45.

dont les travailleurs sont progressivement chassés, que le socialisme séquanien possède son bastion. On notera pourtant que, patriote et passée par le boulangisme, la classe ouvrière parisienne est attirée par le nationalisme, en concurrence directe avec les socialistes, et déjà prête à la défense nationale.

Par extension, dans la banlieue proche et les zones d'industrie précoce (Saint-Denis, Pantin, Aubervilliers, Saint-Ouen, Ivry, Montreuil), l'augmentation démographique de la classe ouvrière et sa concentration dans certains quartiers tend à renforcer une identité de classe jusque-là fortement oblitérée par l'identité républicaine<sup>75</sup> : de 1884 à 1919, la banlieue parisienne est radicale alors que leur petite classe ouvrière autochtone manifeste plus d'accord avec l'anticléricalisme qu'avec le socialisme proprement dit. Sur les 78 communes de la Seine-banlieue, 35 restent radicales sur toute la période et les conquêtes socialistes sont peu nombreuses et fluctuantes mais il existe pourtant déjà un mouvement de progrès général du socialisme, qui fournira les bases de la future « banlieue rouge »<sup>76</sup>. Les ouvriers qui s'installent en banlieue forment un composé de matières dissemblables : aux ouvriers parisiens venus chercher des loyers moins élevés et conservant leur emploi à Paris, s'ajoutent des provinciaux attirés par l'industrialisation de la banlieue et chez qui persiste une culture rurale éloignant de l'identité ouvrière.

La crise identitaire des banlieusards est donc forte, encore au début du XX<sup>ème</sup> siècle. L'ouvrier provincial est en effet saisi par la démesure de la grande ville et de l'usine industrielle moderne par rapport à ce qu'il a pu connaître auparavant. La bourgeoisie banlieusarde conserve une grande influence sur ces populations encore peu marquées par l'identité ouvrière : le Journal de Saint-Denis, grand organe patronal, donne le ton et soude en un bloc interclassiste les habitants de la banlieue autour d'intérêts locaux, et en particulier la volonté d'affirmer la place de la banlieue face à Paris et le refus de servir de « dépotoir » pour les industries insalubres, les nombreuses associations musicales et gymniques renforcent le sentiment patriotique des populations. Mais, progressivement, se constitue une

---

<sup>75</sup> Bernard Bastien, « Sociabilités populaires dans l'espace de la banlieue parisienne » in Annie Fourcaut, op. cit.

<sup>76</sup> Claude Penner, Nathalie Viet-Depaule, « Les municipalités et l'évolution politique et sociale des communes de banlieue (milieu du XIX<sup>ème</sup>-milieu du XX<sup>ème</sup>) », in Annie Fourcaut, op. cit.

identité ouvrière propre autour des syndicats et des militants blanquistes et allemanistes : les mutuelles et les coopératives, centres de sociabilité ouvrière, se développent sous la forme d'une « périphérie syndicale »<sup>77</sup>.

---

<sup>77</sup> Bernard Bastien, Annie Fourcaut, op. cit., p.214.

L'étude portera le plus possible sur la seule Fédération de la Seine, c'est-à-dire sur le seul échelon fédéral. Pour cela, nous nous reposerons sur les comptes rendus des congrès fédéraux de la Seine et des congrès nationaux (au travers de l'attitude des délégués de la Fédération), sur la biographie – le plus possible – des membres du conseil fédéral et de la commission exécutive, sur les comptes rendus des dits conseil fédéral et commission exécutive : le but est de montrer quelle est la place de ces instances dans la Fédération, si leur rôle est essentiellement administratif ou plus politique et quelle forme prend l'action politique à l'échelle fédérale. Nous laisserons de côté l'étude des sections – d'arrondissement à Paris et cantonales en banlieue – et des groupes, sauf en cas d'évènements marquants ou de rôle particulier d'une section, et à l'exception d'une étude des secrétaires de section et de leurs rapports avec la direction fédérale. Néanmoins, une ou deux sections pourront être étudiées un peu plus en profondeur selon les archives disponibles et sur, au moins, une partie de la période considérée, de manière à permettre une description des activités des sections et des rapports entretenus entre celles-ci et la Fédération. A une autre échelle, il s'agira de voir les rapports entretenus entre la Fédération et la Commission administrative permanente au moyen de la presse officielle du Parti, des comptes rendus du Conseil national ou de la CAP, un certain nombre de dirigeants de la Seine siégeant simultanément dans les instances nationales. Concernant les élus, dont on a marqué le poids politique dans l'introduction, nous nous limiterons aux députés de la Seine, aux conseillers municipaux de Paris et aux conseillers généraux et maires de banlieue : il s'agit effectivement des élus qui dépendent administrativement de la Fédération, à l'exception des maires de banlieue qui dépendent de leur section voire de leur groupe mais dont le rôle est prépondérant pour le socialisme banlieusard. Pour eux, il s'agira là aussi d'évaluer la réalité de ce poids politique sur les sections et sur la Fédération elle-même, les rapports entre la Fédération et ses élus, la biographie et les parcours militants des élus (et aussi des candidats, du moins lorsque ce sera possible). Il s'agira donc plus largement de montrer où repose le pouvoir dans la Fédération, s'il migre d'un centre à un autre, comment il s'exprime et à travers quels organes.

Sur un autre plan, ce sont les réseaux militants qui nous intéressent. En premier lieu, il s'agit de déterminer qui sont les militants, hors représentants de la direction ou élus, qui se manifestent le plus afin d'élargir l'étude de la couche dirigeante à celle des

principaux agents du socialisme dans les quartiers et les communes. Par extension, et dans la mesure du possible, essayer d'approcher une sociologie des militants serait souhaitable. Le premier type de réseau qui nous intéressera ne pourra qu'être celui des syndicats : en effet, en 1913, le secrétariat de l'Union syndicale de la Seine est occupé par le socialiste Jules Bled. On sait que vaillantistes et allemanistes dominent la Seine tout en ayant été très impliqués dans la constitution du syndicalisme, il est donc certain que des liens forts doivent exister entre la Fédération socialiste et l'Union syndicale. Pour déterminer ces liens, on pratiquera le même type d'étude réalisé avec la direction fédérale socialiste sur la commission exécutive de l'Union et peut-être sur les dirigeants des principaux syndicats. Parallèlement, toujours sur la question des réseaux syndicaux, l'observation des principales grèves que connaît le département, là où les militants socialistes sont actifs et où des représentants du Parti interviennent, pourrait se révéler utile pour connaître la perception de l'action directe par les socialistes et le rôle éventuel du Parti ou de ses militants dans cette même action directe. Second type de réseau : ce sont les coopératives et les « périphéries syndicales » diverses, qui animent souvent la vie des quartiers ouvriers. Cette étude pourra s'avérer plus complexe que celle des syndicats mais on pourra observer le rôle des militants socialistes dans la construction des coopératives – il suffit de penser au « socialisme réalisateur » d'Albert Thomas – et le rôle des coopératives dans l'élaboration d'une identité sociale et politique collective. Il s'agira d'essayer de relever dans quelle mesure il y a identité entre dirigeants coopératifs locaux et militants socialistes, en nous appuyant peut-être sur un ou deux exemples illustratifs de coopératives pour parler plus précisément de leur gestion et de leur activité. A la suite de cela, il nous faudra réaliser une étude plus brève de réseaux socialistes moins centraux : libre-pensée, franc-maçonnerie, ligue des droits de l'homme, universités populaires, lieux principaux de rencontre et d'activité.

Il faudra aussi sur un autre plan s'intéresser aux questions plus politiques. Nous nous proposons d'identifier les fractions et les militants qui portent l'activité fractionnelle, les enjeux sur lesquels se constituent ces fractions, les conflits qui en naissent et l'évolution des représentants d'une fraction vers l'autre. Il s'agira d'étudier les productions théoriques des fractions et de la Fédération elle-même afin de montrer les influences et de dégager la « ligne » sur laquelle se situe la direction fédérale. On cherchera à mettre en valeur, au travers des discours, les éléments mémoriels et

identitaires autour desquels se réunissent les socialistes séquanais, les pratiques politiques et leurs évolutions, les moyens et le contenu de la propagande, les rapports avec les courants minoritaires du mouvement ouvrier (syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes). A cheval entre la question proprement politique et la question organisationnelle, on traitera plus particulièrement de la question des femmes socialistes et des jeunesses : deux secteurs délaissés par le Parti mais pour lesquels la Fédération de la Seine se montre plus avancée. Le Parti socialiste unifié étant un parti avant tout électoral, il ne semble pas possible d'évacuer l'étude des campagnes politiques et électorales – peut-être faudra-t-il prendre un ou deux exemples de campagnes législatives –, des pratiques électorales et de la pratique des élus. On ne s'essaiera pas à faire une étude détaillée des votes et des actions des parlementaires ou des élus locaux mais plutôt à dresser un panorama de la fonction des élus socialistes dans une assemblée, de leurs thèmes de prédilection, éventuellement de leurs propositions de réalisations concrètes, de leurs rapports avec les radicaux qui dominent le département. De la même manière, on s'intéressera à la question des municipalités, là encore, non pour dresser un tableau complet du socialisme municipal dans la Seine mais pour dégager des tendances majeures au niveau des pratiques municipales socialistes.

La Seine est peut-être le département où les contradictions du socialisme français sont les plus vives. Il s'agit à la fois d'une Fédération révolutionnaire, véritable « microcosme de la gauche socialiste » comme la décrit Madeleine Rebérioux, marquée par la Commune de Paris, où la minorité insurrectionnelle et socialiste-ouvrière est forte et d'un centre de développement du réformisme, siège des nombreuses revues réformistes, haut lieu d'élaboration du socialisme réalisateur et du socialisme municipal qui trouve la banlieue pour ses premières expérimentations, où patriotisme et esprit républicain se mêlent à l'identité socialiste. Rétrospectivement, on sait que la Fédération va sombrer, comme tout le Parti, dans la défense nationale et l'union sacrée au commencement de la Guerre mais on ne peut pas oublier non plus que c'est dans la Fédération de la Seine que naîtra la minorité de guerre la plus résolue, celle de l'opposition internationaliste et du Comité pour la reprise des relations internationales. On peut donc penser que les évolutions de la Fédération et du Parti vers une position défensiste et « social-chauvine » comme on dira dans l'après-guerre n'a pu se faire sans que la si révolutionnaire Fédération de la Seine ne réagisse. Le point central d'une étude



sur la Fédération de la Seine entre 1905 et 1914 devrait donc porter, à notre avis, d'abord sur la question de ce qui a pu préparer un changement si rapide d'attitude face à la guerre et, parallèlement, sur ce qui fait l'unité d'un socialisme pourtant si peu unifié en apparence. Il s'agira donc pour nous de déterminer la nature du socialisme séquanien, comme une unité – car l'entrée quasi-unanime dans la guerre prouve bien que cette unité existe effectivement, de fait sous les clivages apparents – et de dégager ce qui consolide cette unité malgré l'existence de tendances divergentes. L'étude de la Fédération de la Seine permet d'une part de nous pencher sur l'étude d'une organisation locale d'un parti dont on a dit qu'il se construit d'abord sur des bases fédérales et donc d'approcher l'étude des milieux socialistes et de leurs réseaux sociaux, d'autre part de mettre en relief le basculement d'un socialisme tout particulièrement nourri de sensibilité ouvrière, révolutionnaire et libertaire vers un socialisme plus institutionnel, plus axé sur le rôle des élus et des organisations, possibiliste et réformiste.

**Première partie. La Fédération de la Seine comme fédération  
révolutionnaire : instabilité chronique et tiraillements  
idéologiques.**

## **Chapitre un. L'unification du socialisme séquanien. Des fractions socialistes à la fédération unifiée.**

La Seine, en tant que centre de la vie politique nationale, car siège de la capitale d'un Etat centralisé, agit également comme centre de la vie socialiste nationale<sup>78</sup>. De plus, elle bénéficie d'une relative homogénéité de ses milieux socialistes qui se répercute dans la sphère politique par une communauté plus assurée entre les différentes fractions : le PSdF séquanien, sous la nette domination des vaillantistes, fait face à un PSF où se côtoient une gauche marxisante et des courants possibilistes, tandis que les allemanistes du POSR ne survivent que sous la forme d'une Union fédérative du centre.

En 1902, ce sont quatorze députés socialistes qui sont envoyés par le département de la Seine à l'Assemblée nationale. Parmi eux, on compte ainsi sept députés du PSF, un du POSR, pour un indépendant et cinq PSdF<sup>79</sup> : les vaillantistes semblent dès lors former le noyau dur de cette délégation avec six députés (les cinq PSdF : Edouard Vaillant lui-même, Victor Dejeante, Marcel Sembat, Albert Walter et Jules Coutant, ainsi qu'un PSF : Emmanuel Chauvière, ancien blanquiste), auxquels on peut ajouter deux autres PSF (Adrien Meslier et Clovis Hugues) qui semblent fréquemment voter en accord avec les PSdF<sup>80</sup>. On peut, alors effectivement, parler de noyau dur dans la mesure où il constitue plus de la moitié du groupe considéré, où la discipline de vote s'applique en son sein et où Vaillant joue clairement – secondé par Sembat et Dejeante – un rôle dirigeant<sup>81</sup>. On remarquera de plus que tous ces députés, à

---

<sup>78</sup> Hubert Rouger, *La France socialiste. Les Fédérations socialistes. Tome III.*, p127 in Compère-Morel (dir.), *L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative*, 1921 : « Du reste, la vie socialiste dans la capitale ne se confond-elle pas avec la vie socialiste nationale ? ».

<sup>79</sup> Il est néanmoins plus judicieux de relever qu'Emmanuel Chauvière, élu sous l'étiquette PSF, siège et vote systématiquement avec le PSdF. De plus, le socialiste indépendant Gabriel Deville n'est élu que lors d'une législative partielle en 1903.

<sup>80</sup> Jean-Jacques Fiechter, *Les deux méthodes : l'évolution du socialisme français de l'Affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Librairie Droz, 1965, p89-108.

<sup>81</sup> Ibid, p109.

l'exception de Chauvière, élu dans le XV<sup>ème</sup> arrondissement, ont conquis leur siège dans les zones de force du socialisme parisien, à savoir le Nord-est et la banlieue<sup>82</sup>.

Pour poursuivre cette première approche de la Fédération par les élus, on peut également s'intéresser aux conseillers municipaux de Paris. Depuis les élections municipales de 1904, le groupe socialiste à l'Hôtel de Ville de Paris comprend vingt-quatre conseillers, adjoints à dix-neuf radicaux<sup>83</sup>. Selon un accord tacite entre les deux groupes, ils sont représentés à égalité aux secrétariats du Conseil municipal et occupent par alternance le poste de président du Conseil municipal et les deux postes de vice-présidents. Le groupe socialiste est alors dirigé par le socialiste indépendant Auguste Navarre tandis qu'Arthur Rozier, un possibiliste, et Henri Ranvier, un allemaniste, occupent les postes de secrétaires du groupe ; au Conseil municipal, à partir du 31 mai, le radical Georges Desplas est président, les socialistes Emile Poiry, un indépendant, et Jean Colly, membre du PSF, sont vice-présidents. Les secrétaires sont l'indépendant Louis Lajarrige et le possibiliste Léon Paris, ainsi que deux radicaux. Ce qui est particulièrement marquant parmi les élus socialistes parisiens, c'est le poids relativement important des indépendants. En effet, sur les vingt-six candidats élus sous étiquette socialiste, on ne compte que douze élus appartenant à l'une des fractions socialistes contre quatorze socialistes indépendants.

Sur ces douze élus, trois sont membres du PSdF, quatre du POSR et cinq du PSF<sup>84</sup>. On notera tout d'abord que, sur les cinq PSF, tous sont issus du courant possibiliste, à l'exception de l'élu de Bercy Jean Colly. Il semblerait que l'on ne retrouve pas clairement le noyau vaillantiste qu'il y a chez les députés. Au contraire, le groupe dominant est celui des héritiers du possibilisme, avec les conseillers POSR et la quasi-totalité des conseillers PSF, d'autant plus que deux des élus du PSdF (Eugène Faillet dans le quartier de l'Hôpital Saint-Louis du X<sup>ème</sup> arrondissement et Constant Berthaut dans le quartier de Belleville du XX<sup>ème</sup> arrondissement) sont des anciens du POSR, passés par la scission de l'Alliance communiste avant de rejoindre les vaillantistes. Par ailleurs, le groupe des élus municipaux du POSR apparaît comme

---

<sup>82</sup> Sembat est élu du XVIII<sup>ème</sup> arrondissement (première circonscription), Hugues du XIX<sup>ème</sup> (première circonscription), Dejeante et Vaillant du XX<sup>ème</sup> (première et deuxième circonscription), Walter et Meslier de l'arrondissement de Saint-Denis (respectivement les circonscriptions de Saint-Denis et Saint-Ouen), Coutant de l'arrondissement de Sceaux (dans la circonscription d'Ivry).

<sup>83</sup> *L'Humanité* du 17/05/1904, p2.

<sup>84</sup> *L'Humanité* du 02/05/1904, pp.1-2, et du 09/05/1904, p.1.

surdimensionné, si on le compare à celui des élus législatifs, puisque le parti n'a qu'un seul député mais quatre conseillers. Peut-être faut-il y voir le tropisme des ex-possibilistes pour l'action concrète, au jour le jour, dans les communes, selon la théorie du socialisme municipal. Ou encore peut-on le rattacher à la formation d'une notabilité socialiste, liée à l'implantation beaucoup plus ancienne des possibilistes dans les quartiers populaires parisiens.

Le XI<sup>ème</sup> arrondissement est le bastion des conseillers allemanistes : Joseph Weber est l'élu de la Folie Méricourt, Henri Ranvier de la Roquette et Emile Chausse de Sainte-Marguerite, mais leur influence déborde aussi sur le quartier de Picpus du XII<sup>ème</sup> arrondissement où est élu Paul Fribourg. Les conseillers municipaux du PSF se répartissent eux, à l'exception de Jean Colly, sur les marges septentrionales de Paris : Léon Paris et Arthur Rozier dans le XIX<sup>ème</sup> arrondissement (respectivement, quartiers de la Villette et d'Amérique), Henri Turot<sup>85</sup> dans le XVIII<sup>ème</sup> arrondissement (quartier des Grandes Carrières), Paul Brousse dans le XVII<sup>ème</sup> arrondissement (quartier des Epinettes). L'impression qui ressort de la carte de répartition des conseillers municipaux dans Paris<sup>86</sup> est celle d'un noyau vaillantiste et allemaniste centré sur le Nord-est, les élus PSF et indépendants occupant plutôt les extensions vers le Sud et le Nord. Les zones de force du socialisme parisien apparaissent nettement, y compris quand les socialistes en question sont des socialistes indépendants.

Notre analyse ne portera pas sur les socialistes indépendants puisqu'ils ne participeront pas à l'unification du socialisme et resteront à l'écart, comme aile socialisante du radicalisme. Dans le même temps, on ne peut qu'être frappé par le poids d'une fraction si gradualiste du mouvement socialiste dans un Paris dont on a pourtant dit qu'il était le foyer de tendances nettement marquées à gauche du socialisme national. Ces observations nous amènent plutôt à penser un socialisme parisien tiraillé, sur le modèle du PSF, entre un pôle militant, de gauche, se revendiquant révolutionnaire, et un pôle d'élus, plus modéré, si ce n'est ouvertement réformiste. On ne peut pas oublier que les possibilistes entrent en nombre au Conseil municipal de Paris aux élections de 1887, alliés aux radicaux dans le cadre de la lutte contre le boulangisme. Or, c'est cette

---

<sup>85</sup> Sa notice « TUROT Henri » dans le Maitron (rédigée par Justinien Raymond) le décrit comme membre du PSF mais *L'Humanité* du 03/05/1904, p.1, en fait un socialiste indépendant seulement « soutenu » par le PSF. Nous l'assimilerons donc au PSF.

<sup>86</sup> Cf. Annexe II.

alliance avec des républicains non-socialistes qui va précipiter la scission entre broussistes et allemanistes. De ce point de vue-là, l'importance électorale des indépendants, qui recueillent 35.774 voix<sup>87</sup> à Paris en 1904, semble marquer une persistance de ce socialisme réformateur électoral.

Force est de reconnaître qu'au-delà des étiquettes affichées pour les élections, une certaine sensibilité « réformiste », plus ou moins affirmée selon les individus, se dévoile chez tous les socialistes parisiens, du moins pour ce qui concerne les élus. Même les vaillantistes, qui représentent l'élément central du PSdF dans la Seine, ne sont, comme les décrit ironiquement Rappoport<sup>88</sup>, qu'un « parti d'action à la fois réformiste et, à l'occasion, révolutionnaire [...] en fait, réformiste faisant peu de propagande strictement socialiste ». Concernant les allemanistes, on remarquera simplement que, s'ils manifestent un incontestable intérêt pour les questions syndicales, ce qui les différencie des autres organisations, ils restent quand même très attentifs à leurs résultats électoraux. De plus, certains élus ont une étiquette relativement floue : il faut penser en particulier à Henri Ranvier<sup>89</sup>. Quant au PSF, il s'agit, parmi les deux principales fractions du socialisme, de celle qui domine effectivement le champ électoral parisien, avec neuf élus et 76.984 voix<sup>90</sup> (soit un peu plus de 55% des voix portées sur les candidats se déclarant socialistes).

---

<sup>87</sup> Hubert Rouger, *La France socialiste. Tome III* in Adéodat Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative*, p180.

<sup>88</sup> Marc Langana, *Une vie révolutionnaire, 1883-1940 : les mémoires de Charles Rappoport*, Edition de la Maison des sciences de l'Homme, 1991, p.249

<sup>89</sup> Elu municipal du quartier de la Roquette dans le XI<sup>ème</sup> arrondissement. Son appartenance est assez floue : sa notice dans le Maitron (rédigée par Justinien Raymond) ne donne pas de renseignements sur l'étiquette avec laquelle il s'est présenté en 1904, l'Encyclopédie socialiste de Compère-Morel le comptabilise comme élu PSF mais, dans plusieurs comptes-rendus des assemblées générales de l'Union fédérative du centre, il est désigné comme représentant des élus POSR. A priori, cette dernière information nous incite à penser que c'est bien à ce dernier parti qu'il appartient mais le flou entretenu nous renseigne aussi sur la proximité entre POSR et PSF.

<sup>90</sup> Hubert Rouger, op. cit., p180.

## A. Vers l'unité du socialisme.

C'est sur l'initiative du PSdF, dont la commission exécutive se constitue en délégation en vue d'une commission d'unification<sup>91</sup>, que commence à se concrétiser le processus. Le 15 avril 1905, ladite commission entreprend de préparer l'organisation d'un congrès devant sceller la constitution officielle du nouveau Parti socialiste. C'est du 23 au 25 avril que va se tenir le congrès d'unification socialiste, salle du Globe à Paris, à l'issue duquel naîtra le « Parti socialiste – Section française de l'Internationale ouvrière ». L'Humanité, grâce à la diffusion d'un communiqué de la commission d'unification, nous renseigne sur ce que seront les effectifs du futur parti dans la Seine<sup>92</sup> : on nous indique l'existence de 1.785 cotisants à l'Union fédérative du centre, 2.290 à la Fédération de la Seine du PSdF et 2.706 à la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine du PSF. Contrairement aux rapports présents à l'échelle nationale, on observe que les effectifs du PSF sont légèrement supérieurs à ceux du PSdF<sup>93</sup> et que les allemanistes sont largement surreprésentés dans la région parisienne. A titre de comparaison, ces derniers représentent 26% des socialistes de la Seine (pour 8% des socialistes nationaux<sup>94</sup>), les militants du PSdF comptent pour 34% (contre 58% des effectifs nationaux) et ceux du PSF pour 40% (34% à l'échelle nationale).

La sous-représentation du PSdF est assez nette. On peut y trouver deux raisons : d'une part, la faiblesse traditionnelle d'implantation des guesdistes à Paris<sup>95</sup> et, d'autre part, le fait que les blanquistes n'aient probablement jamais cherché activement à créer une organisation de masse avant la fondation du PSR en 1898. Les effectifs des guesdistes dans la fédération du PSdF sont très restreints<sup>96</sup> et sont, qui plus est, gangrenés par une tendance à l'anarchisme, qui les a longtemps poussés à s'opposer à la

---

<sup>91</sup> L'Humanité du 4/10/1904, p3-4.

<sup>92</sup> L'Humanité du 19/04/1904, p3.

<sup>93</sup> Ibid.

<sup>94</sup> Les effectifs nationaux du mouvement socialiste à la veille de l'unification utilisés ici ne prennent délibérément pas en compte les effectifs des fédérations autonomes, étant donné que ce courant n'est pas présent dans la Seine. Ces effectifs totaux sont alors de 32.026 individus.

<sup>95</sup> Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905) : les Guesdistes*, Editions sociales, Paris, 1968, p.249.

<sup>96</sup> Ibid p.498.

direction nationale du POF. Depuis la fusion avec le PSR, la fédération s'est mise de fait sous la direction d'Edouard Vaillant qui y a imprimé ses marques politiques : soutien à la tactique de grève générale, attrait pour le syndicalisme révolutionnaire, impulsion unitaire<sup>97</sup>, trois traits qui tranchent avec le mépris guesdiste pour l'action syndicale et avec l'austérité de leur propagande. Si l'on suppose que les effectifs guesdistes n'ont guère augmenté par rapport aux chiffres données pour 1902 par Claude Willard, on se retrouve alors avec une fédération séquanienne dont les deux tiers des militants sont issus du courant vaillantiste. Il ne faut cependant pas oublier qu'une part de ceux-ci, selon toute vraisemblance, reste non négligeable : celles des militants issus de l'Alliance communiste et donc du foyer allemaniste.

Au sein du PSF, tout nous pousse à croire que l'influence proprement possibiliste est sur le déclin<sup>98</sup> : elle se concentre dans les arrondissements du Nord, le XVIIème, le XVIIIème et le XIXème, autour des élus municipaux, avec un faible poids militant<sup>99</sup>. Il faut alors prendre en compte le fait que la masse du PSF dans la Seine provient de courants plus neufs, d'autant que l'organisation locale du PSF marque sa spécificité en s'intitulant « Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine » alors même que le PSF passe plutôt pour le pôle réformiste du socialisme français<sup>100</sup>. La gauche du PSF semble donc exercer une influence notable sur la Fédération. La préparation du congrès d'Amsterdam nous permet de voir la part plus ou moins exacte qu'elle y tient : la motion défendue par Jean Longuet, une des figures de l'aile gauche, et l'ex-possibiliste Georges Ducos de la Haille est minoritaire mais elle reçoit quand même 44 voix soit 47% environ des suffrages<sup>101</sup>. Cette motion accepte les thèses de la motion de Dresde mais l'amende en supprimant la condamnation de la participation gouvernementale et la qualification de la bourgeoisie en bloc comme réactionnaire, mais

---

<sup>97</sup> Ibidem, p.568.

<sup>98</sup> Sylvie Rémi, « La lente agonie d'une organisation : la FTSF de la scission allemaniste à la SFIO », in *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, n°13, 1992, p.29-44.

<sup>99</sup> D'après Sylvie Rémi, dans l'article précité, on ne peut évaluer leur nombre à plus de 200 militants dans la Seine au début du XXème siècle.

<sup>100</sup> Cf. Eugène Fournière dans *La Revue socialiste* de mars 1905 : « « Les Fédérations régionales [...] désignent donc [au Comité interfédéral] ceux qui s'offrent ou qu'on leur offre, parmi les socialistes parisiens, tout entiers en théorie et en formule, traditionalistes à l'excès, conservateurs de légendes, amoureux de dictature collective à l'imitation de la Commune de 1793. En sorte que le Comité interfédéral, qui est censé représenter les fédérations socialistes, représente deux ou trois mille révolutionnaires parisiens. », cité par Yves Billard, *Le Métier de la politique sous la Troisième République*, Presses universitaires de Perpignan, 2003, p.42.

<sup>101</sup> *L'Humanité* du 05/08/1904, p.3.



surtout en proclamant la nécessité de l'unité socialiste. De ce point de vue, la recherche de l'unité, avant tout, tend à rapprocher ces militants de l'action vaillantiste dans la PSdF. La motion majoritaire défendait de son côté le refus d'une discipline uniforme au sein de l'Internationale et l'adaptation des tactiques au rythme de chaque pays<sup>102</sup>.

Le communiqué de la commission<sup>103</sup> fait mention d'une série de dispositions additionnelles qu'elle soumet au congrès d'unification, dont la seconde précise que les fédérations doivent avoir fusionnées dans un délai de deux mois et faire connaître leur secrétaire provisoire dans un délai de quinze jours. Dans la Seine, les délégués à l'unification de chaque fraction sont convoqués pour la date du 15 mai 1905<sup>104</sup>.

C'est ainsi que le 15 mai, se tient à huit heures et demie, dans la salle Grandouin, au 35 rue Pastourelle (IIIème arrondissement), la première réunion de la commission exécutive (provisoire) de la nouvelle Fédération de la Seine<sup>105</sup>. Chacune des trois anciennes fédérations y a délégué sept de ses membres. Le siège social de la Fédération est établi au 45 rue de Saintonge, à l'emplacement du siège social de l'ancienne Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine. Les secrétaires en sont Jean-Baptiste Lavaud du POSR, Henri Le Page du PSdF et Georges Mesnard du PSF. Le militant PSdF Emile Paquier en devient le trésorier, avec pour adjoint un certain Bigot.

Il est remarquable que le compte-rendu de la réunion mentionne un évènement qui s'apparente fort à une mesure de contrôle des élus, alors même que la fédération n'a pas encore été totalement constituée. Il est noté que la commission « signale aux élus socialistes » – on appréciera l'euphémisme – une motion votée au congrès du Globe appelant à manifester contre la venue en France du roi d'Espagne, Alphonse XIII : ladite motion s'insurge contre la venue du « représentant officiel de la classe dirigeante d'Espagne » et se solidarise avec le « prolétariat espagnol et [...] tous les révolutionnaires qui luttent en Espagne pour le triomphe de la république sociale »<sup>106</sup>.

---

<sup>102</sup> Ibid.

<sup>103</sup> *L'Humanité* du 19/04/1904, p.3.

<sup>104</sup> *L'Humanité* du 13/05/1905, p3.

<sup>105</sup> *L'Humanité* du 18/05/1905, p3.

<sup>106</sup> En août 1903, une grève générale avait ébranlée la ville d'Alcala del Valle, à côté de Cadix. Des affrontements avec la *guardia civil* font un mort, un jeune garçon de quinze ans, ce qui déclenche des émeutes au cours desquelles la mairie et le tribunal furent incendiés. La réponse du gouvernement espagnol fut d'emprisonner cent participants aux émeutes tandis que le mouvement ouvrier international réagit en demandant la libération des prisonniers et en condamnant la répression. La motion fait également mention de Montjuich, forteresse en surplomb de Barcelone servant de prison et de lieu d'exécution des opposants au gouvernement.

Dans le même ordre d'idée, la commission s'adresse « aux journaux qui se réclament du socialisme » pour leur faire la même remarque, en leur rappelant qu'ils doivent mener campagne contre la visite d'Alphonse XIII. La « proposition » – désignation qui, là aussi, tient de l'euphémisme – est adressée à Jaurès et Gérault-Richard, pour l'insertion du communiqué respectivement dans *L'Humanité* et *La Petite république*, mais aussi au groupe socialiste du Conseil municipal de Paris et au groupe des Epinettes.

Ce sont ces deux derniers points qui nous aident à comprendre à qui est adressé ce reproche. En effet, le conseiller municipal du quartier des Epinettes, réélu sans discontinuité depuis 1887, et également président du Conseil municipal de Paris<sup>107</sup>, n'est autre que le vieux leader possibiliste, Paul Brousse, membre du nouveau Parti socialiste. Le 30 mai, Paul Brousse, en sa qualité de président du Conseil municipal, participe effectivement à la réception du roi d'Espagne malgré les protestations des autres socialistes. On se servira de cet évènement, dans un premier temps, simplement pour remarquer que l'unification ne semble pas se produire avec autant de facilité qu'on pouvait le penser. Les grandes déclarations unitaires ont assurément donné une impression symbolique d'unité entre toutes les fractions socialistes mais l'enthousiasme du moment ne doit pas faire oublier les crises traversées et les divisions persistantes jusqu'à la veille de l'unité. Du 27 au 30 mars, au congrès de Rouen, dernier congrès du PSF, Jaurès, Briand et Augagneur avaient encore défendu, malgré les résultats du congrès d'Amsterdam, leur tactique, estimant que celle « imposée » par l'Internationale conduirait à la défaite du socialisme démocratique. Plus précisément, ils rejettent la stratégie guesdiste, car, contre la minorité de gauche de leur propre parti, ils font valoir que l'Internationale s'est refusée à condamner formellement la ligne de conduite jaurésienne. Le « cas Brousse » n'est que le symptôme d'une unité réalisée sur des bases plus ou moins biaisées.

---

<sup>107</sup> Conformément au principe d'alternance présenté plus haut, le radical Desplas a cédé lors de la rentrée du Conseil, en avril 1905, son poste à un socialiste, Brousse.

## B. La constitution de la Fédération : quel modèle d'organisation ?

Quoi qu'il en soit, l'unité doit quand même se faire. La commission exécutive provisoire est chargée de préparer le congrès et sa sous-commission entame en conséquence la discussion d'un projet de statuts qui sera soumis au premier congrès fédéral<sup>108</sup>. Ce projet a été déposé par Arthur Groussier<sup>109</sup>, ce qui est intéressant à savoir dans la mesure où lui-même, alors membre du POSR, pour avoir refusé de verser une partie de son indemnité parlementaire au parti, avait subi les dures contraintes imposées par les statuts de l'organisation allemaniste, en l'occurrence la démission forcée de son mandat. En préparation du premier congrès fédéral, la commission exécutive<sup>110</sup> appelle les nouvelles sections et les nouveaux groupes à se former par fusion des anciennes fractions. Il est ainsi prévu que la Fédération comptera une section par arrondissement parisien et par canton de banlieue, fondée par réunion en assemblée générale de tous les membres des anciennes fractions porteurs de la carte de leur ancien parti. Ces sections seront subdivisées en groupes, à hauteur d'un groupe unifié par quartier. Avant la tenue du congrès, les sections unifiées devront communiquer le nom et l'adresse de leur secrétaire afin qu'un lien soit établi avec la commission exécutive provisoire. Chaque section disposera d'un mandat au congrès par vingt-cinq membres ou fraction de vingt-cinq membres et devra élire une délégation « d'un commun accord » ou en laissant droit à la minorité d'être représentée proportionnellement.

Précisons tout de suite que la détermination des mandats par le seul nombre d'adhérents est propre aux partis « révolutionnaires » (PSdF et POSR) alors que le PSF

---

<sup>108</sup> Pour prendre connaissance de l'intégralité des statuts prévisionnels, on se rapportera à l'annexe I : Statuts de la Fédération de la Seine à l'issue du Congrès d'unification.

<sup>109</sup> Arthur Groussier (1863-1957). Ingénieur, socialiste membre du POSR puis de l'Alliance communiste et du PSdF, syndicaliste membre de l'Union des mécaniciens, il est le député traditionnel des quartiers Saint-Vincent-de-Paul et Hôpital-Saint-Louis dans le Xème arrondissement (à l'exception de la législature 1902-1906). Dans le POSR, il a mené avec Dejeante l'opposition au contrôle considéré comme trop contraignant du parti sur ses élus et la scission de l'Alliance communiste. C'est un proche de Vaillant, caractéristique des milieux socialistes parisiens du Nord-est et très impliqué dans les travaux parlementaires en particulier concernant les droits des travailleurs. Il représente la chambre au Conseil supérieur du Travail de 1906 à 1924 et participe activement à l'élaboration du Code du Travail. Cf. Notice « GROUSSIÉ Arthur, Jules, Hippolyte » dans le Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond [consultée en ligne].

<sup>110</sup> *L'Humanité* du 29/05/1905, p4-5.

et encore le Congrès d'Unité avaient pris en compte, pour la détermination des mandats, le nombre de voix recueilli aux dernières élections : en restreignant le calcul aux adhérents, cela empêche les sections peu peuplées mais bénéficiant de nombreux suffrages à chaque élection, grâce à des positions relativement consensuelles, de disposer d'un ascendant trop grand sur le reste de la fédération. Il est posé que la constitution des sections doit être antérieure à celle de la Fédération afin de pouvoir élire une délégation authentiquement représentative au congrès fédéral, ce que l'on pourrait assimiler à une volonté d'unir largement les socialistes en laissant aux minorités des possibilités d'expression.

C'est cette même volonté que l'on trouve dans les dispositions établies à la réunion de la commission exécutive provisoire du 29 mai<sup>111</sup>. En particulier, il s'agit un règlement électoral pour savoir comment désigner les délégués de section. Le système retenu est un scrutin plurinominal majoritaire de liste : les listes sont désignées par un sigle (lettre ou chiffre) et peuvent présenter plus ou moins de candidats qu'il n'y a de mandats à attribuer. Les candidats doivent être classés par ordre mais, s'il y a plus de candidats sur la liste que de mandats à attribuer, en plus du sigle, le votant doit inscrire sur son bulletin le nom des candidats auxquels il attribue ses suffrages. Le quotient électoral est défini en divisant le nombre total de suffrages exprimés par le nombre de mandats plus un, chaque liste ayant droit à un mandat chaque fois que le quotient est contenu dans le nombre de suffrages de la liste. Les candidats sont ensuite élus, soit selon leur ordre sur la liste, soit sur le nombre de suffrages recueillis en leur nom propre par rapport aux autres noms de la liste. Ce mode de scrutin présente le double avantage d'ouvrir droit pour les minorités à une représentation proportionnelle, matérialisant la disposition évoquée lors de la réunion précédente, et de permettre, dans le cas précis d'un surnombre de candidats, le choix des délégués individuels. Cela dit, ces dispositions cherchent, tout en permettant l'expression des tendances, à raffermir l'unité en favorisant le rassemblement en une liste commune : il est en effet demandé<sup>112</sup> aux sections d'établir le plus possible une représentation « d'un commun accord », et il est important de le préciser car c'est une attitude qui n'est pas propre à Jaurès (il s'agit là

---

<sup>111</sup> *L'Humanité* du 02/06/1905, p.3-4.

<sup>112</sup> *L'Humanité* du 29/05/1905, p.4-5.

d'une idée répandue grâce au rôle de Jaurès dans l'élaboration de la synthèse de Toulouse en 1908) mais qui se retrouve dans l'ensemble du parti.

Plus intéressant encore, du moins sur le plan de l'organisation formelle de la Fédération, est le compte-rendu<sup>113</sup> qui détaille le nombre d'adhérents et de mandats pour chaque section, ce qui reflète une certaine image de la Seine socialiste. La commission décompte un nombre total de 6.628 cartes détenues par des membres des anciens partis et de 284 mandats : effectivement, cela semble donner dix-huit mandats de trop mais il ne faut pas oublier qu'au sein des sections, la fraction résiduelle de 25 adhérents – même s'il ne s'agit que d'un seul adhérent en plus – donne droit à un mandat complet. Conformément aux dispositions préétablies, quarante et une sections sont référencées (en fait, quarante car la 8<sup>ème</sup> section ne compte aucun membre) : vingt sections parisiennes à hauteur d'une par arrondissement (à l'exception du VIII<sup>ème</sup>) et vingt-et-une sections de banlieue à hauteur d'une par canton. La plus grosse section est celle du XI<sup>ème</sup> arrondissement avec 600 membres (et 24 mandats) alors que la moins importante est, exception faite de la 8<sup>ème</sup>, celle de Neuilly (30<sup>ème</sup> section), avec seulement 12 adhérents et un mandat. On a 4.173 adhérents parisiens (175 mandats) à la SFIO contre 2.405 adhérents de banlieue (109 mandats) : les sections parisiennes représentent donc 63% des adhérents de la Fédération et disposent au congrès de 62% des mandats. Mais, sachant que la population de la Seine est de 3.848.618 habitants en 1906, que celle de Paris est de 2.763.393 habitants (donc à peu près 72% de la population séquanienne), on observe néanmoins une certaine surreprésentation des banlieusards parmi la masse des adhérents à la nouvelle Fédération.

Penchons-nous en premier sur les seuls arrondissements parisiens : la section la moins nombreuse est celle du IX<sup>ème</sup> arrondissement avec 30 adhérents (sans tenir compte de celle du VIII<sup>ème</sup>), la plus nombreuse est celle du XI<sup>ème</sup> avec 600 adhérents. On compte douze arrondissements dont les sections ont moins de deux cents adhérents, principalement situées au centre de la ville (I<sup>er</sup>, II<sup>ème</sup>, III<sup>ème</sup>, IV<sup>ème</sup>, V<sup>ème</sup>, VI<sup>ème</sup>, VII<sup>ème</sup>, VIII<sup>ème</sup>, IX<sup>ème</sup> arrondissements) ou à l'ouest (XVI<sup>ème</sup> arrondissement). Il est assez caractéristique d'ailleurs que le VIII<sup>ème</sup>, quartier bourgeois par excellence<sup>114</sup>, soit le seul à ne pas posséder sa section socialiste. On notera la présence des XIII<sup>ème</sup> et

---

<sup>113</sup> *L'Humanité* du 02/06/1905, p.3-4.

<sup>114</sup> Cyril Grange, « Les classes privilégiées dans l'espace parisien (1903-1987) » in *Espace, populations, société*, volume 11, n°1, 1993, p13.

XIVème, arrondissements pourtant populaires mais moins peuplés que les ceux du même type, d'où un nombre moindre d'adhérents. Sans compter ces deux derniers, les arrondissements du centre et de l'est réunissent ensemble 35 mandats pour 770 adhérents. Les espaces forts du socialisme parisien sont les marges de la ville, et en particulier le nord-est. On intégrera à ce groupe les deux arrondissements du sud-ouest. On se rappellera que, malgré l'absence de statistiques sur les groupes, il y a de fortes chances que l'essentiel de l'activité socialiste dans le XVIIème se concentre dans les quartiers des Batignolles et des Epinettes, les deux quartiers du sud de l'arrondissement étant nettement plus embourgeoisés. Parmi ces arrondissements, la section la plus importante est celle du XIème arrondissement avec 600 membres, alors que la moins conséquente est celle du XIVème avec seulement 141 membres. A l'ouest néanmoins, le XVème arrondissement se détache nettement avec 354 militants socialistes, mais l'on a vu que c'est effectivement une place forte, lieu d'élection de Chauvière, le blanquiste du PSF. A cette exception, toutes les sections de plus de 200 adhérents sont concentrées effectivement au nord-est de la capitale, en un arc de sept arrondissements allant du XIIème au XVIIème : ces arrondissements sont ceux du Paris populaire, des derniers bastions de la Commune de Paris.

Les quarante et une sections de banlieue correspondent chacune à un canton. On notera que c'est dans cet ensemble que l'on trouve les sections les moins importantes – hors 8ème section, bien entendu – avec les 24ème (Aubervilliers, 16 adhérents) et 30ème (Neuilly, 12 adhérents), tandis que seules trois sections dépassent les deux cents adhérents (21ème à Pantin, 32ème à Courbevoie, 39ème à Ivry avec, respectivement, 234, 219 et 248 adhérents). Si l'on considère les douze sections de l'arrondissement de Saint-Denis, elles réunissent ensemble 1.536 adhérents pour seulement 869 adhérents dans l'arrondissement de Sceaux. Les principales sections de l'arrondissement de Saint-Denis, celles qui comptent plus de cent adhérents (21ème à Pantin, 22ème à Noisy-le-Sec, 23ème à Saint-Denis, 25ème à Saint-Ouen, 26ème à Asnières, 28ème à Levallois-Perret, 32ème à Courbevoie) se répartissent en trois ensembles : le premier, Pantin-Noisy, se situe dans la continuité géographique du groupe des Xème-XIème-XIXème-XXème arrondissements ; le second est constitué autour des deux grandes communes industrielles de la banlieue parisienne que sont Saint-Denis et Saint-Ouen ; le dernier comprend les cantons situés dans la boucle de la Seine à Gennevilliers qui bénéficient

d'une dynamique nouvelle d'industrialisation. Il n'existe, a priori, pas de lien direct entre la présence d'un élu et une section forte mais, on remarquera, quand même, que les trois plus importantes sections de la banlieue disposent toutes trois d'un élu au conseil général : Jules Jacquemin à Pantin, Parisot à Courbevoie, Jean Martin à Ivry. Ivry, qui constitue la principale section de l'arrondissement de Sceaux, possède également un maire socialiste depuis 1896.

Les statuts établis par la commission exécutive provisoire sont présentés dans *L'Humanité* afin d'être discutés dans les sections avant la tenue du congrès<sup>115</sup>. Les trois premiers titres traitent de l'organisation de la Fédération, du règlement des adhésions et des cotisations et reprennent essentiellement les dispositions qui avaient été préétablies, en y ajoutant l'obligation pour les salariés membres de la fédération d'adhérer au syndicat de leur profession (titre I, article 5).

Le titre IV nous renseigne sur la tenue des congrès et leur rôle. Il est prévu que les mandats seront attribués de la même façon que pour le congrès d'unification, à hauteur d'un mandat pour vingt-cinq membres cotisants (article 12). L'article 13 prévoit la division du congrès en deux sessions, de sorte que le congrès national se tienne entre les deux sessions fédérales. Comme cela, la première session (article 15) pourra prendre connaissance du rapport de la commission exécutive sur le développement de la fédération et sur la situation économique-politique du département, du rapport des conseillers généraux et des conseillers municipaux de Paris, mais surtout discuter de l'ordre du jour du congrès national et élire les délégués sur la base des positions apparues, le tout dans un intervalle relativement court avec le congrès national. La seconde session (article 15) a une valeur plus administrative : les décisions du congrès national doivent être enregistrées et leur mise en application doit être préparée ; la commission exécutive, de 21 membres, peut dès lors être élue sur la base de l'application des mesures nationales prévues et non des positions politiques propres de la fédération. Ce type de régime interne devrait nous amener à nuancer quelque peu l'idée d'un Parti socialiste totalement fédéraliste : le fait est que les fédérations ne semblent pas être entièrement libres puisqu'on voit ici la Fédération de la Seine se doter d'un moyen d'assurer la concordance des décisions locales avec les décisions nationales. Il est bien question d'un système centraliste, toutes proportions gardées,

---

<sup>115</sup> *L'Humanité* du 13/06/1905.

dans la mesure où il y a division des tâches entre l'organisation nationale chargée de définir la ligne politique et les organisations locales chargées de l'exécution.

Le titre V expose le fonctionnement du Conseil fédéral. Cet organisme est le cœur de la fédération en temps normal : il siège régulièrement, le premier lundi de chaque mois (article 23) et cumule des pouvoirs administratifs et politiques. De fait, le Conseil fédéral tient d'un congrès en miniature : les sections y sont représentées à hauteur d'un délégué pour trois mandats au congrès, soit pour 75 adhérents à jour de cotisation (article 21). Jean-Louis Robert<sup>116</sup> parle de régime de « congrès permanent » pour désigner le mode d'organisation de la fédération de la Seine. Les élus de chaque catégorie (député de Paris, conseillers municipaux de Paris et généraux de la banlieue) s'y font représenter par un délégué (article 24) mais notons que le projet de Groussier n'indique rien sur la possibilité ou non d'un élu d'être délégué par une section. Sa fonction politique vient du fait qu'il adresse, trimestriellement, au Conseil national, un rapport sur le développement et la propagande de la fédération ainsi que sur la situation économique-politique au Conseil national (article 27), ce qui lui donne de fait des moyens d'influence sur la perception des situations locales par la direction politique du parti. De plus, il joue un rôle administratif en ce qu'il a la charge de convoquer le congrès fédéral (article 25) sur un ordre du jour défini par lui (ce qui, là encore, lui donne de l'influence non plus seulement administrative mais politique sur le travail de la fédération), en ce qu'il désigne une commission de contrôle de cinq membres (article 29) pour surveiller les questions financières, en ce qu'il élit le bureau de la fédération (article 22) au sein de la commission exécutive, comprenant cinq membres dont un trésorier et son adjoint. Il est précisé que ces postes sont rémunérés. Cela laisse supposer que la fédération joue un rôle structurant relativement fort étant donné que les structures nationales du parti sont peu fournies en permanents : l'administration fédérale pourrait donc, le cas échéant, se transformer en contre-pouvoir vis-à-vis de la direction nationale. Après tout, comme pour l'élection à la proportionnelle de la CAP, on peut y voir la volonté jaurésienne de parer à une éventuelle direction guesdiste.

Le titre VI fixe ensuite les prérogatives de la commission exécutive, en la subordonnant au conseil fédéral (article 30). Elle a une fonction exclusivement

---

<sup>116</sup> Jean-Louis Robert, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre, histoire et anthropologie*, 1999, thèse, Paris-I, p994.



administrative et semble se charger essentiellement des communications entre conseil fédéral et conseil national. Pour autant, Jean-Louis Robert<sup>117</sup> note, là aussi, que ce rôle d'orientation des communications, entre organes de la fédération, lui donne une certaine capacité d'influence, en lui permettant de sélectionner les questions à traiter et de réguler les rapports entre les différentes instances. L'appareil administratif de la fédération a ainsi été déterminé. S'il subit quelques légères modifications lors du congrès, il reste tel quel pour l'essentiel. On pourrait dégager trois éléments importants de cette partie des statuts. Il y a une volonté de garantir une grande démocratie interne, marquée par un contrôle des échelons inférieurs (ici, les sections) sur les échelons supérieurs (ici, la fédération) : en conséquence, seule la commission exécutive appartient en propre au conseil fédéral et n'a de comptes à rendre qu'annuellement au congrès alors que la majorité du conseil (qui, en prenant en compte le congrès d'unification, comprend, outre la commission, 104 délégués lesquels représentent 83% du conseil) dépend plus directement, comme on va le voir, des sections et donc des adhérents de base. Le second point qui nous semble intéressant est ce qui paraît être une volonté de renforcer l'unité nouvellement acquise du parti et de la fédération, par la recherche de l'unanimité ou, du moins, de la plus grande majorité possible dans l'élaboration des motions, recherche d'unanimité compensée par la garantie d'une représentation proportionnelle des minorités : l'unité ne peut être garantie que par le double-mécanisme de la synthèse démocratique et de la libre expression des divergences. Le dernier point qui apparaît dans ce projet, et qui va être maintenu, est l'existence d'une centralisation politique certaine : cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas également des caractères fédéralistes au sein de l'organisation mais la fédération n'est pas totalement indépendante du centre politique du parti. Peut-être, sur ce point, faut-il rajouter que la proximité géographique entre l'organisation fédérale et la direction nationale (qui siège également à Paris) leur donne assurément une forte identité, de telle sorte que la centralisation n'en n'est que renforcée.

Le titre VII traite de l'organisation de la propagande. Le projet de statuts donne au conseil fédéral un rôle central quant à la propagande : si l'organisation matérielle des conférences éducatives ou de propagande revient aux sections – qui doivent notamment en assurer les coûts (article 37) –, le conseil fédéral supervise les orateurs et

---

<sup>117</sup> Ibid, p.995.

conférenciers (article 35) en déterminant le roulement des tâches entre élus et militants (article 34). Il y a là une véritable maîtrise de l'une des activités centrales du parti, qui donne, au conseil fédéral et à la fédération, un rôle primordial couvrant, entre autres, l'expression publique du parti alors même que le conseil national ne contrôle, sur le plan de la propagande, que les délégués permanents, ce qui nuance aussi ce que nous disions à propos de la centralisation politique qui n'est que partielle. On notera néanmoins que les grands rassemblements de propagande et les fêtes publiques ne pourront être organisés qu'avec le concours de la direction nationale (article 38). La fédération est prévue pour avoir une action également importante sur le plan de la formation des militants : en effet, l'article 39 prévoit que les questions de doctrine et de tactique devront être discutées lors de grandes conférences éducatives fédérales avant d'être renvoyées vers les sections et vers le conseil fédéral pour le vote, ce qui tend à centraliser l'action politique autour du conseil. On constatera que la dernière disposition (article 40) participe de la constitution du parti en tant que force indépendante : en effet, elle interdit la participation des orateurs socialistes en tant qu'orateurs à des réunions d'autres partis et réciproquement, sauf mesures exceptionnelles. Il s'agit donc bien pour la fédération d'exercer un contrôle sur l'expression publique et interne du parti, de tenir en quelque sorte l'unité du discours socialiste.

Il faut ensuite s'intéresser aux titres VIII et XIII qui organisent les sections et les groupes locaux particuliers de la fédération. Les sections sont explicitement désignées comme le centre de l'activité du parti et comme devant en exercer le monopole de représentation (article 41). C'est également elle qui tient le registre des adhérents de base (article 42) et qui informe la fédération du développement local de la propagande et de l'action politique du parti, de l'action des élus de la section et de la situation politico-économique au moyen de rapports trimestriels (article 46). Son autonomie, affirmée dans l'article 41, doit être nuancée car l'article 45 prévoit que les réunions publiques, organisées par la section ou ses groupes, ne peuvent se faire qu'en présence d'un représentant officiel du conseil national. Nous y retrouvons la volonté de la fédération de contrôler le discours public de ses sections et d'assurer une authentique direction politique par le contrôle et la surveillance des activités locales. Les sections doivent se réunir en assemblée générale au moins une fois par mois (article 43). Cette assemblée est la seule à pouvoir élire les délégués au conseil fédéral (article 44), avec

représentation proportionnelle des minorités si nécessaire : c'est cet élément qui nous permet d'avancer, plus haut, que la composition du conseil fédéral permettait un contrôle de la base sur la direction, car de fait rien n'empêche l'assemblée de section de changer régulièrement, de demander des comptes à ses délégués au conseil et donc de surveiller leur action à chaque réunion du conseil, donnant à leur mandat une valeur plus impérative que représentative et créant un régime de démocratie interne quasi-direct.

Le titre XIII porte sur l'organisation des jeunesses et des étudiants. Il faut faire remarquer que les socialistes ne s'intéressent guère dans leur majorité aux mouvements de jeunesse qu'ils voient comme des fourriers de l'abstentionnisme et de l'anarchisme<sup>118</sup> car les jeunes (de moins de 21 ans) ne possèdent pas le droit de vote. Le PSF ne s'était même pas posé la question de l'organisation des jeunes tandis que le PSdF, malgré une certaine influence du blanquisme dans les groupes de jeunesse<sup>119</sup>, a subi le paternalisme guesdiste et sa méfiance vis-à-vis de tout milieu anarchisant : lors de l'unification en 1902 du PSR avec le POF, les vaillantistes avaient déjà perdu la moitié de leurs effectifs de jeunesses<sup>120</sup> qui s'étaient alors tournés vers le syndicalisme révolutionnaire. Pourtant, il ne faut pas nier que les mouvements de jeunesse socialistes dans la Seine ont eu une grande importance et ont représenté un courant militant fort. Les meetings de l'Union des groupes de Jeunesse de la Seine en octobre et novembre 1900 avaient réuni respectivement entre 600 et 1000 personnes et entre 1000 et 1500 personnes<sup>121</sup>. En cherchant à organiser ainsi les jeunesses en un groupe spécifique, la fédération de la Seine montre son originalité et sûrement aussi son attachement à un esprit plus contestataire que peuvent alimenter les milieux à tendance libertaire et révolutionnaire de la jeunesse parisienne. En fait, le titre XIII donne droit aux groupes de jeunes déjà formés, le plus souvent à l'échelle de l'arrondissement entier, de se constituer en section disposant de tous les mêmes droits que les autres sections et accorde les mêmes droits aux groupes d'étudiants. On voit là le désir de donner aux groupes de jeunesse une existence autonome et de les placer sur un pied d'égalité avec les autres groupes et sections de la fédération et de s'implanter

---

<sup>118</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, op. cit., p.209.

<sup>119</sup> Yolande Cohen « Histoire d'une dissidence : les jeunesses et le blanquisme » in *Blanqui et les blanquistes*, SEDES, 1986, p186.

<sup>120</sup> Ibid, p190.

<sup>121</sup> Ibid, p188.

véritablement dans ce milieu. Dans le même esprit, le projet prévoit la discussion par le congrès d'une possibilité pour les « groupes d'originaires » (c'est-à-dire les groupes de séquaniens d'origine provinciale) d'adhérer à la fédération.

Les titres IX à XI traitent de leur côté des élections et des élus. Concernant les élections (titre XI), il est indiqué que les adhérents au parti désignent seuls leurs candidats en se réunissant à l'échelle de la circonscription considérée (article 54). Quand la circonscription ne correspond pas territorialement à une organisation de la fédération, les adhérents des groupes ou des sections concernées doivent donc se réunir sur d'autres bases : ces organisations, dédiées entièrement aux élections, seront appelées par la suite les unions électorales. Concernant les législatives, l'union se forme à partir des groupes de quartier s'il y a plusieurs circonscriptions par arrondissement, alors que, si les circonscriptions de banlieue couvrent plusieurs communes ou plusieurs cantons, ce sont les groupes municipaux ou les sections cantonales qui se regroupent. Là encore, la fédération va chercher à exercer un contrôle sur les activités de la section, ici en imposant la ratification par le conseil fédéral des candidatures présentées (article 57). L'article 58 est intéressant : il prévoit la signature par les candidats d'un engagement à respecter les principes du parti et les décisions des congrès, engagement signé en double avec un exemplaire déposé auprès de la fédération et l'autre auprès de la direction nationale. Force est de constater que cet article est une version affadée de la disposition qui prévoyait, au POSR, la remise par les élus au parti d'une lettre de démission signée que la direction du parti pouvait envoyer au corps responsable afin de provoquer la démission de l'un de ses représentants : cette mesure faisait du mandat électoral un mandat impératif et faisait des élus de simples représentants du parti. On se rappelle que Groussier, qui a rédigé le présent projet de statuts, a été victime de cette pratique si particulière propre à l'esprit allemaniste, ce qui nous amène à y voir un moyen de ne pas froisser l'esprit militant de méfiance vis-à-vis des élus sans pour autant exercer un contrôle absolu sur ces derniers et en leur laissant une autonomie véritable. On sent là tout leur poids ainsi que celui d'une conception de la prise du pouvoir de plus en plus électoraliste dans la discussion de ces statuts puisqu'on passe d'un contrôle assez vigoureux sur les élus à une indépendance limitée seulement par une déclaration abstraite que rien ne les oblige à tenir.

Le titre X, qui instaure les comités de vigilance, attire les mêmes remarques. Contrairement à ce que laisse penser leur nom, ces comités ne semblent agir ni exclusivement ni majoritairement pour le contrôle des élus, ce dont, de toutes manières, ils n'auraient guère les moyens. En effet, sur les quatre prérogatives de ces comités énoncées par le projet de statuts, le contrôle n'arrive qu'en dernière position, devancé seulement par l'organisation des comptes-rendus de mandat qui tiennent en majorité de la réunion de propagande plus que de la véritable explication des votes et des attitudes des élus. Le comité ne devient plus dès lors qu'un comité de liaison entre élu et électeurs, organisant la réunion de propagande de l'un et communiquant les doléances des autres au premier. On remarquera, par contre, que la prérogative arrivant en tête de l'énumération est celle qui donne au comité la mission de seconder l'action des élus. Il ne faut pas oublier que les assistants parlementaires n'apparaissent que sous Quatrième République. Sous la Troisième, du fait d'une conception plus « politique » que « gestionnaire » de la vie publique et d'un Etat nettement plus libéral qui rend moins technocratique la gestion des affaires publiques qu'elle ne sera à la fin du XXème siècle, les élus n'ont guère besoin de spécialistes pour les conseiller. Justement, le basculement progressif des socialistes vers une pratique gestionnaire fondée sur l'investissement, sur la transformation gradualiste de la société, sur la conquête progressive d'avancées sociales va rendre de plus en plus nécessaire un certain travail technique de façon à faire des propositions réalistes et réalisables. Dès lors, la création d'organismes à même de remplir ce rôle d'assistants aux élus devient une nécessité, et il est assez caractéristique de voir que, dans le Parti socialiste qui s'unifie, ce sont les dits « comités de vigilance » qui se voient attribuer ce rôle. Nous ne pensons pas qu'il y ait surinterprétation à dire que le décalage entre le nom de l'organe et son rôle réel est bien une manifestation de la métamorphose électoraliste que le socialisme français (et peut-être même international) a commencé à subir depuis un certain temps déjà.

Le titre IX présente un intérêt moindre. Il se contente de rappeler la nécessité pour les socialistes de former un groupe « distinct de toutes les fractions bourgeoises » (article 48) dans le Conseil général. Les élus placés sous l'autorité, dont on a vu qu'elle n'était que partielle, de la fédération sont les conseillers municipaux de Paris, les conseillers généraux de la Seine-banlieue et les députés de Paris. Les conseillers municipaux de banlieue sont quant à eux placés sous la triple autorité de leur groupe, de

leur section et de la fédération (article 52) bien que la faible place qui leur soit accordée dans ces statuts laisse présager que leur contrôle et leur relations avec l'organisation seront surtout effectués par les sections de banlieue. Les groupes d'élus sont également chargés de renseigner le congrès fédéral sur leur activité par un rapport annuel (article 50).

### C. La Fédération unifiée de la Seine : resserrement autour du noyau dur

Le congrès d'unité se tient le 25 juin 1905<sup>122</sup>. La veille<sup>123</sup>, il reste encore quinze sections encore non-unifiées : certes, entre la publication de ce communiqué et le congrès, le journal nous apprend l'unification des sections du XI<sup>ème</sup> arrondissement, de Charenton et d'Ivry mais le compte-rendu mentionne pourtant la validation de 273 mandats. Or, si seules les trois sections précitées avaient été constituées, seuls 201 mandats auraient dû être validés. Il s'est donc formé d'autres sections unifiées avant la tenue du congrès mais, peut-être parce qu'elles n'ont pas communiqué leur constitution, nous n'avons pas été en mesure de déterminer lesquelles. Il faut pour cela préciser que les sections des anciens partis n'étaient pas invitées en tant que telles : leur unification et l'élection d'un secrétaire à même de prendre contact avec la commission exécutive provisoire est un préalable à leur participation, d'autant que, pour voir leur mandat validé, les délégués doivent présenter l'un des deux exemplaires d'un formulaire de mandat envoyé au secrétaire de section unifiée par la commission exécutive. En conséquence, il ne nous est pas possible de connaître la totalité des participants, puisque, qui plus est, certaines sections, lors de l'annonce de leur constitution, se contentent de mentionner le nom de leur secrétaire mais n'annoncent pas systématiquement la composition de leur délégation. On notera néanmoins l'autorisation pour un « comité ouvrier de l'alimentation parisienne » et un « syndicat des journalistes socialistes » d'adhérer à la fédération provisoirement jusqu'à ce qu'un congrès national se soit intéressé à l'adhésion d'organisations syndicales ou para-syndicales<sup>124</sup>. Peut-être faut-il voir là l'influence de l'allemanisme dans le milieu socialiste parisien ? En effet, l'Union fédérative du centre, de l'ancien POSR, acceptait l'adhésion de syndicats et il n'y eut jamais de distinction nette chez les allemanistes entre organisation politique et organisation économique, la seconde devant primer sur la première.

---

<sup>122</sup> *L'Humanité* du 27/06/1905, p.3.

<sup>123</sup> *L'Humanité* du 23/06/1905, p.4.

<sup>124</sup> *L'Humanité* du 24/06/1905, p.3-4.

Le congrès s'ouvre donc sous la présidence de Marcel Sembat, assisté d'Achille Cambier, de Sargnon et de Joseph Lauche<sup>125</sup>. De Sargnon, nous pouvons simplement dire qu'il était membre de la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine et de son comité fédéral mais nous ne disposons d'aucune information particulière sur lui, à l'inverse des trois autres membres du bureau. Peut-être faut-il voir en la composition de ce bureau un reflet du rapport de force à l'intérieur de la nouvelle fédération ?

Marcel Sembat<sup>126</sup> (1862-1922), député du quartier des Grandes-Carrières, dans le XVIIIème arrondissement, est un vaillantiste, membre du PSdF, lieutenant de Vaillant à l'Assemblée nationale. A l'inverse de ce que l'on pourrait qualifier de « sectarisme guesdiste », il promeut un esprit d'unité et de fraternité socialiste en refusant les invectives et les condamnations définitives vis-à-vis du PSF ; et ce, d'autant plus, qu'influencé par les écrits de Taine, de Spencer ou de Renan, il adhère à une vision du socialisme plus positiviste que véritablement marxiste et conçoit donc le monde dans une perspective évolutionniste, celle d'un progrès continu, qui ne peut que le rapprocher des réformistes revendiqués du PSF. Il semble donc être effectivement le plus à même de présider un congrès qui se doit d'atténuer les vieilles rancœurs et, dans le même temps, il représente la primauté politique accordée aux milieux d'origine blanquiste du nord-est parisien.

Joseph Lauche<sup>127</sup> (1872-1920), membre de l'ex-POSR, est militant attitré du XIème arrondissement. Figure de l'allemanisme, il est aussi l'un des personnages-phares du mouvement ouvrier parisien : il est secrétaire de l'Union des mécaniciens de 1899 à 1906, qu'il représente aux congrès de la CGT de 1898, 1902 et 1904, et également administrateur de La Bellevilloise, principale coopérative de la région parisienne, en 1902. Bien que membre du POSR, il représente un courant qui, depuis la fin des années 1890, s'est rapproché d'options plus réformistes, ce qui se perçoit au travers de ses positions syndicales, en particulier par son opposition aux syndicalistes révolutionnaires, à l'organisation interprofessionnelle des bourses du travail ou encore par la demande d'une représentation proportionnelle dans les instances syndicales.

---

<sup>125</sup> *L'Humanité* du 27/06/1905, p.3.

<sup>126</sup> Cf. Notice « SEMBAT Marcel Etienne » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond [consultée en ligne].

<sup>127</sup> Cf Notice « LAUCHE Joseph Jacques » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond [consultée en ligne].



Achille Cambier (18.-19..) est un personnage ayant laissé peu de traces biographiques alors qu'il semble avoir une certaine influence politique, intervenant et déposant régulièrement des motions majoritaires à la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine mais aussi dans les instances nationales du PSF. Il représente même, cinq ans, par intermittence<sup>128</sup> l'Argentine au Bureau socialiste international : exilé en Argentine sans que l'on n'en sache la raison<sup>129</sup>, il a participé à la fondation du mouvement ouvrier et socialiste local. Aucune date de retour en France n'est mentionnée<sup>130</sup> mais on sait qu'il est encore présent à Buenos Aires en 1895<sup>131</sup>. Il est intéressant de remarquer que le mouvement socialiste argentin est, à l'époque à laquelle Cambier y joue un rôle, très fortement teinté d'anarchisme et qu'une partie des communards – et nous pouvons supposer que Cambier pouvait en faire partie – ont été marqués par les idées libertaires de Proudhon. Il avait été également le principal orateur de la motion majoritaire lors de préparation du congrès d'Amsterdam pour la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine<sup>132</sup>. Tout cela nous laisse supposer qu'il doit être politiquement proche des allemanistes.

L'ancien PSF domine donc numériquement ce bureau, avec deux membres sur quatre, mais il existe au sein de cette instance une certaine unité de vue fondée sur une synthèse réforme-révolution, sur une volonté réformatrice vigoureuse associée à la persistance de ce que l'on pourrait appeler « autonomie militante ».

On retrouve cet esprit d' « autonomie militante » dans certaines dispositions votées au congrès<sup>133</sup>. Le nouvel article 10 augmente ainsi la cotisation des députés et des conseillers municipaux de Paris à 15 francs, soit le triple de ce que les statuts prévoyaient : il semble que l'on peut voir là s'exprimer une certaine défiance vis-à-vis des élus auxquels on se doit de demander une implication plus grande qu'aux simples militants. Le nouvel article 25 interdit aux élus d'être membres de la commission

---

<sup>128</sup> Une fois en 1901, deux fois en 1904, une fois en 1905 et une dernière fois en 1909.

<sup>129</sup> Ses dates de naissance et de mort sont inconnues, on sait simplement qu'il était marié à Gabrielle Vatel et qu'il eût un fils, Catulle (dit Victor Cat), en 1892, lequel sera membre du Parti communiste. Peut-être a-t'il fui la France après avoir participé à la Commune ? Ou simplement pour s'établir dans un « pays neuf » (les mouvements migratoires en direction de l'Amérique connaissent une grande vigueur et l'on retrouve aux Etats-Unis d'autres exemples de leaders ouvriers d'origine européenne dont française) ? On sait, par contre, qu'il est encore présent en Argentine en 1895.

<sup>130</sup> Jean Longuet, *Le Mouvement socialiste international* in A. Compère-Morel, op. cit., p.619.

<sup>131</sup> R. J. Alexander, *A History of organized labor in Argentina*, Greenwood Publishing Group, Londres, 2003, p.9.

<sup>132</sup> *L'Humanité* du 05/08/1904, p.3.

<sup>133</sup> *L'Humanité* du 27/06/1905, p.3.

exécutive ou du conseil fédéral, ce qui revient à les éloigner ou du moins à limiter leur influence sur la direction fédérale. De même, l'article 60 renforce la base par rapport à la direction, en indiquant que le conseil fédéral ne prendra de décision sur l'attitude à tenir au second tour d'un scrutin qu'après avis de la section concernée. Dans ces trois cas, s'exprime une défiance vis-à-vis de l' « autorité », ici représentée par les élus et par la direction de la fédération, alors qu'inversement le pouvoir des militants de base doit être renforcé par les nouvelles mesures. D'autres mesures sont prises, ayant un caractère plus administratif : la création d'une section des étudiants est repoussée ainsi que l'adhésion des groupes d'originaires, les sections de banlieue sont autorisées à ne tenir qu'une réunion trimestrielle en contrepartie d'une réunion mensuelle de chaque groupe, et ces mêmes sections de banlieue sont appelées à se constituer en unions électorales de circonscription dont nous avons parlé plus haut. Il s'agit donc principalement de mesures destinées à favoriser l'organisation en banlieue où, effectivement, l'activité politique se concentre plus dans les communes que dans les cantons. Le compte-rendu nous renseigne également sur la composition des groupes politiques dépendants de la Fédération à l'Assemblée nationale (en fait, plus précisément, la composante séquanienne du groupe socialiste national), au Conseil général (conseillers municipaux de Paris y compris) et dans les Conseils d'arrondissement de Sceaux et de Saint-Denis.

On compte ainsi dix députés dont un ancien POSR (Adrien Meslier), cinq anciens PSdF (Edouard Vaillant, Victor Dejeante, Marcel Sembat, Jules Coutant, Albert Walter) et quatre PSF (Alexandre Cardet, Gustave Rouanet, Adrien Veber, Emmanuel Chauvière dont on a dit que son appartenance au PSF n'était que formelle). Nous noterons que, par rapport à la situation avant unification, la fraction du PSF a subi des pertes (trois députés : Henry Bagnol, Emile Dubois, Clovis Hugues et Alexandre Millerand, auxquels on peut ajouter le député indépendant qui, comme eux, penchait déjà vers le radicalisme, Gabriel Deville). Nous assistons donc à une rétraction du groupe parlementaire sur le noyau dur que nous avons mentionné précédemment et qui renforce l'idée évoquée que l'unification se fait sous le primat du courant vaillantiste. Le nouveau groupe socialiste unifié au Conseil général compte lui dix-neuf membres<sup>134</sup> dont quatre anciens POSR (Emile Chausse, Joseph Weber, Henri Ranvier, Paul

---

<sup>134</sup> *L'Humanité* du 27/06/1905, p.3.

Fribourg), sept anciens PSdF<sup>135</sup> (Eugène Thomas, Jean Martin, Parisot, Lucien Voilin, Constant Berthaut, Emile Landrin, Louis Marchand<sup>136</sup>), sept anciens PSF (Arthur Rozier, Paul Brousse, Jean Colly, Jules Jacquemin, Henri Turot, Léon Paris), et deux indépendants (Augustin Heppenheimer, Emile Deslandres<sup>137</sup>).

La composition du groupe montre bien l'entrecroisement des influences vaillantistes d'un côté et possibilistes de l'autre. Parmi le contingent exclusivement parisien des élus, on note toujours la persistance du possibilisme (avec quatre ex-POSR et trois ex-FTSF, auxquels peut se rattacher Heppenheimer, ancien membre de la FTSF lui aussi). Néanmoins, avec l'ajout des conseillers de banlieue, le groupe PSdF prend une place nettement plus importante et peut être dans ce cas agrégé au groupe POSR : on pourra également y associer Henri Turot, ancien membre du PSR vaillantiste, et Jacquemin, ancien militant allemaniste. On retrouve ainsi en partie, quoi que sûrement plus enchevêtré dans les influences possibilistes concomitantes, ce noyau similaire à celui du groupe législatif, centré, disons, sur une politique vaillantiste.

Pour nous aider à déterminer le rapport de force entre les différents courants, on peut également regarder la composition des listes, établies à l'unanimité, pour la commission exécutive et la délégation au conseil national<sup>138</sup>. Sur les dix délégués au conseil national, on compte quatre délégués issus du PSF, dont au moins deux étaient sur les positions de la gauche du parti<sup>139</sup> (Georges Ducos de la Haille et le dénommé Grollet) mais dont l'un, Albert Orry (1848-19..) est un ancien possibiliste broussiste, donc *a priori* sur des positions plutôt modérées (on sait notamment qu'il fut secrétaire du comité interfédéral du PSF). Du dernier délégué issu du PSF, on ne connaît que le nom : Bizouard. Parmi les trois délégués de l'ex-POSR, seul Joseph Lauche est connu, il est accompagné d'un certain Delage et d'un dénommé Louchard, qui avait déjà représenté le POSR à la commission exécutive provisoire. Les trois délégués originaires

---

<sup>135</sup> Eugène Faillet refuse explicitement l'unification dans la SFIO le 24 juin 1905. Cf. Notice « FAILLET Eugène [FAILLET Marius, *Eugène*, dit Dumont] » dans le dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Justinien Raymond [consultée en ligne].

<sup>136</sup> *L'Humanité* du 31/10/1904, p.1. Marchand est élu lors des municipales partielles du 30 octobre, dans le quartier de Saint-Fargeau.

<sup>137</sup> Emile Deslandres (1866-1935) n'est pas référencé dans le dictionnaire Maitron. Il est typographe, syndicaliste, conseiller prud'homal et membre du Conseil supérieur du Travail. Il est élu lors d'une élection partielle dans le quartier de Croulebarbe, le 5 février 1905. (Cf. *L'Humanité* de 07/02/1904, p.1).

<sup>138</sup> *L'Humanité* du 27/06/1905, p.3

<sup>139</sup> *L'Humanité* du 27/02/1905, p.1. Ils prônent tous les deux au congrès de la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine la rupture du bloc des gauches comme préalable à l'unité socialiste.

du PSdF sont mieux connus. Edme Beuchard (1868-1919) est un guesdiste, militant de Vincennes, qui a représenté la Fédération PSdF de la Seine à la commission exécutive provisoire et qui, par la suite, sera secrétaire général de la Fédération de 1912 à 1919<sup>140</sup>. Les deux autres délégués sont des vaillantistes. Le premier est Louis Chéradame<sup>141</sup> (1859-1935), militant du Xème arrondissement, proche d'Arthur Groussier, issu comme lui du POSR avant d'adhérer au PSdF mais sans avoir jamais été membre de l'Alliance communiste. Le second, Albert Tanger<sup>142</sup> (1873-1910), fondateur de la Fédération des jeunesses socialistes, proche du PSR, rédacteur du journal antimilitariste *Le Conscrit*, fut secrétaire de la Fédération PSdF de la Seine en 1905 avant l'unification. Leur profil correspond assez nettement avec le profil-type de la figure du militantisme vaillantiste parisien. On peut à peu près considérer qu'une même sensibilité, cette fameuse sensibilité du socialisme parisien, s'incarne à travers plus ou moins sept de ces délégués : les trois allemanistes (avec assurément des nuances pour Lauche), les deux vaillantistes et les deux représentants de l'aile gauche du PSF. Peut-être faudrait-il même y ajouter Edme Beuchard au nom de la discipline que connaît toujours le groupe ex-PSdF et pour des raisons que l'on exposera plus loin.

---

<sup>140</sup> Cf. Notice « BEUCHARD Edme Louis », du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond [consultée en ligne].

<sup>141</sup> Cf. Notice « CHERADAME Louis » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond et François Ferrette [consultée en ligne].

<sup>142</sup> Cf. Notice « TANGER Albert (LE MENAGE Léon, dit) » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond [consultée en ligne].

## **Chapitre deux. Tensions centrifuges entre élus et militants : le chemin difficile vers l'unité de la Fédération.**

La naissance de la Fédération socialiste unifiée de la Seine se fait donc sous les auspices du vieux courant socialiste parisien, représenté à la fois par les anciens blanquistes et par le possibilisme rallié sous la bannière d'Allemane. Le Parti socialiste lui-même, dès sa naissance, est parcouru de tendances diverses, de factions qui ne parviennent pas à se fondre dans une union réelle et qui menacent *ipso facto* l'unité du parti, comme l'explique Vaillant lors de son compte-rendu du Congrès de Toulouse devant les délégués des sections<sup>143</sup>. Cette décomposition interne du Parti est bien connue, et l'on sait que, jusqu'au congrès de Toulouse en 1908 qui rassemble tous les socialistes sous la fameuse « synthèse jaurésienne », il connaît une crise profonde<sup>144</sup>.

A priori, le fonds doctrinal commun des socialistes séquanais aurait pu protéger la Fédération des vicissitudes du Parti national. Or, cela n'a pas été le cas. Il ne peut s'agir pour nous d'assimiler purement et simplement la crise de la Fédération de la Seine à un écho de la crise qui frappe la tête du Parti. Premier élément original, d'après ce que nous avons pu écrire plus haut, les guesdistes ne jouent qu'un rôle mineur dans la décomposition de la Fédération, ne serait-ce que parce qu'ils y sont non seulement très minoritaires mais aussi très peu influents. Une autre originalité de la Fédération est la place tenue par l'aile droite du Parti : bien qu'ils soient peu nombreux, les possibilistes broussistes exercent une influence avérée liée à l'héritage qu'ils représentent et à leur poids politique. Paul Brousse lui-même n'est-il pas président du Conseil municipal de Paris en 1906 ? Concernant le troisième élément de la crise particulière à la Fédération, il nous faut rappeler la tradition d'autonomie et de méfiance envers les élus, importée des pratiques allemanistes.

De ce point de vue, le choix du premier secrétaire fédéral sonne comme un acte de défiance envers les élus. L'unité débouche immédiatement sur un secrétariat collectif<sup>145</sup> composé de Jean-Baptiste Lavaud (1857-1918) de l'ex-POSR, d'Henri Le Page (1857-19..) de l'ex-PSdF et Georges Mesnard de l'ex-PSF. Concernant ce dernier,

---

<sup>143</sup> *L'Humanité* du 21/12/08, p.1.

<sup>144</sup> Madeleine Rebérioux, Jacques Droz, p.200.

<sup>145</sup> *L'Humanité* du 27/06/1905, p.3.

les seules choses que nous pouvons avancer sont qu'il fut secrétaire de la Fédération socialiste révolutionnaire de la Seine et l'un des partisans de l'unification du socialisme sur les fondements de l'Internationale<sup>146</sup>. Le Page, lui, est un cadre vaillantiste et, selon toute vraisemblance, tout aussi enclin à l'unité que Vaillant. Quant à Lavaud, il s'agit de l'ancien secrétaire du POSR : à partir de juillet 1906, il va tenir, à la suite de Mesnard, le secrétariat de la Fédération<sup>147</sup>. Il est assez caractéristique de retrouver ici ce dernier personnage. Adhérent de la FTSF dès 1882, il fut un acteur de la scission entre broussistes et allemanistes, se rangeant du côté de ces derniers en critiquant le rôle trop grand joué par les élus dans le parti. Il laissa surtout dans la mémoire des socialistes parisiens l'image d'un homme attaché à la subordination des élus à l'action générale du parti : c'est lui qui, en 1896, force à la démission les élus, futurs créateurs de l'Alliance communiste, qui refusent de verser l'intégralité de leurs cotisations<sup>148</sup>.

La Fédération fait ainsi le choix de prendre pour secrétaire quelqu'un qui a certes des compétences dans ce domaine pour l'avoir exercé longtemps déjà, mais aussi quelqu'un qui représente un état d'esprit et une politique affirmés. Cette sensibilité est, à notre sens, celle d'une défiance renouvelée à l'encontre d'élus, d'intellectuels plus ou moins coupés des masses ouvrières, du moins tels que les perçoivent les militants d'alors : ils se sont choisis pour représentant un homme connu pour avoir tout le temps défendu la subordination des élus au parti. Cette politique, c'est celle de la construction du parti dans la discipline : il fallait choisir, pour garantir une unité qui allait s'annoncer plus tumultueuse que prévu, un homme « à la poigne de fer » dirons-nous, qui sache faire respecter les statuts de la façon la plus stricte. Avec Lavaud comme secrétaire de fédération, peut-être s'agissait-il d'un signal : les allemanistes avaient exigé pour se fondre dans l'unité que les élus n'aient pas le droit de siéger à la CAP ; les militants parisiens, presque tous nourris de traditions allemanistes, réaffirmaient ainsi que non seulement ils ne comptaient pas se laisser diriger par les élus mais, qui plus est, ils comptaient bien juguler leur liberté en leur imposant leur politique.

Le rôle réel du secrétaire fédéral ne peut cependant se limiter au contrôle continu des élus : dans la situation qui est celle de la Fédération en ce début de

---

<sup>146</sup> *L'Humanité* du 05/08/1904, p.3.

<sup>147</sup> *L'Humanité* du 04/07/1906, p.3.

<sup>148</sup> Notice « LAVAUD Jean-Baptiste » du Dictionnaire Maitron du Mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Justinien Raymond [consultée en ligne].

XXème siècle, la charge de maintenir coûte que coûte l'unité fédérale va reposer sur ses épaules. Cette charge s'avère particulièrement lourde alors que surgissent, à peine l'unification réalisée, des tendances centrifuges provenant d'abord de l'ancienne frange « réformiste ».

#### A. Les résistances d'une droite socialiste en faveur de l'autonomie des élus.

Dès la naissance de la Fédération, les anciens possibilistes font connaître leur opposition à une bifurcation par trop « révolutionnaire » du parti. Paul Brousse – nous l'avons déjà noté – est critiqué de manière implicite dès la première réunion de la commission exécutive provisoire de la Fédération<sup>149</sup> pour avoir accueilli, au nom du Conseil municipal, en réception officielle le roi d'Espagne. Brousse justifie son attitude par sa situation de représentant accrédité du Conseil municipal qui l'obligeait à participer à la cérémonie, avec l'assistance d'Heppenheimer et de Turot. Le « cas Brousse », selon l'expression utilisée à ce moment, est porté devant le Conseil fédéral, le 11 puis le 18 septembre<sup>150</sup>. Si l'exclusion est rejetée, à 90 voix contre 17 et 6 abstentions, le Conseil vote quand même une déclaration exprimant des regrets envers l'attitude de ses trois élus qui ont préféré tenir leurs engagements antérieurs plutôt que leurs engagements auprès du parti unifié. Le vote de regrets plutôt que le vote d'exclusion s'avère assez compréhensible : il s'agit de ne pas provoquer de rupture interne dans un parti naissant.

Les premières années de la Fédération voient la formation progressive d'une véritable fraction à droite du Parti, autour d'élus qui n'acceptent guère la volonté de la Fédération et des militants de les contrôler perpétuellement. Jusqu'en 1908, cette tendance « droitière » ou « blocarde », c'est-à-dire favorable au maintien du Bloc des gauches, va se constituer progressivement, principalement à partir de positions situées dans le Nord de Paris ou dans le XV<sup>ème</sup> arrondissement. En effet, avant 1908, il y a peu de manifestations de ce groupement à l'échelle de la Fédération : seules les séances des congrès sont agitées et confuses, si bien qu'on laisse le contrôle des élus au Conseil fédéral. La formation de cette fraction apparaît plus nettement à l'échelle des sections, en particulier là où les élus locaux sont d'anciens possibilistes.

La situation interne à ces sections est extrêmement tendue quand survient la question du rapport aux élus : ainsi, aux assemblées de la 19<sup>ème</sup> section, par deux fois au moins, des accusations portées contre les élus, en particulier des accusations de ne pas être suffisamment révolutionnaires, déclenchent une bagarre générale, des pluies

---

<sup>149</sup> *L'Humanité* du 18/05/1905, p.3.

<sup>150</sup> *L'Humanité* du 14/09/1905, p.3, et du 20/09/1905, p.3.



d'insultes et des échanges de coups de poing<sup>151</sup>. La division interne de la section est d'ailleurs assez caractéristique. Elle compte quatre groupes, à hauteur d'un par quartier : Combat, La Villette, Amérique et Pont-de-Flandres. A La Villette et à Amérique, sont respectivement élus conseillers municipaux les anciens possibilistes Léon Paris et Arthur Rozier. Le 2 septembre 1905, la section est appelée à se prononcer sur le « cas Brousse », déjà mentionné : elle vote à une très nette majorité le passage à l'ordre du jour pur et simple (45 voix pour cette motion, environ 63% des suffrages), contre la motion demandant l'exclusion. Mais la séance s'avère très mouvementée, le rapport de police indiquant des injures, bousculades et coups de poing pendant la discussion<sup>152</sup>. Le plus caractéristique reste néanmoins que ce sont les délégués des groupes de Combat et de Pont-de-Flandres qui ont déposé et défendu la motion demandant l'exclusion des élus incriminés, alors que les deux autres groupes défendaient des options très différentes ; le groupe de La Villette voulait se contenter d'un blâme aux élus avant de se rallier à la position du groupe d'Amérique qui, lui, défendait le passage à l'ordre du jour, c'est-à-dire l'absolution pure et simple des accusés. Les deux groupes qui ont un élu se montrent donc nettement plus arrangeants quand d'autres élus de la Fédération sont incriminés.

En général, ces sections tendent à défendre leur élu. Ainsi, les groupes de La Villette et de Combat, réunis en assemblée de circonscription, décident non seulement de ne pas blâmer les élus pour leur attitude mais, plus encore, félicitent Brousse pour s'être refusé à « commettre un acte d'hostilité envers le peuple espagnol »<sup>153</sup>. De la même façon, le groupe des Grandes-Carrières, dans le XVIIIème arrondissement, se solidarise intégralement avec son conseiller municipal, Henri Turot<sup>154</sup>. La section du XVIIème arrondissement, de laquelle relève Brousse, est dans le même état d'esprit frondeur que lui. Ce dernier, dans une lettre ouverte adressée au secrétaire de section, déclare ouvertement refuser de se faire dicter sa conduite par la majorité et ne concevoir le Parti que comme un espace où la liberté de chaque groupe sera préservée. Il est conscient qu'il n'y a pas là qu'une question de solidarité entre camarades de lutte mais bien le début d'une fraction ouverte. Lui-même écrit : « Possibilistes nous étions avant

---

<sup>151</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapports du 03/09/1905 et du 31/10/1907.

<sup>152</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 03/09/1905.

<sup>153</sup> *L'Humanité* du 23/05/1905, p.3, communication du Cercle des travailleurs socialistes de La Villette.

<sup>154</sup> *L'Humanité* du 10/10/1905, p.3.

l'Unité ; possibilistes nous restons ; possibilistes nous demeurerons quoi qu'il arrive. »<sup>155</sup>. Cette attitude est renforcée par la déclaration du groupe de la Goutte d'Or, du XVIIIème arrondissement, qui, sur proposition du citoyen Désirat, proclame son attachement à la liberté y compris contre la discipline de parti, son approbation vis-à-vis de la lettre de Brousse, son refus de reconnaître la sanction édictée par le Conseil fédéral et annonce, finalement, que les élus devront conserver coûte que coûte leur attitude<sup>156</sup>.

Il existe donc bien un ensemble formé par des solidarités entre groupes et élus du Nord de Paris. En particulier, cette tendance maintient des liens avec les organisations extérieures au Parti et les socialistes indépendants. Cette situation est la plus explicite dans le XIXème arrondissement qui a comme conseiller municipal au quartier Pont-de-Flandre, un indépendant, Louis Lajarrige<sup>157</sup>. Ce syndicaliste, ouvrier du gaz, est alors un représentant du « socialisme municipal » parisien, adepte des réalisations pratiques : c'est somme toute quelqu'un d'assez proche idéologiquement et socialement des conseillers SFIO d'origine possibiliste. Il s'avère pourtant qu'il refuse l'unité socialiste et qu'il s'en prend au parti et à ses militants, au nom de sa préférence pour l'association capital-travail<sup>158</sup>. Cela n'empêche pas les possibilistes de le fréquenter plus qu'ils ne le devraient aux yeux du Parti : André Dubois, député du XIXème arrondissement à partir de mai 1906, Adrien Meslier, député de Saint-Ouen, Léon Paris et Arthur Rozier, conseillers municipaux, sont ainsi blâmés pour leurs liens trop manifestes avec Lajarrige<sup>159</sup>. En particulier, ces représentants du courant possibiliste sont accusés de se servir de ces relations, de préparer l'entrée dans le Parti d'éléments extérieurs afin de renforcer leur mainmise et de manœuvrer en faveur de leurs positions<sup>160</sup>.

Effectivement, ces sections sont particulièrement « droitières », si l'on ose dire, et de manière assez massive : les tensions qui y naissent n'en sont que plus virulentes. On a déjà dit qu'à plus de 60% la section s'était prononcée, lors de l'étude du « cas Brousse » de 1905, pour la solution la plus favorable à l'écu, le passage à l'ordre du jour pur et simple. Plus encore, ses positions tendent à condamner le principe des sections de

---

<sup>155</sup> *L'Humanité* du 21/09/1905, p.3, « Le Cas Brousse ».

<sup>156</sup> *L'Humanité* du 01/10/1905, p.3, « Le Cas Brousse ».

<sup>157</sup> Cf. Notice « LAJARRIGE, Louis » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Michel Dreyfus, René Gaudy et Claude Penetier [consultée en ligne].

<sup>158</sup> *L'Humanité* du 18/08/1906, p.2, et du 20/08/1906, p.2.

<sup>159</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 16/03/1906 puis rapport du 29/08/1907.

<sup>160</sup> Ibid.

jeunesse accusées d'être des foyers d'anarchisme qui affaiblissent la section<sup>161</sup>, et à reconstituer là où c'est possible le Bloc des gauches : la section vote ainsi à l'unanimité – moins trois voix – une résolution déposée par Rozier et Séguélas, un ancien membre du POSR, en faveur d'une alliance avec les radicaux pour les élections sénatoriales<sup>162</sup>, et n'hésite pas à demander l'exclusion de Jules Aubriot qui s'était maintenu au second tour dans le XV<sup>ème</sup> arrondissement aux législatives de 1906 contre les directives de la Fédération (alors qu'elle-même refuse elle-même de s'y soumettre dans d'autres cas)<sup>163</sup>. La section mène une véritable fronde à l'encontre de la Fédération, n'hésitant pas à voter des déclarations opposées aux décisions fédérales. Par exemple, lors du vote précité au sujet de l'attitude à adopter lors des élections sénatoriales, la motion Rozier-Séguélas s'oppose à la position officielle de la Fédération qui était de défendre des candidatures exclusivement socialistes aux deux tours.

L'émergence de cette tendance se poursuit et s'affirme jusqu'à l'année 1908. En 1907, alors que se prépare le congrès de Toulouse de la SFIO, prévu pour octobre 1908, les militants socialistes découvrent dans *Le Prolétariat* puis dans *L'Humanité* une tribune signée par plusieurs membres du parti<sup>164</sup>. Cette tribune s'élève contre l'antipatriotisme qui, selon elle, gangrène le parti et proclame la nécessité d'une action conjuguée du syndicalisme et du parlementarisme dans le respect de la patrie et de la République. Elle demande que la liberté des élus soit mieux respectée et que le futur congrès s'oppose à toute forme de purge ou d'exclusion qui viserait certains militants pour leurs idées politiques. Ce manifeste apparaît très clairement comme l'acte fondateur de la fraction « de droite » du socialisme unifié à l'échelle nationale. Or, sur les vingt-cinq signataires, douze d'entre eux, soit près de la moitié, sont membres et élus de la Fédération de la Seine : Paul Brousse député du XVII<sup>ème</sup> arrondissement, Emmanuel Chauvière député du XV<sup>ème</sup> arrondissement, Jules Coutant député de la troisième circonscription de Sceaux, André Dubois et Arthur Rozier députés du XIX<sup>ème</sup> arrondissement, Adrien Veber député de la deuxième circonscription de Saint-Denis, Frédéric Brunet conseiller municipal du XVII<sup>ème</sup> arrondissement, Henri Turot et Augustin Heppenheimer conseillers municipaux du XVIII<sup>ème</sup> arrondissement, Henri

---

<sup>161</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 31/01/1907 puis rapport du 30/05/1907

<sup>162</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 17/05/1906.

<sup>163</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 14/06/1906.

<sup>164</sup> *L'Humanité* du 26/10/1907, p.2.

Ranvier conseiller municipal du XI<sup>ème</sup> arrondissement, Léon Paris conseiller municipal du XIX<sup>ème</sup> arrondissement, Emile Deslandres conseiller municipal du XIII<sup>ème</sup> arrondissement, auxquels s'ajoute Gustave Rouanet (qui n'est pas signataire mais qui approuve dans son intégralité la tribune<sup>165</sup>) député du XVIII<sup>ème</sup> arrondissement.

Ces élus ont plusieurs points communs. A l'exception de Ranvier et de Coutant, ce sont d'anciens membres du PSF, et parmi eux il y a une majorité d'anciens membres de la FTSF<sup>166</sup>. Quant à Chauvière, il était déjà le représentant d'une sensibilité plutôt « réformiste » chez les amis de Vaillant<sup>167</sup>. Les signataires se concentrent, sauf Ranvier et Deslandres, dans les marges Nord de la Ville de Paris, entre le XVII<sup>ème</sup> et le XIX<sup>ème</sup> arrondissements, ancienne place forte des possibilistes, et dans le XV<sup>ème</sup> arrondissement et son extension ivryenne, fiefs électoraux de Chauvière et Coutant. Il y a bien là la preuve de l'existence d'une tendance, voire d'une fraction spécifiquement appuyée sur les élus et sur les traditions possibilistes. La crise enclenchée par la signature de la tribune se répercute dans les fédérations et les sections. L'importance de la composante séquanienne parmi les signataires ne fait qu'amplifier l'écho dans la Fédération de la Seine. La profonde division de la 19<sup>ème</sup> section n'en ressort que plus vivement, l'ambiance interne n'en devient que plus lourde et la violence ressurgit : André Dubois refuse de répondre à Varciat – qui est le principal critique de la fraction possibiliste dans la section – qui lui demande quelle attitude il compte adopter si le Conseil national venait à blâmer les élus pour leur manifeste. Les accusations fusent alors contre Dubois stigmatisé comme « réformiste » et comme faux révolutionnaire ; le secrétaire de section doit alors lever la séance qui se termine en bagarre générale<sup>168</sup>. La séance suivante s'avère également houleuse : Dubois déclare que le manifeste des élus était nécessaire pour rééquilibrer le parti auquel nuisent les menées hervéistes et guesdistes<sup>169</sup>.

Assez paradoxalement, à partir de 1908, dans la Fédération de la Seine, la fraction possibiliste ne va plus se manifester ouvertement et va choisir de se rallier à la majorité. D'ailleurs, alors que les élus séquaniens tiennent une place importante dans le dispositif possibiliste national et que les tensions à l'intérieur des sections concernées

---

<sup>165</sup> *L'Humanité* du 29/10/1907, p.1.

<sup>166</sup> A l'exclusion de Rouanet et de Chauvière.

<sup>167</sup> Claude Willard, op. cit., p.395.

<sup>168</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 31/10/1907.

<sup>169</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 14/11/1907.

sont vives, l'échelon fédéral ne connaît lui-même que très superficiellement l'expression de ce courant. En particulier, la seule mention de ce courant que l'on peut noter dans les comptes-rendus de congrès fédéraux est une intervention d'André Dubois, à la commission d'action générale du Congrès de Saint-Denis, le 27 septembre 1908. Le député y déclare que sa préférence va nettement vers la motion Varenne mais qu'il se rallie, sans préciser pourquoi, à la motion majoritaire. Ernest Lafont, un des représentants alors du socialisme ouvrier, y voit essentiellement une manœuvre pour casser l'influence de l'extrême-gauche dans la fédération car Frédéric Brunet, lieutenant de Brousse, est accusé d'accepter la motion majoritaire alors qu'il y est, en vérité, opposé dans le fond<sup>170</sup>. Il semble que ce soit effectivement là l'explication la plus rationnelle : face à l'existence d'une tendance qui lui est particulièrement hostile dans la fédération, la « droite » du parti cherche à se protéger en se regroupant avec la majorité pour ne pas se voir accusée de diviser le parti.

---

<sup>170</sup> *L'Humanité* du 28/09/08, p.1.

## B. Un état d'esprit militant : la fronde contre les élus, vecteurs du réformisme.

Il faut néanmoins dire que les élus ne sont pas seuls à être impliqués dans la montée des tensions au sein du parti : les militants eux-mêmes portent une part de responsabilité. Ils se montrent méfiants vis-à-vis des élus, supposés plus susceptibles de trahir le socialisme au nom de nécessités imposées par leur mandat : cette méfiance est à rattacher à la sensibilité allemaniste qui prédomine dans la région parisienne<sup>171</sup>. C'est une sensibilité diffuse plus qu'une idéologie construite, qui nourrit les pensées et les réflexes de la classe ouvrière séquanienne encore en 1905 (malgré l'effondrement électoral du P.O.S.R.). Il est nécessaire de noter que les quelques mesures prévues dans les statuts afin de limiter le poids des élus ont été « imposées » par ce qu'il restait du P.O.S.R., c'est-à-dire sa fédération séquanienne connue sous le nom d'Union fédérative du Centre, comme condition à la fusion de l'organisation dans la future S.F.I.O.<sup>172</sup>.

Il apparaît que le passage d'un contrôle drastique tel que proposé par les allemanistes à un contrôle moins vexatoire – les élus voyant donc leur indépendance limitée uniquement par l'acceptation d'une déclaration somme toute abstraite<sup>173</sup> – est révélateur d'une plus grande influence des détenteurs de positions électorales dans l'organisation socialiste et éventuellement d'une conception plus électoraliste de la politique qui commence à se développer chez les militants eux-mêmes. En effet, les allemanistes acceptent de bon gré cette atténuation (tout du moins, nous ne trouvons aucune preuve d'une éventuelle résistance de leur part), comme si la méfiance quasi-spontanée envers les élus s'épuisait elle-même. Cette sensibilité évolue au long de la période 1905-1914 vers une plus grande confiance accordée à ces derniers. L'observation d'une section particulière peut se révéler intéressante quant aux rapports entre cadres et militants : la 20<sup>ème</sup> section du parti étant l'une des sections qui compte le plus de députés et conseillers et qui tend à se considérer comme l'avant-garde du mouvement ouvrier français<sup>174</sup> ; son étude peut être révélatrice.

Les débuts de la Fédération voient dans un premier temps la méfiance envers les élus se manifester de manière vive : le fait que l'histoire de la Fédération unifiée

---

<sup>171</sup> Bernard Moss, *The Origins of the French labor movement*, University of California Press, 1976, p.134-135 : le socialisme parlementaire apparaît dès les années 1890 aux travailleurs parisiens comme un socialisme opportuniste n'ayant pas de comptes à rendre à sa base ouvrière.

<sup>172</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 20/03/1909.

<sup>173</sup> Cf. Annexe I. Statuts initiaux de la Fédération de la Seine.

<sup>174</sup> Jean-Louis Robert, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la grande guerre et l'immédiat après-guerre, histoire et anthropologie*, thèse d'histoire, Paris 1, 1989, p.1123.

commence sur un acte d'insubordination d'un conseiller municipal alimente très certainement ce sentiment, ainsi que les circonstances mêmes de l'unification. La nouvelle Fédération se retrouve en fait constituée d'une part majoritaire de militants que l'on peut supposer « révolutionnaires » (allemanistes, vaillantistes du PSdF, gauche du PSF), immédiatement au contact d'une frange importante de militants et d'élus possibilistes qui goûtent moins les proclamations de lutte de classe, qui plus est dans une ambiance où l'unification signifie, aux yeux des militants, une condamnation de la politique ministérielle dont les possibilistes furent de grands défenseurs.

La tension initiale, présente dès 1905, entre élus et militants se manifeste ouvertement. Interrogés sur ce qu'il faudrait faire du surplus budgétaire dans les caisses des groupes de Charonne et du Père-Lachaise, Victor Dejeante, Constant Berthaut et Louis Marchand, respectivement député et conseillers municipaux du XX<sup>ème</sup> arrondissement, proposent de s'en servir afin d'offrir aux écoliers de ces quartiers de nouveaux souliers<sup>175</sup> : la réaction ne se fait pas attendre et ils se retrouvent accusés, sans que personne ne vienne prendre leur défense et sans qu'ils puissent répondre, d'impliquer le parti dans une manœuvre électorale. L'idée de regrouper une fraction explicitement « anti-élus », pour contrebalancer leur influence, à travers l'organisation du Cercle des coopérateurs, est même évoquée, en particulier par Eugène Reisz. Ce dernier, issu du parti allemaniste, va mener, jusqu'en 1912, la fronde contre les élus dans la section.

Cette contestation s'appuie sur une coalition de tendances diverses, unies presque exclusivement par la revendication d'une lutte contre la puissance des élus, comprise en tant que lutte contre le réformisme<sup>176</sup>. Les deux courants principaux qui se rejoignent dans cette coalition sont, bien entendu, d'une part, les allemanistes qui, dès 1905, sont représentés, à chaque séance, par Eugène Reisz, et, d'autre part, les guesdistes<sup>177</sup>, immuablement représentés par l'ancien allemaniste Lucien Lerch<sup>178</sup>. Ils sont occasionnellement rejoints par le noyau dur vaillantiste, derrière le secrétaire Charles Rossignol : néanmoins, ce dernier se trouve dans une situation ambiguë puisqu'il doit à la fois rechercher l'appui d'une section souhaitant exercer un grand

---

<sup>175</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 02/12/1905.

<sup>176</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/08/1908.

<sup>177</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/06/1912.

<sup>178</sup> Parfois orthographié Lerche.

contrôle sur les élus, et qu'il doit tenir à l'écart de ces critiques les cinq élus de l'arrondissement, qui sont tous plus ou moins à rapprocher au groupe vaillantiste. Cette attitude se voit bien quand Rossignol propose d'organiser un punch-conférence pour fêter les vingt-cinq ans de députation d'Edouard Vaillant<sup>179</sup>, ce qui provoque l'indignation de Reisz, refusant ce qui lui paraît être une manifestation d'électorisme. Rossignol se voit obligé de négocier un compromis dans la formulation et de supprimer la référence au député socialiste.

La critique repose sur un petit nombre d'arguments répétés régulièrement. Le parti serait ainsi trop généreux avec ses élus en refusant de les menacer d'expulsion, même quand ces derniers contreviennent aux statuts de la fédération<sup>180</sup>. Ils auraient une trop grande indépendance et ne seraient pas suffisamment contrôlés par le parti<sup>181</sup>. Ils devraient participer plus activement à la vie du parti et à la vie sociale de la classe ouvrière<sup>182</sup>. On voit que les critiques ont tendance à se concentrer autour des années 1908-1909 : le parti socialiste connaît alors une crise ouverte car les différentes tendances ne parviennent pas à se fondre dans une organisation unitaire. Or, si elles jouent entre courants, on a là la preuve que les tendances centrifuges jouent aussi dans les relations entre élus et militants.

Bien entendu, certains élus sont plus victimes de cette critique que d'autres : les possibilistes sont particulièrement visés, y compris par leurs propres alliés. Ainsi, lors d'une assemblée de la 19<sup>ème</sup> section, Arthur Rozier reçoit une pluie de critiques de la part de tous les présents : il aurait plus de trois-cent francs de cotisation en retard, ne serait jamais présent aux réunions, serait indiscipliné, ne réaliserait jamais de compte-rendu de mandat mais profiterait par contre des bons offices et du local de Lajarrige pour rencontrer ses électeurs au mépris du Parti unifié<sup>183</sup>. Par bien des aspects, cette attitude critique n'est pas exclusivement une question de sensibilité générale des militants : le fait est que les partisans de certaines tendances en sont à l'avant-garde et savent entraîner derrière eux la masse des autres adhérents.

---

<sup>179</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 21 février 1909.

<sup>180</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 02/10/1909 et du 31/07/1908.

<sup>181</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/08/1908.

<sup>182</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 31/07/1908.

<sup>183</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 01/08/1907.



Les guesdistes, bien que toujours très favorables à un contrôle tatillon sur les élus<sup>184</sup>, se distinguent, paradoxalement, par leur volonté récurrente de faire entrer leurs représentants à la commission administrative du parti. La sensibilité guesdiste ne change pas : il ne s'agit certainement pas chez eux d'une méfiance « instinctive » envers les chefs, même si elle est quelque peu présente, mais plutôt d'un centralisme radical ; cette demande s'accompagnant toujours d'une volonté de renforcement de l'autorité centrale de la commission<sup>185</sup>. Les allemanistes sont, de façon assez évidente, l'autre principale fraction-source fournissant les critiques des élus aux sections.

La dichotomie élus-militants se double d'un sens politique : la critique des élus est suffisamment générale pour ne pas être attribuée à une tendance particulière, mais le fait est que les principaux acteurs de cette critique la font dans une optique très « anti-réformiste ». Chez la grande majorité des militants, il semble plutôt que la critique a un rôle de renforcement du Parti : il s'agit d'imposer une discipline au nom de l'unité socialiste à ce que Vaillant stigmatise comme « une extrême-droite électoraliste »<sup>186</sup>. Dans ce cas-là, il est donc bien question d'une sensibilité alimentée par l'attitude de la droite du Parti. Par exemple, dans la 20<sup>ème</sup> section, les élus de l'arrondissement échappent, à quelques exceptions près, aux attaques les plus acerbes. Sur un autre plan, certains militants se servent donc de celle-ci comme d'une arme contre la tendance « réformiste » du Parti : c'est à partir de ce sentiment que va pouvoir se développer l'extrême-gauche dans la Fédération.

Les deux sessions du Congrès fédéral de 1908, parce qu'il s'agit des premières apparitions publiques de la fraction d'extrême-gauche, voient cette virulente critique des élus portée sur le devant de la scène : même Jean Colly, pourtant lui-même conseiller municipal du XII<sup>ème</sup> arrondissement, estime que les élus ne sont pas assez « révoltés » et que le parti devrait faire en sorte que ce soient eux les plus révoltés des militants<sup>187</sup>. A partir du congrès de 1908, les tendances d'extrême-gauche vont monopoliser de plus en plus cette agressivité.

Il y a donc, dans ces premières années de l'unification, une tension importante qui règne dans les sections et qui nuit à l'unité. Ainsi, Paul Fribourg, conseiller

---

<sup>184</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 21/12/1912.

<sup>185</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 03/07/1913.

<sup>186</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 20/05/1908.

<sup>187</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.2.

municipal du XIIème arrondissement, dans son rapport au nom du groupe socialiste du Conseil général, note une atmosphère pesante, une atmosphère de suspicion permanente envers les élus accusés de mal faire leur devoir et d'utiliser le parti à leur profit<sup>188</sup>. Cela prouve que les exemples relevés dans la 20<sup>ème</sup> ou la 19<sup>ème</sup> section peuvent être au moins en partie généralisés à l'ensemble de la Fédération. Le problème est alors que ces affrontements tendent à disloquer le parti en une série de tendances : le délégué de la section d'Ivry met en avant, toujours en 1908, la menace que représente pour lui l'existence de ces deux extrêmes de part et d'autre du parti vis-à-vis de l'unité<sup>189</sup>. De cette décomposition du parti en tant que collectif, va naître le besoin pour la Fédération de renforcer sa structure et sa discipline interne.

---

<sup>188</sup> *L'Humanité* du 10/12/1906, p.2.

<sup>189</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

### C. L'action des élus pour restaurer la confiance entre eux et leurs militants.

Tous ces événements font que les structures locales du Parti s'avancent vers une autonomie peu respectueuse de l'unité globale. Là encore, le double héritage de l'allemanisme et du possibilisme jouent certainement un rôle : ces deux courants ont en effet toujours été partisans d'un régime de large autonomie dans le Parti, d'une organisation de type fédéraliste. La période ne se prête pourtant plus à l'autonomie : la direction du Parti veut marquer la rupture avec les radicaux, ce qui implique de disposer d'une structure nettement délimitée et tenue ensemble par un semblant de discipline. L'unité nouvelle du socialisme français doit se manifester à l'échelle des fédérations, ce qui nécessite à la fois de faire preuve de fermeté contre les pressions centrifuges et de savoir rassembler autour d'une synthèse, de savoir apaiser les tensions.

Atténuer la portée des conflits, cela nécessite dans un premier temps de réduire le plus possible les fossés entre tendances et personnes. Il s'agit tout d'abord pour les tenants de l'unité de « sauver » les élus de la vindicte militante. Leur première tâche sera dès lors d'être présent au contact des militants : on a montré plus haut comment Arthur Rozier donnait l'impression aux militants du XIX<sup>ème</sup> arrondissement qu'il les abandonnait au profit de ses liens avec Lajarrige ou qu'il n'était pas assez présent aux réunions<sup>190</sup>. Inversement, les élus de la 20<sup>ème</sup> section s'impliquent le plus possible dans la vie de leur section. Sur les dix rapports de police que nous avons relevés sur l'année 1913, les conseillers municipaux de Paris occupent largement le terrain, Reisz étant présent à dix réunions, Landrin à huit et Berthaut à deux<sup>191</sup>. Certes, plus que leur présence effective, c'est l'ombre des députés qui plane sur ces réunions : Vaillant n'est présent qu'aux séances du 29 mai et du 30 octobre, Dejeante à celle du 29 mai et du 19 avril. Une influence et un attachement se manifestent : par exemple, Vaillant ne reçoit jamais de critiques ouvertes et un certain émoi se fait sentir dans la salle (malgré quelques remarques sur son grand âge) quand est évoquée l'idée qu'il pourrait éventuellement ne pas se représenter aux législatives de 1914 ou qu'il pourrait être

---

<sup>190</sup> De plus, pour les comptes-rendus de séance dont nous disposons pour la 19<sup>ème</sup> section, nous n'avons pas relevé de séance où Léon Paris était présent. Nous ne pouvons pas l'affirmer absolument, mais il semble que lui non plus n'est guère assidu aux réunions.

<sup>191</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 1<sup>er</sup> février au 12 décembre 1913.

défait lors du scrutin<sup>192</sup>. Il en découle que la 20<sup>ème</sup> section, si elle est occasionnellement parcourue de tensions, apparaît beaucoup plus unie ou, du moins, les crises qui s’y déclarent sont moins violentes par rapport à d’autres sections.

Quelques élus subissent ainsi une pression bien moindre et gagnent du crédit auprès des militants. Or, ils vont se servir de la confiance ainsi acquise pour œuvrer au renforcement de l’unité : en particulier, ils affichent une solidarité systématique avec les autres responsables quand ceux-ci sont attaqués. Il ne s’agit bien entendu pas pour eux d’affirmer un soutien aux positions politiques des possibilistes – puisque ce sont eux qui sont les principales cibles de la critique anti-élus – mais, en quelque sorte, de marquer une solidarité de corps au service de l’unité. Vaillant est le plus actif sur ce terrain-là et il se voit, presque à chaque fois qu’il est présent, obligé de défendre le groupe ou ses membres contre les nombreuses attaques : il prend successivement la défense d’Arthur Rozier et de Paul Brousse menacés d’exclusion, ainsi que du groupe socialiste municipal et de députés en raison de votes considérés comme non-socialistes<sup>193</sup>. Nous disions que le fait que les élus les plus actifs dans la défense de leurs collègues soient des élus ayant eux-mêmes peu de choses à se reprocher fait sûrement partie d’une « tactique » au sens large : l’élu peut défendre ceux qui siègent avec lui sans craindre de se voir lui-même accusé d’opportunisme, disposant en conséquence d’une plus grande influence sur ses camarades de section. Ainsi, Berthaut, prenant la défense de conseillers municipaux ayant voté le rapport Lajarrige<sup>194</sup>, utilise comme argument servant à renforcer le poids symbolique de son discours le fait qu’il ait lui-même refusé de voter le rapport<sup>195</sup>.

Il n’est pas question exclusivement d’esprit de corps ou d’une bonne entente spécifique entre les conseillers ou députés. En fait, la question qui se pose sur ces cas de litige, c’est la question de l’unité du Parti qu’il faut préserver. On le voit particulièrement bien à l’occasion d’un nouveau « Cas Brousse » : en 1908, Paul Brousse avait refusé de signer, aux côtés des autres députés socialistes, une affiche protestant contre la visite du Président Fallières au Tsar de Russie. La première session du 7<sup>ème</sup> Congrès fédéral, tenue à la coopérative L’Avenir social de Saint-Denis, est

---

<sup>192</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 26/09/1913.

<sup>193</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 20/05/1908, du 26/09/1908 et du 28/06/1912.

<sup>194</sup> Qui propose d’imposer aux syndicats bénéficiant de subventions publiques de fournir la liste de leurs membres avec leur adresse.

<sup>195</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 26 février 1910.

chargée de revenir sur ce litige : le compte-rendu précise que, lors de l'exposé de ce cas, « le débat s'envenime »<sup>196</sup>. *L'Humanité* ne donne pas plus de détails mais, étant donné qu'il s'agit d'un compte-rendu totalement public, qui tendrait a priori à atténuer l'expression des dissensions internes au Parti, il semble rationnel de penser que les débats sont particulièrement vifs et que Brousse doit être attaqué de manière particulièrement virulente. La commission nommée pour l'occasion réclame l'exclusion.

Jean-Baptiste Lavaud, alors secrétaire de la Fédération, intervient pour défendre Brousse, du moins pour lui faire échapper à l'exclusion. En effet, Lavaud ne tente pas de faire croire à une quelconque innocence de Brousse. Il ironise même en relevant que Brousse ne pouvait honnêtement signer un manifeste contre le Tsar alors qu'il avait accepté la réception officielle du Roi d'Espagne. Malgré tout, il cherche à atténuer la portée du cas : l'exclusion n'est-elle pas une peine bien dure alors qu'il n'est question que d'une absence de signature au bas d'une affiche ? De plus, explique le secrétaire fédéral, exclure Brousse risquerait d'affaiblir le groupe socialiste unifié et de renforcer le groupe des socialistes indépendants<sup>197</sup>. Il est assez surprenant de voir ainsi Lavaud, que l'on se serait plutôt attendu à voir défendre la ligne officielle du Parti contre les élus indisciplinés, chercher des circonstances atténuantes à Brousse. Il est même ironique de voir un ancien acteur de la scission entre allemanistes et possibilistes défendre, dans un contexte tendu, le chef des anciens possibilistes. Il est donc bien question, à notre sens, de maintenir l'unité du Parti coûte que coûte, d'empêcher les règlements de compte entre les tendances par des voies disciplinaires. Dans le même sens, il est assez caractéristique de voir le secrétaire fédéral Lavaud, le secrétaire national Louis Dubreuilh et, le véritable représentant de l'unité dans la Seine, Edouard Vaillant demander ensemble la publication d'une brochure pour mettre en avant, auprès des militants, les travaux des élus et pour bien montrer que ces derniers attaquent véritablement les radicaux<sup>198</sup>.

On remarque donc que ce sont toujours les hommes les plus « révolutionnaires » et les plus influents auprès des militants qui se portent au secours des élus pris pour cibles. Il serait d'autant plus mal venu pour la Fédération de prétendre immédiatement

---

<sup>196</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

<sup>197</sup> Ibid.

<sup>198</sup> *L'Humanité* du 30/12/1907, p.2.

contrôler pleinement ses représentants alors qu'elle-même est relativement instable dans sa structuration interne.

D. Questions de discipline : agir de façon ordonnée pour préserver coûte que coûte l'unité.

Au cours de ces premiers temps d'existence de la Fédération, les tensions s'accroissent, portées par ce double conflit interne élus-militants et gauche-droite, malgré tous les efforts d'apaisement. Là encore, la 19<sup>ème</sup> section, parce que les tensions y atteignent leur paroxysme, au point de faire se déliter le groupement, est assez exemplaire. On a déjà dit à quel point les relations entre membres de la section sont peu cordiales et comment elles se manifestent quelques fois de manière plutôt « musclée ». Dès l'année 1905, la section s'était retrouvée dans une situation plutôt malsaine. Des accusations avaient fusées à l'encontre du secrétaire Colombier, et de ses amis Beylard et Emile Dubois, faisant état de tentatives de mettre en place une fraction dans la section en distribuant des cartes d'adhérents à leurs fidèles, en « oubliant » de convoquer tous les adhérents avant les réunions, en tenant des réunions de « faux frères »<sup>199</sup>. Néanmoins, ces noms disparaissent dès les réunions de l'année suivante, sans qu'il soit possible de savoir s'ils ont été exclus.

L'année 1908 va voir les tensions se manifester d'une manière encore plus aiguë. Il faut tout d'abord parler du renouvellement du secrétariat de la section. Le secrétaire depuis l'unification, un certain Brousse – a priori sans rapports avec Paul Brousse – est accusé d'entretenir des relations étroites et trop cordiales avec les nationalistes. L'élection le voit battu par son unique concurrent, Gustave Goldschild<sup>200</sup>. Nous n'avons pas de renseignements sur l'origine de Goldschild, si ce n'est qu'il est probablement le père du militant libertaire du même nom<sup>201</sup>. Nous aurions tendance à penser qu'il peut être issu du courant allemaniste. Quand la question se pose de savoir si la fédération peut imposer ses décisions aux sections, il vote en accord avec la majorité possibiliste de la section<sup>202</sup> et donc contre le centralisme interne : il s'agit là plutôt d'un héritage possibiliste, partagé autant par la fraction « blocarde » que par les anciens allemanistes. Mais Goldschild exprime régulièrement des positions politiques en porte-à-faux vis-à-vis des opinions de la section, des positions donc plutôt situées sur la

---

<sup>199</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapports du 19/11/1905 et 07/12/1905.

<sup>200</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 27/09/1906.

<sup>201</sup> Cf. Notice « GOLDSCHILD Gustave » du Dictionnaire Maitron du Mouvement ouvrier et du mouvement social, rédaction anonyme [consultée en ligne].

<sup>202</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 18/09/1905.

gauche, voire l'extrême-gauche : il est ainsi favorable à la constitution des Jeunesses socialistes, il vote au Conseil fédéral de la Seine contre l'exclusion de Gustave Hervé<sup>203</sup> du Parti (et est d'ailleurs accusé d'avoir « voté contre l'esprit de la section »), il proteste contre l'indiscipline des élus qu'il accuse de se servir du Parti à leur profit<sup>204</sup>.

Les élections municipales de 1908 vont donner l'occasion à la crise de se déclencher. Le Conseil fédéral refuse successivement de ratifier les deux candidatures proposées pour le quartier Amérique par la 19<sup>ème</sup> section, le secrétaire du groupe Séguélas et le militant Jérôme Lévy<sup>205</sup>, en arguant de liens avec le cabinet Clemenceau. Dans le premier cas, la décision de la Fédération entraîne une brève scission : les adhérents du groupe Amérique favorables au maintien de la candidature Séguélas sont exclus avant de regagner le Parti après que Séguélas se soit soumis aux résolutions fédérales<sup>206</sup>. Goldschild avait déjà signé, avec Lavaud, la déclaration obligeant le groupe à se séparer de ces militants<sup>207</sup>. Jérôme Lévy, par contre, décide de maintenir sa candidature. Il s'agit en fait d'un fonctionnaire démissionnaire du ministère de la Justice auquel la Fédération reproche de n'être qu'un adhérent récent (alors que les candidats aux élections doivent être membres depuis au moins trois ans) et opportuniste, attiré par la possibilité de gagner un siège de conseiller municipal. Lavaud relève également que, dans sa lettre de démission du ministère, Lévy se vantait d'avoir servi « loyalement » Clemenceau, c'est-à-dire d'avoir réprimé des syndicalistes de la CGT et d'avoir expulsé des socialistes russes<sup>208</sup>. Face à Lévy, la Fédération décide donc de présenter le militant du XX<sup>ème</sup> arrondissement Eugène Reisz, mettant en avant la « rectitude de sa vie probe » d'ouvrier contre un Jérôme Lévy « riche d'argent, pauvre de probité politique ». En effet, Lavaud accuse également Lévy de se servir de ses richesses et de ses contacts pour empêcher la tenue de réunions socialistes sous les préaux d'école en les réservant tous à l'avance ou encore en faisant recouvrir systématiquement les affiches de la Fédération<sup>209</sup>.

---

<sup>203</sup> Hervé, membre de la CAP du Parti socialiste et ancien représentant de la Fédération autonome de l'Yonne, est menacé d'exclusion pour publier régulièrement des pamphlets antipatriotiques et antimilitaristes. Il incarne à ce moment l'extrême-gauche du Parti.

<sup>204</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapports du 30/05/1907, du 29/08/1907 et du 14/11/1907.

<sup>205</sup> *L'Humanité* du 15/02/1908, p.4, et du 11/04/1908, p.4.

<sup>206</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 01/04/1908.

<sup>207</sup> *L'Humanité* du 25/03/1908, p.3.

<sup>208</sup> *L'Humanité* du 08/03/1908, p.1, et 15/06/1908, p.4.

<sup>209</sup> *L'Humanité* du 08/05/1908, p.2.



La question la plus importante n'est pas tellement celle de la candidature Lévy mais plutôt le fait que la section se solidarise largement avec ce candidat. Même à l'échelle du Conseil fédéral, on notera qu'André Dubois et Adrien Meslier, en tant que représentants des députés et tous deux proches ou membres de la fraction possibiliste, soutiennent la candidature Lévy<sup>210</sup>. La division apparaît nettement au sein de la 19<sup>ème</sup> section : lors d'une réunion du groupe Amérique, alors que Lévy subit quelques attaques et des soupçons sur sa volonté d'alliance avec les radicaux et les républicains de gauche, l'assemblée adresse des remerciements à Lévy et à Rozier et jette l'opprobre sur le Conseil fédéral peuplé de « traîtres »<sup>211</sup>. A l'échelle de la section, se manifeste aussi l'hostilité vis-à-vis des structures fédérales : Dupetit et Jullien, deux orateurs réguliers de la majorité du XIX<sup>ème</sup> arrondissement, se plaignent ainsi des attaques répétées de la Fédération contre leur section. Ils affirment que Lavaud se montrerait grossier envers Meslier et Rozier, qui soutiennent Lévy, et aurait fait placarder dans l'arrondissement des affiches injurieuses et mensongères à l'encontre de ce dernier. Les reproches sont répétés et, si pour une fois les assistants n'en viennent pas aux mains, l'accusation de malhonnêteté lancée contre Lavaud, qui assistait à la réunion, le rend furieux et provoque son départ précipité<sup>212</sup>. L'opposition arrive au point où le groupe Amérique, emmené par son secrétaire Séguélas, démissionne collectivement du Parti pour protester contre l'attitude de la Fédération<sup>213</sup>.

On voit donc là que la fronde qui traverse la fraction possibiliste contre le Parti atteint un degré de virulence très élevé, au risque de provoquer une scission du Parti. Face à cette situation, il est intéressant de se pencher sur le rôle du centre fédéral, dont une des missions est après tout de maintenir l'unité. Le Conseil fédéral du 15 juin décide de régler le « cas Lévy » mais il semble qu'un fond politique transparaisse aussi au cours de la séance. Les orateurs se succèdent pour flétrir Lévy : Lavaud, Ducos de la Haille, Dormoy, Norange, Lafont l'accusent de n'être qu'un corrompu et de corrompre par son action toute la 19<sup>ème</sup> section, l'assimilent à Rozier et les caractérisent de « noceurs ». Soutenue par tous les intervenants, la motion déposée par Paul Poncet et

---

<sup>210</sup> *L'Humanité* du 15/04/1908, p.3.

<sup>211</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 15/05/1908.

<sup>212</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 27/05/1908 et du 04/06/1908.

<sup>213</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 13/06/1908.

Charles Rossignol demandant la dissolution de la 19<sup>ème</sup> section est adoptée<sup>214</sup>. Il semble que l'on puisse voir la double motivation qui anime cette décision. Le positionnement politique des orateurs tendrait à prouver qu'il y ait, en premier lieu, une tentative de règlement de compte politique. Les représentants des gauches (Dormoy, Lafont, Norange, Poncet) cherchent peut-être par-là à se débarrasser de ces adversaires politiques que sont pour eux les possibilistes : ils assimilent certainement l'attitude opportuniste et frondeuse de Jérôme Lévy et ses soutiens à la nature même de leur orientation politique. Par contre, pour Ducos, Lavaud et Rossignol, il nous semble plus judicieux de penser qu'il s'agit de défendre l'unité de la Fédération et, donc, de condamner fermement une section indisciplinée qui menace par son action l'intégrité du Parti.

Le groupe Amérique tient de plus en plus un rôle de centre oppositionnel au sein de la section. Il vote ainsi une motion, déposée par Rozier, dans laquelle il refuse, au mépris absolu de toute discipline interne et de façon quelque peu surréaliste, la dissolution de la section. Lors de cette séance du 18 juin, deux figures vont particulièrement attirer la haine des assistants : Jean-Baptiste Lavaud et Gustave Goldschild. Le premier est traité d' « autocrate » par Séguélas et le second de « chien fidèle de Lavaud » par Rozier : des éléments que nous avons pu relever précédemment, il ressort en effet que Goldschild ait fait évoluer sa position<sup>215</sup>. Cette dernière accusation et le fait que Goldschild se soit totalement solidarisé avec Lavaud, à chaque attaque contre lui, nous font penser que le secrétaire de section a pleinement investi son rôle : en s'engageant pour l'unité du Parti, il en est conduit à se faire le relais du secrétariat fédéral dans la section. En particulier, ses positions déjà citées sur la non-exclusion d'Hervé et ses protestations contre l'indiscipline des élus peuvent aussi nous inciter à penser cela. Il est assez ironique de voir un militant ayant défendu la non-intervention des fédérations dans les affaires des sections jouer le rôle de normalisateur d'une section au nom de la Fédération. Ironique mais compréhensible : comme Lavaud qui voit ses idées évoluer lors de l'exercice du secrétariat fédéral, Goldschild se sent peut-être investi de la mission de préserver véritablement l'unité et donc les structures du Parti. Le fait est qu'il est véritablement assimilé à une nuisance et à un ennemi par les

---

<sup>214</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 17/06/1908.

<sup>215</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 19/06/1908.

possibilistes. Rozier déclare ouvertement vouloir « utiliser » Dupetit, influent à la section, pour « contourner » Goldschild<sup>216</sup>.

Il s'agit également d'un bon exemple de normalisation d'une section. La Fédération ne peut plus supporter des cas d'indiscipline si ouverts et doit faire un exemple pour montrer que l'unité ne peut se faire que dans la cohésion. Néanmoins, la Fédération ne se dépare pas pour autant de sa volonté de ne pas aiguïser les conflits. Après avoir demandé la dissolution de la 19<sup>ème</sup> section, elle modère sa décision, sur proposition de la 20<sup>ème</sup> section : seul un blâme sera adressé à la section incriminée, et, finalement, la dissolution concernera seulement le groupe Amérique que la 19<sup>ème</sup> section devra s'efforcer de reconstituer avec l'aide d'une commission fédérale<sup>217</sup>. Lors d'une intervention devant l'assemblée de la 19<sup>ème</sup> section, Pierre Norange, le représentant de la Fédération, ajoute que les anciens membres du groupe qui voudront rejoindre le nouveau devront signer une déclaration individuelle : ils devront accepter la sanction du Conseil fédéral en regrettant officiellement leur indiscipline et leur participation à la campagne Lévy<sup>218</sup>. Les représentants de la section, André Dubois, Eugène Fiancette et Dupetit entre autres, parviennent quand même à négocier : la déclaration ne comptera finalement que la première condition pour ne pas obliger les adhérents à se dédire. Preuve également que l'attitude frondeuse n'est pas éteinte pour autant : le groupe Amérique accepte la décision fédérale mais, à 58%, se réserve le droit de porter la question au Congrès de Toulouse<sup>219</sup>. Le groupe est finalement dissout puis reconstitué, non sans que l'on découvre avec quelque aigreur que Jérôme Lévy, qui refuse de reparaitre devant la section, a laissé « quelques dettes criardes » à la trésorerie du groupe<sup>220</sup>.

On notera également, pour insister encore une fois, sur le fait que l'année 1908 voit se nouer d'importants conflits, pour partie en raison de cette manifestation de l'aile « blocarde » du Parti, que la 18<sup>ème</sup> section connaît des évènements similaires : Augustin Heppenheimer et le groupe de la Goutte d'Or choisissant de se mettre en dehors du Parti en menant une campagne indépendante à l'occasion des municipales de 1908<sup>221</sup>.

---

<sup>216</sup> Ibid.

<sup>217</sup> *L'Humanité* du 18/06/1908, p.4.

<sup>218</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 25/06/1908.

<sup>219</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 24/08/1908.

<sup>220</sup> APP, BA 1492, dossier de la 19<sup>ème</sup> section, rapport du 25/08/1908.

<sup>221</sup> *L'Humanité* du 07/05/1908, p.1, « Comment Paris socialiste a voté ».

La rupture de la droite du Parti menace, alimenté par les tensions récurrentes entre les élus et les militants. Si les premiers se polarisent progressivement autour d'une fraction d'héritage possibiliste, les derniers vont subir la constitution de multiples tendances de gauche et d'extrême-gauche, toutes plus ou moins à la recherche d'une certaine pureté révolutionnaire. A notre sens et parce que la chronologie semble l'indiquer, c'est bien la manifestation de marques d'opportunisme et d'électorisme par les élus et les anciens possibilistes qui nourrit la naissance de ces tendances de gauche, qui n'apparaissent en fait que comme une réaction aux attitudes précitées dans un Parti encore en formation.

### **Chapitre trois. La Fédération de la Seine : un microcosme de la gauche socialiste.**

Cette expression de « microcosme de gauche » pour désigner la Fédération de la Seine est utilisée par Madeleine Rebérioux<sup>222</sup>. Elle note en effet que c'est dans le département de la Seine que se développent les principales tendances de gauche et d'extrême-gauche du parti : les socialistes insurrectionnels et les socialistes ouvriers<sup>223</sup>. Il nous semble que, dans le dégagement de ces tendances, on peut voir la marque de l'allemanisme et de la défiance militante à l'encontre des élus. Comme nous l'avons montré, il apparaît que la cristallisation d'une tendance « réformiste » autour d'un petit groupe d'élus tend à provoquer en retour la formation d'une fraction oppositionnelle, animée par une méfiance certaine envers eux et envers la possibilité de dérives « réformistes ».

De la même façon et pour les mêmes raisons que la fraction de droite, cette ou ces tendances de gauche se manifestent véritablement seulement à partir de 1908 à l'échelle de la Fédération, même si, une fois de plus, on peut en distinguer les prémices au sein des sections à la base. Depuis les années 1870, le mouvement ouvrier français, particulièrement concentré à Paris, a pris une direction nettement révolutionnaire<sup>224</sup>. Alors que le guesdisme, appuyé sur son esprit de concentration ouvrière et de discipline industrielle, s'est principalement développé dans les grands sites industriels de province, les tendances traditionnelles du mouvement ouvrier français ont continué de dominer Paris. En ce début de XX<sup>ème</sup> siècle, la capitale française n'est certes plus l'atelier du monde mais elle est le centre d'une production de grande qualité, peu moderne mais encore très compétitive sur les marchés internationaux, à laquelle s'ajoutent un dynamique secteur de la construction et de nombreux ateliers de mécanique<sup>225</sup>.

C'est ce monde ouvrier si spécial, dominé par des ouvriers artisans et les mécaniciens, qui donne son originalité au mouvement ouvrier parisien. Bénéficiant d'une autonomie relativement large dans leur travail et d'un goût ancien pour l'autodidaxie, ces travailleurs sont bien plus portés par la revendication d'une

---

<sup>222</sup> Jacques Droz, op. cit., p.209.

<sup>223</sup> Ibid, p.203-204.

<sup>224</sup> Bernard Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français : le socialisme des ouvriers de métier 1830-1914*, 1989, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon, p.3.

<sup>225</sup> Ibid, p.10.

« autonomie ouvrière » que les travailleurs de la grande industrie. Qu'il s'agisse des anciens possibilistes, anciens blanquistes ou anciens allemanistes, une évidente sensibilité commune se manifeste chez les militants socialistes de Paris et de sa banlieue. L'élément primordial en est, on l'a noté précédemment, la volonté de décentralisation au sens large : autonomie des sections par rapport aux fédérations, des fédérations par rapport au parti, des militants par rapport aux élus. Pour les militants de l'époque, cette décentralisation apparaît comme une composante organique de la démocratie ouvrière, comme un clause nécessaire à ce que la classe ouvrière puisse se diriger elle-même sans passer par l'intermédiaire des intellectuels<sup>226</sup>.

Ces débats apparaissent nettement lors de la deuxième session du 10<sup>ème</sup> Congrès fédéral de la Seine<sup>227</sup>. Lors de ce congrès, il est en effet question de discuter d'une éventuelle révision des statuts du Parti. Plus précisément, l'essentiel de la discussion se fait sur un projet global établi par Paul Poncet, de la 2<sup>ème</sup> section. Le courant d'inspiration guesdiste propose en fait de tenir deux congrès nationaux par an et, entre les deux, de mettre le Parti sous la direction d'un « Comité des 33 », comité directeur comptant trente-trois membres dont neuf élus, qui fusionnerait en un organe permanent la CAP et le Conseil national. Selon l'expression même de Poncet, il s'agit dès lors de « déchirer le pacte d'unité » : l'exclusion des élus législatifs des organes dirigeants et le fédéralisme du Parti sont remis en cause. Pour ces guesdistes, il faut résoudre l'éclatement de la direction en deux pôles : il y aurait d'un côté une CAP qui s'avèrerait être une direction irresponsable et de l'autre un groupe parlementaire qui détiendrait l'essentiel des pouvoirs.

Les réactions à la présentation de ce projet sont intéressantes. Bien que l'on ne puisse pas l'affirmer ouvertement, il semble qu'au moins une partie des intervenants opposés au projet laissent transparaître de l'énervement, plusieurs « vives protestations » étant relevées par le compte-rendu. Par exemple, Jean Bon, de la 5<sup>ème</sup> section, se plaint qu'« on entende toujours les mêmes orateurs et les mêmes discours », discours, qui plus est, hors-sujet, et que « les chefs ne font jamais rien ; c'est bien beau quand ils suivent ». De même, Joseph Lauche n'hésite pas à qualifier le projet Poncet de

---

<sup>226</sup> Ibid, p.104.

<sup>227</sup> *L'Humanité* du 09/10/11, p.2.

« dangereux », sous-entendant à travers l'exemple du modèle fédéraliste de la CGT, qu'il va contre la démocratie ouvrière.

Pour autant, ces tendances de gauche et d'extrême-gauche ne restent pas statiques dans le Parti. Elles-mêmes sont prises dans le mouvement évolutif du socialisme français et international. Pour s'appuyer sur ce que nous avons vu au chapitre précédent, nous relèverons le rôle déjà noté d'anciens allemanistes comme Lavaud ou Goldschild presque à contre-emploi : ce sont eux, après avoir défendu l'autonomie des sections, qui vont agir pour le renforcement de la discipline interne. Il faudrait dire que l'évolution des forces sociales tient une place importante dans l'évolution des doctrines des tendances de gauche : sur la période 1905-1914, la classe ouvrière parisienne apparaît de plus en plus comme un héritage du passé et offre une résistance à l'évolution vers des partis nationaux de masse, insérés dans une logique d'intégration à l'Etat des institutions ouvrières.

A. A l'extrême-gauche du socialisme : héritages révolutionnaires du blanquisme et de l'allemanisme.

L'année 1908 est, comme pour la tendance possibiliste, le point de surgissement public d'une fraction d'extrême-gauche dans le socialisme séquanien. Sur le plan national, on relève habituellement deux sensibilités dans cette fraction : les socialistes insurrectionnels et les socialistes syndicalistes<sup>228</sup>. Les seconds sont plutôt décrits par Madeleine Rebérioux comme une tendance prioritairement intellectuelle, intéressée à la recherche de tendances rénovatrices dans le mouvement ouvrier et particulièrement liée au syndicalisme révolutionnaire<sup>229</sup>. Les premiers, connus aussi sous le nom « hervéistes » d'après Gustave Hervé qui dirige en quelque sorte le courant, seraient plus implantés auprès des militants et plus influents.

Les deux courants sont initialement agglomérés en une extrême-gauche unitaire du Parti, très présente dans la Seine. La première manifestation publique nationale de ce courant se fait lors du Congrès de Nancy de la SFIO en août 1907, par le dépôt d'une motion antimilitariste par la Fédération de l'Yonne. La motion est donc discutée lors du Congrès fédéral préparatoire de la Seine du 21 juillet 1907, lors d'une séance décrite comme « assez longue et un peu confuse »<sup>230</sup> en raison de la multiplicité des motions déposées qui, toujours d'après l'*Humanité*, se recoupaient en grande partie. Le contenu exact de la discussion n'est pas connu mais le journal nous renseigne néanmoins sur le vote des motions : celle de l'Yonne est rejetée par 159 voix et 20 abstentions contre 77 voix pour. Il se dégage donc une fraction d'extrême-gauche représentant environ 30% de la Fédération. Ce résultat doit être comparé aux votes pour la motion de l'Yonne au Congrès national : celle-ci y avait recueilli 41 voix sur 354, soit environ 12%. On remarque donc que la motion d'extrême-gauche a réalisé dans la Seine plus du double de son résultat national, preuve de la concentration dans cette Fédération de militants extrémistes. Pourtant, même si elle se manifeste ainsi comme une tendance propre, cette extrême-gauche ne s'impose pas encore en tant que fraction séparée du Parti : les délégués du Congrès sont élus au scrutin proportionnel sur la question des rapports aux

---

<sup>228</sup> Madeleine Rebérioux, « Les tendances hostiles à l'Etat dans la SFIO (1905-1914) » in *Le Mouvement social* n°75, octobre-décembre 1968, p.21-37.

<sup>229</sup> Ibid, p.27.

<sup>230</sup> *L'Humanité* du 22/07/1907, p.1.



syndicats, ce qui fait que les représentants de l'extrême-gauche intègrent la délégation de la majorité.

C'est surtout à partir de 1908 que la fraction va se cristalliser, en particulier autour d'une figure importante : Aristide Jobert. Jobert est originaire de l'Yonne, peut-être issu d'une famille d'ouvriers agricoles, et il fut lui-même un temps valet de ferme puis bucheron. En 1908, employé à la Compagnie du gaz et proche des milieux syndicalistes révolutionnaires, il est militant de la 13<sup>ème</sup> section du Parti socialiste dans la Seine. On notera qu'il prétendait avoir été adhérent du POSR et a toujours défendu coûte que coûte l'héritage allemaniste. Antimilitariste et antiparlementaire, il incarne bien ce ralliement des militants allemanistes, portés par une sensibilité « révolutionnaire » authentique autant que spontanée : nous pouvons déceler, sans doute, chez Jobert cette combinaison entre l'attrait pour le syndicalisme révolutionnaire des ouvriers qualifiés semi-artisanaux<sup>231</sup> et l'individualisme du travailleur rural, nourrissant l'antimilitarisme viscéral de ce militant. L'homme est typique de ce milieu dominé par l'allemanisme : il vient d'une région de petits paysans laïcs, où l'Etat, avec son armée et ses impôts, est plus la cible de la colère que ne l'est le capitalisme, mais où les liens se sont tissés avec une industrie semi-artisanale diffuse autour des petites villes locales. Dernier élément de cette identité si particulière, Jobert est « monté » depuis le département allemaniste de l'Yonne – une Fédération autonome issue du POSR y représentait le socialisme avant l'unification – vers Paris, capitale du mouvement ouvrier pour y devenir « ouvrier à statut ». Nous devrions même rajouter qu'il était employé d'un service dépendant de l'autorité municipale<sup>232</sup>.

Jobert va donc devenir le catalyseur, en quelque sorte, de ce courant d'extrême-gauche dans la Fédération. C'est paradoxalement en cette année 1908 que va à la fois s'exprimer de manière pleinement indépendante cette tendance d'extrême-gauche et que son éclatement en deux courants va avoir lieu. Il faut pour cela s'intéresser aux deux sessions du Congrès fédéral de 1908, tenues respectivement le 27 septembre, avant le Congrès de Toulouse d'octobre 1908, et le 20 décembre, après le Congrès de Toulouse. Pour le premier Congrès, Jobert a déposé, au nom de la 13<sup>ème</sup> section, une motion sur

---

<sup>231</sup> Aristide Jobert a également, à Sens, exercé quelques temps le métier de typographe.

<sup>232</sup> Notice « JOBERT Aristide [JOBERT Léopold, *Aristide*] dit Trebo » in Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Justinien Raymond, Madeleine Rebérioux et Jean-Charles Guillaume [consultée en ligne].

laquelle il espère réunir les voix de toute l'extrême-gauche. Cette motion se veut révolutionnaire et communiste, selon les termes qu'elle utilise<sup>233</sup>. Elle rejette complètement l'hypothèse d'une conquête du pouvoir politique par la voie des urnes, mais affirme quand même la nécessité d'une prise du pouvoir politique – ce qui distingue déjà l'extrême-gauche socialiste des anarchistes et des syndicalistes – qui ne peut dès lors se faire que par le recours à la force. La motion accuse effectivement le parlementarisme et l'action électorale de tuer l'esprit révolutionnaire du socialisme car ces deux logiques conduisent à affaiblir le programme communiste à des fins électoralistes ; mais cette condamnation ne doit pas empêcher le Parti socialiste de continuer à utiliser les élections comme un moyen de propagande, mais une propagande authentiquement communiste et antimilitariste. Le véritable pouvoir n'étant pas aux mains du parlement mais des sociétés financières et capitalistes, la prise de pouvoir incorpore la collectivisation comme objectif immédiat ; mais cette collectivisation devra être faite par la base, c'est-à-dire par la grève générale insurrectionnelle et par le remplacement des institutions bourgeoises par des « institutions prolétariennes »<sup>234</sup>. On notera l'utilisation de ce dernier terme, mot-clef du vocabulaire socialiste ouvrier et de la tendance syndicaliste-révolutionnaire, ce qui démontre l'interpénétration des deux courants d'extrême-gauche à ce moment.

Relevons tout d'abord que, lors de la première séance du Congrès de septembre, les orateurs de la motion Jobert ne donnent pas tous la même interprétation de son contenu. Jobert, s'il refuse l'étiquette d'anarchiste, rappelle qu'il est effectivement favorable à ce que l'action extraparlamentaire soit au cœur de l'action du Parti et que l'action parlementaire en elle-même est une nuisance pour le socialisme. Pourtant, un autre représentant de la motion, Ernest Lafont estime nécessaire de préciser qu'il entend la transformation sociale comme un mouvement venant de la combinaison entre action politique, syndicale et coopérative<sup>235</sup>. Il ne s'agit pour le moment que de nuances mais nous allons voir que celles-ci ne vont cesser de s'approfondir. Le Congrès décide alors

---

<sup>233</sup> Il faut rappeler que l'utilisation du terme « communisme » dans ces circonstances peut renvoyer à l'objectif lointain que se fixent les socialistes mais aussi est utilisé par les anarchistes pour différencier leur programme de celui des partis socialistes décrit comme « collectiviste ». Dans la mouvance anarchiste, le communisme est associé à une « collectivisation par en bas », directement dans les entreprises, selon une logique que l'on qualifiera (anachroniquement) d'autogestionnaire, selon le modèle syndicaliste-révolutionnaire.

<sup>234</sup> *L'Humanité* du 29/09/1908, p.1.

<sup>235</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

de nommer une commission d'action générale qui sera chargée de déterminer une position de synthèse. Au cours de la discussion dans la commission, Jobert va défendre coûte que coûte sa motion, en rejetant toute tentative de la majorité de l'absorber. Inversement, Lafont, qui relève que la grande majorité de la commission se divise entre partisans de la motion du XIII<sup>ème</sup> arrondissement et ceux de la motion du X<sup>ème</sup> arrondissement – qui est la motion soutenue par la direction –, fait preuve de plus d'ouverture : il reconnaît que la motion de la 10<sup>ème</sup> section, défendue par Joseph Lauche, a l'avantage d'être très largement acceptée par les tendances les plus diverses. Il évoque la possibilité d'un ralliement, à condition que la motion Lauche intègre des éléments de celle de Jobert. Lafont demande surtout que la motion Lauche parle de la nécessité de développer les institutions ouvrières pour remplacer les institutions bourgeoises<sup>236</sup>.

Cela nous permet d'intensifier l'analyse, faite plus haut, d'une cohabitation de deux courants divergents à l'extrême-gauche. Derrière Ernest Lafont, on retrouve bien les socialistes ouvriers dont parlait Madeleine Rebérioux : leur priorité est le développement – extraparlémentaire certes mais pas nécessairement antiparlémentaire – d'institutions ouvrières autonomes. Dans la discussion de la commission, Lafont s'oppose à Jobert en déclarant que la révolution ne peut être un coup d'éclat mais doit consister en un développement quotidien, par les luttes syndicales et sociales, de l'esprit révolutionnaire et de la puissance ouvrière. Or, comme on l'a vu, Jobert et ses amis font au contraire porter l'accent de la motion sur le caractère nettement « révolutionnaire » – au sens où il est question d'usage de la force – et quasi-antiparlémentaire de la déclaration. Ainsi, alors que Lafont estime possible de nuancer la motion qui sera majoritaire, Jobert et ses alliés Chopard et André Bruckère déclarent au contraire que la motion doit réorienter radicalement le parti, ce qui laisse peu de marge à un possible rassemblement des motions. Le compte-rendu relève finalement qu'après adjonction d'amendements – sans qu'il soit précisé lesquels – une partie des défenseurs de la motion Jobert se rallie à la motion Lauche. La motion Jobert, lors du vote en séance plénière du Congrès, obtient 98 voix sur 301, soit environ 33% des suffrages, un résultat légèrement meilleur par rapport au Congrès précédent. Mais encore faut-il rappeler que ce résultat est celui obtenu après ralliement d'une sensibilité de la minorité à la majorité : il est donc probable que la progression de la minorité d'extrême-gauche ait

---

<sup>236</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

été en fait plus nette et plus importante depuis 1907, mais l'absence de vote significatif ne nous permet pas de déterminer exactement cette progression.

L'extrême-gauche séquanienne est donc divisée au Congrès de Toulouse, une sensibilité de sa tendance s'étant ralliée à la majorité. On se rappelle que la motion de synthèse de Toulouse, présentée par Jaurès, a été adoptée à l'unanimité, moins une abstention. Tous les délégués de la Seine ont voté pour cette motion, mais la validation du mandat de ces délégués va se faire dans une situation de crise et de division de l'extrême-gauche. En effet, la deuxième session du Congrès de 1908 dans la Seine a une vocation essentiellement administrative : il s'agit de faire le compte-rendu du Congrès national et de juger l'attitude des délégués fédéraux pendant ce dernier. La discussion est violente et prend la forme d'un règlement de comptes entre les différentes tendances de l'extrême-gauche. Alors que Vaillant vient de faire un discours célébrant l'unité retrouvée, elle commence de manière très abrupte par la tentative des 4<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> sections, celles ayant délégué des partisans de Jobert au Congrès, de faire voter un blâme contre les délégués « qui n'ont pas rempli leur mandat », c'est-à-dire contre les délégués qui ont voté la motion d'unité<sup>237</sup>. Il s'agit vraiment d'une offensive de l'extrême-gauche contre la direction et la majorité ; Jobert proteste contre la « déclaration réformiste de Toulouse », en estimant qu'elle donne trop de place à l'action parlementaire et en refusant de condamner les « escarmouches » tel que le fait la motion. Le problème est que les quatorze délégués de la minorité insurrectionnelle ont bien voté eux aussi la motion unitaire, et qu'en l'attaquant comme ils le font, ils se renient. Les représentants du socialisme ouvrier les attaquent d'ailleurs sur ce point : Gaston Lévy estime que les tendances ne doivent pas dicter leur loi dans le parti, Auguste Besombes que le Congrès est là pour appliquer la motion de Toulouse et non pour la discuter, Lafont relève « l'hypocrisie » de ceux qui ont voté la motion de Toulouse puis s'en dédisent et ironise sur ceux que « les secousses du chemin de fer font changer d'idée ». Face à eux, les insurrectionnels s'en prennent tout autant à une motion qu'ils jugent trop parlementariste et trop réformiste qu'à une tendance guesdiste qui a tenté de les faire exclure.

Fait assez étonnant : les insurrectionnels gagnent même à leur tendance des élus, ce qui montre à la fois leur dynamique de progression et leur ancrage aussi dans un

---

<sup>237</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.2.

courant bien réel des militants. C'est ainsi le cas du conseiller municipal du XII<sup>ème</sup> arrondissement, Jean Colly, qui pourtant, on l'a dit plus haut, avait déjà défendu les élus contre ce qu'il estimait être une atmosphère de défiance. Il déclare que la motion de Toulouse n'exprime que des idées jaurésiennes et qu'elle ne peut représenter le parti tout entier, qu'un parti unanime est un parti faible et que le Parti devrait former des révoltés plutôt que des parlementaires. Il estime même que les élus devraient être les premiers des révoltés car leur situation leur donne moins l'inquiétude des lendemains que pour les militants de base. On retrouve là des éléments dont on a déjà parlé : une certaine méfiance vis-à-vis des positions électorales, un rejet de la perspective « réformiste », peut-être peut-on voir, dans la critique de l'unanimité, un sous-produit du fédéralisme. Ces arguments sont à mettre en parallèle avec ceux de Jobert. La principale figure de l'extrême-gauche justifie son vote en faveur de la motion Jaurès par son absence au Congrès : en effet, pris par des obligations professionnelles, Jobert n'a pu assister à la dernière séance du Congrès et a donné procuration à ses camarades. Il ne critique pas ouvertement le vote de ces derniers mais proclame que, s'il avait été présent, il aurait voté contre la motion d'unanimité<sup>238</sup>. Cet argument des obligations professionnelles lui permet de basculer vers une argumentation ouvriériste: il dénonce les « délégués professionnels », critique classiquement allemaniste d'une minorité d'intellectuels qui chercheraient à s'emparer de la direction du Parti contre l'action autonome des travailleurs eux-mêmes. De cette séquence de la discussion ressort nettement à notre avis le fait que cette tendance insurrectionnelle, d'extrême-gauche, cristallise en quelque sorte le vieux fonds allemaniste qui tend à se perdre dans le reste du Parti.

Justement, le groupe des allemanistes tend à se déliter. Le second Congrès de la Fédération est assez symbolique de ce point de vue-là. Deux motions sur la question électorale et l'attitude au second tour sont en jeu : une motion Vaillant proposant le désistement systématique au second tour en faveur des candidats de gauche et une motion minoritaire proposant le retrait pur et simple, c'est-à-dire sans appel à voter pour les candidats républicains. La Fédération dégage une majorité en faveur de la motion Vaillant à 63%. La minorité est très composite : elle est largement dominée par les guesdistes qui comptent au moins neuf des dix-huit délégués de la minorité, mais on y

---

<sup>238</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.2.

trouve aussi des insurrectionnels (comme Maffert), des vaillantistes (comme Paul-Louis), des syndicalistes (comme Pierre Dormoy et Gaston Lévy), des allemanistes (comme Jean-Baptiste Lavaud)<sup>239</sup>. Jaurès nous apprend que cette attitude proposée de retrait pur et simple au second tour est une attitude extrémiste typiquement allemaniste, qui ne signifie pas pour autant qu'il y a désintérêt pour la question républicaine et laïque<sup>240</sup>. On relèvera pourtant que la division doit déjà commencer à gagner la mouvance allemaniste puisqu'Allemane lui-même siège dans la délégation de la majorité. Nous parlions d'une certaine symbolique dans le sens où l'on voit, dans le premier congrès fédéral proprement politique, la principale figure du courant, Allemane, et le secrétaire historique du POSR, Lavaud, s'opposer publiquement.

Cela n'empêche pas le maintien d'un courant allemaniste ayant encore une certaine vigueur. A l'échelon fédéral, il semble que Paul Aubriot va jouer un rôle relativement important dans le maintien de cette tendance. Aubriot représente bien en quelque sorte les évolutions que connaît la minorité allemaniste : initialement employé de commerce et syndicaliste, cet ancien militant du POSR est entre temps devenu franc-maçon et orateur de la Ligue des droits de l'Homme<sup>241</sup>. Les allemanistes sont en effet situés à un point de tension entre une culture contestataire, dont nous avons abondamment fait mention jusque-là, mais aussi une culture plus « réformatrice » liée à la pratique syndicale et coopérative, à l'idée que les ouvriers doivent se préparer dès aujourd'hui à gérer la société future. Ces éléments issus de la sensibilité « réformatrice » de l'allemanisme se retrouvent encore en 1908 dans la motion qu'Aubriot défend à la commission d'action générale du Congrès de septembre. Ce texte proclame la nécessité pour le prolétariat organisé de conquérir le pouvoir politique mais par la seule voie des élections. Sa particularité est néanmoins qu'il insiste très fortement sur la place de l'action extraparlamentaire dans les syndicats et les coopératives : développement parallèle d'une économie ouvrière, union renforcée entre le PS et la CGT, construction des réformes en collaboration avec les syndicats<sup>242</sup>. La motion est déposée de façon impromptue par Aubriot lors de la réunion de la commission alors qu'elle n'a pas été discutée lors des premières séances du Congrès : nous aurions tendance à penser que les

---

<sup>239</sup> *L'Humanité* du 23/10/1905, p.1.

<sup>240</sup> *L'Humanité* du 24/10/1905, éditorial « République sociale », p.1.

<sup>241</sup> Cf. Notice « AUBRIOT Paul [AUBRIOT Jules, Paul] » du Dictionnaire biographique Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Justinien Raymond [consultée en ligne].

<sup>242</sup> *L'Humanité* du 29/09/1908, p.1.

partisans d'Aubriot se sont manifestés en réponse aux tentatives d'Albert Tanger et de Pierre Dormoy de faire fusionner les motions Lauche et Jobert – Eugène Reisz s'exprimant avec agacement contre ce dernier, en l'accusant de mépriser profondément le mouvement coopératif<sup>243</sup> –. Peut-être ces anciens allemanistes ont-ils craint que cette fusion ne donne trop d'importance aux partisans de l'action révolutionnaire violente et ne réduise la place accordée aux coopératives ? Là aussi, il y a une certaine ironie du symbole : la Fédération éclate et voit se former deux tendances minoritaires, qui se revendiquent toutes les deux, au moins en partie, de l'allemanisme mais qui n'en tirent pas les mêmes politiques.

---

<sup>243</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

B. La progression du courant guesdiste : entre fraction oppositionnelle organisée et convergences politiques inattendues.

Nous l'avons dit, les guesdistes ne disposent que d'un faible ancrage historique dans la Fédération de la Seine. Principalement développé dans le monde de la grande industrie provinciale, de l'industrie moderne, le guesdisme ne semble effectivement pas trouver un milieu particulièrement propice à son développement dans la région parisienne. Ses principales implantations se sont faites en banlieue sud (Ivry-sur-Seine) et ouest (Puteaux, Courbevoie)<sup>244</sup>. Socialement, Claude Willard note trois caractéristiques du groupe guesdiste d'avant l'unification : une forte proportion d'étudiants et par voie de conséquence d'intellectuels (environ 17,1%), des employés de commerce qui sont deux fois plus nombreux que les commerçants (alors que ces derniers sont trois fois plus nombreux que les premiers à l'échelle nationale), la faiblesse relative des ouvriers et des artisans (environ 49% de l'agglomération guesdiste, contre 53% de la population parisienne). Les principaux contingents ouvriers du guesdisme parisien viennent du Bâtiment et de la Métallurgie, puis de divers métiers anciens (coiffeurs, cordonniers, menuisiers, tailleurs)<sup>245</sup>.

On relève néanmoins, à partir de la composition des délégations de la Fédération de la Seine, que le contingent issu du P.O.F. progresse entre 1905 et 1914 : on passe ainsi d'à peu près 10% à près de 30% des délégués. Cette progression ronge au fur et à mesure la part des courants historiques du mouvement ouvrier parisien. Jusqu'en 1909, la part de membres de l'ancien POF augmente au sein des délégations, parallèlement à la diminution de la part de membres issus du POSR, de l'AC ou du PSR : on passe ainsi respectivement de 14 à 32 membres identifiés, et de 54 à 30 membres identifiés, entre 1905 et 1909. Dans la période suivante, jusqu'en 1914, les courbes d'effectif des deux contingents se lisent en négatif l'une de l'autre : chaque progrès du contingent des ex-POF correspond à une diminution du contingent issu du mouvement ouvrier parisien traditionnel, et inversement. Par contre, les évolutions de la part des anciens du POF sont décorréées de celles des contingents issus du PSF ou des nouveaux adhérents (ceux ayant adhéré soit directement au PSdF, soit directement à la SFIO)<sup>246</sup>. Tout nous

---

<sup>244</sup> Claude Willard, *op cit.*, p.249-250.

<sup>245</sup> Ibid, p.252-254.

<sup>246</sup> « Blanquisme et blanquistes dans la Seine », *Blanqui et les blanquistes*, SEDES, 1986, tableau p.231.



porte donc à croire que, dans la Seine comme dans le Parti tout entier, c'est le mode de militantisme guesdiste qui s'est imposé, et cela indépendamment du degré d'influence de la faction guesdiste locale : « être socialiste, c'est propager », l'expression de Compère-Morel<sup>247</sup> a gagné tout le parti dont l'activité est essentiellement centrée sur l'organisation de la propagande. Néanmoins, il faut se garder de penser que cette progression du nombre de délégués issu du POF signifie mécaniquement une hausse de l'influence guesdiste dans la Fédération : ce n'est pas parce que leurs méthodes se diffusent dans la communauté des militants qu'il en va de même de leur doctrine.

Nous pouvons dans un premier temps essayer de déterminer leur influence en fonction des suffrages reçus par les motions qu'ils ont soumises aux congrès fédéraux. Nous pouvons donc nous appuyer sur onze des treize congrès de la Fédération lors desquels une motion caractérisée comme « guesdiste » a été effectivement déposée : nous ne pourrions traiter du congrès de septembre 1908 car les guesdistes y sont ralliés à la majorité dès le début, ni du congrès de mars 1913 car nous ne disposons pas du décompte des suffrages pour les différentes motions. Jusqu'en 1909, les motions déposées par les guesdistes tendent à recueillir de moins en moins de suffrages, passant d'environ 37% à environ 13% entre 1905 et 1909. Leur influence semble alors augmenter de nouveau jusqu'en 1911 : l'une des trois motions déposées par les guesdistes, celle sur la question agraire (c'est-à-dire sur la propagande en milieu paysan), obtient alors 42% des suffrages. Mais elle s'effondre de nouveau brutalement, pour se stabiliser entre 10 et 15% lors des derniers congrès. Il nous apparaît donc que les progrès de la tendance guesdiste sont largement indépendants, et sont même presque l'inverse, de l'évolution du nombre d'anciens membres du POF.

Les guesdistes forment un véritable courant organisé qui se cristallise autour de textes doctrinaires déposés dans les congrès mais aussi autour de certaines attitudes militantes dans les sections. A l'échelle fédérale, un petit nombre de figures incarne cette tendance : sur les trente-huit délégués que l'on a pu identifier comme guesdistes au cours des onze congrès précités, neuf d'entre eux sont élus dans la délégation d'au moins trois congrès fédéraux. Deux d'entre eux sont les plus présents, avec une participation en tant que délégués titulaires à, au moins, six congrès. Il s'agit d'Edme Beuchard et d'Achille Cambier. Beuchard, ancien ouvrier jardinier devenu représentant

---

<sup>247</sup> Adéodat Compère-Morel, *Encyclopédie socialiste*, Quillet, 1913, p.213.

de commerce en produits pharmaceutiques, ne se fait guère remarquer, et nous verrons qu'en 1912 il apparaît comme assez consensuel pour hériter du secrétariat général de la Fédération. Le cas d'Achille Cambier, dont nous avons déjà parlé plus haut, est plus intéressant. Il est membre titulaire de la délégation minoritaire, lors de six congrès fédéraux (octobre 1905, octobre 1906, août 1907, avril 1909, janvier 1910, mars 1911), mais aussi délégué suppléant au congrès de juin 1910 et délégué sur la motion majoritaire au congrès d'octobre 1908. Dès octobre 1905, il était apparu comme une figure de premier plan de la Fédération, en faisant voter à l'unanimité une motion interdisant le désistement au second tour des élections face à un candidat socialiste indépendant<sup>248</sup>.

L'originalité de Cambier vient du fait qu'il est un acteur central du guesdisme parisien, alors qu'il est, lui-même, issu d'une tradition somme toute très anti-guesdiste. Nous avons déjà dit plus haut que sa participation au mouvement ouvrier argentin pouvait être liée à une certaine tendance anarchisante existante chez lui. Nous pourrions également rappeler que, dans les débats internes au PSF, précédant l'unité, Cambier avait plutôt appartenu au courant hostile aux guesdistes et à la gauche unitaire<sup>249</sup>. Pourquoi donc a-t-il connu ce revirement politique brusque et impromptu ? Nous ne pouvons pas clairement l'affirmer mais peut-être faut-il y voir une certaine « loyauté » envers l'idéal révolutionnaire, que les guesdistes se promettent de défendre. Reste que ce basculement est assez étrange et, à part si l'on suppose qu'il s'agit là d'une marque de défiance vis-à-vis d'une direction supposée trop perméable au réformisme, difficilement justifiable. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il existe pourtant une certaine communauté de valeurs entre guesdistes et allemanistes (et nous avons dit que Cambier nous semblait initialement proche de l'allemanisme).

Il ne s'agit absolument pas de dire que guesdistes et anciens allemanistes aient été sur une position politique identique. C'est même plutôt le contraire et les débats entre eux ont souvent été rudes, comme en témoigne les virulentes polémiques sur le socialisme municipal<sup>250</sup> et sur les coopératives<sup>251</sup>. Néanmoins, il existe bien certains points de convergence entre les guesdistes et les variantes « de gauche » des groupes

---

<sup>248</sup> *L'Humanité* du 26/10/1905, p.4.

<sup>249</sup> *L'Humanité* du 05/08/1904, p.3.

<sup>250</sup> *L'Humanité* du 16/03/11, p.2, « La Question municipale ».

<sup>251</sup> *L'Humanité* du 26/01/1910, p.3, et du 27/01/10, p.3.

issus de l'allemanisme. A ce titre, la composition de la délégation minoritaire élue lors du Congrès fédéral d'octobre 1905 est significative : on y compte, sur les délégués identifiables, au moins six anciens du POF (Beuchard, Gautrin-Giot, Etienne Pédrón, Angèle Roussel, Pierre Dormoy, Louis Jégou), un ancien du PSR (Paul-Louis), quatre anciens du PSF (Cambier, Edouard Decamps, Gaston Lévy, Ernest Tarbouriech) et un POSR (Lavaud). Encore préciserons-nous que Cambier, Lévy et Tarbouriech sont sous influence allemaniste : Gaston Lévy en particulier est lié à Pierre Dormoy à travers *Le Mouvement socialiste* tandis que Tarbouriech attache une place importante aux coopératives. Encore en janvier 1910, c'est l'allemaniste Louis Chéradame qui est délégué suppléant, élu sur une motion guesdiste et au sein d'une délégation dont il est le seul non-guesdiste<sup>252</sup>.

Dans les deux cas, le vote se fait sur des questions proprement électorales. En 1905, l'assemblage hétéroclite se rejoint sur une position de retrait pur et simple au second tour<sup>253</sup>, c'est-à-dire sans aucun appel à voter pour le candidat républicain le mieux placé. Or, comme le relève Jaurès lui-même, il s'agit de la position traditionnellement adoptée par les allemanistes<sup>254</sup>. La motion de 1910 pose le principe du maintien systématique des candidats au second tour, tout en reconnaissant l'impossibilité de réaliser cet idéal. Elle nie toute convergence entre socialisme et républicanisme et considère donc que le retrait au second tour ne peut se faire qu'au profit des candidats partisans de la représentation proportionnelle<sup>255</sup>. Le principal argument utilisé en faveur de la R.P.<sup>256</sup>, comme on l'appelle alors, est qu'elle permettrait un meilleur contrôle des élus par la collectivité du Parti, et on comprend donc pourquoi des allemanistes ont pu se reporter sur cette motion. Ce qui ressort de ces deux cas, c'est que le point de convergence des guesdistes et des allemanistes tient en une volonté apparente de préserver l'indépendance stricte du Parti vis-à-vis des autres organisations de gauche.

Ce point de fusion se retrouve à l'échelle des sections. Cette unité partielle apparaît alors surtout au cours des premières années. C'est ainsi qu'en août 1908, c'est

---

<sup>252</sup> *L'Humanité* du 31/01/1910, p.3.

<sup>253</sup> *L'Humanité* du 23/10/1905, p.1.

<sup>254</sup> *L'Humanité* du 24/10/1905, p.1, « République Sociale ».

<sup>255</sup> *L'Humanité* du 24/01/1910, p.3.

<sup>256</sup> La représentation proportionnelle, abrégée en R.P., c'est-à-dire l'instauration d'un scrutin proportionnel aux élections législatives, est réclamée régulièrement par les socialistes et par la droite. Ses partisans sont désignés comme « erpéistes ».

aux côtés d'Allemane en personne que la principale figure du guesdisme dans la 20<sup>ème</sup> section, Lucien Lerch, s'en prend au « réformisme » du parti<sup>257</sup>. En mai 1909, Lerch se retrouve encore associé à des allemanistes (Eugène Reisz, Vastrou), cette fois-ci pour condamner les insurrectionnels, leur antiparlementarisme et leur tentation fractionnelle<sup>258</sup>. Cette association, presque contre-nature, entre guesdisme et allemanisme, nous paraît en grande partie liée à une volonté d'investir les structures du Parti, de rester solidement ancré dans l'unité. Cela peut s'expliquer d'une part car les guesdistes peuvent avoir l'impression, comme on l'a dit, que l'unité est le produit propre de leur courant, d'autre part car les allemanistes voient dans l'appareil du Parti un moyen de compenser par leur influence diffuse leur manque de structuration en tant que courant. Bien que les tensions entre guesdistes et allemanistes soient aussi très fréquentes, comme nous l'avons relevé plus haut, il semble que parfois une certaine confusion peut apparaître : le 5 octobre 1911, Vaillant, à l'occasion d'une discussion sur les statuts du Parti, accuse les « allemanistes » de vouloir introduire les élus à la CAP<sup>259</sup> ; en vérité, cette position est celle des guesdistes alors que les allemanistes y sont fermement opposés. Nous ne pouvons en être certains mais il est peu probable que Vaillant est fait lui-même la confusion, et il est donc possible que ce soit l'agent de police qui ait commis cette erreur : elle reste quand même significative en ce qu'elle montre que cette convergence occasionnelle entre deux courants divergents est également visible aux yeux des surveillants.

Pourtant, cela n'empêche pas les guesdistes de chercher à constituer une tendance véritablement organisée et délimitée au sein de la Fédération et de ses sections. Ainsi, dans la 20<sup>ème</sup> section, les guesdistes sont plusieurs fois accusés de vouloir détruire l'unité et provoquent de vifs affrontements<sup>260</sup>. Ils sont nettement désignés comme tels dans les rapports de police, ce qui tend à prouver qu'ils forment un courant bien identifié. Bien qu'ils ne semblent guère progresser en termes d'influence au sein de la section, quelques figures émergent. Entre 1905 et 1908, Lucien Lerch et Hébert Corgeron s'imposent comme des acteurs, certes minoritaires, de la vie de la section : le premier, dessinateur de profession, est – et c'est encore un élément qui renforce ce que

---

<sup>257</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/08/1908.

<sup>258</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 22/05/1909.

<sup>259</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 07/10/1911.

<sup>260</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 23/06/1911.

nous disions plus haut – un ancien allemaniste, tandis que le second est un ouvrier coiffeur, ancien syndicaliste et vieux militant du POF. Corgeron ne devient vraiment leader de tendance que vers l'année 1911, mais après cela il va siéger au moins une fois au Conseil fédéral, au titre de représentant de la minorité (environ 11%) en 1912, au moins deux fois en tant que minoritaire à la commission exécutive de sa section et, une fois, en tant que délégué minoritaire au Congrès national<sup>261</sup>. Progressivement, à partir de 1912, ils sont rejoints par Camille Léon et Comaille, deux militants sur lesquels nous n'avons aucune autre information.

La volonté fractionnelle des guesdistes apparaît nettement lors du « vif incident » du 19 octobre 1911. Il s'avère en effet que Lerch et Corgeron ont produit ensemble un petit journal, *Le Travailleur du Vingtième*, financé au moyen de réclame pour les grands magasins et par des subventions de petits commerçants. Cela déclenche contre eux une protestation unanime et des accusations d'antisocialisme, de la part de partisans ou d'employés des coopératives. L'agent de police note alors que les guesdistes refusent de prendre part sérieusement à la discussion, qu'ils sont accusés de provoquer volontairement afin de se faire exclure et de pouvoir porter leur cas à l'échelle du Congrès fédéral<sup>262</sup>. Il semble donc bien que la tendance guesdiste cherche à s'organiser comme un courant indépendant au sein de la Fédération. Cette tentative d'organisation peut aussi passer par l'acquisition d'influence particulière dans certains secteurs du Parti, les guesdistes du XXème apparaissant comme la faction la plus investie dans l'organisation de la jeunesse. Lerch défend par exemple la création d'un Comité fédéral des Jeunesses et demande que les élus assument toutes les responsabilités liées à l'organisation de la propagande antimilitariste des jeunesses, de manière à protéger l'identité et l'intégrité des jeunes dirigeants en ne les faisant pas apparaître publiquement et en ne les exposant pas à la répression<sup>263</sup>. De plus, d'après un rapport de police, Lerch et Corgeron « manœuvreraient » pour subordonner intégralement le groupe de jeunesses au courant guesdiste<sup>264</sup>. Cette influence ou recherche d'influence se voit aussi à l'échelle fédérale puisque le secrétaire de la Fédération nationale des jeunesses à la veille de la guerre, Fernand Ernstein dit Strago,

---

<sup>261</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 28/12/1913, 29/01/1913 et 14/01/1912. *L'Humanité* du 09/10/1908.

<sup>262</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 21/10/1912.

<sup>263</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 28/08/1908 et du 31/08/1912.

<sup>264</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 25/08/1911.

est également élu délégué suppléant, au nom de la minorité, pour le congrès de juillet 1914<sup>265</sup>.

Les guesdistes forment donc une véritable opposition structurée, soudée par un anti-réformisme qui leur donne des possibilités de convergence avec d'autres courants et leur permet de ne pas s'isoler, malgré la forte défiance réciproque entre eux et les allemanistes. Sur le plan électoral, leur anti-réformisme se démarque à travers leur proposition systématique de retrait au second tour uniquement en faveur des candidats « erpéistes »<sup>266</sup>, qu'ils soient républicains ou non d'ailleurs : cela les conduit mécaniquement à faire bloc dans certains cas avec des réactionnaires. Rappoport relate ainsi comment, à ses yeux, les guesdistes parisiens faisaient ouvertement le jeu de la réaction dans les campagnes électorales<sup>267</sup>. Le fait est qu'ils adoptent souvent des positions originales dans la Fédération. On l'a vu, ils souhaitent patronner véritablement le mouvement des jeunesses et en faire un mouvement ayant une capacité d'action autonome, alors que la majorité de la Fédération craint que le développement de ces organes n'entraîne une poussée anarchisante – et qui le croient avec raison au vu de l'influence hervéiste prégnante dans les jeunesses parisiennes –<sup>268</sup>. On remarquera aussi qu'ils semblent être les seuls à s'intéresser à l'organisation des femmes : la seule apparition de la question féminine dans un Congrès fédéral correspond à un rapport déposé par Cambier favorable à l'adhésion au parti de groupes « féministes »<sup>269</sup> qui formeraient une section à part entière comme les jeunesses<sup>270</sup>. En défendant l'organisation des femmes et des jeunesses, il est probable que les guesdistes cherchent à s'aligner sur le modèle idéal de la social-démocratie allemande comme moyen de parvenir à un recrutement de masse. Qui plus est, tous ces éléments vont attacher les guesdistes parisiens aux autres courants de gauche de la Fédération.

---

<sup>265</sup> *L'Humanité* du 06/07/1914, p.6.

<sup>266</sup> C'est-à-dire favorables à l'instauration de la représentation proportionnelle.

<sup>267</sup> Marc Langana, *op. cit.*, p.272-273.

<sup>268</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 21/02/1909, du 22/05/1909 et du 08/08/1909.

<sup>269</sup> Il s'agit plus vraisemblablement de groupes « féminins » plutôt que véritablement « féministes ».

<sup>270</sup> *L'Humanité* du 22/15/1905, p.3.

### C. Une Fédération à la gauche du Parti : le vaillantisme à la croisée des traditions du Paris révolutionnaire.

Edouard Vaillant, grande figure du socialisme national et international, héritier de Blanqui et du blanquisme, mais aussi compagnon de Karl Marx dans l'aventure de la Première Internationale pendant son exil londonien, seul dirigeant socialiste à pouvoir se targuer d'avoir eu un rang de premier ordre sous la Commune et dans le mouvement ouvrier international, partisan d'une « action totale à la fois révolutionnaire et réformiste » selon les mots de Gilles Candar, « grand père » de la CGT selon l'expression consacrée, exerce le rôle de personnage tutélaire du mouvement ouvrier parisien. Gilles Candar peut dire de lui qu' « il est implicitement reconnu comme le responsable suprême de la Fédération de la Seine »<sup>271</sup>. Il tend en fait à y jouer le rôle que joue Jaurès à l'échelle du Parti tout entier : il a des amis proches mais qui ne forment pas de tendance fractionnelle, qui cherchent plutôt à rassembler toute la Fédération sur des positions communes, à produire une synthèse vaillantiste propre à former une sorte de centre politique de la Fédération. En effet, on l'a déjà relevé et nous le montrerons de nouveau par la suite, la Fédération de la Seine est en proie dès 1906 à des tensions centrifuges et connaît un bouillonnement interne qui la rend difficilement contrôlable. La fonction des vaillantistes est de contenir l'extrême-gauche à l'intérieur du Parti, tout en empêchant que cette dernière n'exclut définitivement la droite réformiste : c'est avant tout le sens de l'unité socialiste que défendent Vaillant et les vaillantistes.

La priorité pour Vaillant et ses amis semble d'abord être de sauvegarder l'unité du Parti. Il suffit d'entendre le rapport de Vaillant au retour du congrès de Toulouse : heureusement, aucune rupture n'est à déplorer car les délégués de la Seine se sont fortement opposés à l'exclusion des insurrectionnels et, pour ne pas se dédire, n'ont pas réclamé l'exclusion de la « droite blocarde ». L'unité socialiste n'en n'a été que renforcée grâce à la communauté créée par le vote de la motion finale à l'unanimité<sup>272</sup>. Déjà avant le congrès, il rappelait que la division entre tendances doit cesser car le parti ne peut remettre en permanence sa tactique en discussion. La conception de l'unité

---

<sup>271</sup> Gilles Candar, *Edouard Vaillant... op. cit.*, p.49.

<sup>272</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.1.

affichée par Vaillant est celle d'une unité dans l'action, proche par certains points de l'anti-intellectualisme que l'on peut retrouver dans la tradition allemaniste ou blanquiste : trop d'attachement aux motions et aux grands principes abstraits peut menacer de tuer la prise en compte de la réalité vivante et matérielle, mieux vaut agir partout et tout le temps de façon unitaire plutôt que de s'épuiser en des discussions permanentes qui divisent le parti. Il est pour cela important d'accepter tout type d'action, aussi bien la nécessaire action extraparlamentaire que la toute aussi nécessaire action électorale et parlementaire. Le compte-rendu nous donne la mesure de l'influence de Vaillant sur ses camarades : il nous dit que « son discours, clair, précis, produit une grosse impression sur le Congrès »<sup>273</sup>.

Dans son travail de préservation de l'unité, Vaillant est soutenu par son fidèle lieutenant, Albert Tanger (1873-1910). Né Léon Le Ménagé, le jeune homme est directement issu du PSR et du CRC, dans lequel il était rentré sous l'influence de Louis Dubreuilh, et a milité dans le PSdF, où il a retrouvé son ami Pierre Dormoy qui lui avait fait découvrir le socialisme. Comme ce dernier, il fut un actif militant fondateur des premiers groupes de jeunesses socialistes et participa à la rédaction du journal antimilitariste *Le Conscrit*, un fait d'armes et un lien d'amitié qui lui donne un avantage certain pour s'adresser à l'extrême-gauche. Comme Vaillant, Tanger cherche à opposer des contre-tendances à toutes les forces centrifuges qui menacent le Parti. C'est lui qui, en septembre 1908, organise, avec Dormoy, le ralliement d'une partie des minoritaires socialistes-syndicalistes à la motion de la majorité, là aussi en mettant en avant une insistance particulière sur toutes les formes d'action (grève générale, syndicalisme, coopératives)<sup>274</sup>. Mais c'est surtout dans la 20<sup>ème</sup> section, aux côtés essentiellement d'Emile Landrin (1841-1914), conseiller municipal du Père-Lachaise et successeur électoral de Vaillant, qu'il joue son rôle de gardien de l'unité. Ainsi, Tanger et Landrin se gardent bien d'attaquer qui que ce soit et s'efforcent de conserver au mieux la compacité du Parti : il s'agit pour eux de préserver la ligne politique, en particulier contre les nombreuses attaques des guesdistes, des allemanistes et des insurrectionnels. Il s'agit pour Tanger, alternativement, de préserver le pacte d'unité contre les offensives révisionnistes des guesdistes, d'empêcher l'exclusion, plusieurs fois évoquée, des

---

<sup>273</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

<sup>274</sup> Ibid.



insurrectionnels, de préserver l'indépendance du Parti face à ceux qui veulent le subordonner au syndicat, de promouvoir l'organisation autonome des jeunes<sup>275</sup>.

Pourtant, il faut reconnaître que les pratiques de Vaillant et de ses amis dans la section ne sont guère couronnées de succès. Lors de la préparation du congrès de 1908, Vaillant dénonce autant la droite électoraliste du Parti que l'extrême-gauche qui cherche à exclure et à briser l'unité : en effet, une partie de la section avait demandé à ce que Rozier, Brousse et Heppenheimer soient exclus en raison de leur refus systématique de la discipline de parti. Vaillant défend l'idée de l'établissement d'une commission d'enquête avant de juger les trois élus. La section va rejeter la motion Vaillant de façon ambiguë : le principe de la commission d'enquête est accepté, sauf pour Rozier dont la section demande l'exclusion immédiate<sup>276</sup>. La défaite pour les unitaires peut même s'avérer encore plus dure, dans le cas où ils font certes l'unité, mais contre eux-mêmes. Ainsi, certains députés et conseillers généraux ayant été mis en accusation pour avoir voté contre la représentation proportionnelle, pour la séparation administrative entre Paris et sa banlieue, en faveur des candidats radicaux pour le bureau du Conseil municipal et pour le paiement des frais de voyage de la Reine de Hollande, Vaillant, Landrin et Dejeante cherchèrent à les défendre en arguant de la nécessaire adaptation aux exigences locales et aux circonstances concrètes. Toutes les tendances anti-réformistes y répondirent par une coalition rappelant l'opposition du Parti à la séparation Paris-banlieue et félicitant les élus s'étant désolidarisés de leurs collègues : le guesdiste Lerch, le secrétaire issu du PSR Charles Rossignol et l'allemaniste Jean Ténéveau obtinrent ainsi le dépôt d'une demande de contrôle sur les élus auprès du Conseil fédéral<sup>277</sup>.

La Fédération elle-même est particulièrement hostile à la fraction possibiliste. Elle n'hésite pas à demander, malgré l'opposition des élus de la Fédération, purement et simplement l'exclusion de Brousse à 74% et celle de Rozier à 96% des suffrages de congressistes<sup>278</sup>. Elle regrette également ce qu'elle appelle l'« attitude conciliante » prise par le Parti vis-à-vis des possibilistes : les regrets sont votés par plus de 60% des

---

<sup>275</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 29/02/1907, du 12/09/1908 et 20/03/1909.

<sup>276</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 20/05/1908.

<sup>277</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 20/05/1908.

<sup>278</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1, et du 29/03/1909, p.1.

participants au congrès<sup>279</sup>. Dans le même ordre d'esprit, elle s'oppose à tout ce qui pourrait manifester un quelconque retour vers une politique de Bloc des gauches. Par exemple, elle blâme publiquement le Parti radical qui, selon elle, « ose » demander une alliance avec le PS malgré la politique, caractérisée comme réactionnaire, du gouvernement Clemenceau<sup>280</sup>. De même, à l'échelle municipale, elle s'oppose à tout bloc avec les radicaux : le congrès d'octobre 1905 refuse ainsi toute participation socialiste au bureau d'une assemblée locale dont la majorité ne serait pas socialiste, au grand dam des élus municipaux de Paris, et ce à plus de 70%<sup>281</sup>. Encore en 1911, contre les sections de banlieue qui estiment impossible pour elles de déposer des listes pour les élections municipales composées uniquement de socialistes, une nette majorité de la Fédération va réclamer la formation de listes exclusivement socialistes au premier tour<sup>282</sup>. Comme nous l'avions évoqué à propos des guesdistes et des allemanistes, il y a là la première preuve d'un ancrage à gauche dans le socialisme du moment, c'est le refus de toute association avec les partis « bourgeois ».

De ce point de vue, les motions votées lors de la discussion de la question tactique lors des congrès d'avril 1909 et de janvier 1910 sont éloquentes. En 1909, la motion insurrectionnelle se retrouve presque majoritaire : elle rappelle que la participation électorale ne doit viser qu'à amplifier la propagande du parti, elle assimile intégralement les radicaux à des réactionnaires et refuse toute discipline républicaine en demandant que le maintien systématique des candidats socialistes au second tour soit annoncé publiquement par la Fédération. Et même la motion de la direction – qui ne recueille que 37% des voix – adopte un ton bien éloigné de la traditionnelle discipline républicaine : rédigée par le socialiste-syndicaliste André Morizet, elle demande que les candidats se maintiennent au second tour là où ils sont arrivés en tête, mais aussi là où un accroissement de voix apparaît comme possible, sans avoir à passer d'accord avec un autre parti et sans avoir à atténuer la propagande socialiste. Elle ajoute même que le Conseil fédéral devra désigner des circonscriptions où les candidats devront se maintenir spécifiquement pour provoquer la défaite de certains candidats adverses

---

<sup>279</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.2, et du 23/12/1908, p.4.

<sup>280</sup> *L'Humanité* du 21/10/1907, p.1.

<sup>281</sup> *L'Humanité* du 23/10/1905, p.1.

<sup>282</sup> *L'Humanité* du 27/03/1911, p.4.

particuliers<sup>283</sup>. En 1910, encore, la motion Tanger, qui propose d'appliquer la discipline républicaine, pour être la motion recevant le plus de suffrages (42% environ) n'en n'est pas moins minoritaire face à trois autres motions qui la rejettent, à des degrés divers. La motion guesdiste, nous l'avons évoqué plus haut, rédigée par Paul Poncet et Edgar Longuet, rappelle l'opposition en bloc à la bourgeoisie, nie toute communauté de valeurs entre les socialistes et la gauche républicaine, et en particulier toute convergence autour de la laïcité : elle pose le principe du maintien systématique au second tour mais accepte, de façon opportuniste, le désistement en faveur des candidats réactionnaires « erpéistes ». La motion Jobert, déposée par les insurrectionnels, ne se proclame certes pas antirépublicaine comme la précédente mais se veut antiparlementaire : sa position sera le maintien systématique au second tour. Cette position est partagée par la motion Ducreux, du IX<sup>ème</sup> arrondissement, qui amoindrit la place de l'action électorale et fait des campagnes électorales avant tout des vecteurs de vulgarisation de la doctrine, mais qui rejette l'insurrectionnalisme. Sur ces trois motions, se portent respectivement 20%, 22% et 16% des suffrages : le maintien systématique et immédiat au second tour est donc accepté par environ 40% de la Fédération, tandis qu'un cinquième des délégués en font un objectif à moyen terme et se targuent de n'avoir rien de commun avec les républicains<sup>284</sup>. Les militants de la Fédération expriment ainsi une farouche volonté d'indépendance vis-à-vis essentiellement du Parti radical.

Plus généralement, la Fédération de la Seine sait également adopter des positions qui la placent résolument à la gauche du socialisme français, même s'il s'agit souvent de pures déclarations d'intention suivies de peu d'actions effectives. Le congrès de juillet 1907 va par exemple adopter sans discussion un rapport de Paul-Louis et de Gustave Rouanet condamnant le colonialisme, ou encore voter une résolution demandant que l'on assure aux ouvriers étrangers les mêmes droits qu'aux ouvriers français et exigeant l'arrêt des expulsions d'étrangers<sup>285</sup>. Encore, cette dernière motion a été déposée par ce noyau d'extrême-gauche qu'est la 13<sup>ème</sup> section, où se côtoient socialistes-syndicalistes et insurrectionnels. Autre preuve de cet ancrage à gauche, la Fédération s'engage, certes théoriquement, pour le vote des femmes<sup>286</sup>. Elle va même

---

<sup>283</sup> *L'Humanité* du 05/04/1909, p.2.

<sup>284</sup> *L'Humanité* du 24/01/1910, p.3, et du 31/01/1910, p.3.

<sup>285</sup> *L'Humanité* du 22/07/1907, p.2.

<sup>286</sup> *L'Humanité* du 22/07/1907, p.1.

jusqu'à présenter des femmes aux élections législatives de 1910 : Madeleine Pelletier représente ainsi le parti dans le très réactionnaire quartier de la Madeleine, mène une campagne mêlant féminisme et socialisme révolutionnaire et obtient 340 voix soit plus que le candidat de 1906<sup>287</sup>. Mais, de nouveau, c'est la 13<sup>ème</sup> section qui est à l'avant-garde : dès avril 1907, elle avait, avec la vaillantiste Adèle Kassky, mis en place une commission féminine<sup>288</sup>.

Pour déterminer la tendance politique générale qui parcourt la Fédération, il peut être intéressant de comparer la motion fédérale majoritaire de 1908 avec la motion de synthèse du Congrès de Toulouse. En effet, la motion Lauche du congrès de septembre 1908 est pensée comme une motion de synthèse devant rallier la majorité des délégués. Nous avons d'ailleurs déjà relevé comment Tanger, Dormoy et Lafont parvenaient à s'entendre pour raccrocher à la motion majoritaire une frange des partisans de la motion Jobert. Pour bien prendre la mesure de l'ambiance idéologique qui règne à ce moment-là, il faut rappeler qu'aux alentours d'un tiers du Congrès s'est finalement porté sur la virulente et antiparlementaire motion insurrectionnelle, et qu'au sein de la commission d'action générale, c'est vers l'extrême-gauche insurrectionnelle que Tanger et Dormoy se tournent. C'est avec elle qu'ils espèrent former un bloc au sein de la Fédération alors qu'ils ne cherchent à aucun moment à absorber la droite qui se dégage derrière Aubriot. Ils insistent tous les deux sur le fait que la motion « majoritaire » subordonne complètement l'action électorale et parlementaire à l'action générale du Parti : on a vu que l'extrême-gauche n'était pas la seule à regarder avec suspicion les élus et il est alors fort probable que l'insistance sur cette subordination soit une marque de la généralisation de cette méfiance.

La motion Lauche débute par un rappel au pacte d'unité et aux décisions des congrès nationaux et internationaux : elle affirme le caractère de classe et révolutionnaire du Parti. Plusieurs éléments de la motion se retrouvent dans la motion de synthèse de Toulouse : l'énumération des différents moyens disponibles (action électorale et parlementaire, action directe, grève générale, insurrection), la subordination des élus au mouvement général, la place centrale des institutions ouvrières. Mais deux autres points portent encore plus sur la gauche le cœur de la

---

<sup>287</sup> Charles Sowerwine, op.cit., p.142.

<sup>288</sup> Ibid, p.136.

motion Lauche et marquent une différence avec la motion de Toulouse : elle s'en prend d'une part ouvertement aux radicaux et sous-entend une identité partielle entre eux et les réactionnaires, et elle affirme d'autre part l'objectif de détruire l'Etat capitaliste, objectif absent de la synthèse jaurésienne<sup>289</sup>. La majorité de la Seine peut ainsi apparaître comme porteuse d'une ligne plus extrémiste et plus authentiquement révolutionnaire que celle de la majorité nationale, tout en trouvant des axes de convergence avec elle. Particulièrement, la question de la nature de l'Etat apparaît au détour d'une phrase : c'est une question qui est débattue entre Jaurès, pour qui l'Etat est par nature neutre et exprime le rapport de force social à un moment donné, et Vaillant, qui voit en l'Etat une machinerie purement bourgeoise<sup>290</sup>.

Ce tropisme de la Fédération vers l'extrême-gauche peut même conduire à des positions surprenantes. Alors qu'une majorité s'est dégagée en faveur de la motion du Cher sur la question syndicale, motion qui reconnaît la grève générale comme un outil central du syndicalisme, mais seulement à 73%, la 10<sup>ème</sup> section parvient à imposer à l'unanimité – et donc y compris aux guesdistes (ce qui est assez cocasse) – une motion appelant à ce que les délégués au congrès national fassent triompher coûte que coûte le principe de la grève générale<sup>291</sup>. En comparaison, au Congrès national de Nancy, la même motion du Cher n'obtient qu'une faible majorité de 54% et aucun guesdiste ne déclame son attachement au principe de la grève générale<sup>292</sup>.

Il est donc clair que nous pouvons adhérer à l'expression de Madeleine Rebérioux selon laquelle la Fédération de la Seine aurait été un microcosme de la gauche du Parti : dès 1905, la Fédération se manifeste comme le centre de l'activité « révolutionnaire » du socialisme français, nourrie des influences diverses du blanquisme et de l'allemanisme, mais aussi profitant d'apports neufs issus du guesdisme.

---

<sup>289</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

<sup>290</sup> Gilles Candar, *Edouard Vaillant... op. cit.*, p.43-44.

<sup>291</sup> *L'Humanité* du 22/07/1907, p.2.

<sup>292</sup> Compte-rendu sténographique du 4<sup>ème</sup> congrès national de la SFIO tenue à Nancy les 11,12, 13 et 14 août 1907 et *L'Humanité* du 15/08/1907, p.2.

**Seconde partie. Institutionnalisation du socialisme séquanien :**  
**la Fédération entre la gauche et le mouvement ouvrier.**

La Fédération socialiste de la Seine se caractérise par une agitation interne qui, loin de faiblir, s'amplifie pour atteindre son summum entre les années 1909 et 1911. Nous avons vu qu'au sein de la Fédération tend à se cristalliser un ensemble de courants de gauche, plus ou moins critiques vis-à-vis du cours pris par la direction nationale du Parti. Ces courants contribuent à une division profonde de la Fédération et de ses militants, et, ce, malgré des principes de base au prime abord communs sur le plan des idées et des pratiques. La large pénétration de la sensibilité dite allemaniste parmi les membres de la Fédération ne contribue pas systématiquement à l'unité d'action de ses militants : c'est au sein même de ces idées allemanistes, de cet héritage du premier mouvement ouvrier parisien, que naissent à la fois les virulentes poussées « révolutionnaires » de l'extrême-gauche et la recherche « réformiste » de solutions ou d'améliorations immédiates. Cet héritage n'est pas un obstacle à la croissance du marxisme au sein de la Fédération : bien que minoritaires, les guesdistes participent véritablement à la vie fédérale et bénéficient d'une certaine influence. Tirillée entre l'extrême-gauche et la droite possibiliste, la Fédération socialiste de la Seine paraît instable. En cela, elle est à l'image de tout le Parti.

La vie interne des sections est clairement dominée par les élus et les questions de stratégie électorale y occupent une grande place. Prise dans le phénomène plus large de ce début de siècle, la Fédération socialiste de la Seine est tiraillée entre l'électoralisme et son identité « révolutionnaire », qui dénote de plus en plus avec l'institutionnalisation du socialisme français. En effet, comme nous l'avons déjà évoqué, l'influence de certaines pratiques que l'on pourrait qualifier de « gestionnaires » nourrit le développement de tendances plus « réformistes » qui cherchent plus à améliorer la situation immédiate des classes laborieuses qu'à militer pour la destruction du capitalisme. La cristallisation de l'extrême-gauche et des tendances de gauche dans la Fédération n'est autre que la matérialisation d'un courant de résistance à cette dynamique d'institutionnalisation : le renforcement progressif de cette résistance va jeter la Fédération dans une crise violente à la charnière des années 1910.

## **Chapitre un. La Fédération en crise (1909-1911) : l'extrême-gauche au centre des tensions.**

Il a déjà été dit que la synthèse de Toulouse n'est pas acceptée par tout le Parti : dans la Seine, une majorité des insurrectionnels ont renié leur vote en sa faveur et considèrent qu'elle donne un tour trop « réformiste » au Parti<sup>293</sup>. L'agressivité des insurrectionnels semble être l'un des facteurs de la crise qui frappe la Fédération à la suite du congrès de 1908. Cet évènement est suffisamment notable puisqu'il contribue à l'approfondissement de la crise : à partir de là, la minorité d'extrême-gauche va jouer un rôle prioritaire dans la dégradation de la situation fédérale.

Dès 1907, le secrétaire national du Parti, le vaillantiste Louis Dubreuilh, membre de la Fédération de la Seine, faisait un constat assez amère et pessimiste sur l'état de la Fédération. Dans un article de *L'Humanité*<sup>294</sup>, il relevait, entre autres problèmes, la difficulté de la Fédération, d'une part à recruter de nouveaux adhérents et, même, à retenir les anciens, d'autre part à endiguer le quasi-abstentionnisme politique de ses militants qui laisseraient se dérouler les grands évènements sans intervenir et détourneraient ainsi les ouvriers de la politique. Cet état des lieux met en avant les difficultés auxquelles doit faire face la Fédération par rapport aux autres organes du Parti. Les trois millions de parisiens feraient de Paris une ville à la fois trop gigantesque, où la multiplicité de distractions contribue à l'éloignement des ouvriers et du Parti, et trop cloisonnée : Dubreuilh note qu'il y a comme des « cloisons étanches » entre les quartiers et que le trop petit nombre de militants est absorbé par des tâches trop diverses, de sorte que les points de rencontre deviennent plus rares et participent au délitement du Parti en une multitude de petites unités. De même, les ouvriers parisiens sont décrits comme un « milieu de blasés », en proie au scepticisme vis-à-vis de l'action politique, mais persuadés de déjà tout savoir sur la révolution et le socialisme et rejetant en conséquence le travail d'éducation politique. Ce sont là des critiques que l'on retrouvait déjà sous la plume de Paul Lafargue quand il s'agissait d'expliquer pourquoi le marxisme avait tant de difficultés à gagner la classe ouvrière parisienne<sup>295</sup>.

Il propose un certain nombre de solutions, destinées à recréer des liens permanents entre militants et à refonder une vie politique collective, mais il ne se départ

---

<sup>293</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.2.

<sup>294</sup> *L'Humanité* du 28/12/1907, p.1, « La Seine socialiste ».

<sup>295</sup> Claude Willard, *op.cit.*, p.251.



pas pour autant de son ton pessimiste et accuse les socialistes parisiens de parler beaucoup et de multiplier les plans pour finalement ne jamais rien faire<sup>296</sup>. Essentiellement, Dubreuilh propose de construire une Maison du peuple à Paris de façon à créer un lieu où les militants pourraient se retrouver ensemble, tout en déclarant ne pas croire en cette solution immédiate, et de doter la Fédération d'un véritable « centre politique et d'opinion ». Pour ce dernier point, il souhaite voir se renforcer l'unité d'action entre la Fédération et *L'Humanité*. L'année suivante, le secrétaire fédéral Jean-Baptiste Lavaud relève que la Fédération est particulièrement hostile envers Jaurès et les parlementaires, qui orientent tous les efforts de la Fédération vers la construction de cette fameuse Maison du peuple, que Lavaud estime irréalisable à cette heure<sup>297</sup>. C'est ensuite au tour de Le Page d'exprimer de dures critiques contre la situation fédérale : le Conseil fédéral n'aurait aucune autorité car aucune tendance ne veut vexer les autres et prendre la responsabilité d'une scission, donc la Fédération ne possède pas de véritable direction et chaque section fait ce qu'elle veut, alors que seul un petit nombre d'élus s'intéresse vraiment au Parti<sup>298</sup> et que les hervéistes sont dans une dynamique conquérante dans toutes les sections<sup>299</sup>.

La crise de la Fédération peut se repérer à l'aide des données chiffrées sur son évolution, renseignées dans les comptes-rendus de congrès nationaux. Ainsi, entre janvier 1905 et janvier 1914, le Parti progresse continuellement en nombre de militants<sup>300</sup>, connaissant une augmentation de 117% de ses effectifs initiaux, contre seulement 51% pour la Fédération de la Seine. Mais le plus important est que la Fédération connaît des variations violentes au niveau de ses effectifs, et qui plus est à contre-courant des évolutions nationales : ainsi, entre janvier 1905 et janvier 1907, alors que le Parti connaît un progrès de 14% de ses militants, la Fédération voit les siens régresser de 33% perdant au passage sa place de première Fédération du Parti. Elle perd de nouveau des militants (-3%) entre janvier 1909 et janvier 1910, alors que le Parti en gagne (+2%), et se rétracte fortement (-10%) entre janvier 1911 et janvier 1912, amplifiant la légère tendance du Parti. Entre 1911 et 1912, les pertes de la Fédération représentent presque le quart du total des pertes du Parti (environ 23,4%), alors que les

---

<sup>296</sup> *L'Humanité* du 28/12/1907, p.2, « La Seine socialiste ».

<sup>297</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 03/07/1908.

<sup>298</sup> Le Page en cite six (Rouanet, Dherbécourt, Allemane, Landrin, Vaillant, Berthaut).

<sup>299</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 02/03/1909.

<sup>300</sup> Malgré une légère et très peu significative baisse de 1% entre 1911 et 1912.

effectifs de la Seine ne comptent que pour un peu plus du dixième des effectifs totaux du Parti. D'ailleurs, la part de la Seine dans ces effectifs totaux régresse continuellement entre janvier 1909 et janvier 1912, passant de 14,3% à 12,5%. Surtout, sur cette même période, les effectifs absolus varient énormément : ils fluctuent de 8150 militants en janvier 1909 à 7876 un an plus tard avant de remonter à 9516 en janvier 1911 et de s'effondrer à 8560 en janvier 1912. Il apparaît là des preuves de l'instabilité chronique de la Fédération.

La crise de la Fédération, ou même son agitation permanente, se propage vraisemblablement dans tout le Parti. Par exemple, lors de l'ouverture du Congrès national de juillet 1910, Pierre Dormoy, nouveau secrétaire de la Fédération, prononce une allocution introductive dans laquelle il fait écho aux difficultés fédérales<sup>301</sup>. Son bref discours est assez significatif, au point de se clore par une promesse sur un ton pathétique, celle d'être pour une fois « les congressistes les plus disciplinés et les plus sages ». Il relève que la Fédération de la Seine est « une Fédération qui n'a pas une excellente réputation dans le Parti... » au sein duquel elle est fréquemment accusée de faire preuve de turbulence, d'un surcroît d'esprit critique et de ne pas mener une véritable activité sur le long terme. Comme un aveu, Dormoy nous dit aussi : « Si la propagande est facile parmi nous, il n'en n'est pas de même de l'organisation ».

Effectivement, l'organisation de la Fédération va prendre du retard, malgré la réalisation partielle des vœux de Dubreuilh. Une Maison du Peuple sera construite par la Bellevilloise en 1909-1910. L'Humanité continuera de diffuser les communiqués de la Fédération et de faire office de bulletin officieux. Pourtant, cela n'empêche pas la crise de s'amplifier au point de mettre en cause l'unité : à partir de 1909, les tensions palpables prennent la forme de menaces scissionnistes.

---

<sup>301</sup> Compte-rendu sténographique du 7<sup>ème</sup> Congrès national du Parti socialiste S.F.I.O. tenu à Paris les 15 et 16 juillet 1910, p.9.

A. Les activités fractionnelles à la gauche de la Fédération : s'organiser pour résister ou marcher vers la rupture ?

La constitution de fractions au sein du socialisme séquanien est rapide, et nous l'avons déjà montré pour les possibilistes. Mais c'est à gauche, et à l'extrême-gauche, que les fractions deviennent les plus virulentes. Les fractions cristallisent d'abord les résistances d'anciens courants face aux dynamiques nouvelles du Parti unifié, en particulier face à ce qu'ils estiment être un tour « réformiste » et parlementariste pris par le Parti. Un exemple frappant est le « complot de la Bellevilloise » : cette dénomination utilisée dans le rapport de police désigne en fait une série de manœuvres secrètes structurée par les réseaux de la coopérative La Bellevilloise<sup>302</sup>.

La Bellevilloise est la perle du mouvement coopératif parisien et peut-être même français : elle fut fondée en 1877 par des ouvriers mécaniciens du Nord de Paris et s'engagea très rapidement dans la voie de la coopération socialiste, devenant l'un des piliers de la Bourse des Coopératives socialistes. Dans une conférence de 1912, Louis Héliès, employé de ladite Bourse et militant coopérateur de premier ordre, avait rappelé qu'en 1902 il avait été fondé un « Cercle des coopérateurs du XXème arrondissement pour la création d'œuvres sociales » par un certain nombre de membres de La Bellevilloise (dont lui-même) devenus, plus tard, membres du Parti et de la CGT. Ce cercle avait un objectif de lutte antibureaucratique contre le « pot-de-vinage », c'est-à-dire contre l'attitude des administrateurs de la coopération qui se comportaient de plus en plus comme de simples commerçants et comme de petits capitalistes. Dès avril 1902, cette lutte avait débouché sur la prise de pouvoir du Cercle au sein de la coopérative, selon un modèle d'avant-garde : le Cercle regroupe des militants intégraux, à la fois membres de la coopérative, de la CGT et du Parti, chargés de donner une direction pleinement socialiste à ce qui n'est qu'une organisation initialement purement économique<sup>303</sup>.

Il est utile de préciser que ledit Cercle des coopérateurs fut fondé entre autres par Louis Héliès et Joseph Lauche. Ces deux hommes, ainsi que Casimir Gastal et quelques autres desquels nous ne possédons que les noms (Floréal, Coedel, Chef, Vastrou), sont

---

<sup>302</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 21/01/1909.

<sup>303</sup> Jean-Jacques Meusy (dir.), *La Bellevilloise (1877-1939)*, Créaphis, Paris, 2001, p.51-52.

cités dans le rapport du « complot de la Bellevilloise ». Précédemment, nous avons brièvement évoqué Lauche, syndicaliste réformiste. Employé du Magasin de gros des Coopératives mais originellement ouvrier mécanicien, il est un militant-phare du très allemaniste XI<sup>ème</sup> arrondissement et de la Fédération de la Seine : nous avons vu qu'il est à l'origine de la motion, se voulant de synthèse, au Congrès fédéral de 1908 ; il joue donc un rôle comme acteur de l'unité de la Fédération autour du programme, en fait allemaniste, faisant converger « réformisme » et verbiage révolutionnaire. Héliès, comme Lauche, est né en 1872, mais à la différence de ce dernier, il est parisien de naissance. Ouvrier mécanicien et syndicaliste, successivement membre du POSR et de la 20<sup>ème</sup> section du Parti socialiste, membre du conseil d'administration de *L'Humanité*, Héliès est un pilier de la coopération parisienne en son titre de directeur du Magasin de gros entre 1906 et 1912<sup>304</sup>. On notera que Gastal est également ouvrier mécanicien en 1909.

Sous le terme de « complot », se cache en fait une tentative de mainmise de cette fraction que l'on pourrait dire allemaniste à tendance réformiste sur la 20<sup>ème</sup> section. L'agent de police note que tous les militants précités sont soit des militants très actifs du Cercle des coopérateurs, soit directement employés pour la plupart par La Bellevilloise. Il les accuse d'avoir voulu se saisir de la direction de la section, en y faisant élire leur allié Thierrard comme secrétaire, à partir de la Caisse des écoles et d'avoir voulu se servir des cotisations des élus pour financer le Magasin de gros. Ces militants sont décrits comme « les plus intransigeants militants du XX<sup>ème</sup> » et, effectivement, leur antiparlementarisme, typique des milieux issus de l'allemanisme, s'était manifesté dès 1905. Un bénéfice de 1300 francs restait alors dans les caisses des groupes de Saint-Fargeau et de Belleville et un conflit avait violemment opposé les élus (Dejeante, Berthaut, Marchand) – qui souhaitaient utiliser cet argent pour offrir des chaussures aux écoliers pauvres de l'arrondissement – aux militants, lesquels voulaient que l'argent serve à financer la propagande et à acheter massivement des cartes d'adhérents à la Caisse des écoles pour y porter une majorité socialiste. Les élus avaient été pris à partie et accusés de sombrer dans l'opportunisme électoral et le clientélisme. Un appel avait alors été lancé par les militants pour adhérer collectivement au Cercle des coopérateurs

---

<sup>304</sup> Notice « HELIES Louis » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Jean Gaumont, Claude Penneret et Justinien Raymond [consultée en ligne].

et créer un pôle antiparlementaire pour contrebalancer l'influence des élus<sup>305</sup>. Vraisemblablement, l'opération était réussie.

Cette fraction s'est donc créée a priori dans le but de contrer les élus, de conserver au mieux la sensibilité allemaniste. Le rapport précise qu'une fois le complot « déjoué », un malaise important parcourt la section<sup>306</sup>. Cela n'empêche pourtant pas les militants impliqués de continuer à jouer un rôle important toujours dans une optique antiparlementaire : Lauche et Floréal parviennent ainsi à faire renommer un banquet en l'honneur de Vaillant « punch pour le vingt-cinquième anniversaire de l'implantation du socialisme dans le XXème arrondissement » pour combattre ce qu'ils estiment être une déférence trop grande envers un élu puis, en 1910, Eugène Reisz fait voter une motion demandant que la section crée un journal avec La Bellevilloise et que la cotisation des élus soit utilisée pour donner une majorité socialiste à la Caisse des écoles<sup>307</sup>. Néanmoins, après 1909, le courant semble s'apaiser et le groupe du Cercle des coopérateurs ne paraît plus dominer la situation.

Il faut dire qu'une nouvelle situation voit le jour dans le socialisme français : depuis 1908, malgré les guesdistes, Jaurès et Vaillant sont parvenus à renforcer l'unité interne du Parti, provoquant en retour le dégagement d'un courant propre et nouveau, le socialisme insurrectionnel autour de Gustave Hervé et, dans la Seine, d'Aristide Jobert. Au sein de la Fédération, on a déjà montré comment les hervéistes refusaient, dès la deuxième session du congrès de décembre 1908, de se soumettre à la synthèse de Toulouse, alors même qu'ils l'avaient votée. Ils vont alors s'engager dans une démarche d'opposition toujours plus virulente contre la direction du Parti et représenter à ce titre une menace pour l'unité. En effet, Jaurès souhaite voir le Parti socialiste regrouper l'ensemble des tendances socialistes, y compris les plus extrémistes, et craint qu'une formation concurrente à sa gauche ne nuise aux progrès électoraux du Parti. Cette volonté des insurrectionnels de se constituer en véritable fraction, c'est-à-dire en groupe complètement indépendant au sein du Parti ayant la vocation d'en réorienter radicalement la politique<sup>308</sup>, apparaît dans le compte-rendu que fait Gaston Lévy des travaux de la Commission de propagande agraire au congrès fédéral de mars 1909 :

---

<sup>305</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 02/12/1905.

<sup>306</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 21/01/1909.

<sup>307</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 21/02/1909 et du 24/07/1910.

<sup>308</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

Lévy proteste violemment contre Jobert qu'il accuse, avec ses partisans, d'avoir refusé de participer aux travaux – Jobert avait effectivement annoncé son refus dès le début – afin de maintenir coûte que coûte sa motion<sup>309</sup>. Il est assez caractéristique d'ailleurs de voir que c'est Gaston Lévy, socialiste ouvrier ayant défendu la motion Jobert au congrès précédent avant de se rallier à la synthèse jaurésienne, qui se charge de mettre en accusation les insurrectionnels. Ces derniers semblent donc avoir fait le choix d'une rupture politique totale avec la majorité.

Nous avons déjà évoqué le docteur Madeleine Pelletier, candidate pour le PS et la Solidarité des femmes aux législatives de 1910. Elle est après Hervé l'une des principales responsables de l'organisation de la fraction insurrectionnelle dans le Parti entre 1907 et 1910<sup>310</sup>, pour laquelle elle siège à la CAP en 1909 et en 1910. Elle représente bien un pan de cette tendance de par son agressivité remarquable contre la gauche et les valeurs républicaines, ce qui la met parfois en opposition à Hervé. Comme simple exemple, on pourra citer cet extrait d'un article du 3 février 1909, écrit de sa plume dans *La Guerre sociale* : « Loin de penser à aider les radicaux à sauver Marianne, il vaudrait mieux commencer à envisager la possibilité de concourir à son étranglement ». Ce ton antirépublicain nous évoque clairement celui des guesdistes, courant du socialisme duquel est justement originaire Madeleine Pelletier. Il montre bien, même s'il n'est pas partagé par tous les insurrectionnels, à quel point la rupture avec la majorité du Parti est nette. Le groupement insurrectionnel est en fait un creuset de toutes les tendances violentes et antiétatiques qui survivent dans le socialisme de ce début de XX<sup>e</sup> siècle.

Cette rupture ne va cesser de s'accroître jusqu'à ce qu'émerge la menace de scission. Pour des raisons que nous verrons plus tard, la fin de l'année 1909 marque un moment d'éloignement entre le Parti socialiste et le milieu révolutionnaire principalement concentré dans la CGT. Le 3 janvier 1910, *La Guerre sociale*, par un article du libertaire Miguel Almereyda, va évoquer pour la première fois la possibilité d'une sortie du PS pour les insurrectionnels<sup>311</sup>. Pire encore pour la direction du Parti, ils vont commencer à préparer sérieusement cette scission : la fraction hervéiste se réunit

---

<sup>309</sup> *L'Humanité* du 03/04/1909, p.3.

<sup>310</sup> Charles Sowerwine, *op.cit.*, p.129.

<sup>311</sup> Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, Libertalia, Paris, 2014, p.88.

ainsi le 14 janvier 1910, rue du Cloître Saint-Kerri, à la coopérative La Laborieuse, pour discuter de la posture à tenir<sup>312</sup>. Deux camps se forment mais Gustave Hervé ne prend toujours pas parti : plutôt qu'un acteur, il est à ce moment un objet entre les mains des deux sensibilités de sa tendance. Le rapport de police faisant état de la réunion met en avant quatre militants : Aristide Jobert, que nous avons déjà présenté, et Georges Boucheron, avocat à la Cour d'appel, favorables à la scission, contre Victor Méric, journaliste, et Louis Perceau, tailleur, qui y sont hostiles. Un autre rapport de police relève que toutes les réunions préparatoires sont animées par les mêmes militants : Jobert, Perceau, Jean-Louis Chastenet et Arthur-Joseph Bodechon<sup>313</sup>. La situation semble être pour le moins tendue, d'autant que Perceau n'hésite pas à exprimer publiquement ses désaccords au nom de l'unité du socialisme et de la nécessité d'intervenir dans un parti de masse<sup>314</sup>.

Le projet d'Hervé et de Jobert est de constituer à gauche du Parti socialiste un Parti révolutionnaire, ou une Organisation de combat, réunissant les anarchistes communistes, les syndicalistes révolutionnaires et les socialistes insurrectionnels. Le nouveau parti serait une organisation quasi-conspirative : les militants seraient organisés en petits groupes armés, d'une dizaine de personnes au maximum ne se connaissant que par pseudonyme, et dont seul le chef serait en contact direct avec l'organe directeur de la formation<sup>315</sup>. On reconnaît très nettement l'inspiration blanquiste de ce programme. Jusque-là, nous avons beaucoup parlé de la sensibilité allemaniste du socialisme parisien, mais nous avons également relevé que les héritiers du blanquisme y tenaient une place importante. Il faut noter qu'il existe des convergences doctrinales entre allemanisme, anarchisme et blanquisme : croyance en la force des minorités agissantes, acceptation de la violence comme moyen légitime d'agir. Ce sont ces éléments d'une tradition commune qui transparaissent dans le « néo-blanquisme » des insurrectionnels.

Dès 1907, la 42<sup>ème</sup> section, celle réunissant les groupes de Jeunesses, avait déjà été parcourue de tentations scissionnistes : sous la direction de son secrétaire Pinto et animée de tendances anarchisantes, elle avait alors essayé de se soustraire au contrôle

---

<sup>312</sup> AN F7 13071, dossier « L'Action révolutionnaire en France, Mai 1911 », p.12.

<sup>313</sup> AN F7 13071, dossier « Parti révolutionnaire », sous-dossier « Tentatives d'organisation », rapport du 15/03/1910.

<sup>314</sup> Guillaume Davranche, *op.cit*, p.89.

<sup>315</sup> AN F7 13071, dossier « L'Action révolutionnaire en France, Mai 1911 », p.17.

du Parti<sup>316</sup>. Bien que la question n'ait pas été évoquée lors d'un congrès fédéral, elle agite les sections. Ainsi l'assemblée générale de la 20<sup>ème</sup> section du 20 juin 1907 voit se déployer un tir nourri de critiques contre la 42<sup>ème</sup> section, accusée d'être un repaire d'anarchistes et d'utiliser le nom des élus de la section à son profit : les allemanistes, en particulier ceux du « complot de La Bellevilloise », sont les plus virulents, Eugène Reisz demandant ni plus ni moins que l'expulsion de toute la section ou Vastrou insultant Tanger de « jésuite » en raison de son rôle ambigu<sup>317</sup>. Comme d'habitude, Tanger cherche à limiter les conflits de tendance au moyen d'une motion de synthèse, en l'occurrence soutenue par les guesdistes : il est donc critiqué à la fois par les militants modérés, appuyés par Rossignol et Landrin, qui l'accusent de sympathie pour l'anarchisme des Jeunesses et par les insurrectionnels qui estiment que son projet est destiné à discipliner de force les Jeunesses et à les étrangler<sup>318</sup>. Le projet Tanger, approuvé, malgré tout, par la 20<sup>ème</sup> section, vise à supprimer la 42<sup>ème</sup> section pour la remplacer par un Comité fédéral des Jeunesses, certes autonome (ce qui est insupportable aux militants les plus « réformistes »), mais bénéficiant de fait d'une indépendance bien moindre : les groupes de Jeunesses ne dépendraient dès lors plus que de leur section territoriale respective et non plus d'une section exclusivement dédiée aux jeunes. On voit alors que l'organisation autonome des jeunesses est soutenue fortement par la gauche et l'extrême-gauche de la section : face à Rossignol et Landrin, le projet Tanger est défendu successivement par le guesdiste Lerch, l'insurrectionnel Beaudouin (qui s'y est rallié après l'avoir durement critiqué en février 1908) et les vaillantistes Marchand et Le Page<sup>319</sup>. Néanmoins, le projet prévoit une mise sous tutelle des groupes de jeunesse : ces groupes ne disposeront pas des mêmes droits et, entre autres, leur représentation ne disposera pas du droit de vote au Conseil fédéral. Concernant l'affaire du Parti révolutionnaire, le journaliste de *La Guerre sociale* Miguel Almercyda tente d'abord de constituer une organisation de jeunesse, la Jeune Garde, dont le comité exécutif compte un socialiste : Lucien Everard, secrétaire du groupe de jeunesses de la

---

<sup>316</sup> AN F7 13071, dossier « Parti socialiste unifié. Fédération de la Seine, 1907 », p.16.

<sup>317</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 22/06/1907.

<sup>318</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 29/02/1908.

<sup>319</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/08/1908.



19<sup>ème</sup> section, preuve que la « normalisation » des jeunesses semble n'avoir été que partiellement réussie<sup>320</sup>.

Quoi qu'il en soit, les insurrectionnels tentent donc de se dégager progressivement de la discipline du Parti. En plus des quelques militants de la fraction insurrectionnelle actifs dans le débat sur la scission dont nous avons déjà parlé plus haut, les services de la Présidence du Conseil relèvent un réseau d'organisation clandestine des hervéistes, appuyé sur des correspondances privées entre Hervé et plusieurs militants<sup>321</sup>. Parmi ces correspondants, nous avons relevé trois militants de la Fédération de la Seine. Le premier est Joseph-Arthur Bodechon, né le 23 décembre 1873, exerçant le métier d'employé dans les grands magasins Dufayel puis de journaliste à *La Guerre sociale*. Le second, que nous connaissons, est Gustave Goldschild, né le 30 août 1864 à Paris, exerçant le métier de brodeur. Le troisième, dont le prénom n'est pas relevé, est le militant Kosciusko, de la Fédération syndicale des employés, qui s'était fait remarquer en juin 1910 pour avoir, lors d'une conférence publique, appelé les soldats à retourner leurs armes contre leurs officiers<sup>322</sup>. Au cours des années 1910-1911, la scission va se matérialiser avec le départ effectif d'un certain nombre de militants, nombre relativement important puisque nous avons relevé une baisse de 10% des effectifs de la Fédération entre janvier 1911 et janvier 1912. Aristide Jobert, dont nous avons vu la place centrale parmi les insurrectionnels de la Seine, sort lui-même du Parti en 1911<sup>323</sup>. L'année précédente, Gustave Goldschild avec douze de ses camarades avait publié dans *La Guerre sociale* une déclaration de démission collective, et l'on se rend compte de l'importance symbolique que peut avoir la rupture du secrétaire de l'une des principales sections de la Fédération<sup>324</sup>. Dans le même temps, il n'est pas étonnant de voir une section si divisée et agitée produire une scission somme toute relativement conséquente. La déclaration de démission justifie cet acte par le tour supposément électoraliste pris par le Parti et par son rôle dans la « mascarade » des retraites ouvrières et paysannes, événement que nous ne tarderons pas à évoquer.

---

<sup>320</sup> AN F7 13071, dossier « L'Action révolutionnaire en France, Mai 1911 », p.18.

<sup>321</sup> AN F7 13071, dossier « Société secrète révolutionnaire », sous-dossier « Correspondance », rapport du 22/06/1911.

<sup>322</sup> AN F7 13071, dossier « Société secrète révolutionnaire », sous-dossier « Notices », notices nominales Bodechon, Goldschild et Kosciusko.

<sup>323</sup> AN F7 13071, dossier « L'Action révolutionnaire en France, Mai 1911 », p.22.

<sup>324</sup> AN F7 13071, dossier « Groupes révolutionnaires dans la Seine », sous-dossier « XIXème arrondissement », rapport du 06/04/1910.

Les risques de scission deviennent une question sérieusement débattue dans le Parti, et plus particulièrement dans une Fédération de la Seine où les insurrectionnels représentent une force non-négligeable. Dans la 20<sup>ème</sup> section, l'assaut est mené conjointement par les guesdistes et par les allemanistes de La Bellevilloise qui veulent faire exclure les hervéistes, ou du moins leur interdire l'accès à la CAP, en les accusant d'être « un boulet pour le Parti »<sup>325</sup>. L'affrontement est particulièrement virulent à la séance du 21 mai 1909 : Vastrou, Reisz et Lerch critiquent l'indiscipline des insurrectionnels et leur antiparlementarisme, quand deux des concernés leur répondent qu'effectivement le Parti et les élus sont « inutiles »<sup>326</sup>. On comprend, à la lecture de telles invectives, que le niveau atteint par les tensions internes a pavé la voie aux volontés séparatistes : les relations entre militants sont en ce moment particulièrement mauvaises, au point d'en venir aux mains lors de plusieurs discussions. Les insurrectionnels vont être sauvés de l'exclusion grâce aux partisans de l'unité : ce sont ainsi Tanger, puis Rossignol et Landrin qui refusent de prôner l'exclusion de militants tant qu'ils ne se sont pas dressés contre le Parti<sup>327</sup>. On remarquera en passant que la section et le Fédération sont beaucoup moins prompts à réclamer la tête des insurrectionnels qu'ils ne l'avaient été à demander l'expulsion de Brousse et des possibilistes en plusieurs occasions.

Malheureusement pour Hervé et pour les scissionnistes, l'aventure du Parti révolutionnaire va tourner court, d'une part à cause des évolutions de la pensée hervéiste, d'autre part en raison des pressions extérieures. En mai 1910, Hervé se soumet aux décisions de la Fédération de l'Yonne, à majorité insurrectionnelle, dont il relève et qui condamne les tentatives d'organisation à l'extérieur du Parti. Le même mois de mai voit Hervé incarcéré en raison d'un virulent article, « L'Exemple de l'Apache », dans lequel il glorifiait l'acte d'un jeune anarchiste ayant tué deux policiers pour se venger d'une condamnation injuste<sup>328</sup>. A partir de là, il ne va cesser de réorienter ses positions vers la droite. La première quinzaine d'octobre est le théâtre d'une importante grève nationale des chemins de fer marquée par une collaboration exceptionnelle entre le Syndicat national du Chemin de fer, auquel participe Gaston

---

<sup>325</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 20/03/1909.

<sup>326</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 22/05/1909.

<sup>327</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapports du 20/03/1909 et du 20/03/1910.

<sup>328</sup> Guillaume Davranche, *op.cit.*, p.91.

Renaudel, le frère du futur militant de la Fédération de la Seine et député Pierre Renaudel, et le Parti socialiste<sup>329</sup>. Pourtant, la grève est un échec à cause de l'attitude retorse du ministère Briand, qui décide d'utiliser l'armée et les menaces de révocation pour la briser ; déçu, Gustave Hervé se met à douter de la possibilité d'une révolution par l'intermédiaire de la grève générale. D'autant plus qu'une autre expérience vient rebattre les cartes : au Portugal, la monarchie a été renversée grâce à une alliance entre les républicains et une fraction de l'armée. Hervé révisé en conséquence sa doctrine : faisant ses adieux à l'antimilitarisme anarchisant de ses débuts, il se met à prôner le « militarisme révolutionnaire », c'est-à-dire la conquête de l'armée par le Parti révolutionnaire au moyen de l'acquisition de postes d'officiers ou de sous-officiers. Il affiche dorénavant un parti pris ouvertement blanquiste de minorité insurrectionnelle et de prise de pouvoir afin d'établir une dictature centralisée et militarisée<sup>330</sup>. Inutile de préciser que cette bifurcation idéologique échaude très rapidement les alliés anarchistes, syndicalistes et libertaires d'Hervé : c'est à cette même période que s'est fondée une Fédération révolutionnaire communiste, petite organisation libertaire d'extrême-gauche, dégagée de l'influence de *La Guerre sociale* qui affiche pourtant des ventes exceptionnelles<sup>331</sup>. Fin 1911, Hervé entame une campagne permanente pour le « désarmement des haines » entre PS et CGT : la succession d'évènements réactionnaires dans les mois précédents et la montée des tensions à l'échelle internationale le portent à penser que la priorité du moment n'est plus de préparer l'insurrection mais de s'opposer coûte que coûte aux remontées de l'esprit nationaliste et de créer un front contre la guerre regroupant le mouvement ouvrier et la gauche radicale<sup>332</sup>.

L'échec du Parti révolutionnaire, qu'Hervé finit par abandonner, et le changement de point de vue de ce dernier, qui se rapproche de plus en plus de la droite « blocarde » du Parti vont contribuer à la décomposition future des gauches du Parti. Le moment n'est pas encore venu mais les évolutions commencent à se faire sentir de sorte que l'année 1912 sera marquée par une baisse partielle des tensions internes et une fortification du Parti. La question se pose alors de savoir pourquoi une telle crise a

---

<sup>329</sup> Ibid, p.114-124.

<sup>330</sup> Ibid, p.130-131.

<sup>331</sup> Ibid, p.136.

<sup>332</sup> Ibid, p.182-183.

secoué la Fédération en 1909-1911 alors que 1908 et la synthèse de Toulouse semblaient avoir réglé bien des problèmes internes. Mais surtout, il faut se demander surtout pourquoi le règlement de cette question s'est fait de manière si progressive et avec, force est de le constater, bien peu de pertes.

## B. La Fédération socialiste de la Seine comme pôle central de la politique socialiste révolutionnaire.

Lors du Congrès de Saint-Etienne, tenu en 1909, Gustave Hervé, au nom de ses amis qui représentaient alors « la majorité dans la Seine », s'est affronté de manière particulièrement virulente, dans une controverse très agitée contre les guesdistes et la Fédération du Nord, accusée de se transformer en « fédération radicale-socialiste »<sup>333</sup>. Il a alors exprimé une conception largement partagée dans la Fédération de la Seine, celle de former une véritable avant-garde du socialisme national dont le but serait de donner une ligne véritablement révolutionnaire au Parti<sup>334</sup>. Il y a un conflit culturel entre cette Fédération insurrectionnelle – ouvriériste, peu portée sur la théorie, et fédéraliste, au sein de laquelle convergent les héritages extrémistes du blanquisme et de l'allemanisme – et la grande Fédération du Nord, sous la tutelle des intellectuels guesdistes, parlementaires, doctrinaires et centralistes. Les événements du début des années 1910 vont contribuer à renforcer cet avant-gardisme et cette sensibilité révolutionnaire au sein de la Fédération ainsi qu'à nourrir l'agitation perpétuelle qui anime son action.

Quatre grands événements vont marquer cette courte période charnière dans l'histoire du socialisme français : les grèves des PTT de mars-mai 1909, l'affaire Ferrer de septembre-octobre 1909, le vote de la loi des Retraites ouvrières et paysannes en avril 1910. De la quatrième, la grève générale des Chemins de fer d'octobre 1910, nous reparlerons plus tard.

Le premier est un événement majeur pour tout le mouvement ouvrier français : il va porter sur le devant de la scène la question de la syndicalisation des fonctionnaires (qui restera à l'agenda du Parti socialiste jusque dans l'entre-deux-guerres), il va amorcer une période de trouble dans la CGT et produire également le terreau pour la crise de la Fédération de la Seine. En 1909, le droit syndical pour les fonctionnaires des postes n'existe pas, mais une organisation est tolérée sous la forme de l'Association générale des PTT. Le 12 mars de la même année, cette dernière décide d'organiser une grève nationale à des fins corporatives mais l'affrontement avec le ministère Clemenceau – qui fait preuve comme à son habitude de fermeté voire de brutalité –

---

<sup>333</sup> Compte-rendu sténographique du 6<sup>ème</sup> Congrès national du Parti socialiste SFIO tenu à Saint-Etienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909, p.79-80.

<sup>334</sup> Jean-Louis Robert, *op.cit.*, p.152.

pousse à sa radicalisation et à l'adoption du mot d'ordre politique de démission du sous-secrétaire d'Etat aux PTT. La grande dureté de la grève et l'impopularité grandissante de Clemenceau conduisent ce dernier à céder sur les revendications initiales de l'Association générale. Un grand espoir s'empare des militants socialistes et syndicalistes, l'espoir de pouvoir vaincre un Clemenceau qui représente de plus en plus à leurs yeux l'orientation conservatrice prise par les radicaux. Plusieurs militants socialistes de la Fédération participent à l'animation de cette grève. Jean-Louis Chastanet, né le 19 novembre 1882 en Corrèze, est employé des PTT, militant socialiste insurrectionnel et syndicaliste révolutionnaire : il est délégué pour la fraction hervéiste de la Seine aux congrès nationaux de Saint-Etienne et de Nîmes, et participe aux activités fractionnelles préparant la scission du Parti révolutionnaire avant de se désister<sup>335</sup>. Frédéric Subra, né le 11 janvier 1861 en Ariège, s'était lui aussi fait remarquer dans un congrès fédéral de la Seine, en décembre 1905, en proposant une motion d'inspiration syndicaliste condamnant les candidats radicaux ayant approuvé l'action de Clemenceau contre les Bourses du travail et contre le syndicalisme révolutionnaire<sup>336</sup>. Charles Le Gléo, né le 9 octobre 1879 dans le Finistère, est l'un des dirigeants de l'Association générale, condamné à la suite de ces événements pour faits de grèves et manifestation<sup>337</sup>. En effet, la grève dégénère et commence à s'effilocher après que Clemenceau a révoqué et fait condamner les meneurs du mouvement. La CGT n'appelle que tardivement à la grève générale et subit un échec. Deux dynamiques ressortent de cet épisode : d'une part, la base du mouvement ouvrier connaît un processus de radicalisation, comme le prouve l'évolution de la grève initiale vers des objectifs politiques, et, d'autre part, le « réformiste » Louis Niel, secrétaire général de la CGT, est contraint à la démission eu égard à la véritable défaite subie par la confédération. Il est remplacé par le syndicaliste révolutionnaire Léon Jouhaux. Il faut attendre juillet pour que le gouvernement Clemenceau, épuisé, soit renversé.

L'autre grand événement de l'année 1909 est la double manifestation pour Francisco Ferrer des 13 et 17 octobre. Ferrer est un pédagogue libertaire catalan, injustement arrêté et incarcéré sous l'accusation d'avoir fomenté des émeutes

---

<sup>335</sup> *L'Humanité* du 05/04/1909, p.2, et du 31/01/1910, p.3.

<sup>336</sup> *L'Humanité* du 22/12/1905, p.3.

<sup>337</sup> Notice « LE GLEO Charles, Gabriel dit Aegel Karl » du Dictionnaire biographique Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Nathalie Viet-Depaule [consultée en ligne].

anarchistes. Le mois de juillet avait vu de nombreuses manifestations parcourir l'Espagne contre la guerre coloniale au Maroc, lesquelles manifestations furent réprimées avec une grande violence au cours de la « Semaine sanglante ». Malgré la très importante campagne internationale pour sa libération, regroupant un large bloc en France allant des anarchistes aux radicaux et contribuant à le faire connaître massivement, Ferrer est exécuté, à la suite d'un pseudo-procès, au matin du 13 octobre. Le soir même, à Paris, une gigantesque manifestation émeutière se produit aux abords de l'ambassade d'Espagne : une violence sans nom se déchaîne de la part des manifestants comme de celle des policiers. Le Préfet Lépine est éraflé par une balle de revolver et l'un de ses agents est abattu, tandis que Vaillant et Jaurès sont molestés par la police<sup>338</sup>.

La Fédération de la Seine ne pouvait laisser passer une si belle opportunité : pour rappeler son rôle d'avant-garde autoproclamée, elle devait produire un évènement encore plus marquant que les émeutes des libertaires et apporter un démenti au Parti qui lui reproche si souvent de ne pas savoir agir quand il le faut. Le 16 octobre, *L'Humanité* publie à la une un appel à manifester signé par la Fédération de la Seine, mais il s'agit d'une « démonstration » comme on n'en n'a alors jamais vu en France : la Fédération propose d'initier une manifestation pacifique, le dimanche 17, en plein après-midi, sur les modèles belges ou britanniques, afin de sauver de la répression au moins les militants incarcérés aux côtés de Ferrer<sup>339</sup>. L'évènement est un succès, avec plus de cent mille participants<sup>340</sup>. Même *La Guerre sociale* et certains groupes anarchistes avaient appelé à y participer en respectant la demande d'un rassemblement pacifique. Assurément, au vu de l'impact symbolique d'un tel évènement, l'image de la Fédération parmi les classes populaires parisiennes doit en ressortir rehaussée : elle a réussi à mobiliser une foule gigantesque mais disciplinée, à faire preuve de combativité sans pour autant basculer dans l'attitude émeutière, à mener une action pleinement unitaire avec l'extrême-gauche libertaire et les syndicalistes qui pourtant ne juraient que par leur indépendance vis-à-vis du PS.

Le congrès fédéral d'avril 1909 avait déjà marqué une telle radicalisation de la base socialiste. En effet, la motion déposée par les insurrectionnels au sujet de l'attitude

---

<sup>338</sup> Guillaume Davranche, *op.cit.*, p.68-73.

<sup>339</sup> *L'Humanité* du 16/10/1909, p.1.

<sup>340</sup> *L'Humanité* du 17/10/1909, p.2.

à tenir dans les élections avait été votée à 49%, soit 138 voix sur 280. Elle assimile intégralement les radicaux aux réactionnaires et considère qu'en conséquence la discipline républicaine ne peut plus être appliquée : il ne doit y avoir aucun désistement au second tour et cela doit être annoncé avant même le premier tour. L'utilisation purement propagandiste des élections et la nécessité de la violence révolutionnaire pour prendre le pouvoir sont réaffirmées. L'extrême-gauche a donc réussi à faire triompher ses thèses auprès de presque la moitié de la Fédération. Encore faut-il s'intéresser aux deux motions qui lui étaient opposées. La motion de la « direction » a pris une forme relativement radicale elle aussi : au lieu de revendiquer la discipline républicaine, elle rappelle la vieille stratégie allemaniste de retrait des candidatures au second tour sans consigne de vote sauf quand le candidat socialiste est arrivé en première ou deuxième position et, petite innovation, là où un accroissement de voix est possible pour le candidat socialiste sans avoir à faire de concession aux autres candidats de gauche ou de droite, ni d'atténuation du discours. La motion demande également à ce que le Conseil fédéral précise quelles seront les circonscriptions dans lesquelles les candidats n'ayant aucune chance de gagner seront maintenus, uniquement dans le but de faire perdre un candidat radical ou républicain-socialiste en particulier. Comparativement aux positions généralement défendues par la majorité, on a là un virage sur la gauche assez net qui, sans assimiler gauche républicaine et droite réactionnaire, suppose quand même que les socialistes n'ont pas de devoir particulier vis-à-vis des autres candidats de gauche. Cette motion remporte 105 voix et on notera, preuve de plus d'une empreinte de la gauche du Parti, qu'au cours de la discussion, elle est exclusivement défendue par des socialistes syndicalistes (Besombes, Poli, Tarbouriech, Lafont, Dormoy, Morizet), à l'exception de Vaillant. Les 37 voix restantes reviennent à la motion guesdiste qui ne précise pas d'attitude à tenir au second tour et propose de laisser cette question à la discrétion du Conseil fédéral. Cela fait que les insurrectionnels se retrouvent avec vingt délégués sur les quarante de la Fédération ; on relèvera qu'Edgar Longuet, médecin, pourtant guesdiste bien connu de la Fédération, frère de Jean Longuet, est élu délégué sur la liste insurrectionnelle, preuve d'une certaine influence des insurrectionnels au-delà de leur monde habituel<sup>341</sup>. Les débats se sont avérés particulièrement confus et agités, avec une hostilité très forte et un manque flagrant de camaraderie entre les militants, comme le

---

<sup>341</sup> *L'Humanité* du 05/04/1909, p.2.



relèvera Dubreuilh deux mois plus tard<sup>342</sup>. Qui plus est, le décalage avec l'opinion générale du Parti est frappant : le congrès national de 1909 ne donne que 51 voix à la motion insurrectionnelle, soit environ 15%, et les délégués de la Seine comptent en fait pour un peu plus de 40% des délégués ayant voté cette motion<sup>343</sup>.

Intervenant au Congrès de Saint-Etienne, Hervé relève que la période est profondément marquée par le développement d'un puissant antiparlementarisme, pour lequel il reconnaît en partie sa responsabilité mais qui tire essentiellement son origine des trahisons du Parti radical et d'Aristide Briand<sup>344</sup>. Or, après la chute de Clemenceau en juillet, c'est Aristide Briand, le « renégat » du socialisme, qui devient Président de Conseil. Il représente une autre pratique que celle de Clemenceau : aux méthodes brutales de ce dernier va succéder une volonté d'amadouer les milieux socialistes et syndicalistes. Il est vrai que Briand a des liens d'amitié avec plusieurs députés socialistes issus du PSF et a conservé des contacts de l'époque où il était l'avocat des syndicalistes révolutionnaires et où il défendait la grève générale. Par exemple, c'est sûrement grâce à lui, et à sa volonté d'une gestion plus fluide des mouvements sociaux, que la Fédération de la Seine peut défilier dans le calme le 17 octobre. La méfiance que suscite néanmoins le « renégat » dans les milieux de l'extrême-gauche contribue encore à alimenter l'hostilité aux élections et au régime parlementaire. La situation interne de la Fédération va particulièrement s'envenimer au cours de l'année 1910.

Le Congrès fédéral, qui s'ouvre en janvier, s'avère relativement long en raison du grand nombre de questions à discuter : tactique électorale, coopération, loi sur les retraites, lutte contre la guerre. L'aile d'extrême-gauche de la Fédération parvient à imposer que les délégués soient élus à la proportionnelle en fonction des positions sur la question électorale<sup>345</sup>. Sur la question électorale, justement, les partisans du maintien systématique au second tour se retrouvent divisés en deux groupes. Jobert et ses amis défendent la motion insurrectionnelle classique qui accuse le parlementarisme d'être une duperie, qui estime que le scrutin proportionnel ne changera rien et que les seules réformes valables sont celles arrachées par le mouvement extraparlémentaire des

---

<sup>342</sup> *L'Humanité* du 25/06/1909, « Congrès d'organisation », p.1.

<sup>343</sup> Compte-rendu sténographique du 6<sup>ème</sup> Congrès national du Parti socialiste SFIO tenu à Saint-Etienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909, p.596.

<sup>344</sup> Compte-rendu sténographique du 6<sup>ème</sup> Congrès national du Parti socialiste SFIO tenu à Saint-Etienne les 11, 12, 13 et 14 avril 1909, p.362-363.

<sup>345</sup> *L'Humanité* du 17/01/1910, p.1.

syndicats. Mais un autre groupe s'est formé qui défend le maintien systématique autour d'un certain Ducreux, issu de la 9<sup>ème</sup> section. Cette seconde motion est un peu une forme atténuée de la motion insurrectionnelle : l'action révolutionnaire ne peut se limiter au champ parlementaire et électoral mais ne doit pas non plus l'exclure ; les campagnes électorales ne doivent pas voir pour objectif premier de faire élire des députés mais de faire de la propagande purement socialiste<sup>346</sup>. Ducreux annonce que son objectif est de réunir tous les partisans non-insurrectionnels du maintien : cette tactique permettra l'épuration du Parti en faisant fuir ceux qui refusent de mener une propagande exclusivement collectiviste ; les élus socialistes n'en seront que plus fermement dotés d'une conscience révolutionnaire. Il refuse l'idée d'une neutralité des socialistes entre la République et la réaction, mais considère que tous les candidats des « partis bourgeois » sont aussi conservateurs les uns que les autres<sup>347</sup>. De plus, Edgar Longuet, dont nous avons relevé qu'il s'était aligné sur la motion insurrectionnelle l'année précédente, défend cette fois-ci la motion guesdiste, déposée par la section d'Alfortville, motion dont nous avons déjà évoqué le contenu et qui accepte le principe de maintien systématique. Le score des deux motions (celle des insurrectionnels et celle de Ducreux) pour le maintien sont respectivement de 65 et 46 voix, soit ensemble environ 37,5% des suffrages. Par contre, la motion guesdiste a augmenté son résultat de 13,2 à 20,4%, et il semble qu'une partie des militants favorables au maintien se soit finalement reportée sur elle<sup>348</sup>.

La discussion sur la coopération est agitée et donne lieu à une passe d'armes entre Gaston Lévy et le journaliste guesdiste Bernard Manier. Le premier défend la motion Aubriot-Héliès, qui estime que le devoir du PS est de défendre les coopératives tout en leur laissant la plus stricte liberté d'action. Le second estime au contraire qu'une coopérative ne peut être appuyée par le Parti que si elle participe à son financement et à sa propagande. Les répliques sont peu amènes, agressives : Lévy accuse Manier d'être « guesdiste » (ce qui est effectivement le cas) et d'avoir en conséquence une vision « mesquine » de la coopération, Manier lui répond en l'accusant de n'être qu'un sectaire cherchant à ranimer les vieilles tendances et de vouloir subordonner comme les

---

<sup>346</sup> *L'Humanité* du 24/01/1910, p.3.

<sup>347</sup> *L'Humanité* du 28/01/1910, p.3.

<sup>348</sup> *L'Humanité* du 31/01/1910, p.3.

syndicalistes le Parti aux organes économiques<sup>349</sup>. On remarquera que le socialiste ouvrier Lévy se retrouve donc sur une même motion avec les « réformistes » Paul Aubriot et Louis Héliers. L'inspiration allemaniste générale de la motion, qui donne à l'organisation économique des travailleurs une place au moins égale, si ce n'est supérieure, à l'organisation politique, ne fait aucun doute : elle est majoritaire à 72%, et encore les guesdistes ne s'opposent-ils pas véritablement au développement des coopératives. Quant à la question de l'arbitrage international et du désarmement général, les insurrectionnels forment une minorité qui rejette l'arbitrage : à leurs yeux, le tribunal international de La Haye n'est qu'une comédie, et seule la révolution et la grève générale peuvent imposer la paix. La motion majoritaire présente la ligne officielle de l'Internationale, qui doit être un outil de propagande pour la paix et l'éducation pacifiste, en obligeant les gouvernements à se soumettre à l'arbitrage, en préparant le désarmement simultané et la création d'armées de milices<sup>350</sup>. Elle est approuvée à 69%.

Parmi les quatre grands évènements annoncés plus haut, le troisième est la question des retraites, dont le traitement s'avère tout aussi agité. Dès novembre 1909, le ministre du Travail, le socialiste indépendant René Viviani, a déposé un projet de loi tendant à créer un régime public de retraites dites « ouvrières et paysannes », désignées par le sigle R.O.P. Le système prévu fonctionne par capitalisation : le capital est constitué progressivement par des cotisations ouvrières, patronales et une allocation de l'Etat, puis il est investi dans des prêts aux pouvoirs publics ou dans des obligations d'Etat et peut être liquidé à partir de 65 ans. Le montant de la cotisation mensuelle ouvrière est de 9 francs, soit un peu plus de 7% du salaire d'un ouvrier qualifié parisien tel qu'un mécanicien (qui touche entre 125 et 150 francs par mois). Il s'agit d'une cotisation relativement élevée et l'âge de départ est tel qu'il est atteint en réalité par très peu d'ouvriers. Cela conduit par exemple Jules Guesde à parler de « retraite pour les morts ». Car effectivement, au niveau national, la loi suscite une franche opposition chez de très nombreux militants socialistes et syndicalistes. La CGT a toujours défendu l'idée d'un système d'assurances sociales comprenant une branche retraites mais elle y pose un certain nombre de conditions : elle n'acceptera la loi que si celle-ci prévoit un

---

<sup>349</sup> *L'Humanité* du 25/01/1910, p.3, du 26/01/1910, p.3, et du 27/01/1910, p3.

<sup>350</sup> *L'Humanité* du 29/01/1910, p.3.

régime par répartition, avec une forte contribution de l'Etat<sup>351</sup>, et une gestion ouvrière des caisses de retraite. S'y ajoute la volonté de réduire l'âge de départ à la retraite pour que les ouvriers et employés puissent véritablement en profiter. Le 5 avril 1910, la loi sera votée à l'unanimité par la Chambre des députés, moins une voix : celle de Jules Guesde. La question de l'attitude à tenir face aux R.O.P. se présente donc au Congrès fédéral, malgré la volonté des parlementaires d'évacuer le sujet car ils savent que leur attitude conciliante avec le gouvernement sur ce point déplaît aux militants.

Quatre motions sont déposées<sup>352</sup>. La première, défendue par Pierre Renaudel, l'un des plus proches collaborateurs de Jaurès à *L'Humanité*, et par Albert Tanager, note que la loi proposée est un progrès, certes insuffisant, mais un progrès quand même. Au lieu de la rejeter, les élus doivent en faire approuver le principe quitte à l'améliorer plus tard, la tirer le plus loin possible vers un régime assurantiel complet : augmentation de la part par répartition, contrôle ouvrier sur les caisses, investissement à vocation sociale plutôt que pour le profit individuel. En réponse, les motions d'inspiration nettement syndicalistes se multiplient. Les insurrectionnels, à travers leur texte (c'est-à-dire la deuxième motion), prennent à partie les élus du groupe parlementaire qui ont grandement soutenu le gouvernement sur cette loi et veulent les obliger à voter contre, quitte à leur faire subir des mesures disciplinaires, tout en caractérisant la loi comme une manœuvre de la bourgeoisie pour corrompre la classe ouvrière. Une troisième motion, déposée par Eugène Fiancette, un lieutenant de l'ex-secrétaire général de la CGT Victor Griffuelhes, estime nécessaire une loi sur les retraites mais rejette toutes les dispositions concrètes de la loi R.O.P. et invite les élus à voter contre sans pour autant les y obliger. La dernière motion ne se place pas tout à fait sur le même plan puisqu'elle n'accorde qu'une place minimale au vote des élus. Déposée par le socialiste ouvrier Pierre Dormoy, elle refuse de dicter leur attitude aux élus mais considère que ces derniers ne devraient pas prendre le risque de s'éloigner de la CGT : le vote des élus n'aurait de toutes manières aucune importance puisque, même sans les voix socialistes ou en cas d'obstruction parlementaire, la loi serait quand même votée. La véritable priorité est de renforcer l'entente avec la CGT et, pour cela, de montrer que le PS la soutient

---

<sup>351</sup> Cela peut paraître étrange de la part de syndicalistes révolutionnaires qui revendiquent leur indépendance vis-à-vis de l'Etat, mais il s'agit en fait d'alimenter les caisses à partir de l'impôt – qui touche majoritairement les foyers fiscaux les plus riches et permet donc une forme de redistribution – plutôt qu'à partir de cotisations ouvrières.

<sup>352</sup> *L'Humanité* du 26/01/1910, p.3.

véritablement, car l'action socialiste devrait d'abord se faire sur le terrain extraparlémentaire : il faut rejeter la loi au profit d'un système complet d'assurances sociales qui sera défendu dans une campagne nationale aux côtés de la CGT, et renforcer la subordination des élus à l'administration du Parti<sup>353</sup>. A ces trois motions oppositionnelles, s'ajoute une motion déposée *in extremis* par la 13<sup>ème</sup> section pour que la PS s'aligne intégralement sur l'attitude de la CGT. La motion Dormoy et celle du 13<sup>ème</sup> sont spécifiques en ce qu'elles proposent une véritable communauté d'action du PS et de la CGT, qu'elles se placent sur un terrain extraparlémentaire mais non antiparlémentaire : il y a peut-être là l'expression la plus pure du courant proprement syndicaliste-révolutionnaire du Parti, d'autant que la 13<sup>ème</sup> section est toujours le fief de Gaston Lévy et que l'on a évoqué les liens de Dormoy avec l'idéologie syndicaliste. Ces deux dernières motions ne recueillent que, respectivement, 7 et 13 voix, soit ensemble 7% des suffrages environ. La motion Méric, des insurrectionnels, orientée spécifiquement contre les parlementaires, obtient 74 voix et 27% des suffrages, contre 81 voix et 30% pour la motion Fiancette, qui cherche vraisemblablement à limiter les accusations à l'encontre des élus tout en affirmant une opposition à la loi. Finalement, la motion Renaudel recueille 99 voix et 36% des suffrages. Avec 64%, les opposants à la loi sont nettement majoritaires et imposent un camouflet aux élus du Parti, de la Fédération et à sa direction parlementaire : cet événement montre les attaches profondes qui existent entre la Fédération et les syndicats, l'alignement partiel d'une Fédération nourrie d'allemanisme et de blanquisme sur les attitudes de la CGT, dans le cadre d'une convergence des différents courants de gauche. Cette convergence prend quelques fois un tour ironique : ainsi, Sierra, le docteur Musy, Barthélémy Mayéras et Séraphin Graziani, plutôt marqués par le socialisme insurrectionnel, protestent contre le fait que certains élus socialistes aient refusé de voter pour Guesde, candidat du groupe, à la présidence de la Chambre des députés, à la suite des élections de 1910<sup>354</sup>. Il est assez caractéristique de voir que les délégués approuvent la protestation à l'unanimité, malgré la ferme opposition de Gustave Rouanet à cette attitude<sup>355</sup>.

---

<sup>353</sup> *L'Humanité* du 26/01/1910, p.3, du 30/01/1910, p.3, et du 31/01/1910, p3.

<sup>354</sup> Sur les soixante-quinze députés socialistes, seuls quarante ont voté pour Guesde au premier tour et cinquante au second. Cf. *L'Humanité* du 11/01/1911, p.1.

<sup>355</sup> *L'Humanité* du 16/01/1911, p1.

### C. La Fédération entre élections et luttes de classes : organiser l'unité d'action.

Le premier tour des élections législatives de 1910 a lieu dix-neuf jours seulement après le vote de la loi sur les retraites. Pour les socialistes de la Seine, la situation est loin d'être excellente. Comme relevé plus haut, un mépris profond s'est insinué entre élus et militants alors que, qui plus est, la rumeur court dans la CGT, insinuant que la direction parlementaire du Parti socialiste – et en premier lieu, Jaurès et ses amis – auraient pour le nouveau gouvernement Briand les yeux de Chimène<sup>356</sup>. Briand ne fut-il pas lancé en politique par Jaurès lui-même ? René Viviani, son ministre du Travail, n'a-t'il pas été l'un des principaux collaborateurs du député du Tarn du temps du PSF ? Vraisemblablement, les militants syndicalistes ne sont pas les seuls à croire en ces bruits de couloir. Le 31 octobre 1909, le Conseil national du PSU avait voté à la majorité de 52 voix, contre 45, pour une motion condamnant très durement le ministère Briand comme un vulgaire réagencement du ministère Clemenceau. On relèvera que cette motion inspirée de l'esprit anti-ministérielle est portée au CN par la Fédération de la Seine et plus particulièrement par deux militants à la confluence du guesdisme et du socialisme insurrectionnel, Edgar Longuet et Paul Poncet, et par le militant socialiste syndicaliste Pierre Dormoy<sup>357</sup>. Dans la population ouvrière et les milieux militants, l'atmosphère devient saturée d'hostilité ouverte envers les élus et de pessimisme, de déception. De ce point de vue, la situation ne s'est pas améliorée depuis 1908 : les militants les plus combattifs préfèrent toujours la CGT au PS, lequel est en train littéralement de se vider de son élément ouvrier au grand dam de Dubreuilh et de voir le courant antiparlementaire gonfler perpétuellement<sup>358</sup>. Pis encore, les députés socialistes, en fin de législature, s'octroient par un vote – avec les députés des autres groupes parlementaires – une hausse de leurs appointement jusqu'à quinze mille francs, ce qui leur vaut le sobriquet de « Q.M. ». Voilà encore de quoi renforcer l'antiparlementarisme populaire.

Cette sensibilité se cristallise publiquement sur la scène politique grâce au Comité antiparlementaire, le 15 janvier 1910 autour du dessinateur satirique attitré de la

---

<sup>356</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 21/08/1909.

<sup>357</sup> *L'Humanité* du 02/11/1909, p.2.

<sup>358</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 13/03/1908 et 13/05/1908.

CGT, Jules Grandjouan<sup>359</sup>. Ce comité regroupe des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires et des militants autonomes gravitant autour de *La Guerre sociale*, sans qu'aucun socialiste insurrectionnel ne s'y implique véritablement. Tactique on ne peut plus originale pour des anarchistes, le Comité décide de présenter des candidats abstentionnistes dans une campagne centralisée lors des élections : aux électeurs, les affiches proclament qu'il ne faut pas faire confiance aux politiciens mais plutôt s'organiser de façon autonome dans les syndicats. Les résultats du Comité sont importants au point que sa campagne a représenté une nuisance pour la campagne électorale des socialistes qui se sont vus contestés dans le monde ouvrier : il est directement responsable de la défaite d'Allemane dans le XI<sup>ème</sup> arrondissement et de la perte d'influence de Gustave Rouanet dans le XVIII<sup>ème</sup> arrondissement<sup>360</sup>. Inutile de dire que cet environnement accélère la dégradation des relations entre militants : les hervéistes, déjà engagés sur la voie séparatiste, sont critiqués à cause de l'attitude de leurs « amis » libertaires qui prennent du plaisir à défaire les députés socialistes, quand ils ne sont pas accusés de vouloir directement la défaite des candidats socialistes, avec raison si l'on en croit les discours de Jobert<sup>361</sup>.

Les candidatures présentées par la Fédération aux législatives sont elles-mêmes assez évocatrices : parmi les trente-cinq candidats n'étant pas députés sortants, on ne compte pas moins de sept insurrectionnels et de cinq guesdistes, soit à peu près un tiers de ces nouveaux candidats qui sont issus d'une faction de gauche<sup>362</sup>. Dans le même ordre d'idée, le parti d'origine des candidats est révélateur : si les anciens membres du POF sont dix parmi les candidats de 1908 et douze parmi ceux de 1914, ils ne comptent que pour six candidats en 1910 alors qu'inversement les anciens du POSR qui n'étaient que six en 1908, ne seront que sept en 1914 et quand même occupent onze candidatures en 1910. On connaît les liens historiques et dogmatiques qui unissent les insurrectionnels avec le fonds doctrinal allemaniste : il apparaît donc, clairement, dans cette composition une preuve de l'influence qu'a eu ce tournant de la gauche même dans la sélection des candidatures. Encore doit-on rappeler que le fait d'être un ancien membre du POF ne fait pas immédiatement du candidat un guesdiste pur, en particulier

---

<sup>359</sup> Guillaume Davranche, *op.cit.*, p.99.

<sup>360</sup> AN F7 13071, dossier « L'Action révolutionnaire en France, Mai 1911 », p.20.

<sup>361</sup> *L'Humanité* du 31/01/1910, p.3.

<sup>362</sup> *L'Humanité* de 24/04/1910, p.1.

depuis que la tendance insurrectionnelle a attiré à elle les éléments les plus dynamiques des anciens courants de gauche. Par exemple, le docteur Musy, candidat dans le XII<sup>ème</sup> arrondissement, est un ancien membre du POF mais il est en fait représentant du socialisme insurrectionnel<sup>363</sup>, et l'on pourrait dire la même chose de Paul Poncet, également candidat, dans le II<sup>ème</sup> arrondissement, qui se situe aussi à la frontière entre guesdisme et hervéisme.

Il faut également préciser que tous les députés sortants ne sont pas reconduits à leur poste. Deux vieux blanquistes, Emmanuel Chauvière du XV<sup>ème</sup> arrondissement et Jules Coutant d'Ivry, ont en effet rompu avec le Parti. Coutant a choisi cette rupture volontairement avec le Parti, après avoir mené une campagne de calomnie contre Eugène Thomas, le maire socialiste du Kremlin-Bicêtre, la municipalité socialiste d'Ivry et Jean Martin, le secrétaire guesdiste de la section d'Ivry<sup>364</sup>. C'est ce dernier qui mène campagne au nom de la SFIO en 1910. Le cas Chauvière est un peu plus compliqué : son statut n'est pas clair. Pour Lavaud, Chauvière a été exclu du Parti suite à des retards trop importants dans le versement de ses cotisations et, de plus, le Conseil fédéral a voté à l'unanimité une motion critiquant l'attitude politique du député sortant (dont on se rappelle qu'il avait signé la déclaration possibiliste de 1908)<sup>365</sup>. La direction nationale du Parti tente pourtant de limiter cette mise à l'écart en arguant du délai demandé au Congrès national par Chauvière<sup>366</sup>. De même, à la 20<sup>ème</sup> section, Vaillant fait prendre connaissance aux militants que Chauvière l'a contacté pour demander qu'on fasse preuve d'indulgence à son égard, et Vaillant intercède en sa faveur<sup>367</sup>. Face à lui, la Fédération se montre pourtant ferme, Lavaud démontrant encore une fois une volonté de respecter strictement les statuts : elle présente alors dans la deuxième circonscription du XV<sup>ème</sup> arrondissement l'insurrectionnel Boucheron. Entre les deux tours, la Fédération se montre néanmoins plus souple en acceptant d'appeler à voter pour Chauvière, sous l'influence de Vaillant et de Sembat, alors que les statuts interdisent d'appeler à voter en

---

<sup>363</sup> *L'Humanité* du 05/04/1909, p.2.

<sup>364</sup> *L'Humanité* du 04/12/1907, p.3, et du 03/04/1909, p.3 « La Situation politique à Ivry ».

<sup>365</sup> *L'Humanité* du 06/01/1910, p.3.

<sup>366</sup> Compte-rendu sténographique du 7<sup>ème</sup> Congrès national tenu à Nîmes les 6, 7, 8 et 9 février 1910, p.508-509.

<sup>367</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/04/1910.



faveur d'un socialiste indépendant. De plus, cette décision est critiquée par plusieurs militants voyant une manœuvre risquée car alimentant l'antiparlementarisme<sup>368</sup>.

C'est entre les deux tours justement qu'un certain décalage se fait jour entre la masse militante et ce qu'il faut bien appeler l'appareil de la Fédération. Même si nous avons vu qu'il existait une majorité potentielle pour un maintien des candidats au second tour de scrutin, le Conseil fédéral du 27 avril va en décider différemment. On relèvera déjà ce changement d'attitude envers Emmanuel Chauvière, qui se retrouve finalement légitimé par l'organisation dont il est théoriquement exclu. Le Conseil rejette les deux positions électorales extrêmes : successivement le maintien systématique au second tour puis le retrait motivé des candidatures. Il adopte à la place la position qui était celle du courant socialiste syndicaliste et l'ancienne position allemaniste : le retrait pur et simple des candidatures, sans application de la discipline républicaine, et avec maintien des candidats ayant une possibilité de l'emporter<sup>369</sup>. Il faut noter que cela démontre l'ancrage de cette Fédération à la gauche du Parti, d'abord en raison des influences historiquement allemanistes et blanquistes de la Fédération qui marquent les militants, ensuite parce qu'il s'agit aussi pour les dirigeants de la Fédération d'empêcher une scission des insurrectionnels en montrant une politique suffisamment « révolutionnaire ».

C'est certainement dans cette optique-là que se fait le changement de secrétaire fédéral à la suite des élections. En effet, Jean-Baptiste Lavaud est élu député du XI<sup>ème</sup> arrondissement<sup>370</sup>, et, conformément aux statuts de la Fédération, il ne peut plus exercer sa fonction au secrétariat. Vaillant, qui tient toujours son rôle de gardien de l'unité du Parti sur la gauche, recherche quelqu'un à même de prendre la tête de la Fédération qui aurait suffisamment d'ancrage dans le syndicalisme révolutionnaire pour fortifier l'action du Parti sur le terrain et réduire les tensions scissionnistes des insurrectionnels. Cette figure sera l'employé de la préfecture de Paris Pierre Dormoy. Né sous le nom de Pierre Parenthou, il a grandi en milieu « marxiste », fréquentant assidument les familles Lafargue et Longuet et, de son propre aveu, développant un « marxisme lafarguiste », c'est-à-dire teinté d'esprit libertaire, renforcé par sa rencontre avec des militants anarchistes. Très jeune admirateur de Georges Sorel et de son révisionnisme

---

<sup>368</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/04/1910, et *L'Humanité* du 17/01/1910, p.1.

<sup>369</sup> *L'Humanité* du 01/05/1910, p.3.

<sup>370</sup> *L'Humanité* du 08/05/1910, p.1.

« révolutionnaire », il s'inscrit dans la petite tendance syndicaliste du POF et fait découvrir Sorel au futur syndicaliste révolutionnaire Robert Louzon lors de son service militaire. Son engagement immédiat dans le dreyfusisme l'amène à rompre avec les soréliens mais il conserve son attachement à la doctrine syndicaliste : il anime successivement le journal antimilitariste des jeunesses du PSfF, *Le Conscrit* pour lequel il collabora avec Albert Tanger, puis les journaux syndicalistes *L'Avant-Garde* et *L'Action directe*, s'engageant dans la SFIO fermement contre Jaurès et ce qu'il estime être son influence réformiste. Si le Congrès de Toulouse atténue la méfiance qu'il porte envers ce dernier, Dormoy n'en devient pour autant pas jaurésien et s'ancre à la gauche du Parti, entre les tendances vaillantiste et syndicaliste. Le 4 juillet 1910, Pierre Dormoy est élu secrétaire fédéral de la Fédération socialiste de la Seine par 145 voix, contre 128 pour Edme Beuchard et deux abstentions, soit 53%<sup>371</sup>. Il s'était présenté, avec le soutien affirmé de Vaillant, armé d'un programme très marqué à gauche : appui inconditionnel à toutes les grèves et à tous les mouvements sociaux, soutien sans faille aux agents des PTT demandant leur réintégration depuis la grève et à la syndicalisation des fonctionnaires, organisation de l'aide aux révolutionnaires russes en France, de manifestations larges pour la paix en soutien à la ligne Keir Hardie-Vaillant<sup>372</sup>.

Alors qu'approche la fin de l'année 1910, la Fédération est toujours parcourue de tensions profondes. Elle est en porte-à-faux avec ce qui est *de facto* la direction parlementaire du Parti, où prédomine le conflit entre guesdistes et jaurésiens, et s'engage dans une voie totalement différente, laissant une grande place à l'action extraparlamentaire. Il faut néanmoins se remémorer que Vaillant, en 1908, conseillait à la Fédération de se tourner pleinement vers un programme d'action plutôt que de se refermer sur ses propres controverses théoriciennes : l'élection de Dormoy au secrétariat ouvre donc la possibilité d'une sortie positive de la crise que traverse la Fédération. La situation interne se stabilise progressivement alors que les insurrectionnels sont de plus en plus sceptiques sur l'utilité d'une scission, en particulier grâce au sens « révolutionnaire » que prend la direction fédérale. En s'engageant tout de suite dans l'action, et en rompant la discipline républicaine avec les radicaux, elle prend donc la position d'un véritable centre de la gauche dans le Parti, même si son influence vers la

---

<sup>371</sup> *L'Humanité* du 10/07/1910, p.4.

<sup>372</sup> Pierre Parenthou-Dormoy, « Souvenirs sur Jaurès », *Le Mouvement social* n°39, avril-juillet 1962, p.21.

Province semble très limitée et alors même qu'elle donne l'image d'une Fédération désorganisée et peu sérieuse.

## **Chapitre deux. Le bouleversement structurel et militant de la Fédération : une Fédération révolutionnaire dans un Parti réformiste ?**

La Fédération de la Seine fait effectivement preuve d'originalité au niveau de la tactique électorale en ces années charnières. Depuis les évènements de Courrières<sup>373</sup>, du Languedoc<sup>374</sup> ainsi que ceux de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges<sup>375</sup>, l'exécrable réputation de Georges Clemenceau, qui passe pour un individu brutal prêt à utiliser la force pour imposer sa politique anti-ouvrière, avait déteint sur l'ensemble des radicaux. Même l'arrivée, à la tête du ministère, d'Aristide Briand, pourtant plus arrangeant et pacifique, en juillet 1909, ne permet pas au Parti radical de retrouver grâce aux yeux des syndicalistes révolutionnaires et des militants parisiens du Parti socialiste. Les militants de province et les chefs parlementaires du Parti sont pourtant moins catégoriques dans leur opposition à Briand. La Fédération de la Seine profite finalement de ce changement d'attitude du gouvernement en organisant la première manifestation légale, en collaboration avec le gouvernement et avec un service d'ordre, à l'occasion de l'affaire Ferrer.

Alors que le Parti est immuablement favorable à la pratique de la discipline républicaine, la Fédération, aux municipales de 1908 et aux législatives de 1910, rompt ce consensus. Nous avons vu comment elle adoptait en 1910 une tactique inspirée par la gauche du Parti. En 1908, des indicateurs de police relèvent que les dirigeants nationaux du Parti apprécient peu que la Fédération ait appliqué la même méthode à Paris, tout en pratiquant la fusion des listes municipales au second tour en banlieue<sup>376</sup>. La question électorale est centrale dans le Parti socialiste. De nombreux faits cités plus hauts l'ont montré : les tendances se forment en grande partie autour de revendications sur la tactique électorale, parce que l'attitude à prendre dans les élections est un indicateur de

---

<sup>373</sup> Le 10 mars 1906, une catastrophe minière à Courrières, dans le Pas-de-Calais, avait entraîné la mort de plus d'un millier de mineurs et avait provoqué une violente grève générale du bassin minier. Le ministère Clemenceau avait répondu en envoyant l'armée.

<sup>374</sup> Le printemps 1907 voit se dérouler une révolte des vigneron languedociens que Clemenceau réduit en combinant répression (envoi de l'armée, révocation de maires, arrestations) et manœuvres (tentative de corruption des leaders de la révolte).

<sup>375</sup> Au début de mai 1908, une grève éclate chez les carriers des sablières de Draveil, en Seine-et-Oise, et se révèle particulièrement violente. A l'occasion d'une réunion syndicale, une fusillade éclate entre gendarmes et grévistes : deux ouvriers sont tués et plusieurs autres gravement blessés. En réponse, la CGT organise une manifestation de protestation à Villeneuve, mais une nouvelle fusillade éclate et fait quatre morts. Clemenceau profite de l'occasion pour faire jeter en prison les leaders cégétistes.

<sup>376</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 13/05/1908.

la nature du Parti que veulent construire tels ou tels militants. L'évocation d'un électoralisme qui gangrènerait le Parti est typique, bien entendu, des insurrectionnels mais il y a également une part de vérité : toutes les organisations socialistes, à l'exception notable des allemanistes – qui, à l'époque, représentaient encore uniquement un courant « révolutionnaire » –, avaient approuvé le programme de Saint-Mandé. Ce discours, prononcé par Alexandre Millerand, alors socialiste indépendant, le 30 mai 1896, fixait un programme qui aurait dû permettre l'unité des socialistes. Cette unité se fait sur trois points : un programme de gouvernement centré sur la collectivisation progressive des moyens de production, une doctrine nationale associant internationalisme et patriotisme et surtout une proclamation de la nécessité de s'emparer des pouvoirs publics mais par la seule voie pacifique du suffrage universel.

La grande majorité du socialisme français, malgré des nuances et des dénégations, est donc bel et bien électoraliste, dans le sens où il recherche avant tout des victoires électorales. La spécificité de la Fédération de la Seine vient alors du fait qu'elle est très largement parcourue par le courant allemaniste qui, justement, est celui duquel sont nées les principales résistances à cet électoralisme. Il n'empêche que la Fédération possède quand même quelques-uns des députés les plus importants du Parti, comme Edouard Vaillant, Marcel Sembat ou Gustave Rouanet, et que, même sous une direction inspirée de l'extrême-gauche, l'appareil de la Fédération a toujours cherché à protéger ses élus contre la vindicte militante. Il ne semble donc pas absurde de se pencher sur les dynamiques électorales du socialisme séquanien.

#### A. Le Parti socialiste en tête de la gauche dans la Seine.

Dès 1906, la Fédération de la Seine avait eu à s'affronter aux élections législatives. Le congrès fédéral de cette année avait vu les motions Vaillant et Révelin, qui prévoyaient l'application de la discipline républicaine avec les radicaux, triompher à plus de 60%<sup>377</sup>. Elle ne faisait alors guère montre d'originalité et s'était simplement reportée sur la motion opposée à celle des guesdistes. Les élections législatives des 6 et 20 mai 1906<sup>378</sup> se tiennent un an à peine après la naissance du Parti unifié. Dans la Seine, au premier tour, les candidats de la Fédération recueillent 197.353 voix (soit 28,7% des suffrages) réparties en 44.926 voix dans l'arrondissement de Saint-Denis (pour 52,8% des suffrages), 24.011 voix dans l'arrondissement de Sceaux (pour 21% des suffrages) et 128.416 voix à Paris (pour 26,3% des suffrages). Dans douze circonscriptions, sur les cinquante-et-une que compte la Seine, le candidat socialiste a réalisé un score supérieur à 45% des suffrages. Les élections sont un succès partiel : la Fédération parvient à faire élire quinze députés, soit un peu moins du tiers du total des députés de la Seine (29,4%).

On remarque le déséquilibre géographique qui persiste dans la répartition des suffrages. L'arrondissement de Saint-Denis apparaît comme une zone de force du socialisme électoral, plus de la moitié des suffrages exprimés se reportant sur un candidat socialiste, à l'inverse de l'arrondissement de Sceaux, plus rural et moins industrialisé, qui ne donne qu'un cinquième de ses voix à la SFIO. L'observation de la carte des résultats pour l'année 1906<sup>379</sup> fait aussi apparaître un net déséquilibre dans Paris même : les succès socialistes se concentrent dans le bastion ouvrier du Nord-est et les circonscriptions dionysiennes attenantes. Dans vingt-trois circonscriptions, le candidat socialiste réalise même moins de 15% des suffrages, c'est-à-dire dans presque la moitié du département. Qui plus est, ces circonscriptions sont toutes localisées dans le centre-ouest de Paris où se concentrent les « classes moyennes » (et en premier lieu les petits commerçants, polarisés par le nationalisme antisémite) et la bourgeoisie<sup>380</sup>. Bien

---

<sup>377</sup> *L'Humanité* du 26/10/1905, p.3.

<sup>378</sup> *L'Humanité*, 07/05/1906, p.1, (pour les résultats du premier tour) et 21/05/1906, p.1, (pour les résultats du second tour).

<sup>379</sup> Cf. Annexe III.

<sup>380</sup> Cyril Grange, « Les classes privilégiées dans l'espace parisien (1903-1987) » in *Espace, populations, sociétés*, 1993-1. Mélanges - Miscellanies. p.14-25.

que nous ne disposions pas de statistiques sur l'origine sociale des électeurs mais seulement de comparaisons d'ordre géographique, le vote socialiste est donc très marqué socialement et ancré dans le monde ouvrier.

Les élections d'avril-mai 1910 ne marquent guère un progrès électoral : la Fédération régresse même en ne recueillant que 194.403 voix, pour 27,3% des suffrages. La même répartition déséquilibrée peut être relevée : les voix socialistes sont toujours nombreuses dans l'arrondissement de Saint-Denis malgré une légère régression en pourcentage (46.502 voix, 38,1%), les résultats sont inversement faibles à Sceaux (23.023 voix, 24,8%) et stagnent à Paris autour de 25% des suffrages. Plus encore qu'en 1906, les meilleurs résultats sont concentrés au Nord-est de Paris et dans la banlieue Nord<sup>381</sup>. La Fédération perd trois députés mais parvient à en faire élire six nouveaux, pour un bénéfice net de trois députés.

Le virage à gauche de la Fédération joue clairement un rôle dans ces résultats relativement mauvais, même s'il faut prendre en plus en compte les effets de la campagne antiparlementaire. La perte de deux députés particulièrement bien implantés se fait fortement ressentir : là où Chauvière et Coutant se sont présentés comme socialistes indépendants, contre le Parti, les scores de ce dernier se sont effondrés. Dans la deuxième circonscription du XV<sup>e</sup>me arrondissement, entre 1906 et 1910, les résultats du candidat socialiste (Chauvière en 1906, Boucheron en 1910) ont chuté de 6.916 (58,4%) à 1.384 voix (9,6%). Dans la circonscription d'Ivry, le Parti est passé de 12.833 voix (63,6%) avec Coutant en 1906, à 5.003 voix (22,6%) avec Jean Martin en 1910. Ces résultats montrent que les logiques électorales ne s'appuient pas uniquement sur le choix rationnel d'un parti : l'implantation de ces élus (Chauvière et Coutant sont continuellement réélus depuis 1893 dans la même circonscription) joue un rôle en créant une figure locale qui se constitue un capital politique à partir de sa personne propre. Par exemple, lors du conflit qui oppose Coutant à la Fédération, celle-ci relève que l'élus d'Ivry se sert des relations qu'il a élaboré progressivement avec les notables locaux pour monter une liste hostile à celle du Parti aux municipales de 1908<sup>382</sup>. Ce sont ces relations qui donnent du poids politique aux députés implantés depuis longtemps sur un territoire, et, en l'occurrence, pour des élus qui le sont depuis bien avant la création de

---

<sup>381</sup> Cf. Annexe IV.

<sup>382</sup> *L'Humanité* du 03/04/1909, p.3 « La Situation politique à Ivry ».

leur parti, elles sont un capital politique bien plus important qu'un parti qui, de fait, n'est pas nécessaire à leur réélection et ne parvient même pas à les déloger. Par bien des aspects, les élus socialistes qui le sont depuis une période antérieure à celle que nous étudions ne diffèrent guère d'élus d'autres courants politiques, quant à la question de l'implantation locale. Par exemple, Victor Dejeante est représentatif de ces militants du socialisme parisien traditionnel : militant syndicaliste et allemaniste dans les années 1880-1890, il est historiquement l'élus de Belleville. Né en 1850, dans le quartier voisin de Charonne, alors commune distincte de Paris, il se constitue rapidement, représentant des milieux populaires dont il sait exprimer publiquement les aspirations malgré de médiocres talents d'orateur et un style frustré. Il participa, selon le proudhonisme qui régnait alors dans le mouvement ouvrier, à la construction de coopératives de production dans la chapellerie, secteur dans lequel il exerçait son métier. Devenu une figure du mouvement parisien et du socialisme national, il rompit avec le POSR et suivit Groussier à l'Alliance communiste, à la suite de la scission dont nous avons déjà parlé et ayant pour objet le refus de quelques élus de se soumettre pleinement à l'organisation allemaniste. En 1893, il fut élu député de Belleville-Saint-Fargeau et le resta jusqu'aux élections de 1924. Il incarne parfaitement ce type de militant ouvrier au sens strict, ayant exercé un petit métier parisien qualifié, et durablement installé dans un quartier ouvrier duquel il partage la vie jour après jour<sup>383</sup>.

Il est probable que de nombreux électeurs de gauche, républicains ou radicaux, aient été quelque peu effrayés par le radicalisme apparent de la Fédération. Le débat interne au Parti est dans les faits un débat public, à cause de la multiplication des journaux de tendances, et il n'a échappé à aucun habitant de la Seine que les insurrectionnels ont redoublé d'activité pendant la période précédant les élections. En particulier, il est possible que la grève des postes puis la manifestation émeutière en faveur de Ferrer, le 13 octobre 1909, ait largement échaudé de nombreux républicains qui y ont vu une preuve que les socialistes étaient de dangereux révolutionnaires prêts à renverser l'ordre social par la force.

Il ne faut cependant pas minimiser l'influence de la campagne antiparlementaire. En effet, les trois députés sortants battus peuvent nous apprendre quelque chose : il

---

<sup>383</sup> Cf. Notice biographique « DEJEANTE Victor, Léon » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Justinien Raymond [consultée en ligne] et Yves Billard, op. cit., p.56.



s'agit de Jean Allemane, André Dubois et Paul Brousse. Si nous laissons de côté Allemane, nous observons que les deux autres candidats malheureux sont des possibilistes et non des moindres, puisque Brousse est en quelque sorte le leader moral de la droite du Parti. Il semble possible que ces deux élus sortants aient été pris pour cible par la campagne antiparlementaire comme des symboles du parlementarisme socialiste. Inversement, les six nouveaux députés socialistes peuvent aussi représenter ce changement. Il s'agit de Jean-Baptiste Lavaud, de Joseph Lauche, de Jean Colly, de Jules Aubriot, d'Albert Thomas et de Lucien Voilin. Alors que Brousse et Dubois, représentants d'un « vieux » socialisme parlementariste, ont été battus, ce ne sont que des tenants de positions plus ou moins « à gauche », du moins plus axé sur une action extraparlamentaire, qui sont élus : Voilin, Thomas et Aubriot sont des « réformistes », partisans d'un « socialisme réalisateur » et très intéressés par les pratiques réformatrices du syndicalisme<sup>384</sup> ; Lauche et Lavaud siègent au Comité confédéral de la CGT, et le dernier en est même l'un des fondateurs<sup>385</sup>, tandis que Jean Colly est issu du courant insurrectionnel. Entre ces deux groupes, la différence très nette des sensibilités politiques est accentuée aussi par la différence générationnelle : l'âge moyen des vaincus est de 65 ans alors que l'âge moyen des nouveaux élus est de 42 ans, soit plus de vingt ans d'écart. Le plus jeune des premiers, André Dubois, a 61 ans en 1910 alors que le plus âgé des seconds, Lavaud, n'a que 53 ans. La moitié de ces nouveaux entrants à l'Assemblée a même moins de 40 ans : Thomas est né en 1878, Aubriot en 1873 et Lauche en 1872. Cela semble contribuer à démontrer que le possibilisme ne se maintient plus que comme un héritage du passé alors que les nouvelles générations progressent et gagnent en influence dans le Parti.

Les élections de 1914 se placent dans un contexte particulier. Entre janvier 1912 et décembre 1913, les gouvernements Raymond Poincaré et Louis Barthou s'étaient orientés vers une politique d' « esprit nouveau » revivifiée<sup>386</sup> en direction des « progressistes » : décidés à absorber les nationalistes dans la politique institutionnelle, ils avaient œuvré au développement d'un patriotisme aigu à travers la loi des Trois ans.

---

<sup>384</sup> Il suffit de se rappeler des termes de la motion Aubriot de 1908 ou de se souvenir du titre de la revue d'Albert Thomas, *La Revue socialiste, syndicale et coopérative*.

<sup>385</sup> Guillaume Davranche, *op.cit.*, p.181 et 474.

<sup>386</sup> L' « esprit nouveau » était une politique menée par les modérés entre 1893 et 1898 visant à dépasser la frontière entre républicains et cléricaux au moyen d'un apaisement de l'action anticléricale et laïque de la gauche.

Cette loi, votée en juillet 1913, prévoyait l'augmentation de la durée du service militaire de deux à trois ans. La SFIO et la majorité des députés radicaux votent contre, poussant le gouvernement Barthou à se tourner vers la droite. Trois mois plus tard, le congrès du Parti radical marque un nouveau développement : le parti s'unifie, c'est-à-dire décide de renforcer sa discipline interne et d'imposer un programme unique à ses candidats. Il bascule à gauche en intégrant à son programme l'abolition de la loi des Trois ans et la création d'un impôt sur le revenu, deux revendications communes aux socialistes. Ces derniers, à leur Congrès de juillet 1914, tout en laissant aux Fédérations leur autonomie, décident à l'unanimité de prévoir un désistement républicain en faveur des radicaux et socialistes indépendants qui seraient à la fois favorables à l'abolition des Trois ans, à l'établissement du scrutin proportionnel et à l'impôt sur le revenu<sup>387</sup>.

Par exemple, dans la Seine, la Fédération, qui a pu maintenir vingt-deux candidats au second tour (en plus des neuf candidats élus dès le premier tour), appelle à voter officiellement pour deux candidats de ce type : le socialiste indépendant Paul Painlevé, dans la première circonscription du Vème arrondissement, et le radical Paul-Hyacinthe Loyson, dans la première circonscription du XIème arrondissement<sup>388</sup>. Au vu de la tactique antérieure, on ne peut qu'être étonné de ce changement : il indique à la fois un renforcement de la discipline interne au Parti socialiste, où les Fédérations s'engagent à appliquer plus sérieusement le programme national, et une métamorphose des modes de pensée des militants séquanais. L'opposition à la loi des Trois ans a certainement créé un esprit d'unité avec les radicaux et les indépendants, même dans une Fédération si marquée à l'extrême-gauche. Par contre, on relèvera qu'Eugène Courtois, dans la seconde circonscription du XIVème arrondissement, face au radical-socialiste Célestin Bouglé, obtient quelques voix<sup>389</sup> : il s'agit de votes « spontanés », le candidat ne s'étant pas maintenu officiellement. En fait, ce cas révèle que la tactique traditionnelle de la Fédération se poursuit : reprochant au radical une campagne trop « incertaine » – selon son expression –, elle a certes retiré son candidat mais l'a fait tout en appelant, par voie d'affiches, à s'abstenir, ce qui ne manque pas de provoquer des réactions parmi les dirigeants nationaux du Parti. En particulier, Jaurès s'émeut que la

---

<sup>387</sup> *L'Humanité* du 29/01/1914, p.1.

<sup>388</sup> *L'Humanité* du 10/05/1914, p.1.

<sup>389</sup> *L'Humanité* du 11/05/1914, p.1.

Fédération ne soutienne pas de candidat républicain contre son virulent concurrent, l'antisémite et ancien membre de la Ligue des patriotes, Robert Poirier de Narçay<sup>390</sup>.

Le décalage en termes de voix est très net par rapport aux années précédentes. Au premier tour des élections d'avril-mai 1914, la Fédération de la Seine recueille 247.154 voix, pour 35,2% des suffrages, soit un très net progrès. Dans l'arrondissement de Saint-Denis, les candidats socialistes obtiennent 120.879 voix (40,3%), et, dans l'arrondissement de Sceaux, 39.957 voix (36,7%). Les suffrages ont donc progressé lentement mais continûment dans la banlieue Sud, d'une élection sur l'autre, au rythme de son industrialisation progressive et de l'installation concomitante des socialistes dans ces territoires, tandis que la banlieue Nord a vu les scores socialistes diminuer en pourcentage, malgré une augmentation constante du nombre de suffrages. Le développement industriel de l'arrondissement dionysien est en partie responsable : il attire une population très importante, à la recherche d'un emploi ou d'une opportunité, si bien que les militants locaux doivent redoubler d'efforts et ne peuvent pas gagner tous les nouveaux habitants qui arrivent. A Paris également, les suffrages socialistes se sont élevés fortement, passant à 149.524, soit 33,3%. La carte<sup>391</sup> montre bien cette progression en voix, y compris dans les circonscriptions où les socialistes étaient jusque-là plus faibles : il n'y a plus que dix circonscriptions où leurs résultats sont inférieurs à 15%. Mais on a surtout une forte progression en nombre d'élus : la Fédération obtient vingt-deux députés, presque la moitié des sièges à pourvoir dans la Seine. Dès le premier tour, neuf socialistes étaient élus (contre six en 1910). En comparaison, de la gauche non-socialiste<sup>392</sup>, il n'y a qu'un député élu au premier tour de scrutin et quatre au second tour : de plus, il faut préciser que, sur ces quatre élus, l'un est Paul Painlevé et les trois autres remportent un duel contre un candidat socialiste, qui ne s'était pas retiré car il ne restait que des candidats de gauche (du moins parmi les candidats ayant une chance de l'emporter) au second tour<sup>393</sup>. On observe donc une très forte polarisation qui conduit à l'écrasement de la gauche non-socialiste au profit des candidats du Parti, de sorte que celui-ci devient de plus en plus la colonne vertébrale de la gauche dans le département de la Seine.

---

<sup>390</sup> *L'Humanité* du 05/05/1914, p.1.

<sup>391</sup> Annexe V.

<sup>392</sup> C'est-à-dire, en l'occurrence, présenté par la Parti républicain radical et radical-socialiste ou par le Parti républicain socialiste.

<sup>393</sup> *L'Humanité* du 11/05/1914, p.1.

Dix des élus socialistes le sont en banlieue, où ils détiennent donc une majorité écrasante sur les quatorze postes qui étaient à pourvoir. Cette influence n'est plus limitée au seul arrondissement de Saint-Denis puisque, dans celui de Sceaux, les socialistes unifiés ont conquis tous les sièges sauf un, et encore ce dernier est-il aux mains d'un socialiste indépendant, Henri Coutant, fils de l'ancien socialiste unifié Jules Coutant. A Paris, huit députés sont élus dans le bastion Nord-est, entre le XVIIème et le XXème arrondissements, tandis que les quatre derniers le sont dans les XIIIème, XIVème et XVème arrondissements. La moyenne d'âge du contingent est de 47 ans, avec neuf députés dont l'âge est supérieur à cette moyenne. La comparaison générationnelle est assez frappante par rapport l'ensemble des députés élus dans le département. Il y a trente-et-un élus nés avant 1864, contre dix-neuf nés après 1866 : les socialistes ne représentent que 28% du premier groupe (neuf individus) mais 65% du second (treize individus). Il faut donc remarquer que les élus socialistes sont relativement jeunes et représentent une force vive, d'autant que neuf d'entre eux sont de nouveaux entrants. Si l'on s'intéresse aux professions d'origine, on relève dix intellectuels<sup>394</sup>, sept ouvriers (dont cinq mécaniciens) et cinq employés. Néanmoins, ajoutons que ces groupes se distinguent assez nettement sur le plan générationnel. En effet, en prenant en compte la moyenne d'âge, les ouvriers et les intellectuels voient la leur se situer au-dessus de la moyenne d'âge du contingent total : 52 ans pour les ouvriers et 48 ans pour les intellectuels. L'ensemble de ces derniers est en fait assez hétérogènes : cinq d'entre eux ont moins de 47 ans et quatre moins de 40 ans (ils sont d'ailleurs les seuls, excepté deux employés, Arthur Levasseur et Barthélémy Mayéras), et trois de ces intellectuels, de moins de 40 ans, sont élus pour la première fois en 1914. Les employés se distinguent également par leur jeunesse : tous les cinq, affichant une moyenne de 40 ans, se situent au-dessous de la moyenne d'âge globale. Inversement, les ouvriers semblent en moyenne plus âgés. Seuls trois d'entre eux ont moins de 47 ans, mais tous ont plus de 40 ans.

Cela dénote une évolution sociologique du socialisme séquanien. En effet, si les ouvriers se maintiennent en nombre absolu, l'augmentation du nombre de députés socialistes fait diminuer leur poids relatif. Les employés connaissent une augmentation exponentielle de leur part dans la représentation socialiste, passant de un et deux

---

<sup>394</sup> Catégorie dans laquelle nous intégrons les professeurs, journalistes, médecins, artistes et ingénieurs.

députés en 1906 et 1910 à cinq en 1914, tandis que les intellectuels voient leur nombre augmenter légèrement de deux députés supplémentaires. Sur le temps long, il faut donc remarquer que les intellectuels et surtout les employés gagnent en importance parmi les élus. Les constats diffèrent légèrement si l'on s'intéresse aux candidats présentés par le parti aux trois élections. La part d'intellectuels dans le groupe des candidats ne cesse d'augmenter au fil des élections : elle réalise un sursaut important entre 1906 et 1910, passant de 29,7% à 43,6%<sup>395</sup>, puis progresse plus lentement en 1914, avec 48,7% du groupe. Dans le même temps, la part d'ouvriers régresse de 37,8% en 1906 à 30,8% en 1910 puis se stabilise, alors que ce sont surtout les candidats ayant profession d'employés qui voient leur part diminuer sur la totalité des candidats : elle passe de 32,4% des candidats dont on connaît la profession à 25,6% puis 20,5%. Peut-être faut-il associer ces tendances à l'institutionnalisation progressive du socialisme pendant la période étudiée : la part d'intellectuels augmente, dans un cadre où la perspective de prise de pouvoir prochaine par le Parti socialiste paraît réaliste, car ceux-ci sont perçus par les membres des sections comme plus responsables et plus professionnels, là où les ouvriers s'apparentent plutôt à des figures de militants et d'exécutants.

---

<sup>395</sup> Pour les candidats, les chiffres concernent uniquement ceux dont nous avons pu identifier la profession.

B. Les socialistes parisiens et le Conseil municipal : des rapports conflictuels avec la gauche.

Les élections municipales se tiennent tous les quatre ans, à mi-mandat des députés. Mais, depuis la Commune, et pour éviter une nouvelle insurrection parisienne, la ville de Paris est soumise à un statut spécial : ses conseillers sont élus au scrutin majoritaire en deux tours dans des circonscriptions municipales ; elle n'a pas de maire, la fonction exécutive du Conseil municipal étant détenue par le Préfet de la Seine et le Préfet de police. Elle ne dispose donc d'aucune autonomie réelle, tous ses actes devant être contresignés par le représentant de l'Etat ou par un membre du gouvernement. Traditionnellement gouvernée par les républicains opportunistes puis radicaux, Paris bascule à droite à l'orée du XXème siècle, sous l'effet de la poussée nationaliste que connaissent les grandes villes. Très rapidement, la capitale anticipe sur les évolutions politiques que connaît le champ parlementaire national : la bipolarisation droite-gauche se fait très forte. Les municipales de 1904 voient la gauche de nouveau portée à la tête de la capitale, avec une coalition de socialistes et de radicaux, qui se poursuit aux élections de 1908. Mais cette dernière élection voit le bloc de gauche se dissoudre : l'élection du bureau voit déjà une première division apparaître entre socialistes – qui refusent de voter pour des radicaux « de droite » – et radicaux trop modérés pour oser soutenir les collectivistes. Ces radicaux quittent d'ailleurs leur groupe dès la fin de l'année 1908, à l'occasion de l'élection des délégués sénatoriaux, préférant les délégués proposés par la droite à ceux proposés par la coalition gouvernante.

Le 25 octobre 1909, la majorité bascule résolument à droite sous l'effet d'une scission du groupe radical. Une nouvelle coalition se forme alors, réunissant les radicaux « anti-collectivistes », les modérés et la droite. Quant aux raisons de cette recomposition radicale, elles sont liées à l'Affaire Ferrer. En effet, le Président du Conseil municipal, le socialiste unifié Emile Chausse, avait proposé, en signe de protestation contre l'exécution du pédagogue catalan, de renommer « rue Francisco-Ferrer » une rue de Paris. Une partie des radicaux municipaux, accusant les socialistes d'avoir organisé les troubles et les émeutes ayant fait suite à l'exécution, avait refusé cette proposition, forçant Chausse à la démission. L'élection du nouveau bureau avait

alors vu l'alliance des radicaux « de droite » avec la droite et le centre pour composer une nouvelle majorité explicitement tournée contre les progrès socialistes<sup>396</sup>.

Les socialistes voient leurs résultats fluctuer sur le moyen terme. Ils comptent quatorze conseillers en 1905 (sur quarante-trois conseillers de gauche) lors de l'unification du Parti, puis font élire seulement dix conseillers en 1908 (sur un total de quarante-deux conseillers de gauche) mais quinze conseillers en 1912 (sur un total de trente-cinq élus de gauche). La force électorale du socialisme semble donc rester à peu près stable sur la période, malgré un léger recul en 1908, certainement en écho à la crise du Parti et de la Fédération. En termes de suffrages, les résultats socialistes croissent nettement entre 1908 et 1912 : de 106.709 voix et 23,9%, ils progressent jusqu'à 116.020 voix et 26,8%. Sur les cartes synthétisant les résultats de 1908 et 1912<sup>397</sup>, on observe, comme pour les législatives, une certaine extension du socialisme dans toutes les circonscriptions vers l'ouest, moins populaire et plus bourgeois : contre dix-huit quartiers sans candidats en 1908, il n'en reste plus que cinq en 1912. Les cartes nous laissent l'impression d'une stabilisation du socialisme dans ses zones de forces : le noyau dur des XXème et XIème arrondissements apparaît très clairement, mais il rayonne largement sur tout le pourtour parisien et d'autres positions électorales fortes se dégagent sur le Nord de la ville, en particulier dans le XVIIIème arrondissement. La géographie traditionnelle du socialisme parisien est renforcée plus que bouleversée.

Les conseillers municipaux socialistes connaissent un renouvellement assez fort et assez rapide. Il y a un total de vingt-six militants ayant été à un moment ou un autre, sur la période, conseiller municipal de Paris. Sur ces vingt-six, six conseillers participants à l'unification de 1905 sont réélus encore en 1912, soit presque un quart de l'effectif. Tous les six sont des figures du socialisme parisien classique et représentent équitablement les principales tendances : Emile Chausse et Henri Ranvier sont des allemanistes (conseillers respectivement depuis 1893 et 1900), Constant Berthaut et Emile Landrin, des vaillantistes (respectivement élus depuis 1890 et 1896), Léon Paris et Emile Deslandres, des possibilistes (et siègent depuis 1900 et 1905). Six socialistes conseillers en 1905 ne le sont plus en 1908 : Joseph Weber, Paul Fribourg et Louis Marchand sont défaits aux élections, Arthur Rozier et Paul Brousse ont été élus députés

---

<sup>396</sup> Nobuhito Nagai, *Les conseillers municipaux de Paris sous la IIIème République 1871-1914*, Presses universitaires de la Sorbonne, Paris, 2002, p.47-74.

<sup>397</sup> Cf. Annexes VI et VII.

en 1906, Augustin Heppenheimer a lui quitté le Parti unifié qui avait refusé de l'investir comme candidat. En 1912, ce sont deux conseillers qui l'étaient encore en 1905 qui ne peuvent pas se représenter : Henri Turot est décédé et remplacé par Jean-Baptiste Varenne, Jean Colly est élu député en 1910. En 1908, il n'y a que deux nouveaux conseillers élus (grâce, surtout, au parrainage du conseiller sortant) : Frédéric Brunet et Amédée Dherbécourt sont ainsi élus conseillers municipaux dans les quartiers respectifs de Paul Brousse et Arthur Rozier, tous les deux désignés comme députés en 1906. Les élections de 1912 voient par contre pas moins de sept nouveaux socialistes entrer au Conseil municipal : Jean Morin, Jean-Baptiste Varenne, Marcel Cachin, Pierre Dormoy, Henri Grangier, Tony Michaud et Eugène Reisz. Ils sont suivis en 1913 par Eugène Fiancette, puis en 1914 par Alphonse Loyau et Louis Sellier.

L'étude des contingents d'élus révèle certaines tendances sur le long terme. On relèvera tout d'abord que les élections de 1912 représentent un véritable renouvellement générationnel. En 1905, 1908 et 1912, la moyenne d'âge du groupe municipal oscille autour de 50 ans (respectivement 46, 52 et 50 ans), mais les élections de 1912 voient se produire une rupture entre deux générations de militants : le recul de cette valeur entre 1908 et 1912 ne peut être que le produit de l'arrivée de militants plus jeunes. En effet, l'âge moyen des seuls conseillers réélus – c'est-à-dire qui siégeaient déjà depuis au moins 1908 – en 1912 est de 56,5 ans, alors que celui des seuls nouveaux entrants est de 42 ans seulement, avec deux jeunes élus de moins de 40 ans, Varenne et Dormoy. L'opposition est encore plus forte si, aux nouveaux arrivants, on ajoute les trois plus jeunes du contingent précédent, Emile Deslandres (né en 1866), Frédéric Brunet (né en 1868) et Amédée Dherbécourt (né en 1865) : leur moyenne d'âge augmente très légèrement d'un an, alors que la celle des conseillers plus anciens augmente beaucoup plus fortement d'un peu plus de cinq ans (respectivement 43 ans et 62 ans). Les trois conseillers élus lors des élections partielles de 1913 et 1914 sont également particulièrement jeunes : Fiancette est né en 1881, Loyau en 1877 et Sellier en 1885. Ce renouvellement militant se voit également à travers les anciennes obédiences politiques. Ainsi, les élus issus des courants traditionnels du mouvement ouvrier parisien (POSR et PSR) régressent assez nettement entre 1905 et 1908, passant de sept conseillers à quatre, qui sont par ailleurs les plus âgés du groupe (ils sont nés entre 1841 et 1857). Les militants issus du PSF tendent eux aussi à régresser et à vieillir, mais plus



lentement : Paris, Deslandres, Brunet, Dherbécourt et Reisz, les cinq derniers conseillers possibilistes, qui étaient encore six en 1908 et sept à la fondation du Parti, sont nés entre 1858 et 1868. Le décalage est surtout très marqué avec les nouveaux élus de 1912 : sur ces sept individus, quatre n'ont milité dans aucun parti socialiste avant la SFIO et deux sont d'anciens membres du POF. Ils appartiennent à peu près à la même génération que les plus jeunes des possibilistes : Tony Michaud a le même âge que Deslandres et est plus âgé que Brunet, les cinq autres sont nés entre 1869 et 1877. Il est d'autant plus remarquable que les trois derniers élus, Sellier, Loyau et Fiancette, n'ont aucun engagement partisan antérieur à leur participation à la SFIO, ce qui les distingue assez nettement de nombreux militants de premier ordre de la Fédération.

Il y a donc un effet clair d'affaiblissement des racines allemanno-blanquistes du socialisme séquanien au profit d'une orientation peut-être plus institutionnelle et « réformiste », symbolisée par une meilleure résistance des ex-PSF, et d'une génération nouvelle marquée par le marxisme de l'ex-POF et par le processus de l'unité socialiste. Socialement, on est frappé surtout par la part prise par les employés dans le groupe des nouveaux élus de 1912 : cinq d'entre eux, sur sept, exercent un métier d'employé, alors qu'il y avait eu quatre à l'issue des élections de 1904 (Weber, Fribourg, Marchand et Rozier) et aucun en 1908. Contrairement aux parlementaires, les conseillers municipaux de Paris ne comptent guère d'intellectuels véritables : le médecin Brousse jusqu'en 1906, le journaliste Turot jusqu'en 1912 et, à partir de cette date, le professeur Cachin. La différence est également remarquable par rapport aux élus municipaux non-socialistes. Les ouvriers et employés agglomérés représentent 87% des conseillers socialistes, toutes dates d'élection confondues, alors qu'ils ne comptent que pour 19% des conseillers de Paris, sur la période 1900-1914<sup>398</sup>. Du même point de vue, les huit ouvriers socialistes et les cinq employés élus en 1912 forment la quasi-intégralité des onze ouvriers et des six employés élus dans la ville à ces mêmes élections<sup>399</sup> : il faut donc relativiser et prendre en compte le fait que la réduction de la part d'ouvriers parmi les représentants socialistes ne doit pas effacer le fait que la majorité des représentants des classes populaires accédant à une position électorale le fait sous étiquette socialiste.

---

<sup>398</sup> Nobuhito Nagai, *op. cit.*, p.145-174, tableau VI-1B.

<sup>399</sup> *Ibid*, p.145-174, tableau VI-1C.

### C. Les tendances lourdes de la sociologie socialiste : l'ouverture du Parti en direction des classes moyennes.

En cette seconde décennie du vingtième siècle, la sociologie générale du département de la Seine évolue, sous l'effet de la disparition du vieux monde ouvrier et le développement de nouveaux secteurs. Ainsi, entre 1904 et 1913, ce sont les branches les plus modernes de l'industrie (automobile, aéronautique, aluminium, électricité) qui ont bénéficié des taux de croissance les plus élevés (entre 14 et 29%), alors que les métiers plus traditionnels (métaux, textile, bois, agroalimentaire) vivent une quasi-stagnation voire une récession<sup>400</sup>. Il s'agit d'industries classiques et déclinantes, qui résistent mal à l'important phénomène de concentration des entreprises : les établissements de plus de cent salariés ont augmenté de plus de 18% entre 1906 et 1911<sup>401</sup>. Les employés prennent une part de plus en plus importante dans le monde du travail parisien, malgré une faible activité au sein du mouvement ouvrier<sup>402</sup>. Cette mutation de l'espace social dans lequel évolue la Fédération de la Seine provoque la transformation de la Fédération elle-même et de ses militants, simultanément à celle que connaît par ailleurs la CGT de ces années-là<sup>403</sup>.

Pour étudier ces évolutions sociologiques, nous pouvons nous appuyer sur les listes des délégués de la Fédération aux quatorze congrès nationaux. Afin que les résultats soient les plus significatifs possible, nous avons choisi d'éliminer de ces listes ceux pour lesquels nous ne disposons pas de données biographiques suffisantes : ce qui nous donne un total de cent-trente-et-un délégués aux congrès.

Si l'on considère la composition sociologique des délégations, du moins pour ce que l'on peut en connaître, l'évolution la plus frappante est la diminution de la part des ouvriers. Entre 1905 et 1914, le pourcentage d'ouvriers parmi les délégués dont la profession est connue diminue constamment de 50 à 20%. Même si l'on incorpore les délégués dont aucun élément d'identification n'est connu, la part d'ouvriers déclarés, si elle augmente de 25 à 40% aux quatre premiers congrès, régresse ensuite fortement jusqu'à moins de 15% en 1914. Il faut certes prendre en considération le fait que les

---

<sup>400</sup> Claudia Monti, *op. cit.*, p.21.

<sup>401</sup> Jean-Louis Robert, *op. cit.*, p.73 et p.77.

<sup>402</sup> *Ibid*, p.584-594.

<sup>403</sup> Claudia Monti, *op. cit.*, p.87.

délégués dont nous ignorons tout sont probablement, pour une grande partie des ouvriers : ces derniers sont certainement les plus nombreux à la base du Parti mais se cantonnent le plus sûrement aux tâches d'exécution et, dans un espace tel qu'un congrès, où il s'agit de mobiliser essentiellement des facultés oratoires ou de faire appel à un capital scolaire plus ou moins important, ils sont désavantagés par rapport aux professions intellectuelles qui maîtrisent parfaitement l'art de l'expression en public et qui bénéficient en plus d'une certaine aura de respectabilité. Les délégués ouvriers ont donc plus de risques de ne pas laisser d'empreinte mémorielle ni de trace durable, même dans les polémiques de congrès. A partir de 1910, la courbe de pourcentage de délégués anonymes et celle des délégués ouvriers s'éloignent : l'arrivée sur le devant de la scène de nouveaux éléments sociaux, comme nous allons le voir, renvoie les ouvriers vers l'anonymat de la délégation de congrès. Pendant que d'autres couches sociales s'installent à la tête du Parti, les délégués ouvriers, dans leur majorité, laissent de moins en moins d'empreintes. Néanmoins, la régression de la part des ouvriers est telle que nous pensons quand même qu'elle manifeste une « désouvriérisation » partielle de la Fédération.

Les deux couches qui s'affirment à leur place sont les intellectuels et les employés. Concernant les premiers, on observe un lent progrès dans les délégations entre 1905 et 1909 puis une stabilisation entre 40 et 50% de délégués dont on connaît la profession. En intégrant les délégués anonymes, le pourcentage des intellectuels fluctue brutalement jusqu'en 1909 avant, là aussi, de se stabiliser autour de 30% des délégués. Comme chez les élus, les intellectuels occupent déjà une position forte dans le mouvement socialiste et cette position semble se maintenir. Il est plus intéressant d'observer l'évolution des employés. Dès 1907, leur part, au sein des délégués de la Seine dont l'identité est connue, augmente progressivement, pour atteindre près de 40% en 1914 (alors qu'ils comptaient pour moins de 20% en 1905). Y compris en prenant en compte l'intégralité des délégués connus ou anonymes, le pourcentage d'employés progresse, certes moins spectaculairement, jusqu'à comprendre le quart du total des délégués, contre moins de 10% en 1905. Cet ensemble de professions intermédiaires, cette petite classe moyenne apparaît comme un groupe social émergent dans la France du début du XX<sup>ème</sup> siècle, et plus encore à Paris où l'industrie est de plus en plus

rejetée vers la banlieue alors que les activités tertiaires, commerciales ou de service, se concentrent rapidement.

Ce début de siècle voit l'investissement du socialisme organisé par un ensemble de populations marquées avant tout par l'influence d'un mouvement ouvrier combatif et par le régime de la méritocratie républicaine. Qu'il s'agisse des intellectuels, des ouvriers ou des employés dans le Parti, on retrouve ces deux éléments chez bon nombre de militants socialistes.

Intéressons-nous, par exemple, à quelques-unes des principales figures d'employés de la Fédération. Pierre Dormoy (né en 1876), secrétaire fédéral de 1910 à 1912, un temps candidat probable au secrétariat général, membre pendant quatre ans de la Commission exécutive puis de la CAP en 1914, onze fois délégué de la Fédération aux congrès et systématiquement représentant fédéral au Conseil national, est assez représentatif. Bien que nourrissant d'importantes ambitions, en particulier celle de devenir professeur d'université – que son milieu relativement bourgeois de naissance lui donnait la possibilité d'accomplir –, en 1892, le décès de son père, ancien communard et directeur commercial, l'oblige à travailler alors qu'il est seulement titulaire d'un certificat d'études primaires. Il devient ainsi un petit fonctionnaire au service de la Ville de Paris. Ce parcours professionnel atypique se retrouve aussi chez André Morizet (né en 1876), principal figure du socialisme à Boulogne-Billancourt et un temps rédacteur, comme Dormoy, du *Mouvement socialiste*. Fils d'un riche notaire champenois, Morizet peut, lui, mener à bout ses études de droit, jusqu'à la licence et au doctorat, mais il subit alors les revers de fortune de sa famille et se voit obligé de renoncer à la possibilité d'un poste de notaire. Il parvient à se faire engager comme bibliothécaire au Ministère de la Justice. Jules Aubriot (né en 1873), député du XV<sup>ème</sup> arrondissement à partir de 1910, présente un parcours proche et néanmoins différent. De la même génération que les hommes précédents, Aubriot est né dans une famille bourgeoise et catholique et c'est par esprit de révolte contre son père, officier de marine nationaliste, qu'il a choisi l'engagement dans le milieu socialiste. Ce faisant, il a accepté une position sociale qui n'était pas celle qu'il pouvait espérer de par ses origines familiales et son parcours familial : licencié ès lettres, il travaille pourtant comme employé de commerce.

Ces trois individus partagent donc certains points communs : origine bourgeoise, longues études ou désir de longues études, rupture sociale avec le milieu d'origine par

acceptation d'un emploi sous-qualifié. Mais dans les trois cas, cette rupture est en partie voulue, motivée par les besoins liés à un engagement militant véritable. Dans cette situation, disposant de temps libre et d'un capital scolaire proche de celui qu'aurait un intellectuel mais sûrement plus proches, par leurs sociabilités, du monde ouvrier, ils parviennent rapidement à conquérir de véritables positions dans le mouvement ouvrier organisé. Aubriot, à 35 ans, s'affirme comme un des principaux dirigeants du « réformisme » dans la Fédération socialiste<sup>404</sup>, puis est secrétaire général de la Fédération CGT des employés à 36 ans, député à 37 ans. Morizet signe régulièrement des articles pour l'*Humanité* mais ne s'engage vraiment dans une logique d'implantation que lors des législatives de 1914 pour lesquelles il décide de se fixer à Boulogne. Dormoy est celui qui s'est le plus intégré à la Fédération : administrateur *de facto* du *Conscrit* entre 24 et 29 ans, trésorier de la Fédération PSdF de la Seine entre 26 et 29 ans, secrétaire de la Fédération unifiée à 34 ans, membre de la direction du Parti à 38 ans. Ces trois personnages sont, à notre sens, typiques d'une génération nouvelle qui se hisse à la tête du Parti durant cette période. On pourrait également relever les liens d'amitié déclarés qui unissent Dormoy avec une figure montante du Parti d'avant-guerre, Jean Longuet, parfois décrit comme le lieutenant de Jaurès et l'un de ses principaux héritiers politiques<sup>405</sup>.

Cet effet d'attraction du mouvement socialiste touche aussi certaines couches intellectuelles. Le socialisme apparaît comme une force neuve, une force de mouvement qui appelle à mobiliser des compétences diverses pour la réalisation de grands idéaux. Le début du XXème siècle voit en effet se développer une sorte d'esprit commun « progressiste », « social-libéral » ou « réformateur » : le traitement des problèmes sociaux devient une question centrale pour l'ensemble de l'Etat et de la société politique. L'esprit général de l'époque, plutôt rationaliste et scientiste, se conjugue avec diverses aspirations, telles que celle de voir s'atténuer les misères du monde ouvrier ou de stabiliser les relations sociales en limitant la pauvreté, pour établir un large espace de réflexion à ce sujet, ralliant socialistes, républicains de gauche et du centre, droite réactionnaire. Il s'agit de déterminer scientifiquement quels sont les problèmes

---

<sup>404</sup> *L'Humanité* du 29/09/1908, p.1.

<sup>405</sup> Cf. Notices biographiques « DORMOY Pierre [né PARENTHOU D'ORMOY Auguste, Pierre dit] », « MORIZET André » et « AUBRIOT Paul, Jules » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigées par Justinien Raymond [consultées en ligne].

principaux et comment les résoudre, ce qui accompagne une évolution vers une plus grande scientificité des sciences sociales et humaines. Par-delà la diversité des doctrines politiques, la « question sociale » s'impose comme nécessitant des compétences pratiques, des connaissances théoriques pointues et un esprit certain d'innovation<sup>406</sup>.

Au premier chef, l'une des figures centrales du socialisme séquanien que l'on peut particulièrement rattacher à cette tendance est Albert Thomas. « Aujourd'hui la démocratie socialiste me paraît la partie jeune, vivace et travailleuse de notre peuple, et malgré ses insuffisances, malgré ses fautes et ses violences, j'aime notre parti » écrit-il<sup>407</sup>, confirmant ce que nous disions plus haut. Né en 1878, d'un père boulanger, à Champigny-sur-Marne, Thomas fait, comme boursier, des études qui le conduisent à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm. Impressionné par Jaurès, convaincu par son professeur Charles Andler, Albert Thomas, comme de nombreux étudiants de l'ENS, est attiré vers le socialisme. Il ne s'agit clairement pas d'un socialisme marxiste et doctrinaire comme celui des Etudiants collectivistes mais plutôt d'un socialisme d'action, inspiré de l'utopisme de 1848, porté à des masses ouvrières fortement organisées en syndicats par des intellectuels nouveaux prêts à se sacrifier pour le mouvement<sup>408</sup>. Suivant Andler, il élabore un socialisme ouvertement réformiste qui serait fondé non sur la réalisation d'un plan préalablement établi et sur l'application pure et simple d'une doctrine fixe – comme le serait le marxisme – mais sur la construction progressive de réalisations socialistes, un « socialisme expérimental »<sup>409</sup>. A travers sa *Revue syndicaliste* puis de la *Revue socialiste, syndicale et coopérative* qu'il dirige<sup>410</sup>, il tisse autour de lui un important réseau de réformateurs socialistes à la recherche de ce même socialisme expérimental. Abandonnant le professorat

---

<sup>406</sup> Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La Nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, 1999, Editions de l'EHESS, Paris. En particulier, l'introduction (p.1 à p.60) et la conclusion (p.357 à p.472). Notons bien qu'il ne s'agit que d'un accord général de tous les milieux sur de pures questions de méthode, et non sur des solutions uniques (p.44) : il ne peut aucunement être question de prétendre que les objectifs poursuivis par les différents participants du mouvement réformateur sont les mêmes, mais simplement de montrer un état d'esprit présent dans toute cette génération.

<sup>407</sup> Cité par Bertus Willem Schaper *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, PUF, 1960, p.19.

<sup>408</sup> Adeline Blaszkiewicz, *L'Expérience Albert Thomas, le socialisme en guerre (1914-1918)*, master 2, ENS de Lyon, p.18.

<sup>409</sup> Ibid, p.20.

<sup>410</sup> Ibid, p.23.

volontairement pour s'engager le plus pleinement possible dans le mouvement socialiste, lui aussi incarne la jeune génération qui « monte » rapidement dans le Parti.

Comme Dormoy et Morizet, bien que leurs positions initialement syndicalistes-révolutionnaires ne fussent pas être les siennes – il préférerait sûrement celles d'Aubriot – , Thomas se fait donc remarquer par l'importance toute particulière qu'il accorde à l'action extraparlamentaire, conçue comme devant nécessairement compléter l'action parlementaire du Parti<sup>411</sup>. Pour lui, comme pour Aubriot, l'action extraparlamentaire doit consister en un mélange de socialisme municipal, fondé sur les régies directes et les services publics, de co-élaboration des lois entre députés et syndicats, d'action syndicale quotidienne et de développement du secteur coopératif. A l'inverse des deux anciens collaborateurs du *Mouvement socialiste*, il n'hésite pas à exprimer son hostilité au syndicalisme révolutionnaire et d'action directe. Il est représentatif de toute cette génération : lui aussi, plutôt que de s'insérer dans le monde « bourgeois », décide de mobiliser son capital social et culturel pour investir le mouvement ouvrier et socialiste, animé par un profond désir de changement et de transformation du monde. Néanmoins, contrairement aux trois précédents, il n'est pas d'origine bourgeoise mais représente une nouvelle couche sociale issue de la méritocratie républicaine, qui s'affirme de plus en plus dans la France du début du XX<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>411</sup> Ibid, p.26.

D. La Ceinture rouge en formation : les socialistes dans la banlieue parisienne, entre logiques d'implantation et évolutions du monde ouvrier.

Si de jeunes bourgeois trouvent dans le Parti socialiste un moyen efficace de s'engager politiquement, il en va de même pour de nombreux ouvriers pour lesquels l'action politique peut, de plus, représenter une voie d'élévation sociale.

Les maires socialistes avant 1914 sont peu nombreux. La nature des élections municipales, qui fonctionnent selon un scrutin majoritaire plurinominal de liste avec panachage, les rend particulièrement difficiles à gagner : le Parti doit non seulement trouver suffisamment de candidats pour proposer assez de noms en vue former une majorité puis les faire tous connaître et élire. La Fédération, animée par sa volonté de faire du Parti socialiste une organisation toujours plus indépendante, se rajoute encore des conditions supplémentaires : revenant sur la position qui était la sienne en 1908, elle décide, pour les municipales de 1912, que les listes de premier tour devront uniquement compter des candidats socialistes unifiés et que les fusions se feront au second tour au cas par cas<sup>412</sup>. On remarquera que, lors de la discussion au sujet de cette tactique, les représentants des sections de banlieue (et, en premier lieu, celles qui peuvent espérer remporter la municipalité, comme le Pré-Saint-Gervais, Puteaux ou Saint-Denis) ont défendu le droit pour les socialistes banlieusards à disposer d'une plus grande latitude pour la composition des listes, preuve qu'ils ont du mal à recruter des candidats<sup>413</sup>. Cette difficulté vient peut-être du faible attrait que représente pour un intellectuel, qui peut espérer sérieusement des positions plus gratifiantes, le mandat de conseiller municipal et du risque que cela représente pour un ouvrier, celui d'être identifié par le patronat local comme militant socialiste et de subir des mesures de rétorsion.

Car, effectivement, les ouvriers, dont nous avons vu qu'ils occupent une part relativement réduite et en diminution des élus municipaux de Paris et des députés, semblent au contraire dominer très largement, encore à la fin de la période, l'espace municipal. A Saint-Ouen par exemple, ville que les socialistes remportent en 1912, les ouvriers, certes tous ouvriers qualifiés, n'occupent pas moins de vingt-deux postes sur

---

<sup>412</sup> *L'Humanité* du 27/03/1911, p.1, et du 28/04/1911, p.3.

<sup>413</sup> *L'Humanité* du 14/03/1911, p.3.



les trente-deux élus<sup>414</sup>. De même, à Alfortville, ce sont seize conseillers sur vingt-cinq qui occupent un emploi d'ouvrier : plus particulièrement, on relèvera que quatre d'entre eux sont ouvriers dans le secteur de la métallurgie et six sont issus du secteur public ou parapublic (un égoutier municipal, un employé de la Compagnie du Gaz, quatre cheminots)<sup>415</sup>. Cette concentration des ouvriers aux postes électoraux municipaux se découvre aussi à travers les figures de maires du département. Sur les dix maires que compte le Parti sur la période, sept sont des ouvriers, et encore Marius Aufan, maire de Levallois-Perret entre 1904 et 1906 fut mécanicien avant de devenir employé.

Ces maires ouvriers obéissent à des logiques d'implantation récente. Ferdinand Roussel, le maire guesdiste d'Ivry, est, par exemple, premier édile depuis 1896. Il n'est renversé qu'à la faveur de la campagne du député Jules Coutant, socialiste dissident, qui parvient à s'appuyer sur les élites locales pour balayer la liste Roussel-Martin<sup>416</sup>. La même année que Roussel, c'est Eugène Thomas, un menuisier vaillantiste, proche de Sembat, qui avait été élu maire du Kremlin-Bicêtre. En 1904, ce sont l'égoutier Jean-Baptiste Sémanaz et le moulurier Jules Cuillierier qui sont élus respectivement au Pré-Saint-Gervais et à Alfortville. Les municipales de 1908 voient la victoire de la liste conduite par Charles Robillard, ferblantier, aux Pavillons-sous-Bois. En 1912, deux autres ouvriers accèdent à la tête d'une municipalité : les mécaniciens Lucien Voilin et Louis Dain deviennent ainsi maires de Puteaux et de Saint-Ouen.

Les maires jouent en général un rôle secondaire dans la Fédération, à l'exception peut-être de Sémanaz qui est régulièrement délégué de la Fédération aux congrès nationaux. Ils ont surtout une fonction symbolique : Eugène Thomas et Robillard (récemment révoqué par le gouvernement Clemenceau) sont par exemple présentés par le Parti aux élections sénatoriales de 1909 comme porte-drapeaux de l'organisation toute entière<sup>417</sup>. Les trois élus de 1912, Voilin, Dain et Albert Thomas, semblent obéir à des logiques d'implantation différentes. Voilin et Thomas sont tous les deux députés depuis 1910 et leur investissement au niveau municipal ne se fait, paradoxalement, que postérieurement à l'acquisition d'une position d'élus nationaux. La grande difficulté

---

<sup>414</sup> Catherine Kerno, *Saint-Ouen, du village à la ville industrielle : conséquences démographiques, sociales et politiques (1830-1914)*, maîtrise d'histoire, 1990, Paris-I, p.701.

<sup>415</sup> Cf. Notice biographie « CUIILLERIER Jules, Clément » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Jean Maitron et Claude Pennerier [consultée en ligne].

<sup>416</sup> *L'Humanité* du 04/12/1907, p.3, et du 03/04/1909, p.3 « La Situation politique à Ivry.

<sup>417</sup> *L'Humanité* du 02/01/1909.

d'accès au poste de maire n'aide vraisemblablement pas à en faire une étape du *cursus honorum* électoral pour un socialiste mais, au contraire, en raison d'un penchant doctrinal pour le travail municipal que nous exposerons plus loin : la commune tend à devenir un champ d'expérimentation où, après avoir exposé la théorie du socialisme à la Chambre, on peut entreprendre sa réalisation concrète à l'échelle locale.

La commune de Saint-Ouen est assez représentative de logiques originales d'implantation. Une première fois, entre 1887 et 1894, la ville avait connu une équipe municipale composée de blanquistes et d'allemanistes, qui avait profondément marqué l'électorat par sa volonté de dialogue avec les citoyens et par l'engagement fort des élus, n'hésitant pas à aller à l'affrontement avec l'Etat. Leur désir de rechercher des solutions immédiates aux problèmes des travailleurs locaux s'était néanmoins brisé sur l'incompétence manifeste d'un Conseil municipal plus au fait des pratiques militantes que gestionnaires<sup>418</sup>. La liste de 1912 comprend plusieurs éléments identitaires pour le socialisme local. Il est caractéristique que le docteur Adrien Meslier, député, tête de liste, ne soit pas celui des candidats qui ait reçu le plus de voix : le candidat socialiste arrivant en tête n'est autre que Louis Dain, mécanicien, ancien adjoint au maire sur la période 1891-1894. Il représente à lui tout seul l'héritage de cette période ancienne et de ce premier socialisme municipal, quand Meslier apporte la légitimité d'un député déjà bien implanté (il est élu pour la première fois en 1902). Deux autres figures militantes de premier ordre ont été élues : Gustave Lesesne, instituteur, premier secrétaire de la section audonienne après l'unification, et Alexandre Bachelet, lui aussi instituteur, adjoint au maire, conseiller général et futur sénateur<sup>419</sup>. La conquête des municipalités s'appuie sur un travail quotidien de terrain : ce ne sont pas moins de cinq coopératives qui permettent au Parti d'occuper grandement l'espace social municipal, ainsi qu'une intense propagande anticléricale, dans une situation où la mairie radicale fait le choix d'une politique d'« apaisement »<sup>420</sup>.

Le début du XX<sup>ème</sup> siècle, dans la banlieue parisienne, signifie une période d'intenses métamorphoses. L'arrondissement de Saint-Denis, les communes d'Ivry et Charenton, dès les années 1870, puis le reste de l'arrondissement de Sceaux à partir des années 1880 se sont rapidement industrialisées, en partie avec l'émergence d'une

---

<sup>418</sup> Catherine Kernea, op. cit., p.732.

<sup>419</sup> Ibid, p.701.

<sup>420</sup> Ibid, p.663-664.

puissante industrie métallurgique, et à travers des usines nettement plus grandes, plus concentrées et plus modernes que le département de la Seine n'en comptait jusque-là<sup>421</sup>. La population de la Seine-banlieue augmente massivement et exclusivement grâce à l'immigration, une immigration qui, venant soit des régions les moins développées de France – en particulier le bassin méditerranéen et en général le Sud du pays – soit de pays plus pauvres (majoritairement d'Italie), est très majoritairement composée d'ouvriers sans qualification. De la même façon, les ouvriers rejetés hors de Paris par la hausse des loyers ou ceux qui arrivent des régions industrialisées du Nord et de l'Est sont majoritairement très peu qualifiés<sup>422</sup>.

La Seine-banlieue devient le symbole d'un affrontement de classe toujours plus virulent. La tradition politique locale, celle d'un républicanisme radical fort peu dynamique et relativement conservateur, n'est pas intégrée par des ouvriers toujours plus nombreux et d'origines si diverses, d'autant que les radicaux ne cherchent aucunement à conquérir le monde ouvrier auquel ils préfèrent les couches encore importantes de petits paysans et de maraîchers. A cela s'ajoutent les nombreux espoirs déçus des ouvriers parisiens qui espéraient trouver en banlieue un espace plus salubre, plus agréable à vivre et qui se retrouvent confrontés à des conditions de vie misérables et à l'expérience de l'usine moderne, avec sa discipline. Tous ces facteurs se combinent pour expliquer comment les ouvriers, de plus en plus nombreux en banlieue, s'attachent rapidement au Parti socialiste<sup>423</sup>. Sa cristallisation y est telle que le socialisme parvient à unifier contre lui toutes les tendances les plus diverses de ses adversaires, dans une véritable alliance de classe entre petits agriculteurs hostiles au syndicalisme des ouvriers agricoles<sup>424</sup>, commerçants ennemis des coopératives<sup>425</sup> et petite et grande bourgeoisie locale. Marcel Cachin croit par exemple déceler une polarisation de plus en plus forte aux élections de 1912 entre socialistes et partis « bourgeois »<sup>426</sup>.

---

<sup>421</sup> Tyler Stovall, *The Rise of Paris red belt*, University of California Press, Berkeley, 1990, p.28-30.

<sup>422</sup> Ibid, p.30-31.

<sup>423</sup> Ibid, p.42 et p.96.

<sup>424</sup> Ibid.p.93-94. A Bobigny, la première manifestation du Parti socialiste unifié fut de soutenir une grève des ouvriers maraîchers, ce qui provoqua la colère de leurs employeurs qui avaient pourtant fait campagne en faveur du député socialiste Adrien Veber en 1902.

<sup>425</sup> Catherine Kerno, op. cit., p668-669.

<sup>426</sup> *L'Humanité* du 14/05/1912, « La Vraie Bataille » de Marcel Cachin.

L'étude des résultats socialistes aux élections cantonales de 1908 et 1912<sup>427</sup> appuie l'idée d'un renforcement du socialisme sur la période : dans la Seine-banlieue, les socialistes recueillent 29% des suffrages en 1908 et 33% en 1912. L'observation des deux cartes<sup>428</sup> permet de voir assez nettement les zones de force du socialisme banlieusard, correspondant aux zones anciennement industrialisées et où les militants socialistes sont présents depuis longtemps : un grand arc dans la banlieue Nord s'étendant du canton de Pantin à celui de Colombes et un petit rayon au Sud composé des cantons d'Ivry, de Charenton et de Villejuif. A ces élections, non seulement les résultats sont bien meilleurs au Nord qu'au Sud, mais, de plus, le socialisme de la banlieue Nord connaît une très forte progression : entre 1908 et 1912, les scores socialistes dans l'arrondissement de Saint-Denis passent de 31,7% à 37% des suffrages, alors qu'ils stagnent légèrement au-dessus de 25% dans l'arrondissement de Sceaux.

Les dix élus au Conseil général de la période concernée tendent à confirmer les thèses que nous exposons plus haut sur l'évolution sociologique qui a lieu également en banlieue, à cause (encore plus en banlieue qu'à Paris) les évolutions du monde ouvrier. Seuls quatre d'entre eux sont des ouvriers : Jacquemin, cordonnier, conseiller de Pantin, Eugène Thomas (né en 1856), menuisier et conseiller du Kremlin-Bicêtre, Valentin Vendrin (né en 1867), forgeron et conseiller de Levallois-Perret, et Lucien Voilin (né en 1870), mécanicien et conseiller de Puteaux-Suresnes. Trois de ces élus (Jacquemin, Thomas, Voilin) sont les plus anciens conseillers généraux socialistes de la banlieue<sup>429</sup>. Inversement, si l'on prend les conseillers nouvellement élus ou réélus aux élections de 1912, on observe un important changement sociologique : tous les sept, à l'exception de Jacquemin et de Vendrin, appartiennent aux classes moyennes. Gaston Philippe (Saint-Denis) et Jean Martin (Ivry) sont comptables, Alexandre Bachelet (Saint-Ouen) est instituteur, Barthélémy Mayéras (Charenton) et Henri Sellier (Puteaux) sont employés. Alors que les sections de banlieue sont vraisemblablement très ouvrières, le Parti semble avoir du mal à faire élire des candidats eux-mêmes d'origine ouvrière. Cela ne vient pas d'une sous-représentation des candidats d'origine ouvrière puisqu'ils sont plus nombreux que ceux issus des classes moyennes : onze candidats ouvriers sur un total de

---

<sup>427</sup> Elles ont lieu, dans la Seine, une semaine après les élections municipales, tous les quatre ans.

<sup>428</sup> Annexes VI et VII.

<sup>429</sup> Avec un certain Parisot, pour lequel nous ne disposons d'aucune information, si ce n'est qu'il fut membre du POF.

trente-trois candidats, pour seulement huit employés ou instituteurs. Ils semblent surtout bénéficier de la propension des ouvriers, qui plus est des ouvriers déqualifiés qui peuplent les grandes usines modernes de la banlieue, à élire des hommes qui disposent au moins d'une apparence de respectabilité et de compétence tout en étant considérés comme proches du peuple<sup>430</sup>. Ce renouvellement social est sûrement lié à l'apport de jeunes militants au début des années 1900, venus de province, exerçant des métiers plus qualifiés, peu intéressés par l'électoratisme car dévoués et disciplinés, et inspirés au moins partiellement du syndicalisme révolutionnaire en cours de maturation : c'est le cas par exemple à Saint-Denis avec des socialistes comme Gaston Philippe ou Louis Laporte, qui commenceront à émerger comme figures publiques vers la fin de notre période<sup>431</sup>.

Une dernière remarque s'impose. Il semble que l'implantation locale des élus socialistes dans la future « banlieue rouge » repose moins que pour les autres courants politiques sur les individus. En effet, le socialisme s'impose prioritairement à partir de réseaux militants : en particulier, les coopératives paraissent jouer un rôle important dans la conquête de la population locale<sup>432</sup>. Le monde associatif en général est mobilisé pour favoriser l'attachement des habitants au socialisme : à Saint-Ouen, par exemple, les socialistes créent ainsi successivement une Bourse du travail en 1905<sup>433</sup>, une « Union des femmes socialistes » et une section de la Mutualité maternelle (animée par Adrien Meslier) la même année<sup>434</sup>, un club sportif en 1913<sup>435</sup>. Ces associations ne sont pas créées de façon désintéressée : elles sont vraisemblablement, au moins en partie, liées à l'idée d'en faire un moyen d'implantation et de conquête électorale, d'autant plus quand elles sont associées explicitement à l'action des socialistes dans les corps élus. Ainsi, alors que le PS mène une intense activité en faveur de l'extension du tramway parisien à la grande banlieue pour que ses habitants puissent accéder plus facilement à Paris *intra-muros*, les militants du Parti développent une association d'usagers des

---

<sup>430</sup> Yves Billard, op. cit., p.59.

<sup>431</sup> Jean-Paul Brunet, op. cit., p.129.

<sup>432</sup> Catherine Kerno, op.cit., p.663, et Jean-Paul Brunet, op. cit., p.134-137.

<sup>433</sup> Animée entre autres par les socialistes syndicalistes Claude Sélaquet (mécanicien, qui acquiert des responsabilités nationales dès 1906), Gustave Lesesne (instituteur) et Léon Neau (instituteur). Catherine Kerno, op. cit., p.544.

<sup>434</sup> Ibid, p.530.

<sup>435</sup> Ibid, p.564.

transports, dont une section se crée, par exemple, en 1909 à Bobigny<sup>436</sup>. Cela aboutit à une situation où le Parti, plus que les élus, représente une force massive. On se rappelle comment, en 1910, Chauvière et Coutant avait réussi à se faire élire sans l'appui du Parti à l'aide d'une implantation personnelle dans certains quartiers ou à l'aide de réseaux individuels, et comment Chauvière avait même réussi à s'imposer de nouveau au Parti. Aux législatives de 1914, la situation est différente : la discipline interne à l'organisation s'est renforcée et il est devenu beaucoup plus difficile pour un élu de se libérer de l'emprise du Parti. Albert Willm, député de la quatrième circonscription de Saint-Denis depuis 1906, va en faire l'expérience. Contraint par sa section à ne pas se représenter car il était impliqué, le 4 juin 1913, dans un accident de voiture aux côtés du « renégat » Aristide Briand dont il s'est avéré qu'il le fréquentait encore malgré les consignes contraires du parti, il décide donc de se présenter comme candidat socialiste indépendant. Contre toute attente, il est vaincu par Jean Bon, candidat socialiste officiel n'ayant pourtant guère marqué le mouvement socialiste local, étant, en outre, parachuté depuis la 5<sup>ème</sup> section socialiste de la Seine, en plein cœur de Paris, et n'ayant guère disposé de temps pour s'implanter véritablement dans la circonscription de Clichy<sup>437</sup>. La force de la Fédération se mesure ici à sa capacité à faire battre un candidat dont la « trahison » aurait pourtant du paraître bien dérisoire à la grande masse des électeurs, ce qui dénote clairement de leur part une grande confiance dans le Parti comme collectif plutôt que dans ses candidats individuels (même si les deux logiques se nourrissent mutuellement).

La Fédération de la Seine, de façon sourde, connaît donc d'importants bouleversements sociaux et sociologiques. Une nouvelle couche de cadres et de dirigeants issus de ce que l'on peut appeler les classes moyennes ou les « couches nouvelles » émerge dans le Parti et entend conquérir de nouvelles positions électorales, d'autant que les progrès continus du socialisme ouvrent des possibilités toujours plus grandes d'acquérir une respectable position politique. Portée par ce renouvellement, la situation interne à la Fédération, instable encore du fait des nombreuses crises qui se sont succédé entre 1905 et 1910, s'apaise quelque peu. Prise dans une logique d'institutionnalisation qui touche toutes les forces socialistes d'Europe dans l'avant-

---

<sup>436</sup> Tyler Stovall, op.cit., p.96.

<sup>437</sup> Yves Billard, op. cit., p.91.

guerre, logique renforcée par les succès électoraux du Parti, elle va également rétablir sa vulgate doctrinale sur un équilibre entre passion révolutionnaire et technicité réformiste.

### **Chapitre trois. Renouveau militant, renouvellement théorique. Les métamorphoses de la Fédération de la Seine à la veille de la Grande Guerre.**

L'affaiblissement militant des courants du vieux mouvement ouvrier parisien a déjà été clairement relevé. Déjà, l'élection de Pierre Dormoy comme secrétaire fédéral marquait un premier pas dans cette évolution. Certes, il conservait des liens notables avec les traditions révolutionnaires parisiennes : son rattachement au courant syndicaliste révolutionnaire et le soutien affiché que lui avait porté Vaillant en font bien l'expression du noyau vaillantiste qui cherche à contenir l'influence de l'extrême-gauche et à la ramener dans le giron de la majorité jaurésienne du Parti. Pourtant, il rompait clairement avec la figure d'un Jean-Baptiste Lavaud qui l'avait précédé : avec presque vingt ans d'écart, Dormoy est fonctionnaire, employé de bureau, arrivé au socialisme par la fréquentation du marxisme et formé par le POF, alors que le second était un ouvrier qualifié de province, plongé dans le socialisme instinctif et spontanéiste du POSR à son arrivée à Paris. Dormoy, qui avait 34 ans en 1910, représente une nouvelle génération, non-issu du milieu ouvrier traditionnel et de l'atelier. A la suite de son élection au Conseil municipal, cette évolution se prolonge et se renforce avec la désignation d'Edme Beuchard comme secrétaire fédéral<sup>438</sup>.

Comme Dormoy, Beuchard est issu du POF, dont il faut se souvenir qu'il ne représentait pourtant qu'une composante très minoritaire du socialisme parisien. Les deux hommes ont vraisemblablement été assez proches à un moment donné : il participe avec lui et aux côtés de l'insurrectionnel André Bruckère à la rédaction du journal antimilitariste des jeunesses du PSdF, *Le Conscrit*<sup>439</sup>, ce qui nous permet de supposer qu'il ne fait pas preuve d'autant d'hostilité à l'extrême-gauche insurrectionnelle que bon nombre de ses camarades guesdistes. D'ailleurs, il prend bien soin de se distinguer de ces derniers, bien qu'il se joigne à eux sur toutes les motions de congrès : reprenant l'avis de Tanger, Dubreuilh et Lavaud, il ironise sur les guesdistes et sur Jaurès qui, selon lui, se trompent lourdement s'ils espèrent mettre la main sur la CGT. Le même rapport de police qui nous renseigne sur ces éléments relève également les forts liens d'amitié qui uniraient Beuchard avec Louis Niel, dirigeant du courant syndicaliste

---

<sup>438</sup> *L'Humanité* du 05/09/1913, p.6.

<sup>439</sup> APP BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 28/08/1908.



réformiste et brièvement secrétaire général de la CGT en 1909<sup>440</sup>. Ainsi, Beuchard, qui traite lui-même des guesdistes à la troisième personne, comme s'il ne s'incluait pas dedans, n'apparaît pas comme un pur guesdiste mais tendrait même à s'apparenter, au moins partiellement, à des secteurs plus syndicalistes. Plus exactement, il défend, comme Victor Renard, le secrétaire de la Fédération du textile dans la CGT, l'idée d'une entente renforcée entre CGT et PS, et non d'une subordination de l'une à l'autre comme le réclame la position guesdiste classique<sup>441</sup>. Malgré tout, lors des congrès, il participe quand même du courant guesdiste et nous avons relevé qu'il y occupait une place assez importante : il est dès lors assez symptomatique, du point de vue des changements sociologiques et idéologiques de la Fédération, qu'il soit élu secrétaire contre un ancien allemaniste, l'ouvrier Georges-Augustin Bernard, par 201 voix contre 175, soit 53,5%<sup>442</sup>. Il marque aussi, probablement, une certaine réorientation des guesdistes, qui ont bien senti que leur position rigide sur les rapports PS-CGT ne contribuait qu'à les isoler dans le monde ouvrier. Finalement, on notera aussi, sur le plan des évolutions sociologiques du socialisme parisien, que les deux derniers secrétaires fédéraux avant 1914 sont des employés, Dormoy étant employé à la Préfecture de la Seine, Beuchard préparateur en pharmacie, le second ayant de plus été élu secrétaire contre un ouvrier.

On l'a dit, avec l'élection de Dormoy au secrétariat, la Fédération de la Seine s'est dotée d'une orientation plus combative. Le syndicaliste ne prétend pas faire œuvre d'originalité. Il reprend simplement la thèse qu'exprime Vaillant déjà depuis l'unification des fractions socialistes. Le discours du vieux communard à la première session du septième Congrès fédéral, en 1908, que nous avons évoqué plus haut, est caractéristique : les discussions sur la doctrine sont associées à une perte de temps qui ne participe qu'à la division du parti en fractions ennemies qui donnent un spectacle épouvantable aux observateurs ; le seul moyen d'assainir le parti est de le plonger entièrement dans l'action permanente, sous toutes ses différentes modalités<sup>443</sup>. On retrouve un fonds d'esprit largement partagé entre blanquistes et allemanistes, qui contamine par capillarité le syndicalisme révolutionnaire. Les palabres sur la théorie

---

<sup>440</sup> AN F7 12496, dossier Renseignements généraux (1893-1911), rapport du 26/02/1909.

<sup>441</sup> *L'Humanité* du 22/07/1907, p.2.

<sup>442</sup> *L'Humanité* du 05/09/1913, p.6.

<sup>443</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.1.

sont associées au monde des sectes politiciennes qui entravent l'action du prolétariat, en le divisant selon des doctrines, produites et défendues par des intellectuels extérieurs au mouvement ouvrier. De ce point de vue, ces intellectuels utiliseraient la masse ouvrière uniquement pour acquérir du pouvoir et se faire élire : tout ce qui a trait à la théorie ou à la doctrine, du moins dans sa forme la plus dogmatique, qui prend souvent l'apparence du militant guesdiste, serait typique du « réformisme ». Inversement, l'action directe est perçue comme une activité saine et vivifiante, une « gymnastique révolutionnaire » pour reprendre un terme proprement syndicaliste, par laquelle les divisions au sein du prolétariat tombent et par laquelle la classe ouvrière peut enfin s'affirmer comme une force indépendante. Cette unité d'esprit se révèle particulièrement lorsque le vaillantiste Dubreuilh et l'allemaniste Lavaud conviennent mutuellement des causes de la crise du parti (division interne, parlementarisme exacerbé, absence de direction, arrivisme de nombreux élus qui méprisent le parti) et des solutions pour la résoudre (de l'action et encore de l'action)<sup>444</sup>.

---

<sup>444</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapports du 10/01/1908, 13/03/1908 et 08/01/1910.

A. Une Fédération tournée vers l'action, pour un socialisme de lutte de classe et complémentaire de l'action syndicaliste.

Or, entre 1905 et 1910, l'avantage n'est guère du côté du Parti socialiste. Tout juste fondé, il s'avère incapable de se fondre véritablement en un bloc unique et laisse survivre les anciens groupements en son sein. Concentré sur les activités parlementaires, il délaisse le terrain social et économique et s'adonne plutôt à la polémique persistante entre guesdistes et jaurésiens<sup>445</sup>. La CGT, elle, au contraire, bénéficie d'une forte dynamique. Ainsi, le décalage entre les deux organisations est tel qu'en 1908 le secrétaire du Parti, Louis Dubreuilh, avait exprimé, en privé, son désir de voir le Parti, trop réformiste à son goût, se « vider » au profit de la Confédération, ce qui, de son point de vue, serait une conséquence inévitable si les élus ne s'intéressaient pas plus à l'action de terrain<sup>446</sup>. Chez les militants, en particulier parisiens, cette conscience de la rupture entre socialisme et syndicalisme en incite un grand nombre à promouvoir la subordination du Parti à la CGT : jusqu'au député, considéré comme plutôt « réformiste » mais d'origine blanquiste, Marcel Sembat, qui déclare que les élus doivent se mettre à la disposition de la CGT et affirmer le rôle central des syndicats dans la future société socialiste<sup>447</sup>.

Contrairement à ce qui a souvent été écrit au sujet de l'absence d'une véritable social-démocratie française – à cause de la séparation entre socialistes et syndicalistes – il existe dans la Fédération de la Seine une forte porosité entre socialisme et syndicalisme. Pierre Dormoy lui-même incarne cette unité plus forte qu'il n'y paraît. Attiré au tout début du siècle par le syndicalisme révolutionnaire, comme un certain nombre de jeunes membres du PSdF, il participe en 1904 à la fondation du premier syndicat de fonctionnaires de France, celui des employés de la Préfecture de la Seine, et devient même ami avec le secrétaire général Victor Griffuelhes – qui songe à lui pour remplacer Albert Lévy comme trésorier confédéral, ce qui suppose donc un investissement important dans l'activité syndicale –. Il est accompagné par de nombreux cadres fédéraux eux aussi fortement engagés dans le syndicalisme, dont ils importent l'état d'esprit dans le Parti. Il faut prendre en considération le fait que, par

---

<sup>445</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 23/06/1908.

<sup>446</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 13/05/1908.

<sup>447</sup> *L'Humanité* du 22/07/07, p.2.

« cadres », nous n'entendons pas nécessairement un membre de l'appareil fédéral, parce que, dans la Fédération comme dans le Parti, cet appareil est exclusivement consacré à des fonctions administratives. Les véritables dirigeants politiques du Parti et de la Fédération sont les élus et les principaux intervenants aux Congrès qui parviennent à imposer leurs thèses.

L'un de ces militants dont l'action est la plus remarquable est certainement Eugène Fiancette. Né en 1881, il donne son nom à la principale motion hostile au vote de la loi des R.O.P. au congrès de 1910<sup>448</sup>. Au congrès de la CGT, au Havre en 1912, Fiancette avait défendu l'idée d'une association ponctuelle entre Parti et CGT, sans subordination de l'un à l'autre, au nom d'une tendance comprenant la grande majorité des socialistes non-guesdistes<sup>449</sup>. Cocher de fiacre, il avait participé à la fondation du syndicat des cochers et chauffeurs de la Seine et en fut le secrétaire, vraisemblablement jusqu'en 1912, date à laquelle il devient conseiller municipal de Paris. Proche d'Alexandre Luquet, secrétaire de la Fédération CGT des Coiffeurs et représentant officieux du Parti dans la Confédération, il passait avec lui, à l'époque où il était encore un pur syndicaliste révolutionnaire, pour l'un des lieutenants de Griffuelhes<sup>450</sup>. A ce même Congrès, la motion Cleuet, défendue par Fiancette, l'avait aussi été par Gaston Lévy. Autre figure importante de la Fédération de la Seine, il intervient dans tous les Congrès fédéraux, à partir du Congrès de juillet 1907, généralement au nom de la 13<sup>ème</sup> section, en défendant des positions inspirées du « socialisme ouvrier » et du syndicalisme révolutionnaire, comme ne manque pas de lui faire remarquer le guesdiste Bernard Manier<sup>451</sup>. Gaston Lévy, dont le frère, Albert, est trésorier de la CGT, a fondé le syndicat des employés de banque parisiens et siège en son nom au Comité confédéral.

C'est surtout parmi les anciens militants du POSR que se recrutent les syndicalistes socialistes les plus actifs. Ainsi, Auguste Besombes, employé de commerce, s'était impliqué très fortement dans le mouvement syndical avant l'unification du socialisme : fondateur du syndicat des commis en quincaillerie, trois fois délégué à un congrès syndical (dont celui de Limoges, qui fonda la CGT en 1895), c'est surtout dans la section des bourses qu'il s'est investi. Il a entre autres participé à

---

<sup>448</sup> *L'Humanité* du 31/01/1910, p.3.

<sup>449</sup> Guillaume Davranche, op. cit., p.264, et *L'Humanité* du 20/09/1912, p.2.

<sup>450</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 22/02/1910.

<sup>451</sup> *L'Humanité* du 27/01/1910, p.3.

trois congrès de la Fédération nationale des Bourses du travail entre 1895 et 1901, où il a défendu, position révolutionnaire classique, le refus du « subventionnisme »<sup>452</sup>. Son activité syndicale prend également la forme d'une mobilisation du mouvement social : il fut par deux fois licencié, la première fois pour avoir organisé une lutte contre le système des amendes en 1898 au grand magasin La Ménagère où il travaillait, la seconde fois pour avoir fait grève le Premier mai 1907. Les militants d'origine blanquiste ou vaillantiste, passés par le PSR, partagent avec les allemanistes, passés par le POSR, un grand nombre de points communs, dont une grande implication syndicale.

Un des meilleurs représentants de ces liens organiques entre le Parti et les syndicats est certainement Alexandre Aulagnier. Né en 1864, il fut menuisier puis employé, selon des circonstances qui nous sont inconnues. Militant dévoué et relativement discret, la faiblesse de son impact public, due au mépris apparent dans lequel il tient l'action électorale<sup>453</sup>, ne doit pas cacher une influence certaine que l'on peut supposer au vu des nombreuses responsabilités qu'il acquiert dans le mouvement socialiste et syndical. Secrétaire syndicaliste révolutionnaire de l'Union des syndicats de la Seine (U.S.S.) entre 1906 et 1908, il est poursuivi par les tribunaux en 1907 en raison d'une affiche antimilitariste appelant à préparer la grève générale insurrectionnelle et à faire preuve d'insoumission à la caserne ; il fit trois mois de prison. En tant qu'élément important de la CGT, il fut poursuivi à la suite des événements de Villeneuve-Saint-Georges et dut s'exiler quelques mois en Belgique. Figure exemplaire du militant en ce début de XXème siècle, en plus d'être syndicaliste, il fonde et adhère à la coopérative de sa commune (L'Avenir socialiste de Bagnolet), participe à plusieurs œuvres laïques et très certainement à la Ligue des Droits de l'Homme. Ancien membre du CRC, puis du PSR et du PSdF, il est l'un des membres fondateurs de la 21<sup>ème</sup> section du Parti et s'implique à un assez haut niveau dans les activités fédérales : il est sept fois délégué de la Fédération à un Congrès national (au deuxième congrès de 1905, en 1906, 1907, 1909, au deuxième congrès de 1911, en 1912, puis au deuxième congrès de 1914) et siège quatre fois à la Commission exécutive fédérale (en 1906, 1909, 1912 et 1913). Idéal-type du militant ouvrier, son engagement syndicaliste révolutionnaire à la CGT se

---

<sup>452</sup> C'est-à-dire le refus de voir les Bourses du travail subventionnées par les municipalités, au risque de les voir tomber dans l'escarcelle de ces dernières.

<sup>453</sup> Il n'est que trois fois candidat aux législatives de 1902, 1906 et 1910 mais ne réalise que des scores médiocres. Cette faiblesse électorale contraste avec une certaine accumulation de responsabilités internes.

double d'une véritable admiration pour Jaurès dans le Parti, parti au sein duquel il défend des positions syndicalistes tendant à subordonner le PS à la CGT<sup>454</sup>. Il y défend entre autres l'autonomie du syndicat mais dans le cadre d'un accord ponctuel motivé par la réorientation souhaitable du Parti vers une action principalement extraparlamentaire, en appui à celle de la CGT, de sorte que le socialisme organisé se guérisse de son électoralisme.

Parmi les autres figures d'importance de la CGT que l'on retrouve à la Fédération, on citera rapidement Maurice Copigneaux. Syndicaliste plutôt de tendance « réformiste », comme le prouve sa mise en cause des anarchistes (qualifiés d'éléments pas « vraiment ouvriers ») et sa volonté d'introduire dans la Bourse du travail le scrutin proportionnel<sup>455</sup>, il fut pendant deux ans, entre 1898 et 1900, secrétaire général de la CGT. Il exerce également la fonction de secrétaire du syndicat des travailleurs municipaux de Paris, dans lequel il s'investit, selon toute vraisemblance, intensément, en particulier à l'occasion d'une campagne pour l'abaissement du temps de travail à huit heures quotidiennes<sup>456</sup>, et participe, en décembre 1903, à la fondation de la Fédération nationale des travailleurs municipaux et départementaux. Il mène ensuite un travail constant en faveur de la syndicalisation des fonctionnaires. Sans que l'on ait pu en déterminer la raison exacte, un conflit entre plusieurs sections et Copigneaux aboutit à sa suspension momentanée du Parti entre 1906 et 1908<sup>457</sup>, mais il est de nouveau délégué de la Fédération aux deux congrès nationaux de 1914.

Néanmoins, cette union apparente entre syndicalisme révolutionnaire et Fédération de la Seine n'est pas toujours bien acceptée. Alphonse Loyau<sup>458</sup>, élu conseiller municipal du quartier du Père-Lachaise en 1914, à la mort de Landrin, paraît un syndicaliste convaincu : ouvrier mécanicien, il dirige l'Union corporative des ouvriers mécaniciens de la Seine entre 1906 et 1912 et participe, jusqu'en 1914, à la commission exécutive de la Fédération des Métaux. Il s'est particulièrement engagé dans la conduite des grèves qui frappent les grandes usines automobiles de la banlieue dans cette période et a soutenu la fusion de l'Union des mécaniciens dans la Fédération

---

<sup>454</sup> *L'Humanité* du 22/07/1907, p.2, et du 05/04/1909, p.2.

<sup>455</sup> *L'Humanité* du 23/06/1905, p.3.

<sup>456</sup> *L'Humanité* du 11/01/1905, p.3.

<sup>457</sup> *L'Humanité* du 05/04/1906, p.4.

<sup>458</sup> Cf. Notice « LOYAU Alphonse [LOYEAU Alphonse selon l'état civil] » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Claude Pennetier et Nathalie Viet-Depaule [consultée en ligne].

des Métaux ; pourtant, dans le milieu des mécaniciens, ouvriers des plus qualifiés, il y avait une hostilité latente à cette Fédération qui acceptait en son sein les femmes et les ouvriers non-qualifiés, accusés de faire baisser les salaires, mais de plus en plus nombreux dans les usines de banlieue. C'est cette position que l'on pourrait qualifier de « révolutionnaire », en ce qu'elle s'aligne sur celle du dirigeant syndicaliste-révolutionnaire métallurgiste Alphonse Merrheim, et qui dénote un intérêt certain pour la modernisation de l'action syndicale et une adaptation aux évolutions du capitalisme français. Or, il s'avère que ses fermes convictions syndicalistes ne sont pas du goût des milieux dirigeants du Parti, qui craignent de voir Landrin, qui jusque-là avait secondé Vaillant dans son travail de modération de l'extrême-gauche, remplacé par un militant si peu modéré<sup>459</sup>. Parmi les éléments qui apparaissent centraux dans la Fédération, on ne peut oublier Joseph Lauche. Nous avons déjà eu l'occasion de parler plusieurs fois de lui : on se contentera de rappeler qu'il est neuf fois délégué fédéral à un Congrès du Parti (entre 1905 et 1911, ce qui en fait le sixième militant ayant détenu le plus de mandats de délégué dans la Seine, *ex-aequo* avec Sembat) et qu'il a, en 1908, incarné la colonne vertébrale doctrinale de la Fédération à travers sa motion, pensée pour être une motion de synthèse<sup>460</sup>. Parallèlement, il est un syndicaliste actif, secrétaire de l'Union des mécaniciens de la Seine entre 1898 et 1906, pour laquelle il siège au Comité confédéral.

On s'étonnera que Lauche, pourtant tenant de positions « réformistes » dans les syndicats, défende une position pour le moins « révolutionnaire » dans la Fédération : sa motion réaffirme l'objectif révolutionnaire du Parti, exprime une hostilité ouverte aux radicaux (dans l'esprit du courant antiministérialiste, traditionnellement considéré comme la composante « révolutionnaire » du socialisme), pose comme une nécessité de détruire l'Etat et la société capitaliste. Cela doit donc nous amener à revoir l'opposition classique entre réformisme et révolution : comme nous l'avions supposé plus haut, il semble surtout que l'état d'esprit « révolutionnaire » de la Fédération de la Seine soit avant tout un état d'esprit « syndicaliste », fondé sur l'idée que les ouvriers doivent apprendre à gérer eux-mêmes la société et aussi fondé sur une opposition à l'Etat, sensibilité héritée de l'allemanisme et que l'on retrouve aussi dans la Charte d'Amiens.

---

<sup>459</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport Mouvement socialiste (février 1914).

<sup>460</sup> *L'Humanité* du 28/09/1908, p.2.

La frontière entre « révolutionnaires » et « réformistes » apparaît comme peu claire et prend, dans la Seine, plutôt la forme d'une opposition entre partisans d'une action extraparlamentaire avant tout (à travers les syndicats, les coopératives ou les municipalités) et partisans d'une concentration du Parti sur l'obtention de réformes parlementaires. Il nous semble presque que ceux qui, dans les syndicats, se divisent entre réformistes et révolutionnaires, se retrouvent dans le Parti à former une tendance propre, défendant surtout l'option d'une autonomie du mouvement social : combinant les thèses des deux factions du syndicalisme, ils se retrouvent à défendre l'idée que la révolution est un processus progressif consistant dans le remplacement des « institutions bourgeoises » par des « institutions ouvrières », sans rejeter *a priori* la possibilité de la grève générale ou d'une action violente, mais sans en faire non plus (à l'inverse des insurrectionnels), le cœur de leur politique.

La forte interpénétration entre socialisme et syndicalisme se voit y compris à l'échelle des milieux dirigeants : à la commission exécutive de l'USS et à la commission administrative de la Bourse du Travail de Paris, sur les huit militants qui se partagent les postes de secrétaires entre 1910 et 1914, on retrouve trois socialistes, Gaston Delpech, Minot et Jules Bled. Il est assez remarquable que les socialistes, jusque-là essentiellement à la tête de la Bourse, gagnent le secrétariat exécutif de l'Union : à partir de 1913, le rapprochement entre la Fédération et l'Union se retrouve facilité par le fait que les deux secrétaires syndicaux sont les socialistes Minot et Bled, lequel Bled voit sûrement son influence renforcée car il a été le seul dirigeant syndical continuellement présent dans un organisme dirigeant depuis 1910<sup>461</sup>.

Les mécaniciens, comme nous en avons vu quelques exemples, occupent une place importante dans le socialisme séquanien. Nous prenons en compte un ensemble défini de militants dont nous connaissons la profession, composé des candidats (aux trois élections législatives, aux deux élections municipales et cantonales), des maires SFIO, des membres de la commission exécutive et des délégués aux congrès. Le résultat nous renseigne sur la place considérable occupée par cette profession : sur les cent-un ouvriers du corpus, vingt-neuf – soit entre le quart et le tiers de l'effectif – sont des ouvriers mécaniciens. Plus généralement, il y a une évolution des ouvriers membres du Parti. Parmi les députés et conseillers généraux de la Seine élus avant l'unification, on

---

<sup>461</sup> Claudia Monti, op. cit., p55.



compte treize ouvriers : deux ouvriers d'imprimerie (Chauvière, Colly), trois mécaniciens (Coutant, Walter, Voilin), un chapelier (Dejeante), un peintre sur éventail (Ranvier), deux travailleurs du bois (Chausse, Thomas), deux facteurs de piano (Berthaut, Heppenheimer), un travailleur du bronze (Landrin) et un charron (Paris), auxquels on peut ajouter quatre employés de commerce et d'industrie (Weber, Fribourg, Rozier, Martin). Il s'agit de faire la comparaison avec les élus de la fin de notre période (1910-1914) eux aussi issus du monde du travail salarié : on ne compte plus que sept ouvriers, dont quatre mécaniciens et assimilés (Lauche, Loyau, Reisz, Vendrin), un peintre sur porcelaine (Lavaud), un cocher (Fiancette) et un menuisier (Brunet), auxquels il faut ajouter deux employés du secteur privé (Aubriot, Philippe), quatre employés du secteur public (Bon, Dormoy, Mayéras, H. Sellier), un instituteur (Bachelet), deux agents des postes (Grangier, L. Sellier), deux employés de commerce (Levasseur, Michaud) et deux anciens ouvriers devenus employés administratifs ou de commerce (Morin, Varenne).

En comparant les deux périodes, il faut noter la multiplicité des métiers occupés par les élus avant leur élection : il s'agit de métiers pour la plupart qualifiés, faiblement industrialisés, quelque fois un peu artistique (comme pour l'activité de Ranvier). Ils symbolisent le monde dans lequel ces socialistes se sont affirmés, l'espace classique du mouvement ouvrier parisien. Inversement, à partir de 1910, la montée des employés parmi les cadres de la Fédération, mais également la modification des profils ouvriers, caractérisent la période. Les mécaniciens occupent une place plus grande parmi eux et, du fait de la présence des deux anciens secrétaires de l'Union des mécaniciens Lauche et Loyau, ils sont plus au fait des évolutions qui touchent la métallurgie en ces années de modernisation de l'industrie : sous leur direction, l'Union s'était impliquée dans le phénomène nouveau des grèves touchant les grandes usines de la banlieue, avait commencé à réfléchir à l'idée d'une syndicalisation des ouvriers non-qualifiés et avait mené une intense propagande en direction de ces milieux. Quant à Lavaud et Brunet, dont le métier se rattache plus au type traditionnel de travail à Paris, ils sont les plus âgés du groupe et représentent l'once de ce monde des métiers qui s'efface progressivement.

Cette dernière période est aussi prodigue en élus socialistes s'étant construits une stature dans l'action syndicale. Nous avons vu, par exemple, qu'il en était ainsi pour

Fiancette et Loyau, figures cégétistes s'il en est, d'autant que Loyau représente aussi, on l'a dit, une réorientation (encore timide) du syndicalisme mécanicien vers l'industrie métallurgique nouvelle. On pourrait également citer d'autres personnalités représentatives comme Grangier, Morin ou Michaud, d'autant qu'elles indiquent aussi l'apparition de nouveaux centres d'intérêts de la Fédération et de l'Union dans le monde du travail. Henri Grangier (1870-1958)<sup>462</sup> est ainsi sous-agent des postes, particulièrement revendicatif pour la transformation de l'Association générale en syndicat affilié à la CGT. Il devient même fondateur d'un syndicat scissionniste, adossé à la Confédération, et participe activement à toutes les campagnes pour la réadmission des fonctionnaires révoqués. Lui-même, limogé par deux fois en 1906 et 1907, ne sera pas réintégré. Cette situation lui permet de s'investir plus encore dans le syndicalisme : on lui attribue le poids de la pression sur le PS pour que celui-ci soutienne plus activement les postiers dans leur grève de 1909. Il semble avoir alors une certaine influence à la CGT et en être un des principaux militants. Jean Morin (1869-1925)<sup>463</sup> appartient à une autre profession où l'influence socialiste est forte. Cheminot, poseur de rails, il s'inscrit dans la tendance dite révolutionnaire et minoritaire du syndicat national des chemins de fer. Militant très actif du syndicat, dont il participe à l'administration, à l'échelle nationale et à celle de son réseau ; il est victime d'une révocation à la suite de ces activités et de sa participation à la grève générale des transports de 1910. A la suite de ce mouvement, il retrouve un emploi à la Compagnie du Paris-Lyon-Méditerranée. Tony Michaud (1866-1922) provient, lui, d'un secteur pourtant faiblement syndicalisé : employé au Bon Marché, il est licencié en raison de son action pour la syndicalisation des employés de commerce et pour sa tentative d'initier une grève. Il nous semble que la promotion de militants de ce type au poste de conseiller de Paris, certes moins élevé que celui de député mais quand même conséquent, est révélateur des nouveaux milieux dans lesquels la Fédération cherche à s'implanter (les employés qui se multiplient dans les grandes villes, les fonctionnaires) et aussi du fait que les activités syndicales représentent toujours une porte d'entrée vers le mouvement socialiste, peut-être valorisée même par la Fédération.

---

<sup>462</sup> Cf. Notice « GRANGIER Henri » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Jean Maitron [consultée en ligne].

<sup>463</sup> Cf. Notice « MORIN Jean » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, rédigée par Henri Dubief [consultée en ligne].

## B. La Fédération de la Seine et la question communale, l'avant-garde du socialisme municipal.

Le socialisme municipal est une doctrine politique, élaborée initialement par le belge César de Paepe et le français Benoît Malon, porté en France sur le devant de la scène par les possibilistes, et en particulier par Paul Brousse. Sa thèse centrale est que les socialistes doivent s'emparer graduellement du pouvoir en conquérant une à une toutes les municipalités et en développant grâce à elles des services publics en régie directe, couvrant tous les domaines, de sorte que les moyens de production seront progressivement collectivisés. Le caractère décentralisateur de cette doctrine, qui veut vider l'Etat central de son pouvoir au profit d'une fédération de communes, montre une influence proudhonienne, presque anarchisante. D'ailleurs, au sein de la FTSF, elle est intégrée au programme allemaniste tout autant qu'au programme broussiste : même les allemanistes qui rejettent le centralisme jacobin et le réformisme d'Etat acceptent sans problème l'idée de mener des réformes, profondes et radicales, à l'échelle de la commune et de participer à la gestion municipale.

Au sein de la Fédération de la Seine, la nouvelle génération va s'affairer à rénover en profondeur le programme municipal du socialisme issu de cette tradition. Cette génération est celle d'un « réformisme des techniciens » selon l'expression d'Emmanuel Jousse<sup>464</sup>. Groupé autour d'Albert Thomas, se constituent les réseaux du « socialisme normalien » tirant son nom du fait que ses animateurs sont tous issus des cercles d'amis de Thomas, hérités de l'ENS de Paris. Derrière Thomas et André Lebey, ce rassemblement, au nom du Parti socialiste, va dicter à la *Revue socialiste, syndicale et coopérative* une orientation nouvelle : il faut définir un socialisme scientifique et concret, adapté à une réalisation immédiate<sup>465</sup>. Ces jeunes hommes à la recherche de responsabilités à exercer rapidement vont se voir opposer le dogme antiministérielle de la SFIO : toute possibilité de transformation sociale par la voie de l'appareil d'Etat reste donc, pour le moment, impensable. Faisant de nécessité vertu, les partisans de la Revue vont s'organiser en un Groupe d'études sociales pour peser dans le Parti et

---

<sup>464</sup> Emmanuel Jousse, *Les Hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France*, Fayard, 2017, Paris.

<sup>465</sup> Christophe Prochasson, « Entre science et action sociale : le « réseau Albert Thomas » et le socialisme normalien, 1900-1914 » in Christian Topalov, op. cit., p.144.

défendre leurs conceptions intellectuelles, à travers la définition d'un projet de transformation progressive, s'appuyant principalement sur le municipalisme et le coopératisme<sup>466</sup>.

Paradoxalement, ces positions réformistes déclarées vont s'accorder assez facilement, en théorie comme en pratique, avec la vulgate « révolutionnaire » fédérale. Après tout, ce réformisme communal ou coopérateur n'est pas incompatible par principe avec la thèse défendue centralement par la Fédération, à savoir une révolution à caractère progressif, dont le contenu est fortement marqué par le développement des « institutions ouvrières ». La situation interne est donc telle que les théories réformistes sur l'action municipale et sur l'action coopérative vont assez largement s'imposer à la Fédération toute entière.

En 1907 déjà, pour la préparation des municipales-cantoniales de 1908, certains débats s'étaient ouverts autour de la discussion du programme municipal à adopter. Ce programme commençait par l'affirmation d'une volonté de rendre une pleine autonomie aux communes (et en particulier à la commune de Paris) sous la forme d'une décentralisation administrative. Suivent ensuite une série d'articles très généraux sur la municipalisation des services publics, le contrôle des travaux publics par les organisations ouvrières, la création de caisses de sécurité sociale municipales, la construction de logements à bas prix, la suppression de l'octroi, l'amélioration des services d'enseignement public et la destruction des fortifications pour créer de grandes espaces libres<sup>467</sup>. La sensibilité classique du socialisme municipal s'exprime largement dans ce texte, et il n'en est que plus étonnant qu'il ait été adopté à l'unanimité par le Conseil fédéral (sans qu'il ne soit relevé de protestations particulières de la part des guesdistes, pourtant ennemis de ce type de conceptions)<sup>468</sup>.

On notera néanmoins un échange de vues, très cordial, entre Auguste Besombes et Albert Thomas par articles interposés. Dans une série d'articles, Thomas expose en effet un certain nombre de points de vue destinés, selon lui, à rehausser la place de la banlieue dans le programme et à lui donner plus d'efficacité. Cette efficacité passe par une meilleure répartition des compétences : l'article premier, qui prévoit la revendication de l'économie communale, doit être supprimé car il relève des

---

<sup>466</sup> Ibid, p.150.

<sup>467</sup> *L'Humanité* du 22/12/1907, p.3.

<sup>468</sup> *L'Humanité* du 08/05/1908, p.3.

compétences de la Chambre et non de celles du Conseil municipal. Surtout, il développe une réflexion originale sur la banlieue : relevant que la population suburbaine est de plus en plus absorbée par l'agglomération parisienne mais que les communes, elles, ne disposent pas de moyens suffisants pour offrir des services adaptés<sup>469</sup>. Il ajoute que le texte est trop généraliste : il faut l'adapter aux besoins de l'agglomération toute entière, en profitant de la cooccurrence des élections municipales parisiennes et des élections cantonales en banlieue pour créer un programme départemental plus que municipal. De même les engagements du programme doivent être précis et réalistes pour pouvoir être tenus, il faut donc s'adapter à la situation du moment et en particulier à l'arrivée à échéance des services concédés<sup>470</sup>. A cette vision, s'oppose celle de Besombes, dont on rappelle qu'il se rattache en partie au courant syndicaliste révolutionnaire : le militant parisien estime qu'il y a là une marque d'« égoïsme » de la part de la banlieue et que tous les articles du programme sont importants, même s'ils ne sont pas immédiatement réalisables, car ils ont une fonction avant tout d'agitation et de propagande. Pour autant, il s'appuie aussi sur des arguments plus techniques, n'hésitant pas à citer nombre de statistiques pour défendre son idée que les syndicats de communes seraient suffisants dans la banlieue pour pouvoir établir des régies publiques<sup>471</sup>.

Ces discussions sont caractéristiques des évolutions que souhaitent imprimer les amis de Thomas à la conception municipaliste du Parti. En effet, depuis les travaux du socialiste belge Emile Vandervelde dans les années 1890, l'approche municipale des réformateurs socialistes tend à se renouveler : la prise en compte du phénomène d'exode rural avait conduit le leader du Parti ouvrier belge à reconstruire un programme local fondé sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ruraux, sur la réorganisation administrative à l'échelle des agglomérations, sur la promotion des espaces libres et des cités-jardins et sur la création d'un réseau de transports publics (des « trains ouvriers »)<sup>472</sup>. Dans la Seine, cette inflexion programmatique se fera sous l'influence d'Henri Sellier. Militant complet, Sellier (1883-1943) a d'abord été formé politiquement sous l'égide d'Edouard Vaillant avant de suivre Jules-Louis Breton dans la scission « réformiste » du PSR vers le PSF et de rencontrer, à l'occasion d'un voyage

---

<sup>469</sup> *L'Humanité* du 23/12/1907, p.3, et du 24/12/1907, p.3, « Pourquoi la banlieue n'est pas contente ».

<sup>470</sup> *L'Humanité* du 27/12/1907, p.3, « Article par article ».

<sup>471</sup> *L'Humanité* du 25/12/1907, p.3, « Premiers débats », et du 29/12/1907, p.3, « Le Problème ».

<sup>472</sup> Efi Markou, « Réformer la ville, résoudre la question agraire. L'ordre urbain d'Emile Vandervelde, 1895-1910 », in *Cahiers Jaurès* n°177-178, 2005/3, p.23-28.

en Allemagne en 1902, Albert Thomas qui allait devenir son allié politique. Employé dans des établissements de commerce et d'industrie puis fonctionnaire au ministère du Travail, c'est également un militant syndicaliste actif, dirigeant de la Chambre syndicale parisienne des employés et de la Fédération CGT des employés, animateur de grèves, très nettement engagé auprès du courant syndicaliste-réformiste d'Auguste Keufer, avec lequel il participe à la *Revue syndicaliste* de Thomas. A la confluence des divers centres d'intérêts du « réformisme », il s'intéresse aussi beaucoup à la coopération et participe pleinement, à des postes de dirigeant, aux coopératives de la ville de Puteaux et à la Verrière ouvrière d'Albi. Il exerce également au secrétariat de plusieurs unions coopératives à l'échelle de la banlieue ou du pays tout entier<sup>473</sup>. Surtout, Henri Sellier est le conseiller général du canton de Puteaux-Suresnes élu en 1912, en remplacement de son ami et mentor politique Lucien Voilin, élu député la même année. Membre du Groupe d'études sociales, Sellier exerce une influence prépondérante sur le groupe socialiste au Conseil général, grâce à son poste de président des élus socialistes de banlieue. Dans son travail, il est secondé par Frédéric Brunet, qui avait participé aux *Annales de la régie directe* d'Edgard Milhaud, partisan de la municipalisation des services publics, et, à partir de 1912, par Pierre Dormoy<sup>474</sup>. Il prône une technicisation de la réforme sociale à l'échelle municipale et associe ainsi une figure d' élu politique et de technicien, permise par sa participation aux réseaux réformateurs dans le domaine urbain<sup>475</sup>.

C'est surtout à partir du Congrès de mars 1911 que les socialistes séquanais vont essayer de développer leur pensée municipale. La motion majoritaire (221 voix, 65%), déposée par Gaston Lévy et Edouard Vaillant, cherche à synthétiser les différentes positions au sein de la Fédération. Principalement rédigée par les révolutionnaires Lévy et Lafont, elle compte néanmoins un certain nombre de signatures « réformistes » comme celles de Paul Fribourg et de Jean Ténéveau, tous deux anciens allemanistes, ou d'insurrectionnels, tel Socolovert. Elle affirme d'emblée l'inexistence du socialisme municipal : comme Vaillant l'avait dit à une séance précédente, il est impossible de créer de petites utopies socialistes si le système économique dans son

---

<sup>473</sup> Cf. Notice biographique « SELLIER Henri, Charles » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Claude Pennetier.

<sup>474</sup> Thierry Bonzon, « Une même cité. Paris et sa banlieue chez les conseillers généraux SFIO, 1908-1914 », in Cahiers Jaurès n°177-178, « Les Socialistes et la ville (1890-1914) », 2005/3, p.11.

<sup>475</sup> Ibid, p.16.

entier est encore capitaliste<sup>476</sup>. Le texte fait des communes les laboratoires d'une vie économique décentralisée (ce qui, dans les faits, ressemble beaucoup à du socialisme municipal), fondée sur la municipalisation des grands services publics, mais en ajoutant à cette revendication un apport propre du secteur plus syndicaliste de la Fédération : pour combattre la bureaucratie des régies municipales, il faut placer celles-ci sous la direction de conseils d'ouvriers et de consommateurs, eux-mêmes aidés par les syndicats et les coopératives, et repenser l'organisation du travail selon les normes de la CGT. Les questionnements économiques et urbanistiques arrivent en dernière position : la motion fixe l'objectif d'un plafonnement du prix des biens de consommation et propose de mettre en place une véritable politique foncière (extension du domaine municipal, construction d'HBM, gel des loyers). Elle n'abandonne pas pour autant la demande classique d'une autonomie communale qui est ouvertement pensée comme un moyen de lutte contre la bureaucratie d'Etat et le « despotisme d'Etat » (et là encore, malgré l'affirmation initiale, l'influence du socialisme municipal est prépondérante)<sup>477</sup>.

Le débat, lors du congrès, n'est clairement pas pensé comme technique, mais reste plutôt théorique. Les partisans de la motion insistent sur deux points particuliers qui semblent donc constituer la colonne vertébrale de la déclaration programmatique : la conquête de l'autonomie municipale doit permettre de démanteler l'Etat de l'intérieur, et elle est donc la mesure prioritaire, et le contrôle des ouvriers et des consommateurs (ou usagers) sur les régies – plus que les régies elles-mêmes – s'impose comme mot d'ordre plus social et économique<sup>478</sup>. On retrouve là l'idée infusée par les socialistes ouvriers d'une éducation des travailleurs à la gestion de la société future grâce aux « institutions ouvrières », thème repris explicitement lors de l'intervention de Vaillant. Les majoritaires laissent néanmoins s'exprimer leurs divergences, tout en essayant de les dissimuler par des non-dits, lors de la séance : Gaston Lévy et Marius Nègre, les « révolutionnaires », veulent avant tout détruire l'Etat central et instaurer l'« autogestion » des régies ; Paul Fribourg, Louis Oustry et Henri Sellier, les « réformistes », insistent sur la nature proprement anticapitaliste des régies – sans préciser si ces régies doivent impérativement être placées sous contrôle ouvrier – et sur le fait qu'elles représentent une étape ou un embryon de socialisme ; Edouard Vaillant,

---

<sup>476</sup> *L'Humanité* du 14/03/1911, p.3.

<sup>477</sup> *L'Humanité* du 18/03/1911, p.2.

<sup>478</sup> *L'Humanité* du 16/03/1911, p.2, « La Question municipale » d'Eugène Grenier.

unitaire avant tout, rappelle qu'il faut surtout distinguer plus nettement les régies socialistes des régies « bourgeoises » (celles du programme du Parti radical) au moyen du contrôle ouvrier mais reconnaît le caractère graduel du passage au socialisme (« Il y a une marche qui nous mène à l'émancipation totale par des conquêtes successives »). L'intervention de l'insurrectionnel Socolovert est plus originale : il commence par une critique en règle des régies au nom de ce qu'elles renforcent, selon lui, la puissance de l'Etat, s'oppose ensuite radicalement à tout socialisme municipal mais tolère le mot d'ordre de contrôle ouvrier, puis il termine en affirmant que la propagande de la Fédération devrait porter prioritairement sur la question des prix et des loyers pour devenir une campagne d'agitation<sup>479</sup>.

Paradoxalement, les idées exprimées par Socolovert auraient très bien pu l'être en défense de la motion minoritaire et oppositionnelle (119 voix, 35%), déposée par la section d'Alfortville, car cette dernière n'affirme en fait pas autre chose. Elle prône la conquête des municipalités comme un moyen d'affronter l'Etat qui serait à la solde des capitalistes, la soustraction des communes au « despotisme d'Etat » (l'expression est la même que dans la motion majoritaire). Comme toutes réformes, les réformes municipales – car il n'est pas question de ne pas s'adonner aussi au réformisme municipal – doivent avoir pour but d'augmenter la force de la classe ouvrière : dans ce cadre, les régies n'ont rien de socialistes mais sont seulement une expression particulière du phénomène de concentration monopoliste des capitaux, adossée à une tendance à l'étatisme. Le texte affirme que la conquête du pouvoir ne peut se faire que nationalement et internationalement, mais pas localement à cause des forces oppressives de l'Etat<sup>480</sup>. Dans les faits, les différences sont peu marquées. Pierre Norange et Barthélémy Mayéras, pour soutenir la motion, se contentent d'affirmations purement doctrinaires : les régies sont de bonnes réformes mais les réformes ne font pas le socialisme et elles risquent de provoquer une confusion avec le Parti radical ; l'argument est continuellement répété<sup>481</sup>. Les partisans de la minorité n'ont, en fait, pas grand-chose à opposer : les guesdistes pratiquent aussi les réformes dans les municipalités qu'ils tiennent (Ivry jusqu'en 1908, Alfortville à partir de 1911) et insistent surtout sur l'idée d'une opposition entre Etat et municipalités afin de se ré-

---

<sup>479</sup> *L'Humanité* du 14/03/1911, p.3.

<sup>480</sup> *Ibid*, p.3.

<sup>481</sup> *Ibid*, p.3.



ancrer fortement à gauche au moyen du discours antiétatique. Ils parviennent ainsi à rallier à leur drapeau un autre insurrectionnel, Paul Poncet.

L'opposition que représente la minorité n'est donc pas très claire. On peut même se dire qu'Eugène Grenier manque sa cible quand il accuse les partisans de cette motion d'être centralistes<sup>482</sup> : ils ne parlent certes jamais de détruire l'Etat par la décentralisation mais ils revendiquent quand même de mettre le mot d'ordre d'autonomie communale au centre de leur propagande, et la présence dans leurs rangs d'insurrectionnels nous permet de penser que ce texte, tout autant que celui des majoritaires, exprime une virulente opposition à l'Etat conçu comme Etat bourgeois. Plus que sur le contenu réel du programme, c'est sur les priorités à mettre en avant lors de la campagne que s'opposent les deux tendances : les uns souhaitent porter un projet de transformation immédiate à travers les régies sous contrôle ouvrier, les autres veulent plutôt un discours de combat et de doctrine pure. Mis à part cela, et comme le font remarquer Louis Oustry au congrès et Eugène Grenier dans son article précité, tout le monde semble largement d'accord sur l'essentiel. Oustry se plaint d'ailleurs que la discussion théorique apparaisse encore trop importante dans la Fédération et tend à représenter un obstacle à l'union véritable de tous les courants<sup>483</sup>.

Le programme municipal présenté aux électeurs va pourtant prendre une forme quelque peu différente<sup>484</sup>. L'opposition aux concessions est certes renouvelée, accompagnée d'une revendication de mise en régie directe, mais il n'est nulle part fait mention d'un quelconque contrôle ouvrier. En tête, viennent les questions des prix et des loyers, problèmes sociaux qui frappent durement les grandes villes<sup>485</sup>. Les questions institutionnelles occupent par contre une place renforcée par rapport à celle qui était la leur dans les débats du congrès. Le mot d'ordre d'autonomie communale est maintenu comme mot d'ordre de propagande tourné explicitement contre le Préfet de la Seine et le Préfet de police, tandis que s'y ajoute une volonté de réformer le mode de scrutin municipal qui favorise la droite<sup>486</sup>. L'originalité du programme tient surtout à l'insertion d'un paragraphe dont l'inspiration « socialiste normalienne » est très claire : la

---

<sup>482</sup> *L'Humanité* du 16/03/1911, p.2, « La Question municipale » d'Eugène Grenier.

<sup>483</sup> *L'Humanité* du 14/03/1911, p.3.

<sup>484</sup> *L'Humanité* du 05/05/1912, p.1, manifeste « Aux travailleurs parisiens ».

<sup>485</sup> Thierry Bonzon, op. cit, p.13.

<sup>486</sup> Chaque arrondissement étant divisé uniformément en quatre quartiers élisant chacun un conseiller, les quartiers bourgeois du centre faiblement peuplés disposent d'une surreprésentation par rapport aux quartiers populaires de la périphérie où se concentre une population plus nombreuse.

réorganisation administrative du département de la Seine. S'appuyant sur les recherches du Vandervelde, cette revendication dénote une meilleure prise en compte de la banlieue et le désir d'établir un programme valable pour toute l'agglomération. Elle s'inscrit comme une mesure centrale du programme socialiste : comme le fait remarquer Dubreuilh, l'exil progressif des ouvriers, chassés par la hausse des loyers, vers les arrondissements périphériques et vers la banlieue ouvre la voie à un véritable encerclement de Paris et des arrondissements bourgeois du centre par une ceinture socialiste et ouvrière, ce qui implique l'extension de l'administration parisienne à l'ensemble du département de la Seine, la destruction des fortifications et une réforme électorale qui rééquilibre le poids de chaque catégorie sociale<sup>487</sup>.

Le Congrès de janvier 1910, en plus de la question des retraites, de celle de la tactique électorale et de l'arbitrage international, avait vu se développer une polémique autour de la question de la coopération. La majorité, par la voix de Jules Aubriot et de Louis Héliès, avait déposé une motion précise, largement adoptée (150 voix, 72%), présentant, comme sur la question municipale, les traits d'une motion de synthèse entre une droite réformatrice et une gauche d'inspiration syndicaliste. Il y est dit que les coopératives ont une valeur propre d'éducation pour les ouvriers en ce qu'elles les initient à la gestion d'une société commerciale, en prévision de la gestion de la société socialiste, soit la même thématique qui était développée en appui à l'idée des régies sous contrôle ouvrier. La coopération est aussi perçue comme utile sur le terrain de la lutte sociale quotidienne : lutte contre le « parasitisme commercial », soutien aux grèves, protection contre les intermédiaires. En constatant que la coopération s'amplifie de jour en jour, on peut supposer qu'il n'est pas seulement question de se féliciter pour le travail accompli mais aussi de sous-entendre que les coopératives pourraient progresser jusqu'à définitivement absorber l'économie capitaliste, vieille émanation de la doctrine proudhonienne. C'est pour échapper à cette critique – que les guesdistes ne manquent pas d'adresser aux majoritaires<sup>488</sup> – que les rédacteurs s'empressent d'ajouter que, si les socialistes doivent certes favoriser, la coopération, il est aussi de leur devoir d'en marquer les limites en régime capitaliste et de montrer que l'action des consommateurs ne peut pas prendre le pas sur celle du Parti ou des syndicats<sup>489</sup>. Ces

---

<sup>487</sup> *L'Humanité* du 03/06/1912, p.1, « Banlieue socialiste » de Louis Dubreuilh.

<sup>488</sup> *L'Humanité* du 27/01/1910, p.3.

<sup>489</sup> *L'Humanité* du 25/01/1910, p.3.

dernières précisions servent vraisemblablement à la fois à répondre par avance aux critiques guesdistes et à faire suffisamment de concessions à l'extrême-gauche pour obtenir son ralliement. Les guesdistes y répondent par une courte motion de Bernard Manier et de Barthélémy Mayéras (59 voix, 28%) qui rappelle simplement qu'il n'y a pas d'illusion à avoir sur une expropriation pacifique du capitalisme et que, si le PS doit aider les coopératives à se développer, ces dernières doivent affirmer leur nature socialiste en finançant le Parti et les syndicats<sup>490</sup>.

Il est assez remarquable que la motion majoritaire ait été rédigée par deux partisans du « réformisme ». Mais elle reçoit aussi un appui net de la part des socialistes ouvriers, comme le prouve l'intervention de Lévy en leur faveur<sup>491</sup>. Il nous semble que cette insistance sur les coopératives ait à voir avec la dynamique d'intégration et d'institutionnalisation qui touche le socialisme en ce début de XXème siècle. En effet, de nombreux militants ouvriers, très actifs dans la coopération, se retrouvent de fait à occuper des emplois de commerce au service des coopératives. Parmi les députés, on compte déjà deux employés de coopératives : Joseph Lauche, entre 1907 et 1910, et Arthur Levasseur, entre 1910 et 1914, sont ainsi employés au Magasin de gros de la Bourse des Coopératives socialistes (puis de la Fédération nationale des coopératives de consommation, à partir de 1912). Il est très clair que, pour certains militants, l'accumulation de fonctions diverses au sein du Parti, des syndicats et des coopératives rend impossible l'exercice d'un emploi extérieur. Pour reprendre la figure de Lauche, exemplaire sur ce point, on remarque qu'il exerce successivement les fonctions rémunérées de secrétaire de l'Union des mécaniciens de la Seine entre 1898 et 1906, d'employé du Magasin de gros entre 1907 et 1910 puis de député du Parti à partir de 1910. Né en 1872, il a effectivement été mécanicien à partir de 13 ans et pour une durée de treize ans, avant de devenir permanent du mouvement ouvrier pour une durée de vingt-deux ans (du moins de seize ans jusqu'en 1914). Lauche n'est bien sûr qu'un exemple mais il symbolise le phénomène de bureaucratisation que connaît le mouvement ouvrier en ces années : les ouvriers utilisent le mouvement pour acquérir une position qu'ils n'auraient pu conquérir autrement, pour acquérir un capital culturel que leur faible fréquentation de l'école républicaine – car bien souvent leur origine

---

<sup>490</sup> Ibid, p.3.

<sup>491</sup> *L'Humanité* du 26/01/1910, p.3.

familiale les obligeait à rentrer jeunes dans le monde du travail – ne leur avait pas permis de constituer. Cette dynamique s’insère bien dans celle d’institutionnalisation du mouvement ouvrier : tirant leur position et l’amélioration de leur niveau de vie d’une activité se développant parfaitement dans un cadre légal et bénéficiant souvent du cadre libéral et démocratique de la République, ces hommes sont de plus en plus tentés de respecter le régime qui leur assure un état relativement confortable. La sensibilité antiétatique du socialisme s’apaise donc progressivement, mais non sans heurts. On se rappelle de l’affaire du Cercle des coopérateurs du XX<sup>ème</sup> arrondissement accusé d’avoir voulu prendre le pouvoir à l’intérieur de la 20<sup>ème</sup> section : peut-être faut-il voir dans la réaction d’opposition à cette tentative une manifestation de résistance à la bureaucratisation du socialisme, les acteurs de ce « complot » étant explicitement visés pour s’être servis de leur position de permanent afin de s’emparer de la direction de section<sup>492</sup> ? De la même façon, mais plus tardivement, même l’administration de La Bellevilloise avait été sévèrement critiquée car, selon ses détracteurs, profondément bureaucratisée de telle sorte que ses dirigeants avaient acquis un esprit de petit commerçant (à force de ne travailler qu’au bénéfice de la coopérative) plus que de militant ouvrier. Alors que le débat portait sur la fusion de La Bellevilloise dans une union coopérative plus large, Olivier (20<sup>ème</sup> section) et Dupetit (19<sup>ème</sup> section) s’inquiétaient que les administrateurs, hostiles à la fusion, fassent plus attention à leur prestige personnel et à leur petit « pré carré » que représentait la coopérative du XX<sup>ème</sup> arrondissement plutôt qu’aux besoins réels de la coopération<sup>493</sup>.

---

<sup>492</sup> APP, BA 1492, rapport du 21/01/1909.

<sup>493</sup> Jean-Jacques Meusy, op. cit., p.62.

### C. Un socialisme séquanien en métamorphose : renforcement des structures fédérales et recomposition des gauches.

A la suite de l'affaire des R.O.P., la direction du Parti redoutait qu'un préjugé hostile ne s'installe dans la Fédération de la Seine qui, on l'a vu, s'était affirmée résolument contre le projet de loi. Jaurès et ses amis, les plus favorables au vote de la loi, ont bénéficié de l'attitude conciliante de Vaillant et Hervé qui sont parvenus à atténuer les critiques venant de l'extrême-gauche. Le vote du Congrès de 1910, acceptant la loi des retraites, est finalement plutôt bien accueilli dans la Seine. On y craignait en effet qu'il ne provoque un éloignement d'avec la CGT et que l'opposition y prendrait la forme d'une menace de scission. Mais ces peurs s'avèrent infondées alors que la ligne proposée par Dormoy, bien que minoritaire au Congrès fédéral, s'impose : puisqu'elle ne rejette plus la loi, la Fédération s'engage à faire campagne, le plus possible aux côtés de la CGT, pour en améliorer le contenu selon le cahier des charges syndical<sup>494</sup>.

A la fin de l'année 1910 va se produire un mouvement social d'ampleur qui va permettre à la Fédération de la Seine sous la direction de Dormoy de se plonger dans l'action militante. Entre 1908 et 1910, la CGT connaît une grave crise de direction au cours de laquelle l'orientation révolutionnaire et l'équipe de Griffuelhes sont mises en cause. Si la situation semble se stabiliser après le court intermède réformiste de Louis Niel et l'élection de l'anarchiste Léon Jouhaux au secrétariat général, la Confédération reste en fait en proie à des tensions internes : la fondation de la revue *La Vie ouvrière* marque alors une volonté de repenser l'organisation et l'action syndicale. La crise est vraisemblablement liée aux manœuvres du ministère Briand qui cherche à utiliser ses anciens amis pour donner une ligne plus conciliatrice à la CGT et marque donc aussi le fait que les syndicats sont de plus en plus aux prises avec une logique d'intégration, logique voulue par Briand. Cet affaiblissement peut profiter au Parti et à la Fédération de la Seine qui y voient une bonne occasion pour renforcer leur politique d'« enveloppement » du syndicalisme, d'autant que l'essoufflement de la CGT induit, au sein du Parti, un essoufflement parallèle de l'extrême-gauche<sup>495</sup>. Au mois d'octobre

---

<sup>494</sup> AN F7 13072, dossier du 7<sup>ème</sup> congrès national socialiste (Nîmes, mai 1910), rapport du 10/02/1910

<sup>495</sup> AN F7 13072, dossier du 7<sup>ème</sup> congrès national socialiste (Nîmes, mai 1910), rapport du 11/02/1910.

1910, une grève générale des cheminots, sous la direction du Syndicat national des chemins de fer, va être déclenchée. Cette organisation confédérée, centralisée et réformiste est très proche du PS : son ancien secrétaire général, Eugène Guérard, était un allemaniste converti à la modération suite à l'échec d'une autre grève générale en 1898, et l'un de ses secrétaires en 1910 n'est autre que Gaston Renaudel, frère du responsable de la rédaction à *L'Humanité*, Pierre Renaudel. Elle discute régulièrement avec la direction du Parti et exerce une pression pour obtenir un statut spécial des cheminots<sup>496</sup>.

Au cours de la grève, le Comité confédéral intervient peu, alors que le Parti socialiste, en particulier sa Fédération de la Seine, fait de la propagande en faveur de la grève : deux considérables meetings sont tenus, le premier en collaboration avec la CGT le 13 octobre (où Jean Colly, député et ancien cheminot, représente le Parti), le second le lendemain sans représentant de la CGT<sup>497</sup>. La grève est un échec mais elle positionne la Fédération comme une véritable force de lutte ouvrière : elle enregistre alors une vague importante d'adhésions qui entraîne la diminution de l'influence guesdiste et qui prouve, aux yeux des dirigeants fédéraux, que leur tactique d'agitation dans les mouvements sociaux est fructueuse<sup>498</sup>. La Fédération de la Seine devient le pôle d'une tendance forte du Parti, tendance qui menace néanmoins de basculer de nouveau dans l'opposition. Nombre de ses principaux animateurs (Edouard Vaillant, Jean Colly, Joseph Lauche, Jean-Baptiste Lavaud, André Morizet) estiment qu'il faut poursuivre cette tactique extraparlémentaire et « révolutionnaire », qu'il faut mener systématiquement des campagnes d'agitation pour la réintégration des postiers et cheminots révoqués, pour l'affaire Aernoult-Rousset<sup>499</sup>, contre la « vie chère »<sup>500</sup> afin de rester en contact avec la classe ouvrière<sup>501</sup>. Ce renforcement des positions fédérales au

---

<sup>496</sup> Guillaume Davranche, op. cit., p.116.

<sup>497</sup> Ibid, p.121-122.

<sup>498</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 20/10/1910.

<sup>499</sup> Albert Aernoult, jeune soldat, est décédé des suites de mauvais traitements dans les bataillons disciplinaires d'Afrique du Nord. Emile Rousset, témoin de la scène ayant divulgué publiquement la mort du jeune homme, est jugé et condamné par les autorités militaires à cinq ans d'enfermement au pénitencier de Douéra. Le mouvement antimilitariste mène campagne pour faire rapatrier le corps d'Aernoult et faire libérer Rousset.

<sup>500</sup> Au cours des années 1910-1911, une inflation subite et exponentielle frappe les produits de consommation, provoquant un mouvement social de protestation qu'essaient d'organiser le Parti et les coopératives. Cf. Chatriot, Alain, et Marion Fontaine, « Contre la vie chère », in *Cahiers Jaurès* n°187-188, 2008/1, p.97-116.

<sup>501</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 27/10/1910.

sein du Parti, puisque les chefs fédéraux disposent dorénavant d'arguments concrets en faveur de leur politique, nourrit paradoxalement la méfiance des dirigeants nationaux, tels Pierre Renaudel ou Albert Thomas, qui y voient un « retour au blanquisme » nuisible à l'action parlementaire<sup>502</sup>.

Pourtant, la Fédération, sous la direction de Dormoy, a entrepris un processus de renforcement de ses structures et de centralisation. Elle semble bénéficier largement de la nouvelle donne politique : entre janvier 1910 et janvier 1911, elle voit même ses effectifs augmenter de 21% et se maintenir dans une dynamique de progrès, rupture nette avec l'instabilité qui la caractérisait. Dès la fin de 1908, la Fédération avait entrepris une réorganisation visant à renforcer l'activité militante de la base. En effet, les sections de banlieue souffraient d'une faible consistance : le rapport de réorganisation estime même qu'elles « n'existent guère que sur le papier », qu'elles sont incapables de diriger l'action de leurs militants et n'ont aucune vie autonome. Elles ne sont plus que des organes administratifs se réunissant tous les trois mois avec grande difficulté : la dispersion des communes implique un coût et un temps de voyage qui gênent la participation d'un grand nombre d'adhérents aux réunions et donnent une majorité automatique aux groupes du chef-lieu, d'où l'impression pour une majorité de banlieusards qu'ils sont dépossédés de toute influence sur leur propre section. Les banlieues ne participent ainsi plus à la vie fédérale et s'avèrent incapables de faire croître leurs sections, d'autant plus que les groupes, en tant qu'organes quasi-informels, n'ont pas de relation directe avec le centre fédéral<sup>503</sup>.

Les cercles dirigeants de la Fédération, sous l'égide d'Ernest Lafont, réfléchissent donc à une réorganisation des sections de banlieue : l'unanimité se fait immédiatement sur la transformation de chaque groupe communal de banlieue en une section propre, mais les avis divergent sur les moyens pour que ces sections soient présentes au Conseil fédéral. Certains socialistes parisiens craignent que la banlieue soit surreprésentée<sup>504</sup> : avec le système prévu par les statuts (un conseiller par section pour soixante-quinze cotisants ou fraction de soixante-quinze) à partir des chiffres dont nous disposons, pour l'année 1911, nous pouvons effectivement voir que les 5.688 militants parisiens auraient été représentés par 87 conseillers (soit un pour 65), contre 88

---

<sup>502</sup> Ibid.

<sup>503</sup> *L'Humanité* du 09/12/1908, p.3.

<sup>504</sup> Ibid.

conseillers pour les 3.810 militants de banlieue (soit un pour 43). Le Congrès de décembre 1908 approuve le projet proposé par la commission Lafont de simplement réviser la répartition des conseillers, par pragmatisme et même si cela induit une légère discrimination entre parisiens et banlieusards : les sections de banlieue conserveront un conseiller pour soixante-quinze cotisants mais celles de Paris verront leur seuil abaissé à cinquante cotisants de manière à maintenir les mêmes proportions<sup>505</sup>.

C'est surtout l'action de Dormoy qui étaye l'action fédérale par des structures plus stables. Dès octobre, soit trois mois après sa désignation, il met en place un système de « conférences fédérales ». Le principe de ces réunions est de regrouper chaque mois les orateurs fédéraux, les secrétaires de section et les militants volontaires afin d'y approfondir les questions politiques et les méthodes de propagande<sup>506</sup>, ainsi que de fournir du matériel pour la propagande à disposition des sections, que ce soit sous la forme de données destinées à alimenter le discours socialiste<sup>507</sup> ou de conseils d'organisation de la propagande<sup>508</sup>. La conférence fédérale se double généralement de conférences mensuelles organisées par la Fédération au sein des sections<sup>509</sup>. En réponse à la baisse de fréquentation des réunions, Dormoy entreprend une action de modernisation de la propagande : utilisation du cinématographe et des projections lumineuses<sup>510</sup>, réalisation d'enquêtes sociales dans les groupes, établissement d'un tableau de roulement des élus<sup>511</sup>. Et de nouveau, il réitère ses appels à l'action pour détruire les anciennes divisions et donner une vie nouvelle à la Fédération<sup>512</sup>.

Ce renouveau de l'activité fédérale porte ses fruits. A l'intérieur des fortifications, la répartition militante n'est guère bouleversée : l'Est et le Nord de Paris s'affirment toujours comme le centre du socialisme urbain. Avec 3.841 militants en 1911, les sept arrondissements orientaux (XVIIIème au XXème, Xème au XIIIème) comptent toujours pour 67,5% des effectifs parisiens de la Fédération et 40% des effectifs totaux. Si l'on y ajoute le Vème arrondissement, où les militants socialistes sont anormalement nombreux, eu égard au fait qu'il s'agisse d'un arrondissement du

---

<sup>505</sup> *L'Humanité* du 21/12/1908, p.2.

<sup>506</sup> *L'Humanité* du 04/10/1910, p.2.

<sup>507</sup> *L'Humanité* du 08/10/1910, p.3.

<sup>508</sup> *L'Humanité* du 28/01/1911, p.3.

<sup>509</sup> *L'Humanité* du 04/02/1911, p.4.

<sup>510</sup> *L'Humanité* du 21/10/1913, p.3, « Art, socialisme et cinéma » par Léon Rosenthal.

<sup>511</sup> *L'Humanité* du 16/01/1911, p.1.

<sup>512</sup> *Ibid.*



centre de Paris, le XVIIème, qui se rattache à l'ensemble Nord-Est par ses quartiers les plus orientaux, et les deux arrondissements du Sud-ouest (XIVème et XVème), autre place forte ouvrière, ces rapports augmentent respectivement jusqu'à 91% et 54%<sup>513</sup>. En 1905, ces rapports étaient à peu près équivalents, à 85% et 54% : il y a néanmoins eu un discret renforcement des bastions ouvriers à Paris, lié à une augmentation légèrement plus rapide des effectifs de cet ensemble (+45% entre 1905 et 1911) par rapport au progrès de toute la Fédération (+43%).

C'est pourtant l'augmentation du nombre des militants de banlieue qui est significative : alors que les effectifs parisiens augmentent de 36% sur la période précitée, ceux de la banlieue progressent de 58%. Pour dix sections à plus de cent militants et trois à plus de deux-cent en 1905, il y a, en 1911, dans la banlieue, dix-sept ensembles de sections<sup>514</sup> de cent militants, ou plus, et douze de deux-cent militants, ou plus : le taux moyen de progression de ces ensembles a été de +128,5% ; sept sections ont plus que doublé leurs forces et cinq autres ont bénéficié d'une progression d'au moins 50%<sup>515</sup>. Les sections de l'arrondissement de Saint-Denis sont majoritaires parmi toutes les sections de banlieue : avec 2.087 militants, elles comptent pour 55% de l'effectif suburbain. Sur les soixante-sept communes de banlieue ayant une section socialiste, dix seulement ont une section de plus de cent adhérents (et elles représentent ensemble 33% des adhérents de banlieue). On remarquera qu'une seule de ces communes, Alfortville, est gouvernée par une municipalité socialiste, celle de Jules Cuillierier. Toutes sont des villes d'industrialisation forte et ancienne, attenantes à Paris ou situées dans la boucle de la Seine : Alfortville, Aubervilliers, Colombes, Courbevoie, Ivry, Levallois-Perret, Montreuil, Puteaux, Saint-Denis, Saint-Ouen. De plus, on relèvera de plus que les sections de banlieue voient leur poids augmenter : de 37% en 1905, elles représentent 40% des militants fédéraux en 1911<sup>516</sup>.

Parallèlement à ces transformations structurelles, la Fédération connaît des évolutions doctrinales. Dès le début de l'année 1911, l'incapacité des hervéistes à monter leur Parti révolutionnaire a affaibli leur courant et produit leur dislocation

---

<sup>513</sup> *L'Humanité* du 20/02/1911, p.3.

<sup>514</sup> Pour cette comparaison, nous avons fait la somme des sections municipales de banlieue formant avant 1908 une même section cantonale.

<sup>515</sup> *L'Humanité* du 02/06/1905, p.3, et du 20/02/1911, p.3.

<sup>516</sup> *Ibid.*

progressive, entraînée dans le sillage de la gauche vaillantiste<sup>517</sup>. Dans le même temps, la gauche vaillantiste, et donc la Fédération de la Seine, est rejetée plus nettement sur la gauche : les dirigeants du Parti refusent ce qu'ils estiment être un retour de blanquisme et s'abîment dans la perpétuelle rivalité entre guesdistes et jaurésiens, d'autant que le suicide de Paul Lafargue prive Vaillant et les militants les plus unitaires d'un allié de poids<sup>518</sup>. Le Congrès national de février 1912 laisse une impression particulièrement déplorable aux militants de cet antagonisme permanent : les chefs socialistes ont surtout laissé s'exprimer leurs ambitions personnelles et leur électoralisme, et n'ont traité aucune question politique à fond<sup>519</sup>. La Fédération de la Seine exprime un agacement récurrent envers un Parti qui ne s'implique pas suffisamment à ses yeux dans les luttes sociales : preuve de ce qu'il s'agit d'une attitude commune à toutes les tendances, c'est le guesdiste Collignon qui se propose de faire voter un blâme contre la direction du Parti qui ne s'implique pas assez dans les mouvements sociaux<sup>520</sup>. Le Congrès fédéral du mois précédent s'était fait l'écho de cette tension : Jean Morin et Sauvé s'étaient faits les critiques d'un groupe parlementaire trop peu actif dans la défense du mouvement syndical, ce qui attire des reproches aux militants socialistes sur le terrain<sup>521</sup>

Les tendances internes à la Fédération sont en pleine recomposition. Le mouvement le plus visible est celui de la double décomposition du guesdisme et du socialisme insurrectionnel. Une fraction des insurrectionnels, après l'échec de la stratégie scissionniste, s'éloigne ainsi d'Hervé ; Paul Poncet va même jusqu'à l'accuser de prôner la paix sociale et la collaboration de classe<sup>522</sup>. Inversement, d'autres hervéistes vont suivre leur chef dans son ralliement à la majorité et finalement à la droite du Parti, tel Eugène Reisz<sup>523</sup>. Bénéficiant de ce sang neuf, le guesdisme parisien, dont nous avons vu qu'il est en perte de vitesse, intègre rapidement au cercle de ses dirigeants trois figures : Graziani, Mayéras et Poncet. Séraphin Graziani (1884-1942)

---

<sup>517</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 29/03/1911, et AN F7 13072, dossier « 8<sup>ème</sup> congrès national socialiste (Saint-Quentin, avril 1911) », rapport du 10/04/1911.

<sup>518</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 28/11/1911.

<sup>519</sup> AN F7 13072, dossier « 9<sup>ème</sup> congrès national socialiste (Lyon, février 1912) », rapport-compte-rendu, p.16-18.

<sup>520</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapports du 24/01/1912 et du 20/07/1912.

<sup>521</sup> *L'Humanité* du 29/01/1912, p.2.

<sup>522</sup> AN F7 13071, dossier « Parti révolutionnaire », sous-dossier « Tentatives d'organisation », rapport du 16/01/1912.

<sup>523</sup> *L'Humanité* du 30/03/1911, p.2.

est ingénieur, boursier des Arts et Métiers, militant de la 14<sup>ème</sup> section, ancien rédacteur à *La Guerre sociale*<sup>524</sup>, quatre fois délégué à un Congrès national et membre de la CAP à partir de 1912<sup>525</sup>. Barthélémy Mayéras (1879-1942) est initialement répétiteur de collège puis bibliothécaire employé par la mairie radicale-socialiste de Limoges. Militant du POF puis de la Fédération de la Haute-Vienne, le fonds idéologique guesdiste qui était certainement le sien ne l'a pas empêché de collaborer aux *Hommes du jour*, une collection de brochures dirigée par les libertaires Victor Méric (lui aussi socialiste insurrectionnel), Aristide Delannoy et Henri Fabre. Il également membre de la CAP depuis 1910<sup>526</sup>. Paul Poncet (1878-1962) est le dessinateur attitré de *La Guerre sociale* et fait également œuvre d'affichiste au bénéfice de la Fédération de la Seine. Artiste peintre, il siège à la CAP depuis 1911 et représente la Fédération à tous les congrès, d'abord pour les insurrectionnels puis pour les guesdistes<sup>527</sup>.

Ce nouveau guesdisme, nourri d'apports issus de l'antiparlementarisme, maintient les positions doctrinaires du guesdisme classique (les réformes comme moyens de fortifier l'action de classe, opposition à l'anarchisme comme au ministérialisme) mais insiste plus particulièrement sur la nécessité de subordonner l'action parlementaire à l'action révolutionnaire et sur la nature proprement bourgeoise de l'Etat, tout en abandonnant l'idée d'une subordination des syndicats au mouvement politique<sup>528</sup>. Cela ne signifie pas que ce groupe adopte systématiquement une attitude unique et il se divise parfois suivant les anciens clivages : ainsi, au cours d'une discussion sur la tactique électorale, Poncet défend la motion guesdiste de la Haute-Vienne revendiquant l'autonomie complète des fédérations pour le second tour contre Graziani qui préserve la tradition insurrectionnelle d'un maintien systématique au second tour<sup>529</sup>, et l'on retrouve même Poncet s'opposant à Adéodat Compère-Morel – pourtant un cadre prépondérant du courant guesdiste – lors du Congrès national et

---

<sup>524</sup> AN F7 13071, dossier « Parti révolutionnaire », sous-dossier « Tentatives d'organisation », rapport du 15/03/1910.

<sup>525</sup> Notice biographique « GRAZIANI Séraphin Sansimon » du Dictionnaire biographique des parlementaires de la Seine sous la IIIème République, p.288-289.

<sup>526</sup> Notice biographique « MAYERAS Barthélémy » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Justinien Raymond.

<sup>527</sup> Notice biographique « PONCET Paul, Jean, Baptiste » du Dictionnaire Maitron du mouvement ouvrier et du mouvement social, par Claude Penetier et Nathalie Viet-Depaule.

<sup>528</sup> *L'Humanité* du 03/03/1913, p.6.

<sup>529</sup> *L'Humanité* du 19/01/1914, p.6.

estimant préférable à toute autre solution un ralliement au cas par cas avec les radicaux au second tour<sup>530</sup>.

Le mouvement des jeunesses apparaît comme un creuset pour cette nouvelle extrême-gauche de la Fédération. On avait déjà noté comment les insurrectionnels et les guesdistes, ainsi qu'une partie des vaillantistes, se singularisaient par un intérêt prononcé pour l'organisation des jeunesses. Ces dernières s'étaient pourtant éloignées du Parti sous l'influence du souffle révolutionnaire hervéiste, s'estimant menacées par des tentatives de mise sous tutelle<sup>531</sup>. La réorganisation des jeunesses va en faire un lieu de rencontres entre les différents courants de la gauche socialiste<sup>532</sup>. En 1913, le Congrès des Jeunesses socialistes de la Seine approuve l'idée, évoquée par Hervé depuis 1911, d'une intervention mieux organisée dans l'armée, qui implique de renier les appels à l'insubordination : la thèse est approuvée à une large majorité de quatre-vingt-dix-sept voix (81,5%) après avoir suscité de l'intérêt de la part de militants aussi différents que Reisz, Collignon ou Rossignol<sup>533</sup>. L'ancrage à gauche des Jeunesses socialistes de la Seine est net et réaffirmé par le choix d'interdire toute collaboration avec les Jeunesses républicaines et laïques et, au contraire, de renforcer les relations avec les Jeunesses syndicalistes<sup>534</sup>. Effectivement, ce rapprochement se fait au point que les deux organisations se regroupent en un Comité permanent dans la Seine<sup>535</sup> : il est de toute façon probable que, dans les faits, les deux associations réunissent une grande partie de militants communs<sup>536</sup>. Les groupes de Jeunesses restent néanmoins soumis à la tutelle du Parti, qui se matérialise par le rôle que jouent certains militants dans l'obtention d'une unanimité. Il en va ainsi de Gaston Lévy, de Strago (Fernand Ernstein de son vrai nom), de Lyon et de René de la Porte, dont les deux premiers sont des cadres du Parti « adulte » et le quatrième est frère d'un député<sup>537</sup>.

---

<sup>530</sup> AN F7 13072, dossier « Congrès national socialiste (Amiens, janvier 1914) », rapport du 29/01/1914, p.4.

<sup>531</sup> AN F7 12524, dossier « Congrès de la Fédération de la Seine du Parti socialiste unifié, Paris, juillet 1907 », rapport du 21/10/1907.

<sup>532</sup> *L'Humanité* du 29/01/1912, p.2.

<sup>533</sup> AN F7 12496, dossier « Renseignements généraux (1893-1911) », rapport du 03/02/1911.

<sup>534</sup> *L'Humanité* du 03/03/1913, p.6.

<sup>535</sup> *L'Humanité* du 20/03/1913, p.6.

<sup>536</sup> Jean-Louis Robert, op. cit., p.261.

<sup>537</sup> *L'Humanité* du 15/06/1914, p.6. Au sujet de Lyon, nous n'avons pu trouver d'informations, hormis sa participation au Comité d'entente des Jeunesses de la Seine.

Face à cette aile gauche rénovée, la majorité se divise en deux courants, de façon similaire à ce qui s'était produit en 1908. Le « centre » de la Fédération, au sein de laquelle Gaston Lévy s'impose véritablement comme un dirigeant de premier plan, maintient une doctrine d'inspiration allemaniste et mâtinée de syndicalisme révolutionnaire : l'accent est porté sur l'action extraparlamentaire qui doit, en développant ses institutions ouvrières, affaiblir l'Etat bourgeois, tandis qu'anarchisme et ministérialisme doivent être rejetés<sup>538</sup>. La mention des institutions ouvrières est l'élément principal qui permet de distinguer la motion Lévy de celle des guesdistes-insurrectionnels : elle semble donner à ces institutions (et en particulier aux régies sous contrôle ouvrier qui sont de nouveau évoquées) une valeur proprement socialiste. C'est d'ailleurs parce que les partisans de Lévy sous-entendent ainsi qu'il est possible d'imposer le socialisme à partir du développement propre de ce qu'ils estiment être des germes de communisme, sans que la prise de pouvoir par le Parti soit effective, que les guesdistes les accusent de remettre en cause la nature bourgeoise de l'Etat<sup>539</sup>. On a ainsi deux courants revendiqués comme révolutionnaires qui se séparent sur la conception de l'action extraparlamentaire mais qui n'ont pas, en théorie, de différences insurmontables. Or, il s'avère que ce « centre », par anti-guesdisme, penche plutôt en faveur d'un nouveau courant plus réformiste, seconde sensibilité de la majorité.

Ce dernier incorpore autant des « réformistes » plus classiques, tels Jean Téneveau, que d'anciens tenants de positions « révolutionnaires », tels Louis Dubreuilh. Le pragmatisme et l'intérêt prioritaire pour l'action, typiques du vaillantisme, se ressentent très nettement dans le texte de leur motion. En particulier, cette dernière est la seule des trois positions (guesdistes, syndicalistes de Lévy et « néo-réformistes ») à ne pas caractériser l'Etat comme bourgeois et à ne pas prôner, explicitement ou implicitement, sa destruction. De la même façon, elle n'évoque pas, à l'inverse des deux autres motions, une éventuelle prise de pouvoir par la force ni même l'usage de la violence de masse. Elle cantonne explicitement l'action du Parti à une action électorale et parlementaire, subordonnant la « pression des masses » (expression qui désigne probablement la grève générale) aux objectifs immédiats du Parti<sup>540</sup>. Le caractère réformiste du texte peut aussi se lire dans la déclaration de Téneveau qui dit accepter

---

<sup>538</sup> *L'Humanité* du 02/03/1913, p.6.

<sup>539</sup> *L'Humanité* du 24/02/1913, p.4.

<sup>540</sup> *L'Humanité* du 04/03/1913, p.6.

cette motion parce qu'elle est directement tirée d'une déclaration parlementaire d'Albert Thomas<sup>541</sup>. Ces recompositions touchent aussi la position de la Fédération dans le Parti : décrite comme élément d'équilibre dans le Parti en raison du fait qu'elle n'est ni jaurésienne ni guesdiste, qu'elle est la Fédération la plus unitaire<sup>542</sup>, la Seine tend paradoxalement et assez étrangement à s'accorder avec la Fédération du Nord autour du guesdiste Compère-Morel. La raison en est une volonté de renforcer le pôle « antiblocard », opposé à un retour du Bloc des gauches, alors que cette option s'avère de plus en plus prisée dans le Parti, ouvertement évoquée par Marcel Sembat et Albert Thomas<sup>543</sup>.

Cette accumulation de frustrations politiques entre la Fédération et le Parti, ce bouillonnement interne, adjoints à la bureaucratisation rampante du mouvement ouvrier, produisent rapidement une situation qui voit refluer une vive attitude critique envers les élus et les dirigeants. Le Congrès national de 1913 en est l'expression la plus nette : insurrectionnels et guesdistes, fondus en un courant commun depuis le basculement d'Hervé vers la droite, ont monté un véritable front de mécontents contre la direction et les jaurésiens<sup>544</sup>. Alors que Vaillant tente, à son habitude, d'excuser les parlementaires du Parti, retenus à Paris, l'offensive est lancée par Angèle Roussel qui accuse les élus de se prendre pour l'élite intellectuelle du Parti et de mépriser les militants, puis par les époux Cambier qui s'appuient sur le rapport de la commission de contrôle pour relever que les comptes du Parti sont mal tenus. Le Congrès est une catastrophe : la direction du Parti cherche à l'écourter le plus possible et provoque le dégoût d'une grande partie des congressistes<sup>545</sup>. D'après les rapports de police, il s'agirait surtout d'une crise de croissance du Parti socialiste : le développement rapide de l'organisation a donné naissance à une grande masse d'emplois rémunérés attribués à des administrateurs novices, souvent maladroits et arrogants, provoquant en retour la réapparition d'un virulent discours critique contre les chefs et les élus<sup>546</sup>.

---

<sup>541</sup> *L'Humanité* du 24/02/1913, p.4.

<sup>542</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 20/10/1913.

<sup>543</sup> AN F7 13072, dossier « Congrès national socialiste (Amiens, janvier 1914) », rapport du 27/01/1914, p.5-6.

<sup>544</sup> AN F7 13072, dossier « Congrès socialiste extraordinaire (Paris, novembre 1913) », rapport du 23/09/1913.

<sup>545</sup> AN F7 13072, dossier « 10<sup>ème</sup> Congrès national socialiste (Brest, mars 1913) », rapports du 24/03/1913 et du 25/03/1913.

<sup>546</sup> *Ibid*, rapport du 26/03/1913.

Même s'il est clair que cette attaque, à la différence de la méfiance spontanée qui était celle des militants au début de notre période, prend une forme plus encadrée, appuyée sur l'organisation du courant guesdiste, elle se rattache néanmoins à une résurgence du vieil esprit de défiance chez les adhérents. Il s'avère que, allemanistes ou insurrectionnels, certains de ceux qui critiquaient les élus se modèrent au fil du temps : Eugène Reisz, par exemple, suit l'évolution d'Hervé, pour se retrouver à défendre la droite de la Fédération aux côtés de Jean Ténéveau et de Paul Fribourg à partir de 1912, date à laquelle il est élu conseiller municipal de Paris. Changeant de rôle, il se met alors à défendre les élus, jusqu'à soutenir Arthur Rozier, accusé de mener une politique clientéliste envers les cléricaux<sup>547</sup>. Le plus stupéfiant se manifeste lors d'une réunion des groupes du Père-Lachaise et de Charonne<sup>548</sup> : Rossignol, critiquant un vote des conseillers généraux qui allait à l'encontre des décisions du Conseil fédéral, demande que les délégués de la 20<sup>ème</sup> section votent un « regret » sur l'attitude des élus. La réponse de Reisz ne se fait pas attendre, et il fait preuve d'une virulence terrible : « Il a fait son devoir, les discussions du Parti il s'assoit dessus. Et le Parti le fait ch... quand il a la prétention de contrôler les élus qui ont fait leur devoir, tout leur devoir, et en l'occurrence il a fait le sien ». Comme le fait alors remarquer un militant, l'ancien critique des élus a quelque peu changé son discours. Ce changement d'attitude doit être une des caractéristiques de ce que devait être le comportement de ces nouvelles élites ouvrières vis-à-vis des militants de base.

Simultanément, cette anecdote révèle que les sections, en particulier la très « révolutionnaire » section du XX<sup>ème</sup> arrondissement, ne sont pas prêtes à abandonner le contrôle qu'elles exercent sur les élus et que, peut-être, les relations se dégradent même entre cadres du Parti et simples adhérents. Le Congrès fédéral de juillet 1913, s'il ne connaît pas d'événements similaires à celui de Brest, n'échappe pas à la vague contestataire. Le ton y est pourtant beaucoup plus mesuré, mais des critiques fusent quand même, venant aussi bien du camp néo-guesdiste (Graziani, Poncet) que des partisans de la direction fédérale (Louis Oustry, Bernard). Le sujet est en fait de discuter sur un projet de révision des statuts qui prévoit de supprimer le Conseil fédéral et les sections d'arrondissement au profit d'une Commission exécutive – à laquelle des élus

---

<sup>547</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 29/11/1912.

<sup>548</sup> APP, BA 1492, dossier de la 20<sup>ème</sup> section, rapport du 26 juillet 1913.

seraient incorporés – et des seuls groupes de quartier. Pierre Renaudel, et à travers lui les milieux dirigeants du socialisme national, semble avoir largement pesé dans leur rédaction. Si les critiques restent modérées, il apparaît clairement que la situation interne à la Fédération n'est pas du goût de tout le monde : Poncet critique les pouvoirs extraordinaires que s'arroge la commission exécutive en prétendant réviser les statuts, (qui plus est, dans un sens qui risque, à ses yeux, de renforcer la bureaucratie interne), Oustry désapprouve la tentative de la commission de se constituer en groupe élitiste contrôlant la direction fédérale sans avoir de comptes à rendre, Bernard condamne un projet marqué par l'électoratisme (en ce que les nouvelles sections de quartier seraient trop dominées par les élus municipaux), Jean Bon rejette un nouveau modèle de commission qui sera totalement subordonnée par les élus, Graziani dénonce une méthode fort peu démocratique et qui renforce la centralisation tout en coupant la direction de la base militante et Restiaux reproche le manque flagrant d'impulsion donnée par la commission au Conseil fédéral et dont celle-là se sert pour justifier la suppression de celui-ci<sup>549</sup>.

Quatre mois auparavant, au Congrès de mars de la même année, la question budgétaire avait été l'occasion d'une autre expression de ces tensions. L'impression générale qui s'en dégage est qu'un malaise profond gagne les militants. D'un côté, ces derniers estiment que les administrateurs gaspillent les fonds du Parti en raison d'un manque de modernisation de l'action (ce qui explique sûrement aussi le désir qu'avait Dormoy de moderniser le plus possible l'organisation fédérale). De l'autre côté, les dirigeants n'acceptent aucun contrôle<sup>550</sup>. La discussion au Congrès montre bien que, depuis les sections, remontent de nombreux projets de contrôle des comptes, de révision budgétaire, c'est-à-dire une volonté de mieux superviser l'appareil. Les deux motions en présence représentent les deux pôles précédemment évoqués : dans la première motion, Ténéveau et Renaudel, au nom de la direction, proposent de placer les fonds du Parti auprès du Magasin de gros des coopératives (dont on a vu que plusieurs cadres politiques, dont Lauche et Héliès pour les plus importants, sont administrateurs), comme un moyen de renforcer la prise de l'organisation centrale sur les moyens matériels d'action. Le deuxième texte, qui ne remporte qu'une grosse minorité de voix

---

<sup>549</sup> *L'Humanité* du 07/07/1913, p.6.

<sup>550</sup> AN F7 dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 12/03/1913.



(176 suffrages, 47%) non seulement s'oppose à ce projet mais réclame un audit complet des comptes, par un organe indépendant de la CAP et de la commission de contrôle, et appelle le Congrès de Brest à réviser immédiatement les statuts (appel conçu comme un moyen de se débarrasser de la direction jaurésienne<sup>551</sup>). Encore plus intéressant est le fort vote (143 voix, 52%, malgré 76 abstentions), sans discussion, en faveur d'une motion de Saint-Denis : cette dernière demandait que le cumul des indemnités d'élu ou de responsable politique, syndical ou coopératif soit interdit au-delà de 3.000 francs annuels<sup>552</sup>. D'après le rapport de police, ce vote était explicitement dirigé contre les bureaucrates de la Fédération, cumulards de fonctions diverses (Dubreuilh, Reisz, Héliès, Lauche...); il provoque des réactions de franche hostilité de la part des dirigeants nationaux<sup>553</sup>. L'appareil administratif fédéral est donc lui aussi la cible d'un front de mécontents, particulièrement large et qui semble couvrir une grande majorité de la Fédération : le bureaucratisme et l'électoratisme latents de ces organes sont mis en accusation, sans, encore une fois, que cela n'atteigne le même degré de virulence qu'au Congrès national.

La recomposition de la gauche fédérale et le développement de cette critique antibureaucratique fournissent le matériau à l'Affaire Cambier, qui frappe la Fédération à la fin de notre période. Nous avons vu que Gabrielle Cambier avait attaqué la gestion financière du Parti à Brest. Directrice jusqu'à la fin de l'année 1911 de la colonie de vacances du Parti, « Le Grand Air », elle avait été licenciée à la suite de disputes avec le Conseil d'administration : elle avait accusé Dubreuilh de malversations et, en retour, fut mise en cause pour s'être enrichie sur le dos de la colonie. Gabrielle Cambier et son mari, cadre du courant guesdiste, mettent en place un journal, *La Lutte de classe*, pour se défendre. Les conflits personnels rejoignent des objectifs politiques : les Cambier et leurs alliés (principalement Charles Le Gléo, Marius Nègre, René Marange ou encore Jean Allemane en personne) estiment que le Parti est en train d'adopter une attitude « blocarde » et qu'il se saborde politiquement<sup>554</sup>. L'affaire est douteuse : si les époux Cambier peuvent se défendre face à un Congrès, celui-ci ne semble guère disposé à

---

<sup>551</sup> AN F7 13072, dossier « 10<sup>ème</sup> Congrès national socialiste (Brest, mars 1913) », rapport du 26/03/1913.

<sup>552</sup> *L'Humanité* du 10/03/1913, p.6.

<sup>553</sup> AN F7 dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport du 12/03/1913.

<sup>554</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapport Mouvement socialiste de janvier 1914.

discuter sérieusement de la question<sup>555</sup>. Dans le même temps, le financement de *La Lutte de classe* par un antisocialiste notoire, le juge Bonjean, semble probable et vient obscurcir la situation. La publication incarne bien ce front de mécontents qui s'est formé récemment. Parmi ses soutiens, il mélange tout ce que compte la gauche du Parti : des guesdistes (Cambier lui-même, Paul Grados, Eugène Restiaux, René Chauvin), des allemanistes et insurrectionnels (Allemane, Jobert) et des syndicalistes (Nègre, Le Gléo). Tous ne suivent pas Cambier et Allemane quand, exclus le 21 décembre 1914<sup>556</sup>, ils fondent un nouveau Parti ouvrier qui prétend défendre la ligne que portait initialement la SFIO avant de sombrer dans l'alliance avec les radicaux. Le Parti survit difficilement, sans faire aucune concurrence sérieuse à la SFIO, avant de s'effondrer dans une scission, à la suite des législatives de 1914<sup>557</sup>. L'Affaire Cambier occupe le journal au point que les questions politiques passent au second plan, mais pourtant ce regroupement d'opposants révèle que l'unité de la Fédération n'est peut-être qu'une apparence alors que des courants souterrains survivent encore parmi les militants. Nous avons déjà relevé que l'attitude « anti-blocarde » était un terrain d'entente entre guesdistes et héritiers de l'allemanisme : ici, elle devient l'axe structurant d'une gauche qui cherche à se former, malgré son échec final. Les deux anciens courants se retrouvent réunis mais leur exclusion de la SFIO engendre l'incapacité pour une nouvelle gauche d'émerger véritablement de ce rassemblement dans le Parti, d'autant que, des deux principaux animateurs (Allemane et Cambier), l'un est un ancien communard et l'autre l'est probablement, ce qui signifie qu'ils sont déjà âgés. Ils représentent même une génération dépassée par les évolutions de la société, de la classe ouvrière et des pratiques politiques : en excluant ces figures de l'opposition au nouveau Bloc des gauches, la Fédération s'engage dans une nouvelle ère et rejette symboliquement une partie de son passé<sup>558</sup>.

Le renouvellement de la Fédération se marque aussi par la réforme des statuts, véritable serpent de mer de l'organisation socialiste. Parallèlement à la modernisation de

---

<sup>555</sup> *L'Humanité* du 22/12/1913, p.6.

<sup>556</sup> *L'Humanité* du 22/12/1913, p.6, et du 24/12/1913, p.4.

<sup>557</sup> AN F7 13074, dossier « Notes générales (septembre 1907-juillet 1914) », rapports Mouvement socialiste de février, mars et avril 1914.

<sup>558</sup> Article de F. Ferrette, « Une scission socialiste à la Belle Epoque : le Parti ouvrier en 1914 » (25/05/2015) sur le site *Un Espace historique sur le mouvement ouvrier*, consulté le 21/03/2016. A l'adresse < <http://www.ehmo.fr/2015/05/la-fusion-des-anciennes-organisations-politiques-dans-la-sfio-en-1905-n-a-pas-apporte-l-unite-de-vue-esperee-des-tendances-se-sont-m> >

l'action du Parti, celle de ses structures est aussi initiée, d'autant que, malgré les nombreuses critiques émises en juillet 1913, la totalité des intervenants s'était entendue pour estimer que le statu quo n'était plus fonctionnel. Les séances de congrès fédéral du 15 février et du 1<sup>er</sup> mars 1914 vont permettre d'entreprendre la révision de la charte fédérale. Il s'agit surtout de modifications de détail : la formation de groupes dans les sections d'arrondissement devient facultative, les sections auront dorénavant un mandat pour cinquante cotisants au Congrès fédéral (contre vingt-cinq en 1905, la réduction du nombre de congressistes devant rendre les séances plus efficaces et moins tumultueuses), la durée de stage avant de pouvoir être délégué au Congrès ou au Conseil passe à seulement deux ans (contre trois en 1905). On notera la volonté majoritaire (175 voix, 52%) de conserver le Conseil fédéral comme organe directeur et de cantonner la commission exécutive à des tâches purement administratives, alors que le projet initial de Renaudel prévoyait un renforcement de la commission et une réunion plus intermittente du Conseil : l'idée générale est que le Conseil – en ce qu'il représente directement le lien entre sections et Fédération – est plus un garant de la démocratie interne face à une commission plus bureaucratique. Cette volonté de démocratisation de la Fédération, dans le sillage des discussions antérieures, apparaît également avec le souhait de transférer l'élection de la commission exécutive du Congrès vers le Conseil fédéral (234 voix, 68%). L'élément le plus important est probablement la discussion autour du secrétariat fédéral. Arthur Levasseur, soutenu par Renaudel, parvient à faire voter la transformation du poste de secrétaire fédéral en permanent, rémunéré par le Parti (190 voix, 54%). Paul Poncet, inspirateur de nombreuses mesures votées dans le sens de la démocratisation, n'a pu s'y opposer : il craint une bureaucratisation trop forte et une dépossession du pouvoir réel du Conseil fédéral face à un homme qui se retrouverait seul maître des moyens matériels de la Fédération. Les arguments de Levasseur et Renaudel vont s'avérer plus imposants : il en irait de l'efficacité de la Fédération qui doit réaliser un travail toujours plus grand et qui a donc impérativement besoin d'un organisateur permanent<sup>559</sup>.

---

<sup>559</sup> *L'Humanité* du 16/02/1914, p.6, et du 02/03/1914, p.6

## **Conclusion.**

Après l'assassinat de Jaurès, le 31 juillet, la Fédération socialiste de la Seine, suivant en cela l'ensemble de la Section française de l'Internationale ouvrière, va se rallier à l'Union sacrée et à la défense de la patrie. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir voulu et d'avoir effectivement représenté un socialisme différent à l'échelle nationale. Union toute fraîche en 1905 de plusieurs courants politiques, elle ne connaît pas la division entre guesdistes et jaurésiens qui est le lot de tout le Parti. En son sein, ce sont les traditions du mouvement ouvrier parisien, si différent et si éloigné par certains aspects du marxisme officiel de l'Internationale, qui continuent de se développer. De ce mouvement, elle ne tire pas de doctrine véritable mais une sensibilité commune qui tend à réunir les militants par delà les tendances. Le premier élément de cette sensibilité est un ouvriérisme méfiant (vis-à-vis des élus et des intellectuels qui chercheraient à imposer leur direction à la base militante) expression d'un monde d'ouvriers qualifiés, chez qui se mêlent désir d'intégration dans la société moderne, alimenté par un accent toujours porté sur l'éducation, et respect de l'idéal révolutionnaire, qui nourrit l'envie d'action de ces militants. Car, le second élément de cette sensibilité est un certain activisme mêlé de pragmatisme : il s'agit de se tenir à la fois éloigné du dogmatisme guesdiste qui sclérose la vie partisane et du parlementarisme jaurésien qui enferme la classe ouvrière dans la passivité. A la place, et faisant ainsi vivre l'héritage légué à la fois par les blanquistes et par les allemanistes, la Fédération de la Seine se propose de faire du socialisme une force vive, un parti d'action, dans une acception très généreuse de ce que peut être le socialisme : son œuvre vise à envelopper toute la richesse des pratiques du mouvement ouvrier de l'époque (syndicalisme révolutionnaire et réformiste, coopération, réformisme municipal), sans brader les principes du socialisme international mais sans que celui-ci s'impose comme un carcan.

Ce faisant, la façon dont se perçoit et dont intervient politiquement la Fédération de la Seine ne peut que nous amener à revoir la nature de la division classique entre révolution et réformisme. La Fédération se veut la plus révolutionnaire et est clairement perçue comme la plus agitée aussi bien par le reste du Parti que par l'opinion publique, mais ce serait un abus de langage de la dire anti-réformiste. En effet, dans la Fédération, il n'y a pas d'opposition entre une action réformiste de terrain, qui s'incarne aussi bien

dans la négociation syndicale que dans le coopérativisme ou dans la gestion municipale, et un objectif fondamentalement révolutionnaire, c'est-à-dire de transformation profonde de la société. Elle les lie tous les deux au nom d'une conception déjà ancienne de l'action révolutionnaire, conception qui peut évoquer un proudhonisme poussé à bout, et qui fait de la révolution un processus progressif par lequel le prolétariat, dépossédé de tout, apprend à gérer l'économie et construit, à côté de la société capitaliste, une contre-société ouvrière appelée à la remplacer. L'insistance sur l'action s'appuie sur l'idée d'une dynamique propre au mouvement de transformation sociale : le mouvement ouvrier, aggloméré autour de son avant-garde, s'étend de plus en plus et doit conserver une structure la plus plastique et la plus démocratique possible de façon à intégrer toujours mieux les nouveaux éléments. Les réformes et les réalisations, les « institutions ouvrières » serait on tenté de dire, produits de la lutte ouvrière sous tous ses aspects, sont des paliers vers le socialisme en ce qu'elles rendent plus palpables le passage éventuel à une autre société.

Mais de ce point de vue là, cette atténuation du clivage réforme-révolution ne s'éloignerait que marginalement des thèses jaurésiennes qui, elles aussi, voulaient fusionner les deux pôles antinomiques. Ce qui fait, au sein de cette pensée réformiste-révolutionnaire, l'originalité de la Fédération de la Seine est son rapport à l'Etat. Il est frappant qu'elle s'intéresse relativement peu à ses élus parlementaires : même à la 19<sup>ème</sup> section, est-ce vraiment une question de contrôle des élus qui est en jeu ou plutôt celle d'un affrontement idéologique ? Nous penchons plutôt vers cette seconde explication, d'autant qu'à partir de 1910, la Fédération laisse en grande partie la CAP régler les rapports avec les parlementaires. Ce qui l'intéresse vraiment, c'est l'action immédiate, c'est le travail de réalisation et de construction au plus proche des militants et des travailleurs. Elle défend ouvertement l'idée que l'Etat serait un Etat de nature bourgeoise et cette thèse la conduit à insister sur une plus grande autonomie vis-à-vis de l'Etat. En cela, elle se distingue nettement du Parti dont la vulgate inspirée par Jaurès tend plutôt à faire de l'Etat un outil neutre, et se rattache plutôt à la pensée syndicaliste. Elle partage d'ailleurs beaucoup de choses avec cette dernière : en plus de l'antiétatisme, il s'agit du pragmatisme, de l'ouvriérisme, du rejet de la théorie et de la valorisation de l'action. Les liens entre la Fédération et les syndicats sont particulièrement marqués, tant au niveau de la doctrine qu'au niveau des personnes. La

nette opposition de la Fédération à l'Etat explique aussi certainement la faiblesse du guesdisme local, son caractère hétéroclite et sa porosité difficilement compréhensible avec un certain allemanisme : à l'échelle nationale, les guesdistes jouant sur le fait qu'ils sont les seuls à condamner l'Etat comme Etat bourgeois, ils se retrouvent désarmés dans une Fédération où ils ne sont plus les seuls à défendre ce point de vue et perdent ainsi leur liant.

Avant 1910, la Fédération apparaît comme très divisée entre son aile « révolutionnaire » insurrectionnelle et son aile « réformiste », comme si la synthèse n'était pas encore au point, mais les relations ne vont cesser de s'améliorer : alors que le début de la période a vu se produire certains congrès pour le moins tumultueux, les dernières discussions se font somme toute dans une ambiance très cordiale. Le travail d'Edouard Vaillant et d'Albert Tager a largement rendu possible cette évolution en modérant les ardeurs de l'extrême-gauche et en défendant aussi nationalement les positions politiques de la Fédération. Pourtant, il semble que les principaux acteurs et, en même temps, les principaux bénéficiaires de cette stabilisation de l'unité ont été les jeunes gens du *Mouvement socialiste* (Pierre Dormoy, André Morizet, Ernest Lafont et Gaston Lévy) et les nombreux syndicalistes qui leur sont associés (Auguste Besombes, Eugène Fiancette, Alphonse Loyau, etc...). Nés, pour la plupart, au tournant des années 1870-1880, ils font partie de cette génération qui a eu vingt ans en 1900, selon l'expression de Yolande Cohen<sup>560</sup>. Imprégnés du révisionnisme révolutionnaire de Sorel et des théorisations de la revue sur les « institutions ouvrières », ils entretiennent objectivement une forte identité commune avec les syndicalistes révolutionnaires et se situent donc en parfait accord avec la majorité des militants fédéraux, qui sont vraisemblablement en grande partie syndicalistes.

La caractérisation de ces militants comme « arrivistes » par Rappoport<sup>561</sup> est sûrement exagérée mais leur prise de pouvoir à l'intérieur de la Fédération coïncide avec un moment de bureaucratisation et d'institutionnalisation du socialisme, dans la Seine comme à l'international. Ce phénomène est très net dans l'insistance portée sur les compétences et la technicité : avec les militants du *Mouvement socialiste*, l'action devient une technique, technique de mobilisation et de propagande, technique de gestion

---

<sup>560</sup> Yolande Cohen, « Avoir vingt ans en 1900: à la recherche d'un nouveau socialisme », in *Le Mouvement Social*, n°120, juillet-septembre 1982, p.11-29.

<sup>561</sup> Marc Langana, op. cit., p.264.

municipale ou coopérative, appuyée sur une méthode rationnelle. Cette technicisation du socialisme se couple bien avec l'avant-gardisme politique de la Fédération : les minorités agissantes du blanquisme et de l'insurrectionnalisme peuvent aussi être celles du nouveau réformisme. Le socialisme des petits métiers traditionnels laisse place à un nouveau socialisme de cols-blancs et de gestionnaires, issus de ces nouvelles classes moyennes que sont les petits fonctionnaires ou des secteurs de ce que Lénine appellera « aristocratie ouvrière », anciens ouvriers devenus eux-mêmes employés au service des coopératives ou comme permanents politico-syndicaux. Il faut ainsi bien relever que le phénomène d'intégration du mouvement ouvrier à la société ne lui est pas externe mais trouve ses racines en son sein, dans son propre développement. De ce point de vue, la Fédération de la Seine est exemplaire puisque l'institutionnalisation procède en grande partie des organisations extraparlimentaires (coopératives, municipalités, parti) alors même que ces « institutions ouvrières » sont considérées par la Fédération elle-même comme un moyen de rupture avec l'ordre ancien.

Assurément, de nouvelles recherches demandent à être engagées plus précisément sur la question des rapports entre le mouvement social et la Fédération. Il s'agirait alors de relever plus finement les nœuds sur lesquels se croisent les réseaux du socialisme politique avec ceux, par exemple, du syndicalisme ou de la coopération. En particulier, il serait intéressant d'observer plus en détail les grands mouvements sociaux de 1909-1914 : grève des PTT, grève des cheminots, mouvement contre la vie chère, mouvement contre la guerre, afin de voir quelle place exacte y prennent les militants socialistes et comment l'implication dans de tels mouvements participe à la légitimation des militants au sein de l'espace fédéral. Notre mémoire ne traite malheureusement de cette question que trop superficiellement, en se fixant sur les figures émergentes des participations croisées aux différentes facettes du mouvement ouvrier. Pour la période antérieure à 1910, l'échelon fédéral n'est pas véritablement le plus adapté à une étude des milieux socialistes : la Fédération est encore trop peu développée et en proie aux rivalités de quartiers et de courants. Il faudrait dès lors essayer de se pencher sur la vie propre d'un seul quartier ou d'un seul arrondissement, dans l'un des bastions du socialisme séquanien, en croisant les sources à propos de la section, des coopératives et de l'activité syndicale. Ces deux nouvelles directions de recherche devraient permettre de combler les lacunes du présent mémoire.

## **Bibliographie**

### **Socialisme et socialistes en France (panorama général, doctrine, militants)**

#### *Idées générales*

Dereymez Jean-William, *La Fédération socialiste de l'Isère 1897-1914*, mémoire d'histoire, Grenoble-II, 1972.

Bergounioux Alain, Grunberg Gérard, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Fayard, Paris, 1992.

Candar Gilles, note n°265 de la Fondation Jean-Jaurès, « L'Unité socialiste de 1905 ».

Chambarlhac Vincent, Dury Maxime, Hohl Thierry, Malois Jérôme, *L'entreprise socialiste, Histoire documentaire du Parti Socialiste, Tome 1, 1905-1920*, Presses Universitaires de Dijon, 2005.

Compère-Morel Adéodat (dir.), *L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative*, librairie Aristide Quillet, Paris, 1912-1921.

Davranche Guillaume, *Trop jeunes pour mourir. Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, Libertalia, Paris, 2014

Droz Jacques, *Histoire générale du socialisme. Tome II. De 1875 à 1918*, PUF, Paris, 1997.

Girault Jacques (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XXème siècle. Parti, réseaux, mobilisation*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2001.

Lefranc Georges, *Le mouvement socialiste en France sous la Troisième République*, Payot, Paris, 1977.

Lequin Yves, « Peut-on parler d'une culture ouvrière en France au XIXème siècle ? », Forum UNESCO, 1980.

Moss Bernard, *Aux origines du mouvement ouvrier français : le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914*, Presses universitaires de Franche-Comté, Besançon, 1985.

Soulé Louis, *Annuaire du prolétariat*, 1914.

Touchard Jean, *La Gauche en France depuis 1900*, Seuil, Point Histoire, Paris, 1977.



*Vingtième siècle, Revue d'histoire* n°96, 2007/4, « Le Parti socialiste, nouvelles approches ». Chamouart Aude « La mairie socialiste, matrice du réformisme (1900-1939) » (p.23-33), Morin Gilles « Les socialistes et la société française. Réseaux et milieux (1905-1981) » (p.47-62), Cépède Frédéric et D'Almeida Fabrice « Etre socialiste d'un siècle à l'autre. La tradition militante à l'épreuve des logiques médiatiques » (p.91-105).

Vérecque Charles, *Dictionnaire du socialisme*, Giard-Brière, Paris, 1911.

Winock Michel, « La Culture politique des socialistes » in Bernstein Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, Paris, 1999.

*Cahiers Jaurès* n°187-188, Société des Etudes Jaurésiennes, 2008, « Les débuts de la SFIO ».

*Le Mouvement social* n°91, avril/juin 1975, « Culture et militantisme en France : de la Belle époque au Front populaire ».

*Le Mouvement social* n°57, 1966. Bruhat Jean, « Anticléricalisme et mouvement ouvrier en France avant 1914. Esquisse d'une problématique ».

### ***Doctrine et idéologie***

Candar Gilles, *La révolution russe de 1905 et la presse socialiste parisienne*, maîtrise d'histoire, Paris-I, 1975.

Ducoulombier Romain, *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France (1905-1925)*, doctorat d'histoire, Institut d'études politiques de Paris, 2003.

Dommanget Maurice, *Les idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, librairie Rivière et Cie, Paris, 1957.

Fiechter Jean-Jacques, *Les deux méthodes : l'évolution du socialisme français de l'Affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Librairie Droz, Genève, 1965.

Jousse Emmanuel, *Les Hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France*, Fayard, 2017, Paris

Prochasson Christophe, *Les intellectuels et le socialisme (XIXe-XXe siècle)*, Plon, Paris, 1997.

Topalov Christian, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, éditions de l'EHESS, Paris, 1999.

*Cahiers Irice*, n°2, 2008/2, « Albert Thomas, société mondiale et internationalisme ». Candar Gilles, « Albert Thomas et la constitution des réseaux : les années 1878-1914 » (p.53-64).

*Le Mouvement social* n°120, juillet/septembre 1982. Cohen Yolande et Weill Claudie, « Avoir vingt ans en 1900. A la recherche d'un nouveau socialisme » (p.11-29).

*Le Mouvement social* n°46, janvier/mars 1964. Rebérioux Madeleine, « Les tendances hostiles à l'Etat dans la SFIO (1905-1914) » (p.21-37).

*Cahiers du Monde russe*, n°48, 2007/2, « Les résonances de 1905 ». Candar Gilles, « Les socialistes français et la révolution de 1905 » (p.365-378).

### ***Socialisme municipal et future « banlieue rouge »***

Mimin Pierre, *Le Socialisme municipal*, thèse de droit, Faculté de droit de la Sorbonne, Paris, 1911.

Burlen Katherine (dir.), *La banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Presses Universitaires de Vincennes, 1987.

Dogliani Patrizia, *Un laboratoire du socialisme municipal : France 1880-1920*, thèse d'histoire, Paris-VIII, 1991.

Stovall Tyler, *The Rise of Paris red belt*, University of California Press, Berkeley, 1990.

*Recherche socialiste, revue de l'OURS* n°6, 1999. Lefebvre Rémi, « Le Socialisme saisi par l'institution municipale. Jalons pour une histoire délaissée » (p.9-25).

### ***Guerre et antimilitarisme***

Park-shin Haeng-seon, *Les syndicalistes parisiens et la guerre, 1908-1914 : une étude des pratiques militantes et des mentalités collectives*, thèse d'histoire, Paris-I, 1995.

Michon Georges, *La préparation à la guerre et la loi des trois ans (191.-1914)*, Rivière, Paris, 1935.

*Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle* n°19, 2001/1. Heuré Gilles « Gustave Hervé, le tournant d'avant-guerre » (p.85-95) et Candar Gilles « Socialisme, nationalisme et tournant » (p.97-108).

*Le Mouvement social* n°147, avril/juin 1989, « La désunion des prolétaires ».

### ***Militants du socialisme***

Billard Yves, *Le Métier de la politique sous la Troisième république*, Presses universitaires de Perpignan, 2003.

Blaszkiewicz Adeline, *L'Expérience Albert Thomas, le socialisme en guerre (1914-1918)*, master 2, ENS de Lyon.

Candar Gilles, *Edouard Vaillant le socialisme républicain*, Fondation Jean Jaurès, Paris, 2015.

Dommanget Maurice, *Edouard Vaillant*, Table Ronde, Paris, 1956.

Guillot Pascal-Bruno, *André Morizet (1876-1942)*, doctorat d'histoire, Paris-XIII, 2004.

Howorth Jolyon, *Edouard Vaillant : la création de l'Unité socialiste en France. La politique de l'action totale*, Etudes et documentations internationales, Paris, 1983.

Langana Marc, *Une vie révolutionnaire, 1883-1940 : les mémoires de Charles Rappoport*, Edition de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1991.

Rémi Sylvie, « La lente agonie d'une organisation : la FTSF de la scission allemaniste à la SFIO », in *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, n°13, 1992.

Willard Claude, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905) : les Guesdistes*, Editions sociales, Paris, 1968.

*Revue des Annales*, volume 39 n°4, 1984. Offerlé Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 » (p.681-716).

*Blanqui et les blanquistes*, SEDES, 1986. Cohen Yolande « Histoire d'une dissidence : les jeunesses et le blanquisme », Robert Jean-Louis « Blanquisme et blanquistes dans la Seine à la veille de la Grande Guerre : quelques réflexions » et Becker Jean-Jacques « Edouard Vaillant en 1914 ».

Jean Longuet, *la conscience et l'action*, Editions de la Revue politique et parlementaire, 1988.

*Cahiers Jaurès*, n°187-188, 2008, « Les débuts de la SFIO ».

Bouneau Christine, *Socialisme et jeunesse en France 1879-1969*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Pessac, 2009.

Sowerwine Charles, *Les femmes et le socialisme. Un siècle d'histoire*, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, Paris, 1964.

## **Paris et sa banlieue au début du XXème siècle**

### *Panorama social, économique et politique*

Chevalier Louis, *Les fondements économiques et sociaux de l'histoire de la région parisienne*, thèse d'histoire, Université de Paris, 1950.

Grange Cyril, « Les classes privilégiées dans l'espace parisien (1903-1987) » in *Espace, populations, société*, volume 11, n°1, 1993.

Grigaut Martine, *Les campagnes électorales dans les circonscriptions de Sceaux de 1889 à 1914*, thèse d'histoire, Paris-I, 1983.

Hantat Nadia, *L'inspection ouvrière et la condition ouvrière à Paris et dans sa banlieue de 1900 à 1914*, maîtrise d'histoire, Paris-IV, 1977.

Lojkin Jean et Viet-Depaule Nathalie, *Classe ouvrière, société locale et municipalité en région parisienne*, Centre d'études des mouvements sociaux, Paris, 1984.

Agulhon Maurice et Duby Georges, *La ville de l'âge industriel, le cycle haussmannien*, Seuil, Paris, 1983.

Agulhon Maurice et George P., *Etudes sur la banlieue de Paris. Essais méthodologiques*, Presses de Sciences-Po, Paris, 1950.

Chevalier Louis, *La formation de la population parisienne au XIXème siècle*, PUF, Paris, 1950.

Faure Alain (dir.), *Les premiers banlieusards : aux origines des banlieues de Paris 1860-1940*, Creaphis, Paris, 1991.

Fourcatt Annie (dir.), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964)*, L'Harmattan, Paris, 1988.

Jacquemet Gérard, *Belleville au XIXème siècle : du faubourg à la ville*, Editions de l'EHESS, Paris, 1984.

Lavedan Pierre, *Histoire de Paris*, PUF, Paris, 1960.

Robert Jean-Louis, *Plaisance près Montparnasse. Quartier parisien, 1840-1985*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2012.

*Revue des Annales*, volume 40 n°3, 1985. Brunet Jean-Paul, « Constitution d'un espace urbain : Paris et sa banlieue de la fin du XIXème siècle à 1940 » (p.641-659).

### ***Monographies sur la banlieue et spécificités***

Brunet Jean-Paul, *Une banlieue ouvrière, Saint-Denis, 1890-1939 : problèmes d'implantation du socialisme et du communisme*, thèse d'histoire, Paris-IV, 1978.

Cassier Maurice, *Classe ouvrière et municipalité en région parisienne. Montreuil ouvrier et républicain : formation, évolution et crise d'un « bastion communiste »*, doctorat d'histoire, EHESS, 1981.

Coulouvrat Elisabeth, *La vie politique à Montrouge 1900-1939*, maîtrise d'histoire, Paris-I, 1978.

Dubesset Martine, *L'émergence d'une population ouvrière dans la commune agricole de Gennevilliers 1875-1880 à 1914, les raisons d'une stagnation économique*, maîtrise d'histoire, Paris-X, 1982.

Felce Antoine, *La vie politique à Pantin 1900-1914*, maîtrise d'histoire, Paris-IV, 1984.

Fourcaut Annie, *La vie politique et sociale dans une commune de banlieue : Bagneux, 1870-1936*, maîtrise d'histoire, Paris-I, 1970

Gruselle Janine, *Du « pouvoir local » à la lutte des classes : un exemple Créteil*, maîtrise d'histoire, EHESS, 1985.

Kernoa Catherine, *Saint-Ouen, du village à la ville industrielle : conséquences démographiques, sociales et politiques (1830-1914)*, maîtrise d'histoire, Paris-I, 1990.

Nemecek Karel, *La vie politique, économique et sociale d'une commune de banlieue : Aulnay-sous-Bois (1875-1935)*, maîtrise d'histoire, Paris-I, 1984-1985.

Péru Jean-Jacques, *Du village à la cité ouvrière. Drancy 1896-1936 : Eléments démographiques, politiques et sociaux, vie municipale*, maîtrise d'histoire, Paris-I, 1978.

Brunet Jean-Paul, *Saint-Denis la ville rouge. Socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Hachette, Paris, 1980.

## **Socialistes de Paris et de sa banlieue**

### *Syndicalisme et coopérativisme*

Monti Claudia, *L'Union des syndicats ouvriers de la Seine de 1910 à 1914*, maîtrise d'histoire, Paris-X, 1972.

Julliard Jacques, *Autonomie ouvrière. Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Seuil-Gallimard, Paris, 1988.

Julliard Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action direct*, Seuil, Paris, 1971.

Meusy Jean-Jacques (dir.), *La Bellevilloise : une histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français, 1877-1939*, Creaphis, Paris, 2002.

*Le Mouvement social* n°35, avril/juin 1961. Dintzer Lucien, « Le Mouvement des universités populaires » (p.3-29).

### *Spécificités du socialisme parisien*

Barontini Fabien, *La 23<sup>ème</sup> section SFIO de Saint-Denis de 1914 à 1920*, maîtrise d'histoire, Paris-VIII, 1985.

Notre-Dame Thierry, *Les députés SFIO du département de la Seine (1905-1914)*, maîtrise d'histoire, Paris-IV, 1986.

Offerlé Michel, *Les socialistes et Paris, 1881-1900. Des communards aux conseillers municipaux*, thèse d'histoire, Paris-I, 1979.

Poujade Maurice, *Les allemanistes à Paris de 1890 à 1905*, diplôme d'études supérieures en histoire, Université de Paris, 1960.

Robert Jean-Louis, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre, histoire et anthropologie*, thèse d'histoire, Paris-I, 1999.

Nagai Nobuhito, *Les conseillers municipaux de Paris sous la III<sup>ème</sup> République 1871-1914*, Presses universitaires de la Sorbonne, Paris, 2002.

Robert Jean-Louis, *Les ouvriers, la patrie et la Révolution, Paris 1914-1919*, Les Belles lettres, Paris, 1995.

*Etudes de la région parisienne*, n°14, 1967. Becker Jean-Jacques, « Les Révolutionnaires parisiens à la veille de 1914 ».

Villate Laurent, Candar Gilles, Bloche Patrick, *Socialistes à Paris : 1905-2005*, Creaphis, Paris, 2005.

## **Annexes**



## **Annexe I. Statuts de la Fédération de la Seine à l'issue du congrès d'unification.**

*NB : Le texte est présenté tel que dans le projet Groussier. Les modifications apportées par le congrès sont inscrites en gras et en italique.*

### I – Organisation fédérale

Article premier. La Fédération de la Seine est constituée par l'ensemble des sections de ce département.

Art. 2. Les sections sont formées des groupes d'un même arrondissement de Paris ou d'un même canton de la banlieue.

Art. 3. Les sections de Paris se composent d'un groupe par quartier. Les sections ne peuvent constituer plusieurs groupes dans un même quartier ou ne peuvent s'organiser en un groupe unique d'arrondissement, que par autorisation, du Conseil fédéral.

Art. 4. Les groupes sont composés des citoyens acceptant les principes, le règlement et la tactique du Parti et de la Fédération.

Art. 5. Les salariés membres de la Fédération doivent appartenir au syndicat ouvrier leur profession. ***Les membres de la Fédération qui ont à occuper des travailleurs ne doivent prendre que des syndiqués.***

### II – Adhésions

Art. 6. Les adhésions individuelles sont reçues par les groupes et notifiées à la section.

Art. 7. Les adhésions des groupes sont reçues par la section et soumises à la ratification du Conseil fédéral.

### III – Cotisations

Art. 8. Tout membre de la Fédération doit posséder la carte annuelle du Parti, portant les cachets du Parti, de la Fédération et de la Section. Il doit acquitter sa cotisation: mensuelle représentée par un timbre mobile qui doit être apposé sur sa carte.

Art. 9. Les cartes annuelles et les timbres mensuels sont délivrés aux sections par le trésorier fédéral, au prix payé par la Fédération majoré de 0 fr. 05 centimes par carte et de 0 fr. 07 centimes par timbre, c'est-à-dire à raison de 0 fr. 30 centimes la carte et 0 fr. 10 centimes le timbre.

Art. 10. Les députés de la Seine, *les conseillers généraux de la banlieue* et les conseillers municipaux de Paris appartenant au Parti, verseront au trésorier fédéral une cotisation *mensuelle* de 5 francs *pour les conseillers généraux de la banlieue et de 15 francs pour les députés de la Seine et les conseillers municipaux de Paris*. Les sections pourront verser directement cette cotisation sur leur demande expresse.

#### IV – Congrès fédéral

Art. 11. La Fédération est dirigée par le Congrès fédéral dans les limites des décisions et du règlement du Parti.

Art. 12. Chaque section est représentée au Congrès fédéral proportionnellement au nombre de ses membres cotisants, à raison de un mandat par vingt-cinq membres cotisants ou fractions de vingt-cinq membres. Ce nombre des mandats est calculé conformément aux dispositions des articles 16 et 17 du règlement du Parti, d'après le nombre des cartes et des timbres pris annuellement par la section.

Art. 13. Le Congrès fédéral se tient annuellement en deux sessions l'une un mois au moins avant le Congrès national, l'autre un mois au plus après.

Art. 14. L'ordre du jour du Congrès fédéral doit être communiqué aux sections au moins un mois à l'avance.

Art. 15. La première session a principalement pour objet :

- 1° Le rapport du Conseil fédéral ;
- 2° Le rapport du groupe socialiste au Conseil général ;
- 3° La discussion de l'ordre du jour du Congrès national ;
- 4° La nomination des délégués à ce Congrès ;

La deuxième session a pour but :

- 1° Le compte rendu du mandat des délégués au Congrès national ;
- 2° L'adoption des mesures assurant l'exécution dans le département des décisions du Congrès national ;
- 3° La nomination des délégués de la Fédération au Conseil national ;
- 4° La nomination de la commission exécutive de la Fédération composée de vingt et un membres.

Art. 16. Dans les délibérations du Congrès fédéral, le vote par mandat est de droit s'il est réclamé par le dixième des délégués.

Art. 17. Les délégués de la Fédération au Congrès national et au Conseil national, ainsi que les membres de la Commission exécutive, doivent être membres du Parti depuis trois ans au moins. Ils sont élus au scrutin, de liste et au vote secret. ***Sont institués cinq délégués suppléants au Conseil national et sept délégués suppléants à la Commission exécutive. Ces suppléants remplaceront les titulaires démissionnaires ou décédés.***

Art. 18. Ces listes sont établies d'un commun accord. A défaut d'entente préalable, la minorité a droit, s'il y a lieu, à une représentation proportionnelle.

## V – Conseil fédéral

Art. 19. La Fédération est administrée par le Conseil fédéral.

Art. 20. Le Conseil fédéral est constitué par les délégués des sections, les délégués de la Fédération au Conseil national et la Commission exécutive.

Art. 21. La représentation des sections au Conseil fédéral est calculée sur le nombre de leurs mandats au Congrès de la Fédération, à raison de un délégué par trois mandats ou fraction de trois mandats.

Art. 22. Le Conseil fédéral élit parmi les membres de la Commission exécutive un bureau composé de trois secrétaires, un trésorier et un trésorier adjoint. Ces fonctions seront rétribuées.

Art. 23. Le Conseil fédéral se réunit le premier lundi de chaque mois. Il se réunit extraordinairement chaque fois que la Commission exécutive le juge nécessaire ou que la demande en est faite par dix sections.

[Art. 24. Les députés de Paris, les conseillers municipaux de Paris, les conseillers généraux et d'arrondissement de la banlieue doivent se faire représenter à chaque séance du Conseil fédéral par un délégué de chaque catégorie. Ces élus, s'ils ne sont en même temps délégués des sections, n'auront que voix consultative.] *NB. Article modifié intégralement au congrès.*

**Art. 24. *Les députés de la Seine, les conseillers municipaux de Paris et les conseillers généraux de la banlieue ne peuvent être délégués au Conseil fédéral ni membres de la Commission exécutive. Ces élus doivent se faire représenter à chaque séance du Conseil fédéral par un délégué de chaque catégorie qui aura voix délibérative. Les autres élus sont invités à y assister mais n'auront que voix consultative.***

Art. 25. Le Conseil fédéral fixe la date et l'ordre du jour des sessions du Congrès fédéral. Il convoque, s'il en est besoin, un Congrès extraordinaire.

Art. 26. Le Conseil fédéral établit, conformément aux dispositions de l'article 12, des présents statuts, le nombre des mandats de chaque section au Congrès fédéral et prépare un rapport sur la validation de ces mandats.

Art. 27. Le Conseil fédéral adresse trimestriellement au Conseil national un rapport sur la propagande et le développement de la Fédération, ainsi que sur la situation politique et économique de ce département. Il présente un rapport d'ensemble au Congrès fédéral.

Art. 28. Le Conseil fédéral remplace les délégués au Conseil national et les membres de la Commission exécutive démissionnaires ou décédés. Ces choix seront soumis à la ratification du prochain Congrès fédéral.

Art. 29. Le Conseil fédéral désignera une commission de contrôle de cinq membres, chargée de vérifier la gestion financière de la Fédération.

## VI – Commission exécutive

Art. 30. La Commission exécutive est chargée du travail courant sous la direction du Conseil fédéral.

Art. 31. Elle prépare les documents et statistiques qui doivent être fournis au Conseil national.

Art. 32. Elle tient à jour, notamment, la liste des secrétaires des sections et de tous les groupes de la Fédération, et la liste des élus du Parti dans le département : députés, conseillers généraux, conseillers d'arrondissement, maires, adjoints, conseillers municipaux, en spécifiant, pour ces derniers, s'ils sont l'unanimité, la majorité ou la minorité de leur assemblée.

## VII – Propagande

Art. 33. La propagande dans le département est organisée par le Conseil fédéral et assurée dans l'intervalle de ses séances par la Commission exécutive.

Art. 34. Il sera établi un roulement des orateurs de la Fédération, élus et militants.

Art. 35. Le Conseil fédéral assure le concours régulier des orateurs ou conférenciers de la Fédération aux réunions publiques organisées par les sections ou leurs groupes, ainsi qu'aux conférences éducatives faites au sein des sections.

Art. 36. Toutes les demandes d'orateurs doivent être adressées par les sections au Conseil fédéral au moins quinze jours à l'avance.

Art. 37. Les frais de déplacement des orateurs sont à la charge des sections intéressées.

Art. 38. Le Conseil fédéral, d'accord s'il y a lieu, avec la commission administrative du Parti, pourra organiser de grandes réunions, manifestations ou fêtes publiques.

Art. 39. Il devra organiser des conférences fédérales éducatives, réservées à tous les membres du Parti, où seront traités les principaux points de doctrine ou de tactique. S'il y a lieu à vote, la discussion devra être poursuivie dans chaque section et la décision ne pourra être prise que par le Conseil fédéral.

Art. 40. Les groupes, les sections et le Conseil fédéral ne pourront organiser des conférences, réunions ou fêtes publiques avec le concours d'orateurs étrangers au Parti, sans qu'un membre du Parti, au moins, soit désigné pour y prendre la parole. Les orateurs et propagandistes du Parti ne pourront prêter leur concours à une conférence, réunion ou fête publique organisée, dans le département de la Seine, en dehors du Parti, sans l'assentiment préalable des sections intéressées.

## VIII – Sections

Art. 41. Les sections, en dehors desquelles il ne saurait y avoir d'action publique du Parti, s'administrent elles-mêmes en se conformant au règlement du Parti et, aux statuts de la Fédération.

Art. 42. Le bureau de chaque section doit posséder la liste des noms, professions et adresses de tous les membres de cette section.

Art. 43. La section doit se réunir en assemblée plénière au moins une fois par mois. ***Les sections de banlieue comprenant plusieurs communes pourront ne se réunir en assemblée plénière que trimestriellement mais, dans ce cas, elles devront tenir une réunion de délégués des groupes au moins une fois par mois.***

Art. 44. La nomination des délégués au Congrès fédéral et au Conseil fédéral doit se faire en assemblée plénière de la section. A défaut d'accord pour cette désignation, la minorité aura droit, s'il y a lieu, à une représentation proportionnelle.

Art. 45. La section doit prévenir le Conseil fédéral des réunions publiques et, des conférences éducatives organisées par elles ou ses groupes, afin que le Conseil soit mis à même de s'y faire représenter.

Art. 46. Elle est tenue d'adresser trimestriellement, au Conseil fédéral, un-rapport détaillé sur son fonctionnement, sur la situation politique et économique de sa région, et, s'il y a lieu, sur l'action du ou des groupes socialistes municipaux qui sont sous son contrôle.

Art. 47. Chaque section et chaque groupe doivent obligatoirement s'abonner à l'organe officiel du Parti, le journal le Socialiste.

***Art. 48. Les sections de la banlieue d'une même circonscription législative pourront se former en union pour la propagande et l'action électorale.***

## IX – Groupes socialistes des élus du département

Art. 48-49. Un groupe socialiste distinct de toutes les fractions politiques bourgeoises doit être constitué dans chaque corps élu du département où le Parti est représenté.

Art. 49-50. Les membres de ces groupes socialistes acceptent la déclaration constitutive de l'unité socialiste et se conforment au règlement et, à la tactique du Parti et de la Fédération.

Art. 50-51. Le groupe socialiste, au Conseil général est exclusivement composé des conseillers généraux de la banlieue et des conseillers municipaux de Paris, membres du- Parti désignés par leurs sections. Ce groupe présente, chaque année, au Congrès fédéral, un rapport sur son action au Conseil général de la Seine et au Conseil municipal de Paris.

Art. 51-52. Les groupes socialistes au Conseil général et aux conseils d'arrondissement sont sous le contrôle direct de la Fédération.

Art. 52-53. Les groupes socialistes municipaux de la banlieue sont sous le contrôle du groupement communal, de la section et de la Fédération.

## X – Comités de vigilance

Art. 53-54. Les groupes ou sections ayant des élus devront instituer un comité de vigilance, chargé :

1° De seconder l'action des élus, notamment en ce qui concerne les travaux d'édilité ;

2° De signaler aux élus les revendications justifiées, dont il est saisi par les électeurs ;

3° D'organiser les compte rendus de mandat de ses élus ;

4° D'assurer le contrôle dévolu à ces groupes ou sections.

## XI – Elections

Art. 54-55. Dans les élections législatives, cantonales et municipales, les candidats sont exclusivement désignés par l'ensemble des adhérents de la circonscription électorale réunis à cet effet.

Art. 55-56. Il ne peut être désigné qu'un candidat ou qu'une liste de candidats par circonscription.

Art. 56-57. Les candidats aux élections législatives, cantonales de la banlieue et municipales de Paris doivent être membres du Parti depuis trois ans au moins.

Art. 57-58. Le choix ne devient définitif qu'après la ratification du Conseil fédéral.

Art. 58-59. Tout candidat doit signer un engagement par lequel il promet d'observer les principes du Parti et les décisions des Congrès nationaux et internationaux. Cet engagement est rédigé et signé en double exemplaire dont l'un est déposé au secrétariat de la Fédération, l'autre au secrétariat du Conseil national.

Art. 59-60. En cas de ballottage, le Conseil fédéral réuni spécialement entre les deux tours de scrutin, détermine *après avis de la section* l'attitude à observer par les candidats.

## XII – Organisation des jeunesses et des étudiants

Art. 60-61. Les jeunes socialistes pourront se former en groupes distincts.

Art. 61-62. Les groupes de jeunesse du département forment une section fédérale des jeunesses qui, au même titre que les autres sections, sera sous le contrôle direct du Conseil fédéral.

Art. 62-63. Le règlement de la section fédérale des jeunesses devra être soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 63-64. La section fédérale des jeunesses devra prévenir le Conseil fédéral des réunions ou conférences qu'elle ou ses groupes organisent, en indiquant les orateurs ou conférenciers, *et les groupes devront prévenir les sections intéressées*. Elle devra également lui soumettre, à l'avance, toutes ses publications.

[Art. 64. Les étudiants pourront également former une section distincte ayant le même fonctionnement et soumise au même contrôle que les autres sections.] **Article supprimé au congrès.**

## XIII – Contrôle et arbitrage

Art. 65. Le contrôle et l'arbitrage seront exercées, conformément aux dispositions des titres VII et VIII du règlement du Parti.



#### XIV – Modifications des statuts

Art. 66. Les présents statuts ne peuvent être révisés que par le Congrès fédéral, après que les modifications proposées auront été soumises à l'examen des sections.

#### Disposition provisoire

Article unique. Si au cours de l'année 1905 ou dans les quatre premiers mois de l'année 1906 il y a lieu de tenir un nouveau Congrès fédéral, celui-ci sera convoqué sur les mêmes bases que le présent Congrès constitutif de la Fédération.

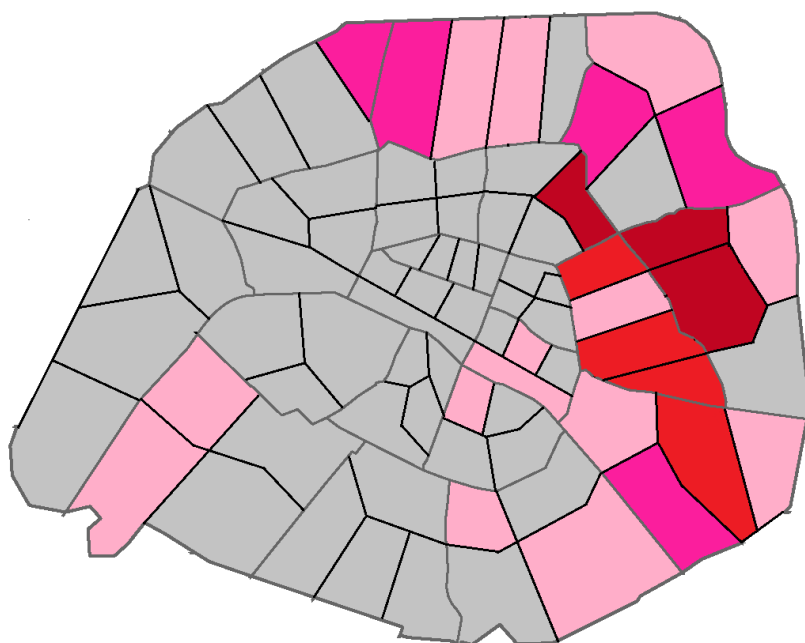
Toutefois les sections, si elles y trouvent avantage, auront le droit de faire calculer leur représentation d'après les cartes et les timbres délivrés depuis la constitution de la Fédération, et ce conformément aux articles 16 et 17 du règlement du Parti.

#### Projet de résolution

Le Conseil fédéral devra étudier la possibilité, pour les cercles d'originaires ou autres, d'adhérer à la Fédération et déterminera les conditions d'admission de ces groupements ainsi que le mode de leur participation au fonctionnement fédéral.

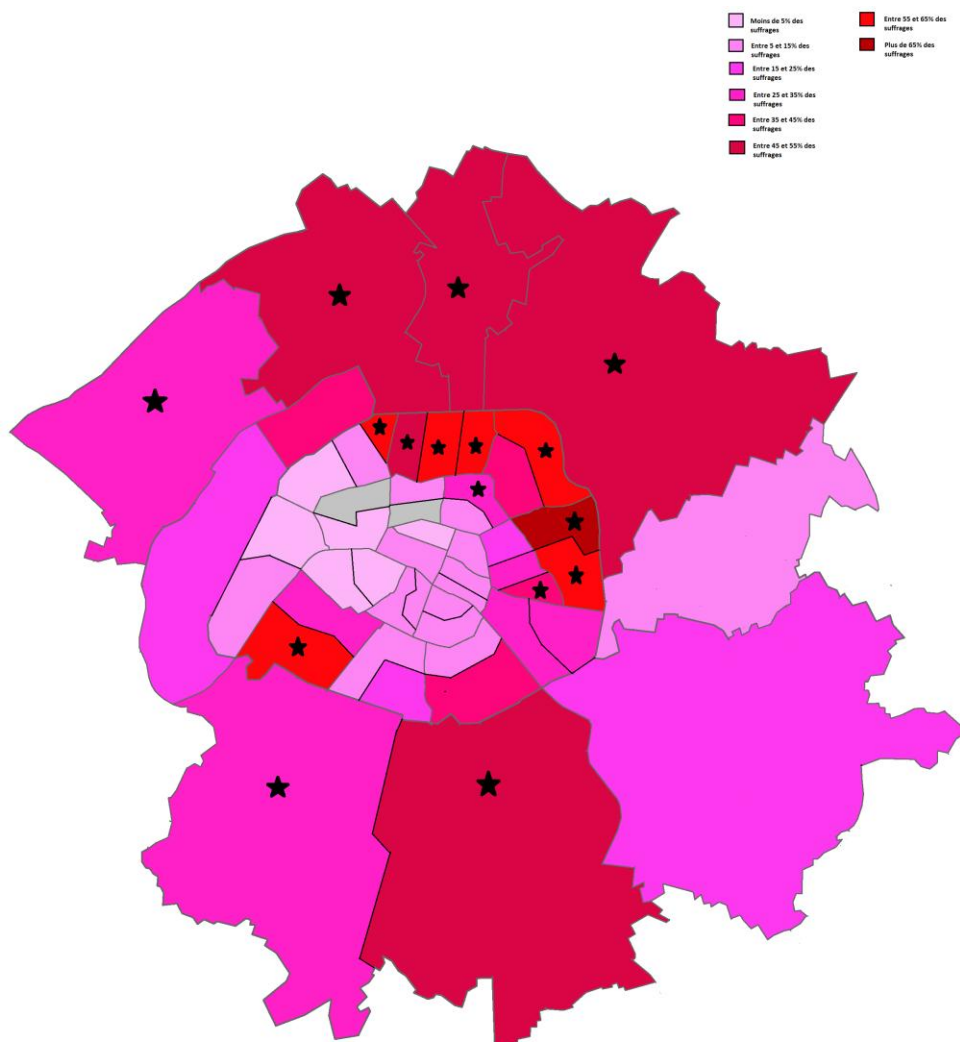
**Annexe II. Répartition des conseillers socialistes de Paris en 1906.**

*Le rouge le plus foncé désigne les circonscriptions détenues par un membre du PSR. Celles en rouge clair le sont par un allemaniste, celles en rose foncé par un membre du PSF et celles en rose pâle par un socialiste indépendant.*



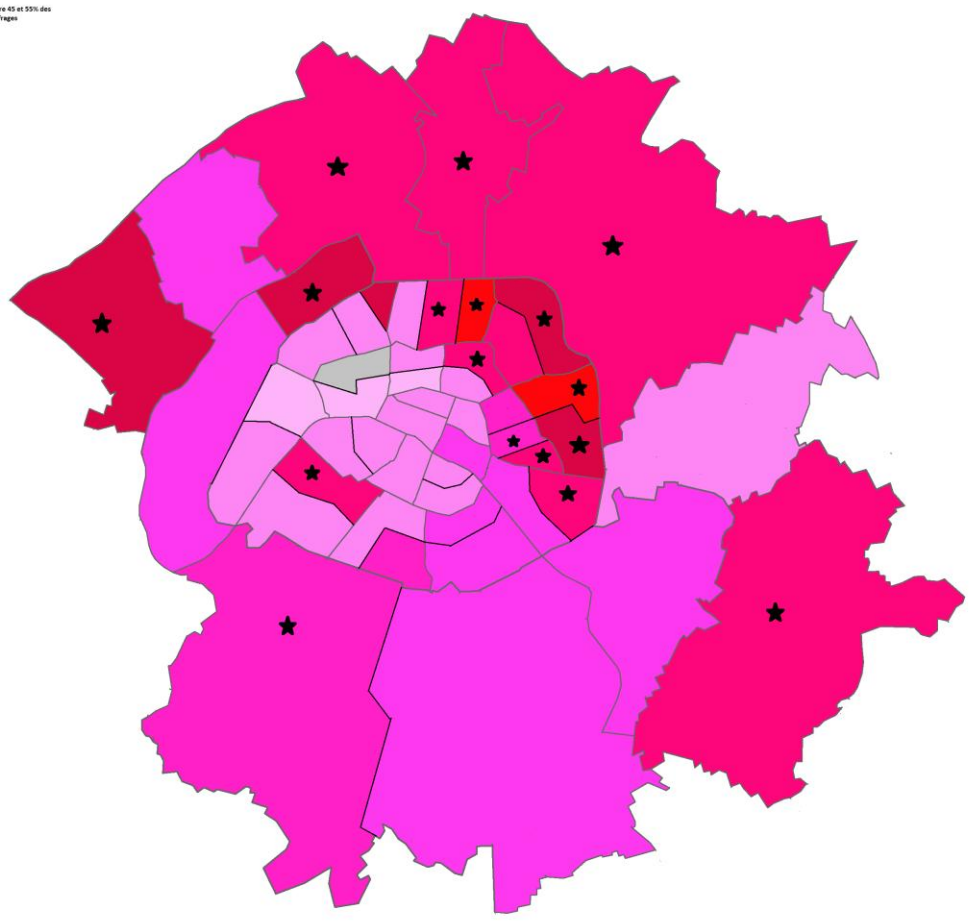
**Annexe III. Carte des résultats socialistes aux élections législatives des 6 et 20 mai 1906.**

*Les étoiles désignent les circonscriptions ayant obtenu un élu au second tour.*



**Annexe IV. Carte des résultats socialistes aux élections législatives des 24 avril et 8 mai 1910.**

*Les étoiles désignent les circonscriptions ayant obtenu un élu au second tour.*



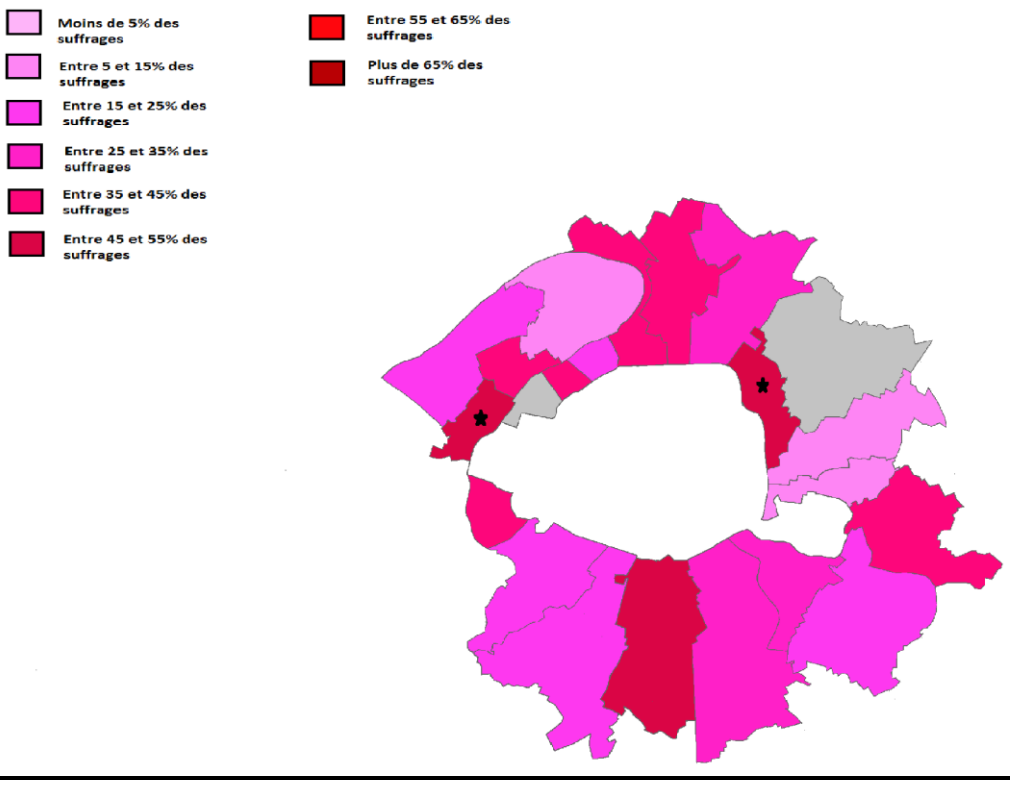
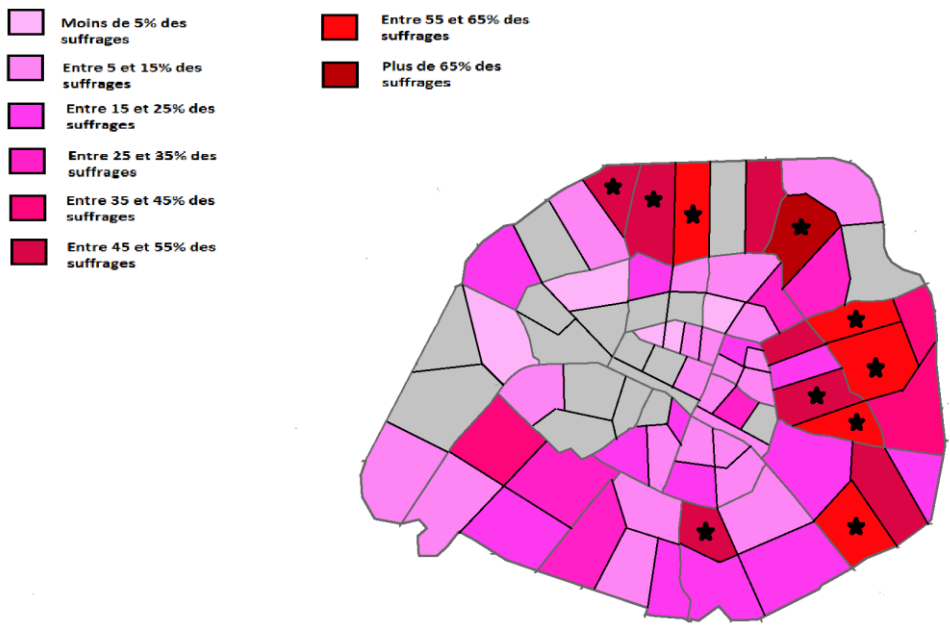
**Annexe V. Carte des résultats socialistes aux élections législatives des 26 avril et 10 mai 1914.**

*Les étoiles désignent les circonscriptions ayant obtenu un élu au second tour.*



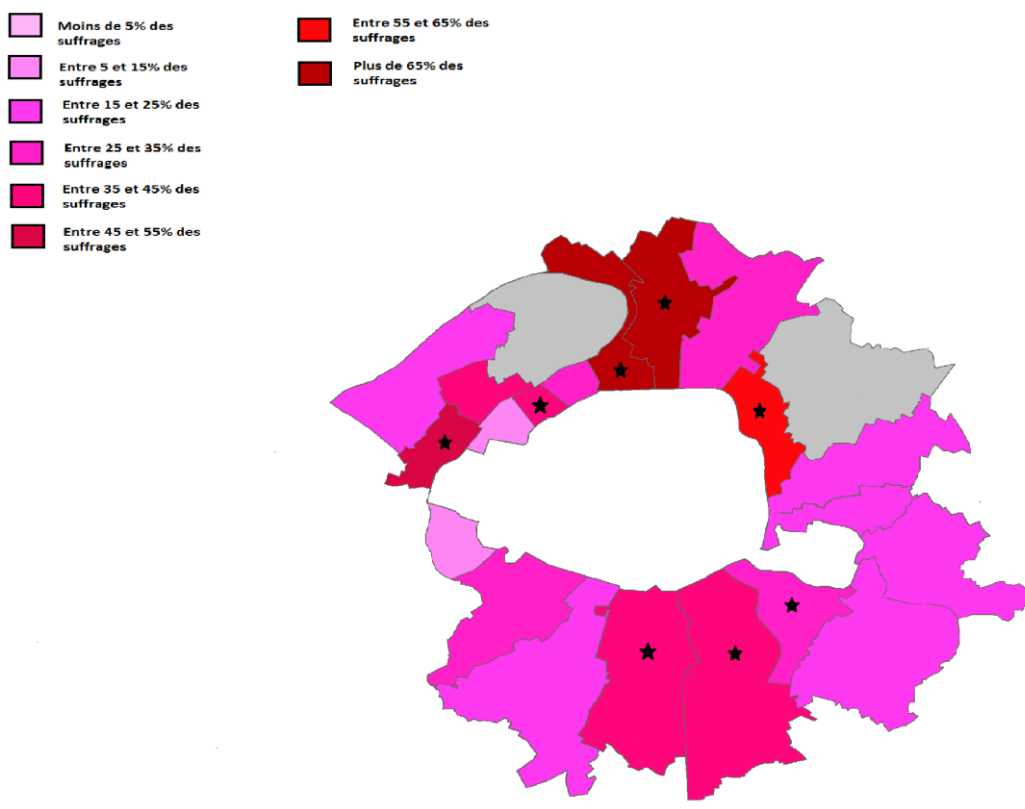
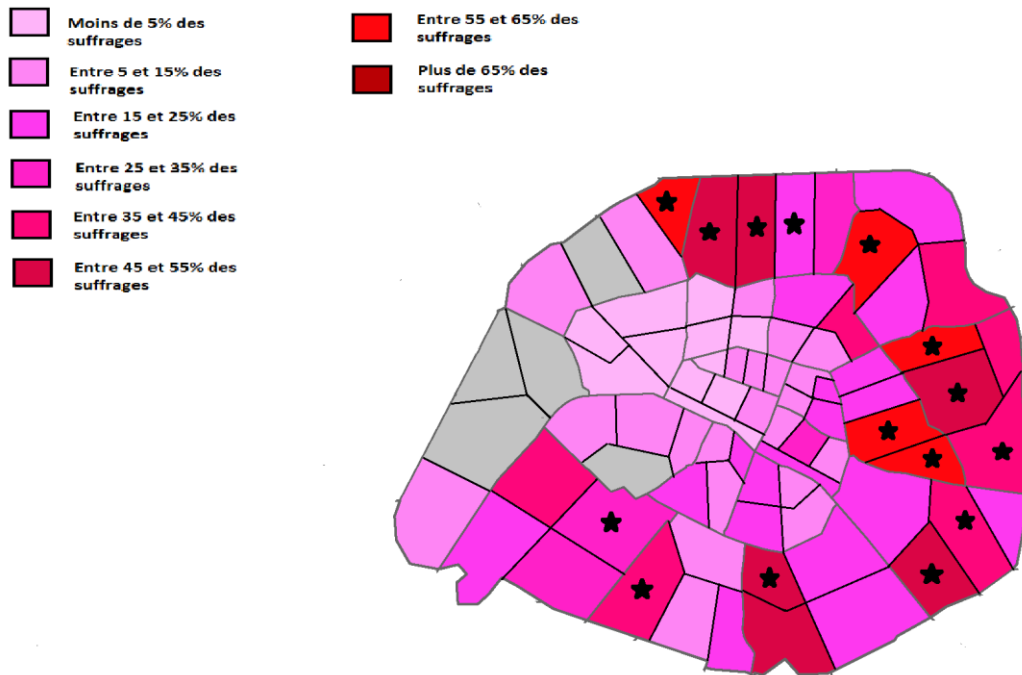
**Annexe VI. Carte des résultats socialistes aux élections municipales des 3 et 10 mai 1908 et aux élections cantonales des 17 et 24 mai 1908.**

*Les étoiles désignent les circonscriptions ayant obtenu un élu au second tour.*



**Annexe VII. Carte des résultats socialistes aux élections municipales des 5 et 12 mai 1912 et aux élections cantonales des 2 et 9 juin 1912.**

*Les étoiles désignent les circonscriptions ayant obtenu un élu au second tour.*



**Annexe VIII. Date et ordre du jour des Congrès socialistes nationaux (avec composition de la délégation de la Seine) et fédéraux.**

*NB. Pour les Congrès fédéraux de la Seine, la numérotation ne correspond pas à celle présente dans l'Humanité qui désigne chaque session de congrès par un numéro propre. Etant donné que les délégués ne changent pas d'une session sur l'autre, nous avons choisi de les noter comme plusieurs sessions d'un même Congrès.*

**23-25 avril 1905.** Congrès constitutif de la SFIO., à Paris, salle du Globe.

**25 juin 1905.** Congrès constitutif de la Fédération de la Seine, à Paris, salle du Globe.

**22 octobre 1905.** Première session du premier Congrès fédéral de la Seine, au Pré-Saint-Gervais.

**29 octobre- 1<sup>er</sup> novembre 1905.** Deuxième Congrès de la SFIO, à Chalon.

Ordre du jour : tactique électorale.

**21 décembre 1905.** Seconde session du premier Congrès fédéral de la Seine, au Pré-Saint-Gervais.

**29 septembre 1906.** Première session du deuxième Congrès fédéral de la Seine, à Gentilly.

**1<sup>er</sup>-4 novembre 1906.** Troisième Congrès de la SFIO, à Limoges.

Ordre du jour : rapports avec les syndicats, représentation proportionnelle, droit de vote des femmes, action contre la guerre, question de la patrie, de la franc-maçonnerie, de la presse.

**9-24 décembre 1906.** Seconde session du deuxième Congrès fédéral de la Seine, à Gentilly puis à Clignancourt.

**21 juillet 1907.** Première session du troisième Congrès fédéral de la Seine, à la salle du Progrès social (XVIII<sup>ème</sup> arrondissement).

**11-14 août 1907.** Quatrième Congrès de la SFIO, à Nancy.

Ordre du jour : militarisme, colonialisme, syndicalisme, représentation proportionnelle.

**21 octobre 1907.** Seconde session du troisième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de La Prolétarienne (V<sup>ème</sup> arrondissement).

**29 décembre 1907.** Troisième session du troisième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (X<sup>ème</sup> arrondissement).



**27 septembre 1908.** Première session du quatrième Congrès fédéral de la Seine, à Saint-Denis.

**15-18 octobre 1908.** Cinquième Congrès de la SFIO, à Toulouse.

Ordre du jour : action générale.

**21 décembre 1908.** Seconde session du quatrième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**29 mars-3 avril 1909.** Première session du cinquième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**11-14 avril 1909.** Sixième Congrès de la SFIO, à Saint-Etienne.

Ordre du jour : question agraire, tactique électorale.

**20 juin 1909.** Seconde session du cinquième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**17-30 janvier 1910.** Première session du sixième Congrès fédéral de la Seine, à la Maison commune (IIIème arrondissement).

**6-9 février 1910.** Septième Congrès de la SFIO, à Nîmes.

Ordre du jour : question agraire, tactique électorale, coopération, arbitrage international, loi des retraites.

**12 juin 1910.** Seconde session du sixième Congrès fédéral de la Seine, à la Maison commune (IIIème arrondissement).

**15-16 juillet 1910.** Premier Congrès extraordinaire de la SFIO, à Paris.

Ordre du jour : arbitrage international, coopération.

**15 janvier 1911.** Première session du septième Congrès fédéral de la Seine, à la grande salle de La Bellevilloise (XXème arrondissement).

**26 mars 1911.** Seconde session du septième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**16-19 avril 1911.** Huitième Congrès de la SFIO, à Saint-Quentin.

Ordre du jour : élections municipales, rapports avec *L'Humanité*.

**8 octobre 1911.** Troisième session du septième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**1-2 novembre 1911.** Deuxième Congrès extraordinaire de la SFIO, à Paris.

Ordre du jour : statuts du Parti.

**14 janvier 1912.** Première session du huitième Congrès fédéral de la Seine, à la salle des fêtes de L'Utilité sociale (XIIIème arrondissement).

**18-21 février 1912.** Neuvième Congrès de la SFIO, à Lyon.

Ordre du jour : nationalisations, franc-maçonnerie, laïcité.

**17 novembre 1912.** Seconde session du huitième Congrès fédéral de la Seine, au Pré-Saint-Gervais.

**21 novembre 1912.** Troisième Congrès extraordinaire de la SFIO, à Paris.

Ordre du jour : lutte contre la guerre.

**10 mars 1912.** Première session du neuvième Congrès fédéral de la Seine, à la salle des fêtes de la Plaine Saint-Denis.

**23-24 mars 1913.** Dixième Congrès de la SFIO, à Brest.

Ordre du jour : loi des trois ans, désarmement international.

**6 juillet 1913.** Seconde session du neuvième Congrès fédéral de la Seine, à la grande salle de La Bellevilloise (XXème arrondissement).

**21 décembre 1913.** Troisième session du dixième Congrès fédéral de la Seine, au Pré-Saint-Gervais.

**5 janvier 1914.** Première session du onzième Congrès fédéral de la Seine, lieu de réunion non renseigné.

**25-28 janvier 1914** Onzième Congrès de la SFIO, tenu à Amiens.

Ordre du jour : tactique électorale.

**15 février 1914.** Seconde session du onzième Congrès fédéral de la Seine, à Saint-Ouen.

**21 juin 1914.** Troisième session du onzième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**5 juillet 1914.** Quatrième session du onzième Congrès fédéral de la Seine, à la salle de L'Egalitaire (Xème arrondissement).

**15-17 juillet 1914.** Deuxième session du onzième Congrès de la SFIO, tenu à Paris.

Ordre du jour : lutte contre la guerre.

## Index

### A

Almeryda, Miguel (libertaire)...121, 123

Alphonse XIII (roi d'Espagne)...44, 45

Allemane, Jean (député)...15, 30, 54, 97, 103, 138, 148, 204, 205

Andler, Charles...161

Aubriot, Jules (député)...70, 97, 111, 134, 148, 159, 162, 180, 189

Aufan, Marius (maire de Levallois-Perret)...164

Aulagnier, Alexandre...176

### B

Bachelet, Alexandre (conseiller général)...165, 167, 180

Bagnol, Henry (député)...61

Barthou, Louis (Président du Conseil)...148, 149

Beaudouin...123

Bernard, Georges-Augustin...172, 202, 203

Berthaut, Constant (conseiller municipal de Paris)...39, 61, 74, 78, 79, 119, 154, 180

Besombes, Auguste (socialiste-ouvrier)...95, 131, 175, 183, 184, 209

Beuchard, Edme (secrétaire fédéral)...62, 63, 100, 102, 141, 171, 172

Beylard...82

Bigot...44

Bizouard...62

Bled, Jules (secrétaire de l'USS)...179

Bodechon, Arthur-Joseph (insurrectionnel)...122, 124

Bon, Jean (député)...89, 169, 180, 203

Boucheron, Georges (insurrectionnel)...122, 139, 146

Bouglé, Célestin (radical)...149

Breton, Jules-Louis (député socialiste puis indépendant)...184

Briand, Aristide (Président du Conseil)...126, 132, 137, 143, 169, 192

Brousse, Paul (conseiller municipal de Paris puis député)...15, 40, 45, 62, 64, 67, 68, 69, 70, 72, 79, 80, 108, 148, 154, 155, 156, 182

Bruckère, André (insurrectionnel)...94, 171

Brunet, Frédéric (conseiller municipal de Paris puis député)...70, 72, 155, 156, 180, 185

### C

Cachin, Marcel (conseiller municipal de Paris puis député)...156, 166

Cambier, Achille (guesdiste)...58, 59, 60, 100, 101, 102, 105, 204, 205

Cambier, Gabrielle (conjointe du précédent)...204

Cardet, Alexandre (député)...61

Clemenceau, Georges (Président du Conseil)...83, 109, 128, 129, 132, 143

Coedel...118

Colombier...82

Collignon, François (guesdiste)...197, 199

Colly, Jean (conseiller municipal de Paris puis député)...39, 40, 62, 76, 96, 148, 155, 179, 132

Comaille (guesdiste)...104

Compère-Morel, Adéodat (guesdiste)...18, 100, 198, 201

Copigneaux, Maurice...177

Corgeron, Hébert (guesdiste)...103, 104

Courtois, Eugène (guesdiste)...149

Coutant, Henri (fils de Jules Coutant)...151  
 Coutant, Jules (député socialiste puis indépendant)...38, 61, 70, 71, 139, 146, 151, 164, 169, 180  
 Cuillierier, Jules (maire d'Alfortville)...164, 196  
 Chastenet (ou Chastanet), Jean-Louis (insurrectionnel)...123, 129  
 Chausse, Emile (conseiller municipal de Paris)...40, 61, 153, 154, 180  
 Chauvière, Emmanuel (député socialiste puis indépendant)...38, 49, 61, 70, 71, 139, 140, 146, 169, 179  
 Chauvin, René (guesdiste)...205  
 Chef...118  
 Chéradame, Louis...62, 102  
 Chopard (insurrectionnel)...94

**D**

Dain, Louis (maire de Saint-Ouen)...164, 165  
 De la Porte, René...199  
 De Paepe, César...182  
 Decamps, Edouard...102  
 Dejeante, Victor (député)...38, 74, 78, 108, 119, 147, 180  
 Delage...62  
 Delpech, Gaston (syndicaliste)...179  
 Désirat (guesdiste)...69  
 Deslandres, Emile (conseiller municipal de Paris)...62, 71, 154, 156  
 Desplas, Georges (radical)...39  
 Dherbécourt, Amédée (conseiller municipal de Paris)...155, 156  
 Dormoy, Pierre (secrétaire fédéral puis conseiller municipal de Paris)...84, 85, 97,

98, 102, 107, 111, 117, 131, 135, 137, 140, 141, 155, 159, 162, 171, 172, 174, 180, 185, 192, 194, 195, 203, 209  
 Dubois, André (député)...69, 70, 71, 72, 84, 86, 148  
 Dubois, Emile (de la 19<sup>ème</sup> section)...82  
 Dubois, Emile (député)...61  
 Dubreuilh, Louis (secrétaire général)...26, 80, 107, 115, 116, 117, 132, 137, 171, 173, 174, 189, 200, 204  
 Ducos de la Haille, Georges...43, 62, 84, 85  
 Ducreux...133  
 Dupetit (coopérateur)...84, 86, 191

**E**

Everard, Lucien...123

**F**

Faillet, Eugène (conseiller municipal de Paris)...39  
 Ferrer, Francisco (libertaire)...5, 129, 143, 147, 153  
 Fiancette, Eugène (syndicaliste puis conseiller municipal de Paris)...86, 135, 155, 154, 175, 180, 209  
 Floréal...118, 120  
 Fribourg, Paul (conseiller municipal de Paris)...40, 61, 76, 154, 156, 180, 185, 186, 202

**G**

Gastal, Casimir...118, 119  
 Gautrin-Giot (guesdiste)...102  
 Goldschild, Gustave (insurrectionnel)...82, 83, 85, 86, 90, 124  
 Grados, Paul (guesdiste)...205  
 Grandjouan, Jules (libertaire)...138

Grangier, Henri (syndicaliste puis conseiller municipal de Paris)...155, 180, 181  
Graziani, Séraphin (insurrectionnel puis guesdiste)...136, 197, 198, 202, 203  
Grenier, Eugène...188  
Griffuelhes, Victor (secrétaire général de la CGT)...26, 135, 174, 175, 192  
Grollet...62  
Groussier, Arthur (député)...46, 55, 63, 147  
Guérard, Eugène (syndicaliste)...193  
Guesde, Jules (député)...4, 15, 18, 134, 135, 136

**H**

Héliès, Louis (coopérateur)...118, 119, 134, 189, 203, 204  
Heppenheimer, Augustin (conseiller municipal de Paris socialiste puis indépendant)...62, 67, 70, 86, 108, 155, 180  
Hervé, Gustave (insurrectionnel)...83, 85, 91, 120, 121, 122, 125, 126, 127, 132, 192, 197, 199, 201, 202  
Hugues, Clovis (député)...37, 61

**J**

Jacquemin, Jules (conseiller général)...49, 62, 167  
Jaurès, Jean (député)...4, 18, 19, 22, 26, 27, 28, 45, 47, 95, 102, 106, 112, 120, 130, 141, 149, 160, 177, 192, 207, 208  
Jégou, Louis...102  
Jobert, Aristide (insurrectionnel)...92, 94, 95, 96, 120, 121, 122, 125, 132, 138, 205  
Jouhaux, Léon (secrétaire général de la CGT)...129, 192  
Jullien...84

**K**

Kassky, Adèle...111  
Kautsky, Karl...19  
Keufer, Auguste (syndicaliste)...185  
Kosciuszko (insurrectionnel)...124

**L**

Lafargue, Paul (guesdiste)...115, 197  
Lafont, Ernest (socialiste-ouvrier)...72, 84, 85, 93, 94, 95, 111, 131, 185, 194, 209  
Lajarrige, Louis (conseiller municipal de Paris, indépendant)...40, 69, 75, 78, 79  
Landrin, Emile (conseiller municipal de Paris)...61, 78, 107, 108, 123, 125, 154, 177, 178, 180  
Laporte, Louis...168  
Lauche, Joseph (député)...58, 59, 89, 94, 118, 119, 120, 148, 178, 180, 190, 193, 203, 204  
Lavaud, Jean-Baptiste (secrétaire fédéral puis député)...43, 64, 65, 80, 83, 84, 85, 90, 97, 102, 116, 139, 140, 148, 171, 173, 180, 193  
Le Gléo, Charles (syndicaliste)...129, 204, 205  
Le Page, Henri (vaillantiste)...44, 64, 65, 123  
Lebey, André (député)...182  
Léon, Camille (guesdiste)...104  
Lépine, Louis (préfet de police)...130  
Lerch, Lucien (guesdiste)...74, 103, 104, 123, 125  
Lesesne, Gustave...165  
Levasseur, Arthur (député)...151, 180, 190, 206

Lévy, Albert (trésorier de la CGT)...174, 175

Lévy, Gaston (frère du précédent, socialiste-ouvrier)...95, 97, 102, 120, 121, 133, 134, 175, 185, 186, 190, 199, 200, 209

Lévy, Jérôme...83, 84, 85, 86

Longuet, Edgar (guesdiste)...110, 131, 133, 137

Longuet, Jean...42, 131, 160

Louchard...62

Louzon, Robert (socialiste-ouvrier)...141

Loyau, Alphonse (syndicaliste puis conseiller municipal de Paris)...155, 156, 177, 180, 209

Loyson, Paul-Hyacinthe (radical)...149

Luquet, Alexandre (syndicaliste)...175

Lyon...194

**M**

Maffert, Louis (insurrectionnel)...97

Malon, Benoît...182

Manier, Bernard (guesdiste)...133, 175, 190

Marange, René...204

Marchand, Louis (conseiller municipal de Paris)...61, 74, 119, 123, 154, 156

Martin, Jean (guesdiste, conseiller général)...49, 61, 139, 146, 167, 180

Mayéras, Barthélémy (insurrectionnel puis guesdiste, conseiller général puis député)...136, 151, 167, 180, 187, 190, 197, 198

Méric, Victor (insurrectionnel)...122, 198

Meslier, Adrien (député)...38, 61, 69, 84, 165, 168

Mesnard, Georges...44, 64, 65

Michaud, Tony (syndicaliste puis conseiller municipal de Paris)...155, 156, 180, 181

Milhaud, Edgard (théoricien des services publics)...185

Millerand, Alexandre (ministre)...17, 21, 61, 144

Minot (syndicaliste)...179

Morin, Jean (syndicaliste puis conseiller municipal de Paris)...155, 180, 181, 197

Morizet, André (socialiste-ouvrier)...109, 131, 159, 162, 193, 209

Musy (guesdiste-insurrectionnel)...136, 139

**N**

Navarre, Louis-Auguste (conseiller municipal de Paris puis député)...38

Nègre, Marius (syndicaliste)...186, 204, 205

Niel, Louis (syndicaliste)...129, 171, 192

Norange, Pierre (guesdiste)...84, 85, 86, 187

**O**

Olivier (coopérateur)...191

Orry, Albert (avocat socialiste puis indépendant)...62

Oustry, Louis...186, 188, 202, 203

**P**

Painlevé, Paul (député socialiste indépendant)...149, 150

Paquier, Emile (trésorier fédéral)...44

Paris, Léon-Gertrude (conseiller municipal de Paris)...38, 39, 62, 69, 71, 154, 156, 180

Parisot (conseiller général)...49, 61

Paul-Louis (vaillantiste)...97, 102, 110

Pédron, Etienne (guesdiste)...102

Pelletier, Madeleine  
(insurrectionnelle)...111, 121  
Perceau, Louis (insurrectionnel)...122  
Philippe, Gaston (conseiller général)...167,  
168, 180  
Pinto (secrétaire de la 42<sup>ème</sup> section)...122  
Poincaré, Raymond (Président du Conseil  
puis Président de la République)...148  
Poirier de Narçay, Robert (député  
réactionnaire)...150  
Poiry, Emile (conseiller municipal de Paris,  
indépendant)...38  
Poli, Félix (coopérateur, socialiste-  
ouvrier)...131  
Poncet, Paul (insurrectionnel puis  
guesdiste, député)...84, 85, 89, 110, 137,  
139, 188, 197, 198, 202, 203, 206

**R**

Ranvier, Henri (conseiller municipal de  
Paris)...38, 39, 40, 61, 71, 154, 180  
Rappoport, Charles (guesdiste)...40, 105,  
209  
Reisz, Eugène (insurrectionnel)...74, 75,  
83, 98, 103, 120, 123, 125, 155, 156, 180,  
197, 199, 202, 204  
Renard, Victor (syndicaliste  
guesdiste)...172  
Renaudel, Gaston (frère de Pierre  
Renaudel)...126, 193  
Renaudel, Pierre (responsable de la  
rédaction de *L'Humanité*)...126, 135, 193,  
194, 203, 206  
Restiaux, Eugène (guesdiste)...203, 205  
Robillard, Charles (maire des Pavillons-  
sous-Bois)...164

Rouanet, Gustave (député)...61, 71, 110,  
136, 138, 144  
Roussel, Angèle (guesdiste)...102, 201  
Roussel, Ferdinand (guesdiste, maire  
d'Ivry)...164  
Rozier, Arthur (conseiller municipal puis  
député)...38, 39, 61, 68, 69, 70, 75, 78, 79,  
84, 85, 86, 108, 154, 155, 156, 180, 202

**S**

Sargnon...57  
Sauvé...197  
Séguélas...70, 83, 84, 85  
Sellier, Henri (conseiller général)...167,  
180, 184, 185, 186  
Sellier, Louis (conseiller municipal de  
Paris)...155, 156, 180  
Sémanaz, Jean-Baptiste (maire du Pré-  
Saint-Gervais)...164  
Sembat, Marcel (député, vaillantiste)...37,  
57, 58, 61, 139, 144, 164, 174, 178, 201  
Sierra (insurrectionnel)...136  
Socolovert (insurrectionnel)...185, 187  
Sorel, Georges...140  
Strago (Ernstein, Fernand)...104, 199  
Subra, Frédéric (syndicaliste)...129

**T**

Tanger, Albert (vaillantiste)...63, 98, 107,  
111, 123, 125, 135, 141, 171  
Tarbouriech, Ernest...102, 131  
Téneveau, Jean (coopérateur)...108, 185,  
200, 202, 203  
Thierrard...119

Thomas, Albert (député, maire de  
Champigny)...33, 148, 161, 162, 182, 183,  
184, 185, 194, 201  
Thomas, Eugène (maire du Kremlin-  
Bicêtre, conseiller général)...61, 139, 164,  
167, 180  
Turot, Henri (conseiller municipal de  
Paris)...39, 62, 67, 68, 70, 155, 156  
**V**  
Vaillant, Edouard (député)...4, 5, 16, 18,  
25, 26, 30, 41, 60, 64, 71, 75, 76, 78, 79,  
80, 95, 106, 107, 108, 112, 120, 130, 131,  
139, 141, 144, 172, 184, 185, 186, 192,  
193, 197, 210, 209  
Vandervelde, Emile (socialiste belge)...184  
Varciat (guesdiste)...71

Varenne, Jean-Baptiste (conseiller  
municipal de Paris)...155, 180  
Vastrou...103, 118, 123, 125  
Veber, Adrien (député)...61, 70  
Vendrin, Valentin (conseiller  
général)...167, 180  
Viviani, René (ministre puis Président du  
Conseil)...134, 137  
Voilin, Lucien (conseiller général puis  
député, maire de Puteaux)...60, 148, 164,  
167, 180, 185  
**W**  
Walter, Albert (député)...37, 60, 180  
Weber, Joseph (conseiller municipal de  
Paris)...39, 60, 154, 156, 180  
Willm, Albert (député)...169



## **Table des matières**

|  |       |
|--|-------|
| Remerciements  | p.1   |
| Abréviations et sigles   | p.2   |
| <b><u>Introduction...</u></b>  | p.3   |
| A. Une période charnière dans l'évolution économique, sociale et politique du monde : la « Belle Epoque » (1896-1914).                           | p.10  |
| B. Un socialisme récemment unifié pris au sein de nombreuses contradictions dont la principale est la tension entre réforme et révolution.       | p.14  |
| C. A propos de la sensibilité politique socialiste et ouvrière.  | p.23  |
| <b><u>Première partie. La Fédération de la Seine comme fédération révolutionnaire : instabilité chronique et tiraillements idéologiques.</u></b> | p.37  |
| <b><u>Chapitre un. L'unification du socialisme séquanien. Des fractions socialistes à la Fédération unifiée.</u></b>                             | p.38  |
| A. Vers l'unité du socialisme.   | p.42  |
| B. La constitution de la Fédération : quel modèle d'organisation ?   | p.46  |
| C. La Fédération unifiée de la Seine : resserrement autour d'un noyau dur.   | p.58  |
| <b><u>Chapitre deux. Tensions centrifuges entre élus et militants : le chemin difficile vers l'unité de la Fédération.</u></b>                   | p.64  |
| A. Les résistances d'une droite socialiste en faveur de l'autonomie des élus   | p.67  |
| B. Un état d'esprit militant : la fronde contre les élus, vecteurs du réformisme.  | p.73  |
| C. L'action des élus pour restaurer la confiance entre eux et leurs militants.   | p.78  |
| D. Questions de discipline : agir de façon ordonnée pour préserver coûte que coûte l'unité.  | p.82  |
| <b><u>Chapitre trois. La Fédération de la Seine : un microcosme de la gauche socialiste.</u></b>   | p.88  |
| A. A l'extrême-gauche du socialisme : héritages révolutionnaires du blanquisme et de l'allemanisme.  | p.91  |
| B. La progression du courant guesdiste : entre fraction oppositionnelle organisée et convergences politiques inattendues.                        | p.99  |
| C. Une Fédération à la gauche du Parti : le vaillantisme à la croisée des traditions du Paris révolutionnaire.                                   | p.106 |
| <b><u>Seconde partie. Institutionnalisation du socialisme séquanien : la Fédération entre la gauche et le mouvement ouvrier.</u></b>             | p.113 |
| <b><u>Chapitre un. La Fédération en crise (1909-1911) : l'extrême-gauche au centre des tensions.</u></b>   | p.115 |
| .....  | p.115 |

|  |       |
|--|-------|
| A. Les activités fractionnelles à la gauche de la Fédération : s'organiser pour résister ou marcher vers la rupture ?                                | p.118 |
| B. La Fédération socialiste de la Seine comme pôle central de la politique socialiste révolutionnaire.   | p.128 |
| C. La Fédération entre élections et luttes de classe : organiser l'unité d'action.   | p.137 |
| <u>Chapitre deux. Le bouleversement structurel et militant de la Fédération : une Fédération révolutionnaire dans un Parti réformiste ?</u>          | p.143 |
| A. Le Parti socialiste en tête de la gauche dans la Seine .  | p.145 |
| B. Les socialistes parisiens et le Conseil municipal : des rapports conflictuels avec la gauche.   | p.153 |
| C. Les tendances lourdes de la sociologie socialiste : l'ouverture du Parti en direction des classes moyennes.                                       | p.157 |
| D. La Ceinture rouge en formation : les socialistes dans la banlieue parisienne, entre logiques d'implantation et évolutions du monde ouvrier.       | p.163 |
| <u>Chapitre trois. Renouveau militant, renouvellement théorique. Les métamorphoses de la Fédération de la Seine à la veille de la Grande Guerre.</u> | p.171 |
| A. Une Fédération tournée vers l'action, pour un socialisme de lutte de classe et complémentaire de l'action syndicaliste                            | p.174 |
| B. La Fédération de la Seine et la question communale, l'avant-garde du socialisme municipal.  | p.182 |
| C. Un socialisme séquanien en métamorphose : renforcement des structures fédérales et recomposition des gauches.                                     | p.192 |
| <b><u>Conclusion.</u></b>  | p.207 |
| <b><u>Bibliographie.</u></b>   | p.211 |
| <b><u>Annexes.</u></b>   | p.219 |
| Annexe I : Statuts de la Fédération de la Seine à l'issue du congrès d'unification.  | p.220 |
| Annexe II : Répartition des conseillers municipaux socialistes en 1906.  | p.229 |
| Annexe III. Carte des résultats socialistes aux élections législatives des 6 et 20 mai 1906.<br>.....  | p.230 |
| Annexe IV. Carte des résultats socialistes aux élections législatives des 24 avril et 8 mai 1910.....  | p.231 |
| Annexe V. Carte des résultats socialistes aux élections législatives des 26 avril et 10 mai 1914.....  | p.232 |
| Annexe VI. Carte des résultats socialistes aux élections municipales des 3 et 10 mai 1908 et aux élections cantonales des 17 et 24 mai 1908.         | p.233 |

|  |       |
|--|-------|
| Annexe VII. Carte des résultats socialistes aux élections municipales des 5 et 12 mai 1912 et aux élections cantonales des 2 et 9 juin 1912. | p.234 |
| Annexe VIII. Date et ordre du jour des Congrès socialistes nationaux (avec composition de la délégation de la Seine) et fédéraux.            | p.235 |
| Index.   | p.238 |
| Table des matières.  | p.244 |

Illustration de couverture : photographie de Pierre Dormoy, secrétaire de la Fédération de la Seine du Parti socialiste (1910-1913).

Illustrations de la dernière page : photographies d'Edouard Vaillant, Paul Brousse et Jean Allemane, leaders socialistes parisiens. Suivies d'une photo du service d'ordre (les « hommes de confiance ») de la manifestation Ferrer du 17 octobre 1909 organisée par la Fédération socialiste de la Seine.

Paul Brousse



Jean Allemane

